



Rapport annuel d'avancement 2018

© Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), 2018

Toutes les informations contenues dans ce rapport ont été collectées, examinées et rassemblées par le Secrétariat du Mouvement SUN en juin, juillet et août 2018. Le Secrétariat du Mouvement SUN est appuyé par la Fondation Bill & Melinda Gates, Canada, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les États-Unis. La capacité en ressources humaines, rapportant directement au Directeur du Mouvement SUN, a été mise à disposition par le Programme alimentaire mondial. Le plan d'activités et le budget du Secrétariat du Mouvement SUN soutiennent la mise en œuvre de la stratégie révisée du Mouvement SUN et des priorités identifiées par les pays SUN dans le contexte de la feuille de route 2016-2020 du Mouvement SUN.

Pour citation : Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) (2018). Rapport annuel d'avancement 2018. Genève.

Photo de couverture: © UNICEF

Conception, mise en page et production par Phoenix Design Aid A / S, Danemark.

Imprimé en Suisse et Thaïlande



MOUVEMENT SUN

Rapport annual d'avancement 2018

Avant-propos

REMPORTER LA BATAILLE POUR UN MONDE EXEMPT DE MALNUTRITION



Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) est plus fort et plus déterminé que jamais. Lancé en 2010, le Mouvement SUN réunit à l'heure actuelle 60 pays, trois États indiens et des milliers de partenaires et bailleurs de fonds du secteur privé, de la société civile, du milieu universitaire, d'agences des Nations Unies, de parlements et du monde des médias. Notre mission conjointe est claire : en finir avec la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030.

La capacité du Mouvement SUN à porter tous ses efforts sur des interventions au niveau national de lutte contre la malnutrition et ses effets dévastateurs a permis de réduire de façon drastique les retards de croissance (ou taille insuffisante par rapport à l'âge) des jeunes enfants dans le monde entier. Désormais, nous n'avons d'autre choix que de pérenniser cette impressionnante réussite et ces résultats de nutrition à l'échelle mondiale, dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

À l'heure actuelle, le Mouvement SUN fait des progrès considérables pour s'assurer que personne n'est laissé de côté, et nombreux pays membres du Mouvement sont à l'avant-garde.

Le Bangladesh, El Salvador, l'Eswatini, le Ghana, le Kenya, le Kirghizistan, le Liberia et el Pérou ont confirmé un recul du nombre de filles et de garçons souffrant de retards de croissance en 2017 et 2018. Ces pays sont en passe d'atteindre l'objectif de l'Assemblée mondiale de la Santé relatif à la réduction du retard de croissance. Les pays du Mouvement SUN qui réduisent la prévalence de l'émaciation (poids insuffisant par rapport à la taille) sont de plus en plus nombreux tandis que six pays enregistrent des progrès considérables dans la réduction aussi bien du retard de croissance que de l'émaciation.

Dans l'intervalle, quasiment un tiers des pays SUN désamorcent peu à peu la bombe du surpoids infantile et de nombreux pays membres arborent des taux d'allaitement maternel exclusif de plus de 60 % au cours des premiers mois de vie des nourrissons, une leçon importante pour tous les pays, qu'ils soient pauvres ou riches.

En fait, ce qui fait la force du Mouvement SUN, c'est sa capacité à toujours tirer les leçons de ses expériences. Un pays SUN sait tirer les enseignements d'expériences réussies, qu'il s'agisse des siennes ou de celles d'autres pays. Par exemple, en 2017 et 2018, 53 pays membres ont participé à un exercice d'évaluation conjointe visant à explorer ce qui fonctionne bien et les domaines où des changements et des renforcements sont nécessaires.

Bon nombre de ces pays ont continué sur leur lancée afin d'obtenir des résultats. Quarante-deux pays du Mouvement SUN disposent désormais d'un plan national de nutrition, un outil essentiel d'amélioration de l'état nutritionnel des populations.



Pourtant, nous sommes encore loin du but et le chemin vers un monde où chaque foyer bénéficie d'une sécurité alimentaire et d'une bonne nutrition est encore long. En 2017, le nombre de personnes mal nourries dans le monde était estimé à 821 millions, un chiffre en progression depuis 2014. Le nombre de pays (du Mouvement SUN ou non) susceptibles d'atteindre les Objectifs de développement durable relatifs à la réduction des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans reste insuffisant. En outre, vu les tendances actuelles, il semble que nous ne pourrions pas mettre un terme à l'augmentation du nombre d'enfants en surpoids dans le monde.

Face à cela, il est temps de faire un bilan et de se poser les vraies questions. Les pays et les réseaux SUN tirent-ils réellement les leçons des expériences collectives, par exemple, pour que les populations des pays membres tirent au mieux parti des initiatives mises en place ? Comment faire pour que tous les enfants, où qu'ils se trouvent, bénéficient de nos interventions, que ce soit en Afrique où le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance augmente, ou en Asie où 17,5 millions de filles et de garçons sont en surpoids ?

Alors que nous tentons de répondre à ces questions d'une grande complexité, nous devons agir dans quatre domaines essentiels à notre succès.

Tout d'abord, nous devons nous assurer que chacun prend ses responsabilités, et ce au plus haut niveau, pour que l'amélioration de la nutrition devienne une priorité. Les gouvernements doivent s'engager pleinement dans l'élaboration d'une vision, d'un plan et d'un budget permettant d'atteindre les objectifs nutritionnels.

Ensuite, nous devons accélérer le renforcement des interventions qui ont prouvé leur efficacité dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes lors des 1 000 premiers jours de vie des enfants.

Et pour finir, nous devons aider les pays à développer une « approche systémique » de la nutrition. Concrètement, cela implique de transformer l'agriculture et les systèmes de production alimentaires en systèmes durables, en y intégrant les éléments clés que sont l'éducation et la protection sociale.

Nous devons également lutter contre les inégalités socio-économiques et de genre afin d'améliorer la nutrition des populations, à tous les âges de la vie. La nutrition des femmes, notamment des petites filles et des adolescentes, doit être au cœur de toutes les stratégies nationales visant à briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition.

Au fur et à mesure que les membres du Mouvement SUN progressent vers un monde exempt de malnutrition, nous savons que nous pouvons compter les uns sur les autres pour relever ces défis et construire un avenir meilleur. Travaillons ensemble, apprenons ensemble et réalisons ensemble nos objectifs !



Henrietta H. Fore

Directrice générale de l'UNICEF et présidente du Groupe principal du Mouvement SUN

Index des pays

- Afghanistan** pp. VIII, IX, XI, XII, 8, 11, 18, 30, 72, 74, 75, 76, 77, 83, 102, 162, 163, 191
- Bangladesh** pp. II, VIII, IX, 8, 31, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 81, 83, 103, 162, 163, 177
- Bénin** pp. VIII, IX, X, XII, 12, 31, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 45, 104, 162, 163, 166, 177
- Botswana** pp. 48, 49, 50, 51, 52, 54, 56, 105, 162, 163, 177
- Burkina Faso** pp. IX, X, 31, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 106, 162, 163, 177
- Burundi** pp. IX, XI, 8, 31, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 107, 162, 163, 177
- Cambodge** pp. IX, X, 31, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 108, 162, 166, 177
- Cameroun** pp. IX, 31, 36, 37, 38, 40, 42, 43, 109, 162, 163, 177
- Comoros** pp. 48, 49, 50, 51, 54, 112, 162, 163, 177
- Congo** pp. IX, XI, 8, 26, 31, 36, 37, 38, 41, 43, 113, 162, 163, 177
- Costa Rica** pp. X, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 114, 162, 163, 177
- Côte d'Ivoire** pp. II, VIII, IX, XI, 5, 6, 8, 18, 26, 27, 31, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 57, 115, 162, 163, 177
- Eswatini** pp. II, VIII, IX, 31, 48, 49, 50, 51, 52, 54, 118, 162, 163, 177
- Éthiopie** pp. 18, 48, 49, 50, 52, 54, 55, 119, 162, 163, 177
- Gabon** pp. XII, 18, 36, 37, 41, 42, 43, 120, 162, 163, 177
- Gambie** pp. IX, X, XII, 18, 26, 31, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 121, 162, 163, 177
- Ghana** pp. II, VIII, IX, 31, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 122, 162, 163, 178
- Guatemala** pp. VIII, IX, X, 8, 31, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 95, 123, 162, 163, 178
- Guinée** pp. XII, 21, 26, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 124, 162, 163, 178
- Guinée-Bissau** pp. IX, 31, 36, 38, 39, 40, 41, 67, 125, 162, 163, 178
- Haïti** pp. X, 8, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 126, 162, 163, 178
- Indonésie** pp. IX, XII, 18, 31, 72, 73, 74, 77, 78, 79, 127, 162, 163, 178
- Kenya** pp. II, VIII, IX, X, 21, 31, 48, 49, 50, 54, 55, 128, 162, 163, 178
- Kirghizstan** pp. II, VIII, IX, XII, 18, 31, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 70, 129, 162, 163, 178
- Laos** pp. XII, 72, 74, 76, 77, 81, 130, 162, 163, 166, 178
- Le Salvador** pp. II, VIII, IX, 5, 12, 31, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 117, 162, 163, 177
- Lesotho** pp. VIII, IX, XI, 8, 31, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 56, 131, 164, 165, 178
- Libéria** pp. II, VIII, 31, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 132, 164, 165, 178
- Madagascar** pp. XI, XII, 5, 8, 11, 12, 48, 49, 52, 53, 54, 133, 164, 165, 166, 178
- Malawi** pp. VIII, IX, X, XII, 18, 22, 24, 31, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 134, 164, 165, 178
- Mali** pp. IX, X, XIII, II, 31, 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 47, 135, 164, 165, 178
- Mauritanie** pp. IX, XII, 11, 31, 36, 37, 38, 40, 41, 136, 164, 165, 178
- Mozambique** pp. 8, 48, 49, 52, 54, 55, 56, 137, 164, 165, 179
- Myanmar** pp. IX, 26, 31, 72, 74, 75, 76, 77, 82, 82, 138, 164, 165, 179
- Namibie** pp. XII, 48, 49, 51, 52, 54, 139, 164, 165, 179
- Népal** pp. IX, X, 31, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 140, 164, 165, 179
- Niger** pp. X, XI, 8, 36, 37, 38, 40, 42, 141, 164, 165, 179
- Nigéria** pp. IX, 23, 31, 36, 37, 38, 41, 142, 164, 165, 179
- Ouganda** pp. IV, VII, IX, 18, 31, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 157, 164, 165, 180
- Pakistan** pp. 18, 19, 22, 72, 74, 76, 77, 143, 164, 165, 179
- Papouasie Nouvelle Guinée** pp. 72, 73, 74, 76, 77, 144, 164, 165, 179
- Pérou** pp. II, VIII, IX, X, 18, 21, 31, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 145, 164, 165, 179
- Philippines** pp. X, 18, 19, 72, 73, 74, 75, 76, 78, 146, 164, 165, 179
- République centrafricaine** pp. 36, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 110, 162, 163, 177
- République démocratique du Congo** pp. IX, X, 31, 36, 37, 38, 41, 42, 43, 116, 162, 163, 177
- Rwanda** pp. VIII, IX, 18, 21, 31, 48, 49, 50, 52, 54, 55, 56, 59, 147, 164, 165, 179
- Sénégal** pp. IX, X, XII, 11, 18, 19, 26, 31, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 148, 164, 165, 179
- Sierra Leone** pp. IX, X, XI, 8, 18, 26, 31, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 43, 46, 149, 164, 165, 179
- Somalia** pp. XI, 8, 18, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 150, 164, 165, 179
- Sud Soudan** pp. 18, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 151, 164, 165, 179
- Sri Lanka** pp. IV, IX, XII, 18, 26, 31, 72, 74, 77, 81, 152, 164, 165, 179
- Soudan** pp. IV, IX, XII, 18, 31, 48, 49, 50, 52, 53, 153, 164, 165, 179
- Tadjikistan** pp. IV, XII, 18, 32, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 71, 154, 164, 165, 179
- Tanzanie** pp. IV, VIII, IX, 18, 19, 21, 31, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 155, 164, 165, 190
- Tchad** pp. IX, XII, 18, 26, 31, 36, 38, 39, 40, 42, 111, 162, 163, 177
- Togo** pp. IV, XII, IX, 18, 19, 21, 31, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 56, 156, 164, 165, 180
- Viet Nam** pp. IV, XII, 18, 72, 73, 74, 75, 77, 78, 79, 158, 164, 165, 180
- Yémen** pp. 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 159, 164, 165, 180
- Zambie** pp. IV, IX, X, XII, 11, 18, 31, 48, 49, 52, 55, 56, 58, 159, 164, 165, 180
- Zimbabwe** pp. IV, VIII, IX, X, 18, 26, 31, 48, 49, 50, 51, 53, 54, 55, 56, 57, 160, 164, 165, 180



Liste des abréviations et acronymes

AMS	Assemblée mondiale de la santé
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
GNR	Rapport mondial sur la nutrition
MEAL	Système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage du Mouvement SUN
N4G	Nutrition pour la croissance
ODD	Objectifs de développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
PIB	Produit intérieur brut
REACH	Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition
SMS	Secrétariat du Mouvement SUN
SUN	Mouvement pour le renforcement de la Nutrition
WASH	Eau, assainissement et hygiène



Contenu

Avant-propos	II
index des pays	IV
Liste des abréviations et acronymes	V
Résumé	VIII

CHAPITRE 1

La situation mondiale de la nutrition en 2017-2018	2
La situation mondiale	2
Une bonne nutrition favorise les progrès en matière de bien-être, de développement et de réussite	4
Aperçu des mesures à l'échelle mondiale en 2017-2018 : faits marquants du Mouvement SUN	5

CHAPITRE 2

Renforcement du soutien aux pays SUN en 2017 et 2018	14
Le groupe principal	16
La coordinatrice	18
Le comité exécutif	19
Les réseaux SUN	21
Le réseau de la société civile SUN	21
Le réseau du secteur privé SUN	23
Le réseau des donateurs SUN	24
Le réseau des nations unies pour le Mouvement SUN	25
Le secrétariat du Mouvement SUN	27



CHAPITRE 3

Renforcer la nutrition dans le monde en 2017-2018	30
Le renforcement de la nutrition en Afrique occidentale et centrale	36
Renforcement de la nutrition en Afrique orientale et australe	48
Le renforcement de la nutrition en Asie occidentale et centrale	60
Le renforcement de la nutrition en Asie du sud et du sud-est et dans le Pacifique	72
Renforcer la nutrition en Amérique Latine et dans les Caraïbes	84

CHAPITRE 4

S'assurer ensemble qu'un monde sans malnutrition est à notre portée	96
La marche à suivre	96
Perspectives pour 2019	98

CHAPITRE 5

Profils des pays SUN	100
Guide pour les profils de pays	101
Les avancées des pays SUN dans une série de processus	162

ANNEXES

Annexe 1	
Notes techniques : indicateurs et sources de données présentés dans le rapport d'avancement 2018	166
Annexe 2	
Suivi des progrès réalisés au sein du Mouvement SUN en 2017-2018	172



Résumé

RENFORÇONS ENSEMBLE LA NUTRITION ET SON IMPACT POSITIF SUR LES POPULATIONS, LES SOCIÉTÉS ET LES NATIONS

PRINCIPAUX TEMPS FORTS DE 2017 ET 2018¹

Une nutrition adéquate est le point de départ et le fondement d'un avenir durable. Essentielle pour mener une vie saine et productive, la nutrition influence souvent le niveau d'épanouissement des femmes, des hommes, des filles et des garçons, ainsi que celui des communautés et des nations. Étant donné que la nutrition est à la fois une composante et un marqueur du développement durable, la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes doit passer par des mesures cohérentes et adaptées de la part d'une multitude de parties prenantes et dans une variété de secteurs, afin de ne pas faire de laissés-pour-compte. Ces aspects sont également soulignés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**BIENVENUE A
L'AFGHANISTAN,
NOUVEAU
MEMBRE DU
MOUVEMENT
SUN !**

2018 marque la huitième année du Mouvement SUN et la période à mi-parcours de sa Stratégie et feuille de route (2016-2020). Celle-ci est mise en œuvre par 60 pays et les États indiens du Jharkhand, du Maharashtra et de l'Uttar Pradesh. Le plus jeune pays membre du Mouvement est l'Afghanistan, qui l'a rejoint en septembre 2017. C'est dans ces pays et ces États que vivent la plupart des filles et des garçons qui sont trop petits pour leur âge (retard de croissance) ou dont le poids est trop faible par rapport à leur taille (émaciation). En collaboration avec des organisations de la société civile, des entreprises, des organismes de l'ONU, des donateurs et des universités, les pays et les États membres du Mouvement SUN ont à cœur de libérer le potentiel de tous, à l'échelle mondiale, en éliminant la malnutrition une fois pour toutes. Lorsqu'ils se joignent à ce Mouvement promu et mené par les pays, les membres intègrent une communauté à croissance rapide qui apprend, individuellement et mutuellement, à unir les populations, à établir les politiques et les lois appropriées, à viser des résultats communs et à investir pour des effets durables.

Le Mouvement SUN transforme la vie et l'avenir des populations, mais des résultats plus rapides et à plus grande échelle sont nécessaires pour atteindre les cibles mondiales de l'Assemblée mondiale de la santé, afin d'améliorer la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant d'ici à 2025, et pour réaliser les Objectifs de développement durable.

En 2017 et 2018, le Bangladesh, la Côte d'Ivoire, El Salvador, l'Eswatini, le Ghana, le Kenya, le Kirghizistan, le Libéria et le Pérou ont enregistré une baisse du nombre d'enfants présentant un retard de croissance: ils

¹ Pour les besoins de la présente synthèse, la période visée par le rapport s'étend d'avril 2017 à août 2018.



sont en bonne voie d'atteindre la cible relative au retard de croissance². 14 pays sont bien partis pour obtenir une forte réduction des cas d'émaciation³, et 6 pays SUN affichent aujourd'hui des progrès dans ces deux domaines⁴. Plus d'un tiers de l'ensemble des pays SUN sont en bonne voie d'arrêter la hausse du taux d'enfants de moins de cinq ans qui sont en surcharge pondérale⁵, et veiller à ce que les bébés soient nourris exclusivement au sein pendant les 6 premiers mois de leur vie⁶. Toutefois, on observe un ralentissement généralisé des progrès dans des domaines essentiels, ce qui signifie qu'il faut d'urgence prendre des mesures de renforcement pour réduire l'anémie chez les femmes, pour interrompre la hausse de l'obésité et du diabète chez les adultes et pour augmenter la pratique de l'allaitement exclusif.

Le Mouvement SUN procède à un décloisonnement aux niveaux central, régional et local – conformément à sa conviction qu'un travail collaboratif harmonisé permet d'atteindre des résultats bien supérieurs à ce qui pourrait être accompli individuellement.

Entre avril et août 2018, 53 pays SUN, un nombre record depuis la création du Mouvement, ont examiné les efforts qu'ils ont faits pour renforcer la nutrition en réunissant diverses parties prenantes à l'occasion de l'évaluation conjointe annuelle. Cet exercice permet d'apprécier les mesures prises au niveau national ; il fait partie des caractéristiques et des outils uniques du Mouvement servant à partager les progrès accomplis et les difficultés rencontrées et à définir une trajectoire pour l'avenir. En tant que nouveau membre du Mouvement SUN, l'Afghanistan a mené une étude initiale pour connaître avec certitude sa situation.

Les gouvernements parviennent à réunir leurs communautés de la nutrition, et 57 pays SUN, soit six de plus qu'en 2016-2017, disposent d'une plateforme multi-acteurs active au niveau national. Dans 33 pays, ces plateformes fonctionnent également au niveau infranational, et soutiennent les actions et les activités de mise en œuvre à l'échelle locale dans une variété de secteurs tels que l'autonomisation des femmes, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, la santé, la protection sociale et l'éducation.

Les pays SUN déterminent quelles sont les personnes appropriées pour apporter des changements durables, en rassemblant une multitude de parties prenantes et en passant par les réseaux.

² Réduire de 50 % le nombre d'enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance : Bangladesh, Côte d'Ivoire, El Salvador, Eswatini, Ghana, Kenya, Kirghizistan, Libéria et Pérou.

³ Réduire et maintenir au-dessous de 5 % l'émaciation chez l'enfants : Bénin, El Salvador, Eswatini, Ghana, Guatemala, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Malawi, Ouganda, Pérou, Rwanda, Tanzanie et Zimbabwe.

⁴ El Salvador, Eswatini, Ghana, Kenya, Kirghizistan et Pérou.

⁵ Réduire et maintenir le surpoids chez les enfants en dessous de 3 % : Bangladesh, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Côte d'Ivoire, El Salvador, Eswatini, Ghana, Guatemala, Guinée-Bissau, Indonésie, Kenya, Lesotho, Malawi, Myanmar, Népal, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie et Tchad.

⁶ Augmenter l'allaitement exclusif au cours des six premiers mois de vie d'au moins 70 % : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, El Salvador, Eswatini, Gambie, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Mali, Mauritanie, Myanmar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Sri Lanka, Soudan, Zambie et Zimbabwe.

EL SALVADOR, LE GHANA, LE KENYA, LE KIRGHIZISTAN, L'ESWATINI ET LE PÉROU SONT BIEN PARTIS POUR ATTEINDRE LES CIBLES EN MATIÈRE DE RETARDS DE CROISSANCE ET D'ÉMACIATION !

- Le Réseau de la société civile SUN soutient la création d'alliances de la société civile dynamiques, dont 40 sont actuellement en place dans des pays SUN. Le réseau représente plus de 3 000 organisations locales, nationales et internationales, couvrant une multitude de secteurs et de contextes, y compris quatre groupes de coordination régionale. En 2018, le Réseau de la société civile SUN a lancé le programme des jeunes leaders en faveur de la nutrition (#YL4N2018), dont l'objectif est d'appuyer l'acquisition de compétences et de connaissances chez les jeunes militants, pour aider à accélérer les avancées vers l'élimination de la malnutrition.
- Le Réseau du secteur privé SUN est une plateforme mondiale pour les entreprises et la nutrition visant une collaboration multi-acteurs, qui compte plus de 400 sociétés multinationales et nationales résolues à éradiquer la malnutrition en leur qualité de membres. 28 plateformes multi-acteurs, mises en place dans 18 pays, comprennent à présent des représentants du secteur privé. En 2018, le Réseau du secteur privé SUN et le gouvernement zambien ont lancé un logo pour les aliments de qualité (Good Food Logo), qui repose sur un ensemble de critères pour aider les consommateurs à identifier des choix d'aliments plus nutritifs dans les magasins.
- Le Réseau des Nations Unies pour le SUN constitue une plateforme permettant aux organismes de l'ONU d'harmoniser et de coordonner les initiatives en faveur de la nutrition avec toutes les parties prenantes concernées ; elle soutient les mesures nationales et favorise une implication accrue des gouvernements dans l'atteinte des cibles en matière de nutrition et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Aujourd'hui, l'ensemble des 60 pays SUN ont établi des Réseaux des Nations Unies, avec des points focaux désignés. 80 pour cent d'entre eux, contre 74 pour cent en 2016-2017, ont nommé des présidents ou des coprésidents de Réseau des Nations Unies. En 2017 et 2018, le succès des campagnes de plaidoyer du Réseau des Nations Unies pour le SUN a provoqué un changement politique en Sierra Leone, où un débat télévisé soutenu par des donateurs/l'ONU avec des parlementaires a débouché sur l'adoption d'une loi sur la sécurité alimentaire et sur la nutrition.
- Le Réseau des donateurs SUN s'attache à garantir un engagement politique et des résultats au niveau des pays. 35 pays ont désigné un facilitateur du réseau des donateurs pour renforcer, harmoniser et mettre en conformité le soutien des partenaires de développement dans le cadre des plans de nutrition administrés par les gouvernements, et 21 pays SUN disposent aujourd'hui d'un Réseau des donateurs SUN. En 2017 et 2018, le Réseau des donateurs SUN a renforcé son action et ses partenariats au moyen de mécanismes de financement innovants tels que le Mécanisme mondial de financement, afin de récolter davantage de fonds en faveur de la nutrition et de créer des ponts avec les pays SUN.
- Pour mieux soutenir les prises de décisions fondées sur des éléments probants et améliorer la coordination entre les gouvernements et les instituts de recherche, 40 plateformes multi-acteurs collaborent avec des scientifiques et des universitaires.
- 41 pays, soit sept de plus qu'en 2016-2017, tirent parti de l'influence politique des parlementaires pour asseoir la nutrition en tant que priorité nationale. Cette démarche a bénéficié de l'appui du Secrétaire général de l'Union interparlementaire et membre du Groupe principal du Mouvement SUN, Martin Chungong, qui a encouragé tous les présidents de parlement à examiner annuellement les initiatives nationales en faveur de la nutrition.
- Dans 38 pays SUN, les médias portent la bonne parole de la nutrition, et un nombre croissant d'autres pays du Mouvement leur emboîtent le pas.
- 31 pays SUN ont nommé un ou plusieurs ambassadeurs de la nutrition haut placés, issus du monde politique ou de la société, qu'il s'agisse de présidents, de Premiers ministres, de Premières dames, de stars du sport ou d'autres célébrités.

Les pays SUN aspirent à des cadres politiques et juridiques cohérents et affichent des résultats de plus en plus communs, assortis de plans d'action pour concrétiser les objectifs, bien qu'une hausse des investissements soit nécessaire.

- 42 pays disposent d'un plan national pour la nutrition, réunissant les secteurs et les parties prenantes dans le cadre d'une approche pangouvernementale visant à éliminer la malnutrition.
- 46 pays SUN ont établi une forme de mesure juridique liée au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Parmi ces pays, 22 disposent de lois ou de réglementations complètes qui respectent la majorité, voire l'intégralité, des dispositions du Code.
- 80 pour cent des pays SUN disposent de lois, au moins partielles, de protection de la maternité, un élément important pour l'autonomisation des femmes actives et leur permettre d'allaiter et de prendre soin de leurs bébés. 24 pays prévoient un congé de maternité pleinement rémunéré d'au moins 14 semaines et 5 pays SUN (le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Pérou et le Sénégal) ont ratifié la Convention de l'Organisation internationale du Travail sur la protection de la maternité de 2000 (N° 183).
- 18 pays garantissent un haut niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation, et les constitutions de 10 pays SUN proclament explicitement le droit à l'alimentation pour tous⁷.
- 56 pays disposent de lois sur l'iодation universelle du sel, et 48 ont des lois exigeant l'enrichissement de la farine.

⁷ Costa Rica, République démocratique du Congo, Guatemala, Haïti, Kenya, Malawi, Népal, Niger, Philippines, Zimbabwe. Base de données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur le droit à l'alimentation autour du globe. Disponible sur le site : http://www.fao.org/right-to-food-around-the-globe/level-of-recognition/fr/?page=3&ipp=10&no_cache=1&tx_dynalist_pil%5Bpar%5D=YToyOntzOjU6ImJveF8xltzOjE6IjEiO3M6MToiTC17czoxOlla3wWlJt9.



© UNICEF / DeJongh

- Sept pays SUN disposent de réglementations promouvant des régimes alimentaires sains. Seul le Zimbabwe a intégré des cibles relatives aux maladies non transmissibles (MNT) dans ses plans nationaux pour la nutrition et le développement ; le Cambodge, la Gambie et le Sénégal ont intégré le surpoids, l'obésité et les MNT dans leurs politiques de développement. 14 pays SUN ont intégré les cibles sur la nutrition de l'Assemblée mondiale de la santé dans leurs politiques de développement.
- 42 pays SUN font état d'un cadre commun de résultats national, et 9 pays sont en train d'élaborer ou d'actualiser les leurs. 36 pays ont élaboré des plans d'action pour atteindre les objectifs établis dans leurs cadres communs de résultats. 30 pays disposent d'un cadre de suivi et d'évaluation, et 12 cadres de plus sont en préparation. 28 cadres communs de résultats ont été intégralement chiffrés.
- 48 pays mènent un suivi des affectations des finances publiques en faveur de la nutrition, et 27 pays font état de déficits de financement. 24 pays déclarent que les donateurs nationaux se sont alignés sur les rapports nationaux concernant ces informations.
- Il a été estimé que les affectations budgétaires consacrées à la nutrition dans 19 pays SUN ont représenté un total de 4 pour cent des dépenses générales des gouvernements. Par ordre de priorité des dépenses sectorielles, les pays investissent respectivement le plus dans la protection sociale, la santé, l'agriculture, l'eau et l'assainissement et l'éducation. Ils mettent à profit les éléments probants réunis après des exercices d'analyse budgétaire pour promouvoir une hausse et une amélioration des dépenses.

APERÇU DE L'ACTION MONDIALE EN 2017 ET 2018

- Le [Sommet mondial sur la nutrition 2017](#), qui s'est tenu le 4 novembre à Milan, a réuni des gouvernements, des villes, des agences internationales, des fondations, des organisations de la société civile et des entreprises autour du renforcement des mesures mondiales de lutte contre la malnutrition. Ce sommet, le premier forum mondial de la Décennie d'action de Nations Unies pour la nutrition (2016-2026), a permis de collecter un total de 3,4 milliards de dollars US en promesses de financements, dont 640 millions de dollars US en nouveaux engagements pour l'éradication de toutes les formes de malnutrition partout dans le monde.
- Pour la première fois, le [Rassemblement Mondial 2017 du Mouvement SUN](#) a eu lieu dans un pays SUN, la Côte d'Ivoire. Du 7 au 9 novembre 2017, Abidjan a accueilli plus de 1 000 membres du Mouvement SUN, faisant de cet événement le plus grand Rassemblement Mondial à ce jour. Ce Rassemblement a permis aux pays et aux parties prenantes de présenter les progrès exemplaires qu'ils ont réalisés au niveau national, et d'encourager une collaboration mondiale dans la lutte contre la malnutrition.
- En marge de la soixante-et-onzième Assemblée mondiale de la santé, qui s'est tenue du 21 au 25 mai 2018, le Secrétariat du Mouvement SUN a organisé des [Rencontres sur la nutrition](#) pour souligner l'importance de la nutrition au sein de plus vastes programmes de santé et de développement. Ces Rencontres ont aussi permis de s'assurer que la nutrition était reconnue comme la pierre angulaire d'une couverture de santé universelle. Plusieurs événements ont été organisés lors des Rencontres sur la nutrition du Mouvement SUN, en collaboration avec la société civile, les organismes des Nations Unies, le groupe des donateurs et le secteur privé. Les points focaux SUN des gouvernements de l'Afghanistan, du Burundi, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Lesotho, de Madagascar, du Niger, de la Sierra Leone et de la Somalie étaient présents.
- La toute première [cérémonie de remise du Prix des ambassadeurs de la nutrition du Mouvement SUN](#) a été organisée dans le cadre du Rassemblement Mondial 2017. Neuf prix d'ambassadeur du renforcement

de la nutrition, trois prix pour l'ensemble des réalisations accomplies en faveur de la nutrition et un prix de l'équipe pays SUN ont été décernés. Dans le cadre des prix qu'ils ont reçus, ces ambassadeurs, ainsi que les autres nominés, ont été conviés à participer au [EAT Stockholm Food Forum 2018](#), qui a été précédé par une formation unique en son genre destinée aux ambassadeurs de la nutrition. Dispensée sur trois jours, du 8 au 10 juin, son but était de contribuer à l'avancement des objectifs nationaux en matière d'alimentation et de nutrition.

- En juillet 2018, un total de 46 pays, dont certains pays SUN, le Bénin, la Guinée, la République démocratique populaire lao, le Mali, la Namibie, le Niger, le Sénégal, le Sri Lanka, le Soudan, le Togo et le Viet Nam, ont mené leurs examens nationaux volontaires de leurs progrès à l'échelle nationale relativement aux Objectifs de développement durable (ODD). Ces examens ont eu lieu lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (HLPF), dont le thème était la « Transformation vers des sociétés durables et résilientes », et comprenaient des analyses étendues des ODD 6, 7, 11, 12, 15 et 17. De plus, lors du HLPF, le Mouvement SUN a coorganisé deux événements parallèles avec des partenaires mondiaux, dont Sanitation and Water for All, Every Woman Every Child, et le Partenariat mondial pour l'éducation. Des points focaux du Sénégal, de Madagascar, de la Mauritanie et de l'Afghanistan ont ainsi pu présenter les progrès de leurs pays et des exemples pratiques de l'approche multisectorielle et multi-acteurs du Mouvement SUN.
- Le système de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL) du Mouvement SUN est en cours de déploiement dans les pays, étape par étape, tandis que des [tableaux de bord nationaux](#) examinent les défis et les points forts en vue d'instaurer un avenir sans malnutrition et de progresser vers la réalisation des ODD. Ont également été organisées des séances d'informations thématiques sur des domaines prioritaires, dont les multiples formes de malnutrition, les adolescentes et les femmes, et la nutrition dans les pays en situations fragiles et touchés par des conflits. Pour veiller à ce que ce système soit adapté aux fins prévues dans les pays, des examens approfondis ont été lancés. Ces examens, qui ont démarré en juillet et se termineront en décembre 2018, se focalisent sur six pays SUN.
- La Coordinatrice du Mouvement SUN, Gerda Verburg, a obtenu un engagement politique en faveur de la nutrition lors de visites de haut niveau en Afghanistan, en Indonésie, aux îles Fidji, au Gabon, au Vietnam, en Gambie, en Zambie, au Tadjikistan, au Kirghizistan et au Tchad au cours de la période visée par le rapport. Dans l'ensemble, Mme Verburg a appelé les parties prenantes à suivre l'exemple des pays membres du Mouvement et à collaborer pour obtenir des résultats concrets au Forum économique mondial à Davos, à l'Assemblée mondiale de la santé à Genève, au EAT Stockholm Food Forum et au Forum politique de haut niveau pour le développement durable à New York.
- Le Groupe principal du Mouvement SUN a milité en faveur de la nutrition en 2017 et 2018, et s'est mobilisé lors du Sommet mondial sur la nutrition à Milan, pendant le Rassemblement Mondial du Mouvement SUN, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, en intégrant la nutrition au cœur de la Déclaration de Whistler lors du Sommet du G7 et en encourageant les présidents de parlement à étudier de près la nutrition lors des assemblées parlementaires afin de surmonter les obstacles auxquels les pays SUN sont confrontés.

POUR L'AVENIR : S'ASSURER QU'UN AVENIR SANS MALNUTRITION EST À PORTÉE DE MAIN

Alors que le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) a atteint la moitié de sa deuxième phase (2016-2020), l'année 2018 représente une étape importante dans l'analyse des progrès accomplis et des perspectives d'avenir, afin de s'assurer que le Mouvement répond aux objectifs visés et réalise des progrès continus.

- En janvier 2018, le Comité exécutif du Mouvement SUN a convenu d'un calendrier de planification pour la période 2018-2020, dans lequel il a identifié certaines étapes-clés, dont un examen à mi-parcours et un Rassemblement Mondial du Mouvement SUN fin 2019 ou début 2020. Une évaluation indépendante des progrès et de résultats concrets du Mouvement SUN est prévue avant la fin de l'actuelle deuxième phase, afin d'orienter les décisions sur l'avenir du Mouvement SUN après 2020.
- En mai 2018, le Comité exécutif du Mouvement SUN a fait réaliser un examen à mi-parcours pour évaluer le niveau de mise en œuvre de la Stratégie et feuille de route (2016-2020) du Mouvement SUN et identifier les secteurs à renforcer ainsi qu'une éventuelle réorientation. L'équipe indépendante qui a mené cet examen à mi-parcours a démarré ses travaux début juin 2018, au moyen d'enquêtes (aussi bien à l'échelle nationale que mondiale, via le système de soutien du Mouvement SUN), d'entretiens, de visites dans les pays, d'études de cas nationales et d'un examen sur dossier. Le rapport final de l'examen à mi-parcours sera rendu public d'ici au 31 décembre 2018.
- La réunion annuelle du Groupe principal du Mouvement SUN, la première pour la [présidente du Groupe principal récemment nommée, Mme Henrietta H. Fore, directrice générale de l'UNICEF](#), a été organisée en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2018, sur le thème : « Investir dans la nutrition pour un avenir durable ». Afin d'encourager la participation des membres individuels du Groupe principal, trois sujets ont été abordés lors de cette réunion, traitant de questions d'intérêt majeur à tous les niveaux du Mouvement, à savoir : le Mouvement SUN en 2020 et au-delà (analyse des progrès et perspectives d'avenir) ; le renforcement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles dans le Mouvement ; et la lutte contre les multiples formes de malnutrition au moyen de systèmes alimentaires durables et contribuant à la nutrition. De nouveaux membres du Groupe principal du Mouvement SUN seront annoncés par le Secrétaire général des Nations Unies début 2019.



© UNICEF / Voronin

La situation mondiale de la nutrition en 2017-2018

LA SITUATION MONDIALE

La malnutrition ne se définit pas uniquement par un manque d'aliments sûrs, en quantité suffisante et suffisamment nourrissants. Elle est aussi liée à un ensemble de facteurs interdépendants, comme la santé, les soins, l'éducation, l'assainissement et l'hygiène, l'accès aux aliments et aux ressources ou encore l'autonomisation des femmes. La malnutrition est un problème universel qui freine le développement durable et dont les conséquences sont inacceptables sur le plan humain. Toutefois, nous n'avons jamais été aussi près d'en finir avec ce fléau. La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) et les objectifs de développement durable (ODD) donnent un nouveau souffle à la lutte contre la malnutrition à l'échelle nationale et internationale, et encouragent les progrès en la matière.

L'ensemble des femmes, des hommes et des enfants ont droit en tout temps à un accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, sûre et nourrissante, qui réponde à leurs besoins nutritifs et à leurs préférences alimentaires, et leur permette de mener une vie active en bonne santé.

Cependant, malgré une diminution constante de la faim dans le monde depuis dix ans, la tendance actuelle est à la hausse, notamment en raison de l'augmentation des conflits et de bouleversements croissants liés au climat. En 2017, une personne sur neuf était sous-alimentée. La situation s'aggrave notamment en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, où les femmes et les filles sont les plus touchées. La

L'étendue de la malnutrition en 2018

- Aujourd'hui, près d'**une personne sur trois dans le monde souffre d'au moins une des formes suivantes de malnutrition** : émaciation, retard de croissance, carence en vitamines et minéraux, surpoids, obésité et maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation.
- **1,5 milliard de personnes** souffrent d'une ou de plusieurs formes de carence en micronutriments.
- **821 millions de personnes** sont sous-alimentées.
- **151 millions de filles et de garçons** de moins de 5 ans sont trop petits pour leur âge (retards de croissance), **plus de 50 millions** présentent une insuffisance pondérale pour leur taille (émaciation) et **plus de 38 millions** sont en surpoids : aucun de ces enfants ne grandit sainement.
- **Près de 16 millions** d'enfants de moins de 5 ans souffrent à la fois de retards de croissance et d'émaciation, et **8 millions** souffrent à la fois de retards de croissance et d'obésité.
- **39 % des adultes** sont en surpoids ou sont obèses.
- **Une femme sur trois** en âge de procréer est anémiée.



hausse la plus rapide de la sous-nutrition a été enregistrée en Afrique de l’Ouest où 15,1 % de la population était sous-alimentée en 2017 alors que cette part ne représentait que 12,8 % en 2016¹.

Pour l’instant, cette tendance n’a pas eu de répercussions sur la proportion d’enfants souffrant de retard de croissance, qui a diminué de 9 % depuis 2012. Cependant, le nombre d’enfants présentant un retard de croissance atteint encore des niveaux inacceptables (151 millions d’enfants de moins de 5 ans en 2017). Malgré les efforts déployés, les progrès de réduction des retards de croissance s’avèrent insuffisants, tout particulièrement en Afrique et en Asie, où neuf enfants sur dix sont touchés.

Dans le monde, une personne sur trois souffre d’une ou de plusieurs formes de malnutrition. Le surpoids et l’obésité sont des problèmes d’ampleur croissante chez les adultes et les enfants dans le monde entier. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire où le niveau de sous-nutrition est élevé enregistrent les plus fortes hausses en matière de surpoids, d’obésité et de maladies non transmissibles liées à l’alimentation, en raison de la transformation des régimes alimentaires et des modes de vie. La sous-nutrition chez les enfants multiplie les risques de surpoids, d’obésité et de maladies non transmissibles une fois adultes.

Les populations d’un nombre croissant de pays sont touchées par des formes multiples de malnutrition, qui se manifestent par une sous-nutrition associée à un surpoids, de l’obésité et des maladies non transmissibles liées au régime alimentaire. Ce phénomène s’observe à l’échelle des **individus** (affectés simultanément par deux ou plusieurs formes de malnutrition, ou par différentes formes au cours de leur vie), des **ménages** (au sein desquels plusieurs membres sont touchés par différentes formes de malnutrition) et des **populations** (la sous-nutrition et le surpoids peuvent toucher un foyer de population, une région ou un pays) tout au long de la vie².

En 2017, selon les estimations, près de 64 % des enfants de moins de 5 ans avec un retard de croissance, 49 % des enfants émaciés et presque 30 % des filles et des garçons de moins de 5 ans en surpoids vivent dans les 60 pays qui forment le Mouvement SUN.

¹ FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2018). L’état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018 - Renforcer la résilience climatique pour la sécurité alimentaire et la nutrition. À consulter sur : <http://www.fao.org/3/i9553en/i9553en.pdf> [consulté en octobre 2018].

² Organisation mondiale de la Santé, 2017. « Double-duty actions for nutrition : policy brief ». À consulter sur : <http://www.who.int/iris/handle/10665/255414> [consulté en octobre 2018].



UNE BONNE NUTRITION FAVORISE LES PROGRÈS EN MATIÈRE DE BIEN-ÊTRE, DE DÉVELOPPEMENT ET DE RÉUSSITE

C'est pourquoi les 1 000 premiers jours de vie — du début de la grossesse au deuxième anniversaire de l'enfant — constituent une période unique et déterminante dans le destin d'une fille ou d'un garçon. Une bonne nutrition permet de développer un système immunitaire résistant, en augmentant les chances de survie et de développement des enfants. Elle favorise également leur réussite scolaire et leur productivité, et les protège tout au long de leur vie. Alors que l'enjeu de prendre soin du corps des enfants mobilise beaucoup d'efforts, la nutrition joue également un rôle clé dans le développement cérébral. Il s'agit de la chose la plus précieuse qu'un enfant possède.

D'après les recherches, l'adolescence³ est la deuxième période critique en matière de nutrition puisqu'il s'agit d'une phase de croissance et de développement physiques et cognitifs rapides. Une meilleure nutrition pendant l'adolescence permet de compenser les carences nutritives des dix premières années, de favoriser la réussite économique et éducative. Ainsi, une bonne nutrition a des effets positifs immédiats et ultérieurs sur la santé des enfants ainsi que sur celle de leurs futurs enfants⁴.

Cependant, l'autonomisation des femmes et des filles est un prérequis indispensable à l'amélioration de la nutrition dans le monde. Les approches qui reconnaissent les inégalités sociales et de genre et qui cherchent à y remédier sont des moyens de lutte efficaces contre la malnutrition, qui participent à cette autonomisation. Les investissements dans la nutrition sont un outil de poids pour agir sur les facteurs déterminants sous-jacents : réussite scolaire, répartition des revenus et des pouvoirs au sein des foyers, santé et droits reproductifs, et pratiques préjudiciables, telles que le mariage précoce et les violences sexistes. De même, les approches intégrées alliant éducation et santé peuvent avoir des résultats très positifs en matière de nutrition pour toutes les franges de la population, notamment pour les femmes et les filles.

Beaucoup de pays sont en bonne voie d'atteindre au moins l'une des cibles fixées par la communauté internationale pour réaliser le suivi des progrès accomplis en matière de nutrition d'ici 2030. Nous n'avons jamais été si bien informés des moyens requis pour obtenir des résultats. Les pouvoirs publics et les parties prenantes nationales sont davantage en mesure d'obtenir des résultats aujourd'hui en raison du plus grand nombre de cibles, de plans d'action, de politiques et de modes de gouvernance. Grâce à des données de meilleure qualité étayées par des analyses et des connaissances, nous pouvons mieux comprendre le fardeau de la malnutrition sous toutes ses formes et déterminer l'ensemble de ses causes. Par conséquent, nous pouvons mieux orienter les actions à mener et améliorer notre capacité de suivi des progrès accomplis.

L'heure est venue de tout mettre en œuvre pour atteindre la cible des ODD : en finir avec la faim et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030. Pour ce faire, les parties prenantes du Mouvement SUN et les acteurs externes devront accroître les investissements en faveur de la nutrition et investir plus judicieusement en mettant l'accent sur les 1 000 premiers jours de la vie et sur l'adolescence, périodes cruciales pour la croissance et le développement tout au long de la vie. Il est fondamental d'insister sur la transformation de l'agriculture et de la production de denrées alimentaires par l'intermédiaire de systèmes alimentaires qui favorisent des régimes sains et contribuent à l'amélioration nutritionnelle partout dans le monde. Il est également nécessaire de modifier les régimes alimentaires de piètre qualité des nourrissons, des jeunes enfants, des adolescents et des adultes. Il convient de s'attaquer aux multiples formes de malnutrition tout en intensifiant les actions efficaces à double fonction⁵ qui ont le pouvoir de réduire dans le même temps le fardeau de la sous-nutrition et le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation.⁶ Les parties prenantes doivent adopter une approche plus globale à l'égard de la malnutrition.

³ Tranche d'âge comprise entre 10 et 19 ans.

⁴ Organisation mondiale de la Santé, 2018. « Guideline:implementing effective actions for improving adolescent nutrition. » À consulter sur : <http://www.who.int/nutrition/publications/guidelines/effective-actions-improving-adolescent/en/> [consulté en novembre 2018].

⁵ Les actions à double fonction incluent les interventions, les programmes et les politiques qui ont le potentiel de réduire simultanément le risque ou le fardeau de la sous-nutrition (dont l'émaciation, les retards de croissance et les carences en micronutriments) ainsi que le surpoids, l'obésité ou les MNT liées à l'alimentation. Des actions à double fonction sont souvent déjà utilisées pour lutter contre une forme spécifique de malnutrition, mais peuvent servir à lutter contre les multiples formes de malnutrition.

⁶ Note supra 2.

APERÇU DES MESURES À L'ÉCHELLE MONDIALE EN 2017-2018 :

FAITS MARQUANTS DU MOUVEMENT SUN

« Avec des engagements ciblés, comme ceux qui ont été pris aujourd'hui, nous pouvons faire avancer la lutte contre la sous-alimentation et l'obésité. Il nous faut de toute urgence des investissements supplémentaires pour permettre aux individus, aux communautés et aux nations d'atteindre leur plein potentiel. »

- Kofi Annan



Le [Sommet mondial sur la nutrition 2017](#), qui s'est déroulé dans la ville italienne de Milan le 4 novembre, a rassemblé des gouvernements, des villes, des agences internationales, des fondations, des organisations de la société civile et des entreprises soucieux d'accélérer la riposte mondiale pour éradiquer la malnutrition. Ce sommet, qui constitue le premier grand événement international de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), comptabilise au total 3,4 milliards de dollars US d'engagements, dont 640 millions de dollars US de nouveaux engagements pour l'éradication de toutes les formes de malnutrition dans le monde.

Lors du sommet, plusieurs pays du Mouvement SUN, dont la Côte d'Ivoire, El Salvador et Madagascar se sont également engagés à étoffer leurs programmes nationaux d'amélioration de la nutrition des mères et des enfants. D'après une analyse de la Banque mondiale de 2016, il faut augmenter l'investissement initial de 3,7 milliards de dollars US par an pour réaliser des progrès par rapport aux objectifs mondiaux fixés en matière de retard de croissance, d'anémie chez les femmes, d'allaitement maternel exclusif et de renforcement du traitement de l'émaciation sévère.





Pour la première fois, en 2017, le [Rassemblement mondial du Mouvement SUN](#) s'est déroulé dans l'un des pays du Mouvement, la Côte d'Ivoire. Du 7 au 9 novembre, plus de 1 000 membres du Mouvement SUN se sont réunis à Abidjan, ce qui représente la plus forte affluence au Rassemblement mondial. Cet événement a rassemblé tous les points focaux SUN des gouvernements et les représentants de leurs partenaires, de la société civile en passant par les donateurs, les organismes des Nations Unies, le secteur privé, les médias, les parlementaires et le milieu universitaire. Cet événement phare vise à dresser le bilan des progrès accomplis et des défis à relever, à partager les innovations et à apprendre les uns des autres pour créer de nouvelles collaborations dans la lutte contre la malnutrition.

Les 60 pays du Mouvement SUN ont défini le programme en fonction de leurs besoins et de leurs attentes, soulignant ainsi la responsabilisation croissante de ses membres.

Le Rassemblement mondial était l'occasion de lancer le Rapport d'avancement 2017 du Mouvement SUN et d'organiser la [cérémonie de remise des Prix des ambassadeurs de la nutrition 2017 du Mouvement SUN](#) (dont le Prix des ambassadeurs du Mouvement, le Prix de leadership Sight and Life, le Prix pour l'ensemble des réalisations accomplies en faveur de la nutrition ainsi que le Prix de l'Équipe pays SUN) qui récompense leur action exceptionnelle en faveur de la nutrition.

Au cours de la cérémonie de clôture, la Coordinatrice du Mouvement SUN, Gerda Verburg, a adressé au nom du Mouvement SUN le « [Message d'Abidjan](#) » à l'organisateur du Rassemblement mondial, Son Excellence le Vice-président de la Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan, afin qu'il le transmette aux chefs d'État africains et européens lors du Sommet Union africaine-Union européenne qui se tiendra à Abidjan les 29 et 30 novembre 2017. Ce message soulignait l'importance des investissements dans la nutrition pour la prospérité de l'Afrique.

Rassemblement Mondial 2017 du Mouvement SUN

LE RASSEMBLEMENT MONDIAL 2017
DU MOUVEMENT SUN
EN CHIFFRES
Infographie

POUR LA 1^{re} FOIS DANS UN PAYS SUN : LA CÔTE D'IVOIRE !

PLUS DE 70 PAYS ET L'ÉTAT INDIEN DU MAHARASHTRA REPRÉSENTÉS

1406 badges distribués

976 participants 44 représentants de la presse

7 membres du Groupe principal 66 organisateurs

13 membres du Comité exécutif

71 interprètes et membres du personnel technique

250 laissez-passer

12 ministres et vice-ministres

1 Vice-président

1 Première dame

3 JOURNÉES ENTières

6 SÉANCES PLÉNIÈRES

18 ATELIERS COMPTANT CHAQUE JOUR AU MOINS 770 PARTICIPANTS

67 stands de pays, réseaux et partenaires dans l'espace d'exposition

SUIVI EN DIRECT PAR 4291 PERSONNES SUR FACEBOOK

1 016 387 PERSONNES SUR TWITTER LORS DE LA 1^{re} SÉANCE PLÉNIÈRE

16 PRIX DES AMBASSADEURS DE LA NUTRITION DÉCERNÉS

121 VIDÉOS QUISNAP RÉALISÉES

755 exemplaires du Rapport d'avancement 2017 distribués en anglais, français et espagnol

#SUNGG17 utilisé + de 200 fois par heure

47 ARTICLES ET INTERVIEWS DANS LES JOURNAUX, EN LIGNE, À LA TÉLÉVISION ET À LA RADIO

800 EXEMPLAIRES DU RAPPORT SUR LA NUTRITION MONDIALE DISTRIBUÉS



© for the whole page: SUN Global Gathering





Le Secrétariat du Mouvement SUN a coorganisé avec les réseaux du Mouvement SUN et plusieurs partenaires les premières [Rencontres sur la nutrition](#) à la Villa le Bocage, au Palais des Nations, lors de l'Assemblée mondiale de la Santé. Ces rencontres sur la nutrition ont permis aux représentants des pays SUN et aux diverses parties prenantes participant à l'AMS de se rencontrer afin de partager leurs expériences, d'aborder des questions nutritionnelles cruciales et de faciliter l'apprentissage mutuel pour renforcer les effets au niveau national.

Parties prenantes coorganisatrices de manifestations lors des Rencontres sur la nutrition : Secrétariat du Mouvement SUN et réseaux du secteur privé, de la société civile, des Nations Unies et des donateurs du Mouvement SUN, OMS, UNICEF, Programme alimentaire mondial, Save the Children UK, Emergency Nutrition Network, FilmBlanc, RÉSULTATS Canada, Action contre la faim, 1000 Days, Safely Fed Canada, ACTION/RESULTS, EAT Foundation, Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, Women Deliver, Forum économique mondial.

Nombre de manifestations lors des Rencontres sur la nutrition du Mouvement SUN :





© for the whole page: SUN Nutrition Hub





Les Ambassadeurs 2017 du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (le Mouvement SUN) ont pris part au **EAT Stockholm Food Forum 2018**, après avoir suivi une formation unique en son genre du 8 au 10 juin. Soutenue par EAT et le Mouvement SUN, cette formation de trois jours avait pour objectif d'encourager les progrès vers les objectifs nationaux en matière d'alimentation et de nutrition. Cet éminent groupe d'ambassadeurs représente divers pays et secteurs.

Le 5e EAT Stockholm Food Forum, qui s'est tenu les 11 et 12 juin 2018, a rassemblé quelques-uns des plus brillants spécialistes des milieux scientifiques et politiques, du monde des affaires et de la société civile. Ils se sont attelés à rechercher des solutions pour que la population mondiale croissante accède à un régime alimentaire sain et durable. Le forum a aussi permis aux Ambassadeurs de la nutrition du Mouvement SUN de partager leurs expériences et de présenter les progrès effectués et les défis concrets liés au renforcement de la nutrition. Cet événement s'est appuyé sur les recherches analysées par la prochaine [Commission EAT-Lancet sur les régimes alimentaires sains générés par des systèmes de production alimentaire durables](#).

#INVESTIRDANSLANUTRITION

JE SUIS UN
AMBASSADEUR DE
LA NUTRITION !

ET VOUS?

Scaling Up
NUTRITION

L'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

SCALINGUPNUTRITION.ORG



INTERVENTION DU MOUVEMENT SUN LORS DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2018, le Forum politique de haut niveau a mis l'accent sur plusieurs ODD, y compris sur l'objectif 6 qui inclut des cibles liées à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. L'atteinte de ces cibles est étroitement liée à d'autres objectifs, y compris aux objectifs relatifs à la santé, à l'éducation et à la nutrition. Ces conditions sont essentielles à la survie et au plein exercice du droit à la vie de tous les individus, y compris des enfants, des adolescents, des femmes et des filles, et des personnes handicapées.

Lors du Forum, les points focaux SUN des gouvernements d'Afghanistan, de Madagascar, de Mauritanie et du Sénégal ont fait part de leurs expériences au cours de deux manifestations organisées en marge de l'événement :

1. S'allier au service des citoyens : collaboration entre les secteurs et les acteurs pour réaliser les ODD

Lors de cette réunion, animée par la coordinatrice du Mouvement SUN et organisée en partenariat avec Sanitation and Water For All, le Partenariat mondial pour l'éducation, EveryWomanEvery Child et le Mouvement SUN, des expériences nationales ont été présentées sur le renforcement de l'incidence des initiatives dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Les points focaux SUN ont fait part de leurs enseignements en matière de politiques et de collaborations multisectorielles inclusives dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ainsi que de la santé, de la nutrition et de l'éducation.

2. Accomplir davantage de progrès en matière de santé et de nutrition grâce à l'eau, l'assainissement et l'hygiène

Cette réunion a été organisée en marge du Forum par Action contre la faim, WaterAid et ses partenaires, en collaboration avec les gouvernements de la France, de Madagascar, du Mali et de la Zambie. Les participants ont discuté de stratégies pour mieux coordonner et intégrer la santé et la nutrition dans les approches liées aux domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, afin d'optimiser les résultats dans les différents ODD. L'accent a également été mis sur le rôle des résultats accomplis en matière de santé et de nutrition. Ces résultats permettent de mesurer l'accès durable et équitable à l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Les participants ont abordé les enjeux liés aux actions intersectorielles et aux perspectives, et notamment la définition des priorités relatives aux actions.



En 2017, le Secrétariat du Mouvement SUN a intensifié ses efforts pour élaborer un système visant à aider tous ses partenaires à effectuer un suivi et une évaluation de nos actions, à rendre compte mutuellement des progrès accomplis et à tirer les enseignements des efforts entrepris ensemble pour mieux soutenir les pays dans le renforcement des interventions et des effets dans le domaine de la nutrition. Système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (MEAL) du Mouvement SUN.

Le système MEAL est fondé sur la théorie du changement du Mouvement SUN.



Encadré 1 : 8 domaines conformes à la théorie du changement du Mouvement SUN

 Un environnement propice	 Financement de la nutrition
 Interventions et approvisionnement alimentaire	 Législation adoptée
 Leviers en matière de nutrition des ODD	 Alimentation du nourrisson et du jeune enfant et apport alimentaire
 Situation en matière de nutrition	 ODD liés à la nutrition

Une série de 79 indicateurs est utilisée pour déterminer les progrès accomplis dans les 6 étapes de la théorie du changement du Mouvement SUN. Ces indicateurs sont regroupés dans 8 domaines thématiques, répertoriés dans l'encadré 1.

Le système MEAL s'appuie principalement sur des informations d'ensemble de données validées en interne et sur des renseignements recueillis dans les évaluations conjointes des pays SUN et par les Réseaux SUN et le Secrétariat du Mouvement SUN.

En 2018, le Secrétariat a lancé une série d'études approfondies au niveau national, également appelées « Deep Dives », pour faire le point sur la façon dont les processus SUN opèrent au niveau national. Les premières études ont été menées au El Salvador, au Bénin, à Madagascar et au Sri Lanka et d'autres seront réalisées au cours de l'année 2019 dans d'autres pays sélectionnés.

UTILISATION DES DONNÉES DU SYSTÈME MEAL POUR ÉVALUER LES PROGRÈS DU MOUVEMENT SUN ET ORIENTER LES ACTIONS PRIORITAIRES

Les informations de l'étude de référence de 2017, qui a compilé pour la première fois l'ensemble des 79 indicateurs des 60 pays SUN, figurent dans le [rapport de référence du cadre MEAL SUN](#).

Les tableaux de bord MEAL des pays ont été compilés (60 pays au total) pour dresser un panorama des progrès nationaux. Ces tableaux sont disponibles sur le [site Web de SUN](#).

Les données du système MEAL ont également été utilisées pour élaborer des domaines d'intervention du système MEAL

Synthèses sur les thèmes suivants : Les femmes et les adolescentes, Les situations de risque humanitaire et Les multiples formes de malnutrition. Ces synthèses mettent en évidence les enjeux qui nécessitent une attention particulière en matière d'action publique et des investissements.

Vous voulez en savoir plus ? Consultez la page Web actualisée sur le système MEAL : <https://scalingupnutrition.org/progress-impact/monitoring-evaluation-accountability-and-learning-meal/>



2

Chapitre

Renforcement du soutien aux pays SUN en 2017 et 2018

LA STRUCTURE DE SOUTIEN ET DE GESTION DU MOUVEMENT

Garantir une bonne nutrition pour tous les êtres humains de la planète est un défi multidimensionnel qui exige de forger des partenariats dont l'impulsion est donnée aux plus hauts niveaux.

Le Mouvement SUN a été créé en 2010 grâce à l'initiative et l'engagement de quatre gouvernements. À l'heure actuelle, il compte 60 pays et 3 États indiens, en plus d'un vaste groupe d'acteurs de changement issus d'horizons très divers. Les pays SUN mettent tout en œuvre pour réaliser les quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN et éradiquer la malnutrition dans le monde. Pour ce faire, ils rassemblent un maximum de personnes et d'organisations, et les guident vers les objectifs nationaux et les résultats communs à grande échelle. Pour épauler les pays SUN, le Mouvement dispose d'une structure de soutien permettant de catalyser et de renforcer les capacités d'exécution, de planification, de mise en œuvre, de plaidoyer et de communication, tout en mettant l'équité et l'égalité au cœur de ses priorités. C'est dans cette optique qu'il encourage l'apprentissage et le partage des connaissances et des expériences entre gouvernements et groupes de parties prenantes. Cela passe notamment par une assistance technique et un soutien adapté aux pays selon leur situation, tout particulièrement aux pays les plus vulnérables.

Atteindre les objectifs stratégiques du Mouvement SUN



1. Développer et maintenir un environnement politique favorable



2. Hiérarchiser et institutionnaliser les mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition



3. Mettre en œuvre des mesures efficaces alignées à des résultats communs



4. Utiliser efficacement et augmenter significativement les ressources financières pour la nutrition



QUEL A ÉTÉ LE TRAVAIL DES PARTENAIRES DU MOUVEMENT SUN EN 2017-2018 ?

- Le **Groupe principal du Mouvement SUN** réunit d'éminents leaders et acteurs de changement qui représentent des groupes de parties prenantes incontournables. Ensemble, ils se sont engagés, à l'échelle mondiale, à faire de la nutrition une priorité majeure, à être une source d'inspiration, et à favoriser et à appuyer les initiatives. Ils sont les chefs de file de la nutrition et mènent des campagnes de plaidoyer stratégique pour que la nutrition devienne un enjeu prioritaire mondial.
- Le **Comité exécutif du Mouvement SUN** supervise et soutient la mise en place de la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN et renforce la redevabilité au sein du Mouvement.
- La **Coordonnatrice du Mouvement SUN** pilote et renforce la collaboration entre parties prenantes et plaide pour une amélioration de la nutrition aux niveaux national, régional et mondial.
- Dans le monde, la société civile, le secteur privé, les donateurs et les organismes des Nations Unies se sont organisés en **réseaux SUN** avec des comités exécutifs de réseaux et des secrétariats dont le rôle est de soutenir la création et la bonne marche des réseaux nationaux (et infranationaux). Ils fournissent un soutien et une assistance technique, assurent un échange opportun d'informations et procèdent au suivi et à l'évaluation des réalisations.
- Le **Secrétariat du Mouvement SUN** appuie le travail de ses membres et facilite l'apprentissage et le partage d'informations et d'expériences au sein du Mouvement. Le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) permet l'accès à un soutien et à une assistance technique conformément aux principes du Mouvement SUN.



Coordonnatrice du Mouvement SUN, Groupe principal et Comité exécutif, et Groupes de travail multi-acteurs coordonnés par le Secrétariat du Mouvement SUN

LE GROUPE PRINCIPAL

Le Groupe principal du Mouvement SUN est responsable au niveau mondial des progrès accomplis par le Mouvement dans la réalisation de ses objectifs stratégiques ; il veille aussi à préserver son unicité et à assurer le respect de ses principes fondamentaux. Le Groupe principal regroupe 27 leaders et acteurs de changement qui se sont engagés à faire de la nutrition une priorité absolue, à être une source d'inspiration et à guider les initiatives du Mouvement afin qu'il remplisse sa mission consistant à éradiquer la malnutrition dans le monde entier.

Les membres du Groupe principal, en qualité d'ambassadeurs de haut niveau du Mouvement SUN, défendent ses interventions et n'hésitent pas à plaider pour la résolution de problèmes très spécifiques énoncés dans la Stratégie et la feuille de route, leur but ultime étant de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes.



Présentation du Groupe principal 2018



L'année 2017-2018 a vu les membres du Groupe principal tirer le meilleur parti de leurs sphères d'influence pour faire de la nutrition l'une des principales priorités des programmes des partis politiques, non seulement dans les pays SUN mais également aux niveaux régional et mondial. Tout cela a pris la forme d'initiatives diverses comme, pour n'en citer que quelques-unes :

- Des missions conjointes dans les pays SUN, la publication d'articles d'opinion dans les principaux organes de presse ;
- L'envoi de lettres à des députés pour leur demander de s'engager en faveur de la nutrition sur les plans législatifs et budgétaires, la mise en exergue de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes et des filles, notamment des adolescentes, qui sont essentielles à l'obtention des résultats nutritionnels attendus ;
- Une plus grande sensibilisation à cette bombe à retardement que sont les maladies non transmissibles et à ce qu'elles représentent dans la lutte contre la malnutrition, la célébration des réussites dans les pays et des ambassadeurs lors du Rassemblement mondial du Mouvement SUN 2017, des Rencontres SUN sur la nutrition qui se sont tenues lors de l'Assemblée mondiale de la Santé 2018 et du EAT Stockholm Food Forum 2018.

La réunion annuelle du Groupe principal du Mouvement SUN, la première pour la nouvelle présidente du Groupe principal récemment nommée à ce poste, Madame Henrietta H. Fore, directrice générale de l'UNICEF, s'est tenue en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies le 26 septembre 2018. Lors de cette réunion, le Groupe principal du Mouvement SUN a pris plusieurs engagements et a encouragé tous les pays SUN et les parties prenantes de la structure de soutien du mouvement SUN (le Comité exécutif, la Coordinatrice, les réseaux et le Secrétariat du Mouvement SUN) à en faire de même. Ces engagements sont les suivants :

1. **Protéger, promouvoir et consolider l'axe prioritaire du Mouvement SUN qui consiste à renforcer la nutrition au cours des 1 000 premiers jours de vie des enfants, de leur conception à leur deuxième anniversaire ;**
2. **Préserver et maintenir la stratégie du Mouvement SUN en tant que mouvement multi-acteur, multisectoriel et politique, afin d'obtenir des résultats concrets en matière de nutrition ;**
3. **Responsabiliser, notamment par des initiatives du Groupe principal, les dirigeants nationaux du plus haut niveau pour qu'ils fixent des priorités d'amélioration de l'état nutritionnel des populations ;**
4. **Défendre l'égalité hommes-femmes et s'assurer qu'elle soit une priorité phare pour la nutrition au sein du Mouvement SUN et des organisations qui la soutiennent ;**
5. **Promouvoir la transformation de l'agriculture en systèmes alimentaires durables et contribuant à la nutrition, en impliquant les secteurs et les parties prenantes pouvant jouer un rôle déterminant.**

Le document de présentation des résultats de la réunion est disponible à l'adresse suivante : https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2018/10/LG2018-Meeting-Outcome-Doc_FRA.pdf. Le Groupe principal du Mouvement SUN fera l'objet d'une recomposition qui sera annoncée par le Secrétaire général des Nations Unies au début de l'année 2019.



© UNICEF / Bindra



LA COORDINATRICE

« **Construisons des ponts entre les pays SUN mais aussi avec les autres pays, afin qu'ensemble, nous mettions fin à la malnutrition.** »

- Gerda Verburg



En 2017 et 2018, Gerda Verburg, Coordinatrice du Mouvement SUN, a su obtenir l'engagement politique de nombreux pays en faveur de la nutrition en se rendant, au cours de la période du présent rapport, en Afghanistan, en Indonésie, en Éthiopie, aux Fidji, au Gabon, au Vietnam, en Gambie, en Zambie, au Tadjikistan, au Kirghizistan et au Tchad pour y rencontrer des dirigeants de haut niveau. Au niveau mondial, Mme Verburg a lancé un appel aux parties prenantes pour leur demander de s'aligner derrière les pays membres du Mouvement SUN et de collaborer avec eux afin d'influencer les débats du Forum économique mondial de Davos, de l'Assemblée mondiale de la Santé à Genève, du EAT Stockholm Food Forum et du Forum politique de haut niveau pour le développement durable qui s'est tenu à New York.

Mme Verburg a également [pris la parole pour exprimer haut et fort](#) l'importance du respect des droits de l'homme, pour expliquer les liens entre éducation des filles et résultats nutritionnels, et pour réaffirmer à quel point la nutrition est à la fois un facteur et un marqueur de développement durable.

Pour en savoir plus :

<https://scalingupnutrition.org/fr/promoteurs-du-mouvement-sun/coordinatrice-du-mouvement-sun/>

VISITES DE LA COORDINATRICE DU MOUVEMENT DANS LES PAYS SUN EN 2017-2018





LE COMITÉ EXÉCUTIF

Dans le cadre des modalités de gestion du Mouvement SUN, le Comité exécutif du Mouvement SUN agit au nom du Groupe principal du Mouvement SUN lorsqu'il s'agit de superviser le développement et la mise en œuvre de la stratégie du Mouvement.

Voici les membres du Comité :

Shawn BAKER (Président)

Bill & Melinda Gates Foundation

Tumaini MIKINDO (Coprésident)

Partenariat pour la nutrition en Tanzanie (PANITA)

Francesco BRANCA

Organisation mondiale de la Santé (OMS)

Daysi DE MÁRQUEZ

Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN)

Jane EDMONDSON

Département britannique pour le développement international (DFID), Bangladesh

Maria-Bernardita FLORES

Conseil national de la nutrition, Philippines

Lawrence HADDAD

Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN)

Abdoulaye KA

Cellule de lutte contre la malnutrition, Primature, Sénégal

Uma KOIRALA

Alliance de la société civile pour la nutrition, Népal (CSANN)

Lauren LANDIS

Programme alimentaire mondial (PAM)

Martha NEWSOME

Medical Teams International

Felix PHIRI

Ministère de la santé, service de nutrition, Malawi

Muhammad Aslam SHAHEEN

Ministère de la planification, du développement et des réformes / commission de planification, Pakistan

Meera SHEKAR

Banque mondiale

Fokko WIENTJES

Royal DSM

Moin KARIM

Membre de droit de l'UNOPS

Lors de leur retraite à Genève en janvier 2018, les membres du Comité exécutif du Mouvement SUN ont convenu d'un calendrier d'actions pour la période allant de 2018 à 2020. Ils ont également fixé des étapes clés, notamment un examen à mi-parcours, et ont prévu la tenue d'un Rassemblement mondial du Mouvement SUN fin 2019 ou début 2020. Pour décider de l'avenir du Mouvement SUN après 2020 à la lumière de faits concrets, une évaluation indépendante des réussites et des effets des interventions du Mouvement SUN devrait avoir lieu avant la fin de la seconde phase.

À la suite de cette retraite des membres du Comité exécutif à Genève, le Comité a lancé un [appel à l'action](#) à l'attention de toutes les parties prenantes afin qu'elles augmentent leurs contributions et se mobilisent ensemble pour soutenir la vision du Mouvement consistant à éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030.

En mai 2018, le Comité exécutif du Mouvement SUN a mandaté un examen de mi-parcours afin d'évaluer l'ampleur de la mise en œuvre de la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020) et de déterminer les domaines où des améliorations sont possibles et des éventuelles mesures correctives nécessaires. L'équipe indépendante chargée de procéder à cet examen à mi-parcours a commencé ses travaux début juin 2018, en menant des enquêtes (aussi bien à l'échelle nationale que mondiale de la structure de soutien du Mouvement SUN) et des entretiens, en se rendant sur le terrain et en réalisant des études de cas ainsi qu'une analyse documentaire. Le rapport final de cet examen à mi-parcours sera rendu public d'ici le 31 décembre 2018.



LES RÉSEAUX SUN

Les réseaux du Mouvement SUN réunissent des acteurs issus de différents groupes de parties prenantes (ONU, société civile, donateurs et secteur privé). Ces réseaux disposent de leurs propres mécanismes de surveillance afin de piloter leurs plans de travail. De même, c'est à eux d'aligner leurs activités sur la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN et de rendre compte, en toute transparence, de leurs avancées et réalisations. Les réseaux SUN sont soutenus par des agents organisateurs et leurs secrétariats qui coordonnent les contributions de leurs membres et promeuvent les valeurs et les principes du Mouvement. Dans les pays SUN, les membres des réseaux SUN bénéficient de l'aide de leurs gouvernements nationaux respectifs en faisant partie de plateformes multi-acteurs et en alignant leurs activités sur les cibles et les objectifs nationaux. Pour la première fois en 2018, les secrétariats des réseaux SUN mondiaux (Nations Unies, donateurs, secteur privé et société civile) ont mené une évaluation conjointe pour analyser leurs contributions. Ils ont également créé des répertoires de fonctionnalités pour expliquer au mieux les méthodes de travail qu'ils utilisent dans les pays afin d'atteindre les résultats nutritionnels escomptés.

LE RÉSEAU DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUN



Réseau des organisations de la société civile SUN

Le Réseau de la société civile du Mouvement SUN encourage la formation d'alliances de la société civile dynamiques, en plus des alliances qui existent déjà dans 40 pays SUN. Il compte 3 000 membres, à savoir des organisations internationales, régionales et locales de divers secteurs et différentes raisons d'être, avec notamment quatre groupes de coordination régionaux : en Asie, en Afrique orientale et australe, en Afrique occidentale et en Amérique latine et Caraïbes.

Faits marquants de 2017 - 2018¹

- En 2018 et 2019, des financements provenant d'un fonds commun alimenté par divers partenaires seront versés à 21 bénéficiaires de l'Alliance de la société civile (plus d'informations en page 29). Depuis juillet 2017, le *New Venture Advocacy Fund* a fourni une aide d'un an à 11 alliances du Mouvement SUN.
- En 2018, le Réseau de la société civile SUN, en collaboration avec Action, Results and Global Citizen, a lancé un programme pour des jeunes leaders qui défendent la nutrition (#y14n2018) dans le but d'élargir les compétences et les connaissances de 13 jeunes luttant contre la malnutrition et d'accélérer la marche vers son éradication.
- Le réseau a également développé la stratégie MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage) qui, fondée sur la théorie du changement du réseau, permet à ce dernier de mesurer les effets et les résultats de ses interventions. Cette stratégie a été utilisée par le nouveau Fonds de financement commun pour le Mouvement SUN.
- L'équipe de gouvernance principale du réseau a été renouvelée en 2018 et 16 nouveaux membres ont rejoint le comité directeur pour représenter les groupes régionaux de l'Alliance de la société civile ainsi que les partenaires nationaux et internationaux. En outre, le réseau a consolidé son secrétariat et a su se garantir un financement jusqu'en 2020.
- En Tanzanie, de juin à septembre 2017, grâce à des fonds de lancement d'un plan du Réseau de la société civile SUN de récompenses d'initiatives innovantes, le [Partenariat pour la Nutrition en Tanzanie \(PANITA\) a piloté l'utilisation de contrats liés au rendement](#) du même type que ceux déjà utilisés au Rwanda. Ces contrats, conclus entre le bureau du président des autorités locales et régionales (le POLRAG) et les commissaires régionaux ont été utilisés pour la première fois en 2017. Des commissaires de 26 régions en ont signé.
- Au Kenya, l'alliance a nommé la Première dame du Kenya ambassadrice de la nutrition et a convaincu les Premières dames de quatre autres pays de devenir également ambassadrices de la nutrition en 2018. L'alliance a effectué une cartographie des initiatives des membres dans tout le pays et a créé une base de données permettant à tous ceux menant des projets de nutrition de rapidement mobiliser un soutien ou de trouver des éventuels partenaires.
- Au Pérou, plus de 500 jeunes originaires de 10 régions ont été sensibilisés à l'état de la malnutrition dans le pays et aux moyens d'agir pour influencer les principales parties prenantes.
- En Guinée, l'Alliance de la société civile SUN a mené une campagne très efficace pour l'augmentation du budget nutritionnel et a mobilisé les collectivités pour qu'elles mènent un suivi des engagements en matière de nutrition.
- 9 alliances de la société civile SUN du groupe régional d'Afrique orientale et australe contribuent à une initiative régionale de défense du budget.

¹ Il est à noter que la période du rapport d'avancement du Réseau de la société civile dans les pays s'étend d'avril 2017 à juin 2018.



- Au Malawi, l'alliance des organisations de la société civile pour la nutrition (la CSONA) a organisé des séances de formation sur la nutrition pour les députés et a proposé à la Première dame de soutenir une augmentation des dépenses de nutrition. La CSONA a également organisé des séances de formation sur l'analyse budgétaire et le plaidoyer pour 8 alliances de la société civile SUN d'Afrique orientale et australe qui mènent désormais de concert une initiative régionale d'analyse budgétaire et de plaidoyer. Un rapport concernant cette initiative sera publié en 2018.
- Au Pakistan, l'Alliance de la société civile SUN a mené une série d'analyses budgétaires et des campagnes de plaidoyer aux niveaux national et infranational. Ses efforts n'ont pas été vains puisqu'après les élections de 2018, le gouvernement du Pakistan a considérablement augmenté son budget alloué à la nutrition, en affectant à ce poste 10 milliards PKR au lieu des 100 millions PKR de l'année précédente.

Priorités pour 2018 et 2019

La stratégie du réseau vise à soutenir les alliances de la société civile SUN nationales afin qu'elles réalisent leur plein potentiel. Pour ce faire, il encourage le plaidoyer, renforce la responsabilisation, facilite l'apprentissage, garantit des espaces et des ressources, favorise l'adaptation et promeut l'éthique.

Le secrétariat du Réseau de la société civile SUN va continuer d'apporter son soutien aux alliances en :

- s'assurant que les populations les plus marginalisées reçoivent une attention toute particulière et que les crises de malnutrition sont avant tout résolues par des approches fondées sur l'équité ;
- encourageant l'adoption d'approches axées sur les droits pour résoudre les problèmes de malnutrition et faire face aux défis de sécurité alimentaire ;
- réfléchissant de façon critique à la manière d'accroître la résilience de la société civile à l'échelle nationale et d'améliorer sa participation à des interventions humanitaires et à des initiatives de transition en faveur d'un développement à plus long terme ;
- encourageant la participation des jeunes aux forums internationaux sur la nutrition ;
- donnant accès aux financements et ressources nécessaires pour mener des campagnes d'éradication de la malnutrition.

LE RÉSEAU DU SECTEUR PRIVÉ SUN



Réseau du secteur privé SUN

Le Réseau du secteur privé SUN est une plateforme mondiale pour les entreprises et la nutrition qui a pour objectif de réduire la malnutrition sous toutes ses formes. Pour ce faire, il soutient et encourage les entreprises à agir, investir et innover dans des initiatives et des activités responsables et durables visant à une amélioration de la nutrition. On dénombre 28 plateformes multi-acteurs dans les pays SUN qui englobent des représentants du secteur privé et 18 pays qui ont mis en place des réseaux du secteur privé SUN.

Faits marquants de 2017 - 2018

- En 2017 et 2018, le réseau a soutenu plus de 30 pays SUN dans le développement de réseaux du secteur privé SUN nationaux ou dans l'élaboration de plans visant à ce type de développement. Le réseau du secteur privé SUN a également apporté son soutien à 14 pays SUN pour lever des fonds en faveur du développement de réseaux nationaux.
- L'année dernière, ce sont plus de 300 petites et moyennes entreprises (PME) qui ont participé aux concours nationaux d'allocutions organisés par le Réseau du secteur privé SUN dans 7 pays SUN. Ces concours ont permis aux réseaux nationaux d'évaluer les besoins des PME et d'identifier les innovations prometteuses ainsi que les possibilités d'investissements pour élargir l'accès à une bonne nutrition. Les PME africaines gagnantes ont bénéficié d'un temps de parole pour présenter leurs idées de projet à des investisseurs lors du tout premier Forum des investisseurs en Afrique pour la nutrition, organisé par le Réseau du secteur privé SUN en collaboration avec l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN), Royal DSM et Africa Business Magazine (octobre 2018).
- Lors de la période couverte par le présent rapport, le Réseau du secteur privé SUN a revu ses critères d'adhésion mondiale. À compter de 2018, les multinationales devront s'engager à mettre en place ou à établir des politiques nutritionnelles sur leurs lieux de travail, à améliorer leurs initiatives de lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes (y compris l'obésité et les maladies non transmissibles) et à fournir une assistance technique aux réseaux nationaux et aux PME.
- En 2017 et 2018, le Réseau du secteur privé SUN a doublé les effectifs de son secrétariat mondial et s'est procuré des fonds jusqu'en 2020, après révision de ses moyens d'action et de son cadre de résultats. Le Réseau du secteur privé SUN va évaluer ses performances dans quatre domaines : rassemblement et organisation des entreprises dans chaque pays autour de stratégies nutritionnelles nationales, multi-acteurs et menées par les gouvernements ; évaluation des besoins pour inciter à agir ou à investir dans la nutrition (en donnant la priorité aux PME) et mise en relation des entreprises avec des prestataires de services d'aide ; identification et concrétisation d'éventuelles améliorations dans un environnement propice afin d'inciter les entreprises à prendre des mesures socialement responsables de lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes.
- L'équipe du Réseau du secteur privé SUN a également forgé des liens à l'échelle mondiale avec des prestataires de services financiers, d'assistance technique et de développement d'entreprises pour soutenir les PME. Par exemple, Ashoka Changemakers, la Banque de développement africaine, et l'International Food & Beverage Association travaillent avec les réseaux du secteur privé SUN nationaux et se sont engagés à renforcer cette collaboration.

Priorités pour 2018 et 2019

- Le réseau a scellé un partenariat avec l'Access to Nutrition Foundation pour concevoir, selon une méthodologie semblable à celle utilisée par l'Indice mondial d'accès à l'alimentation (ATNI), un outil permettant aux entreprises de denrées alimentaires des réseaux du secteur privé SUN nationaux d'évaluer leurs propres performances d'amélioration de l'accès à une bonne nutrition. Le Réseau du secteur privé SUN au Nigéria pilotera la première version de l'outil début 2019.
- Le réseau met au point un outil de diagnostic permettant aux gouvernements des pays SUN de cerner les mesures prioritaires susceptibles de créer un environnement propice aux investissements responsables dans la nutrition.
- Le réseau envisage d'organiser un concours d'allocution et un Forum des investisseurs en Asie.



© UNICEF / Kariki

LE RÉSEAU DES DONATEURS SUN



Réseau des donateurs SUN

Le Réseau des donateurs du Mouvement SUN lutte pour la transparence et l'amélioration de la coordination entre donateurs, et entre donateurs et partenaires du monde entier. Il œuvre également pour une harmonisation avec les plans nationaux de nutrition des pays SUN. Les réseaux rassemblent des donateurs bilatéraux, des fondations et des banques de développement pour qu'ils proposent et adoptent leur propre approche de renforcement de la nutrition. 35 pays ont déjà nommé un « facilitateur du réseau des donateurs »

afin de renforcer et d'aligner le soutien des partenaires de développement aux plans de nutrition des gouvernements sur les réseaux des donateurs présents à l'heure actuelle dans 21 pays SUN.

Faits marquants de 2017 - 2018

- La réunion du Réseau des donateurs SUN, qui s'est tenue au Malawi en juillet 2018, a servi de plateforme de lancement d'un véritable réseau mondial des donateurs SUN, avec toutes les structures nationales et mondiales. À l'occasion de ce lancement, les participants ont fait valoir les ambitions du Réseau des donateurs SUN et sa volonté de renforcer l'apprentissage et les capacités pour mieux promouvoir les initiatives nationales multisectorielles de lutte contre la malnutrition.
- Le Réseau des donateurs SUN a renouvelé son engagement de privilégier des financements nouveaux et de meilleure qualité en faveur de la nutrition, d'exercer une autorité politique durable et de haut niveau, d'assurer un engagement aux échelles nationale et mondiale, une coordination et un apprentissage plus solides sur tout le réseau pour assurer le renforcement de la nutrition au niveau national.
- Le Réseau des donateurs SUN a réalisé des progrès considérables dans le domaine des partenariats avec des mécanismes de financement novateurs comme le Mécanisme de financement mondial. Cela lui a permis d'obtenir plus de fonds en faveur de la nutrition et de rapprocher ces mécanismes des pays SUN.
- Le réseau a renforcé les structures de coordination des donateurs au niveau national par la diffusion et l'application de consignes et d'outils qui ont permis d'améliorer les performances et d'encourager davantage de membres à contribuer activement à la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes.
- Au cours de la période visée par le présent rapport, le Réseau des donateurs SUN a grandement amélioré sa transparence en assurant une redevabilité sur les investissements spécifiques et sensibles à la nutrition, notamment par une révision du Code de responsabilité sociale d'entreprise pour l'alimentation de base et le développement d'un marqueur de politique nutritionnelle de l'OCDE. Ce marqueur fera de nouveau l'objet d'un rapport en 2020 compte tenu des données recueillies en 2019.
- Le Réseau des donateurs SUN a également joué un rôle essentiel dans le renforcement du système de soutien du Mouvement SUN, par l'appui financier apporté au développement du tout nouveau « Fonds de financement commun » qui aide les alliances de la société civile des pays SUN. Déjà en place, ce financement a lancé son premier appel à propositions, grâce auquel 21 bénéficiaires ont reçu des fonds qu'ils utilisent actuellement (plus d'informations à la page 29).

Priorités pour 2018 et 2019

- À l'échelle mondiale, le réseau va faire tout son possible pour, d'une part, obtenir plus de financements de qualité provenant de mécanismes de financement innovants et d'autres sources et, d'autre part, renforcer la capacité de financement de la nutrition des structures du Mouvement SUN. En même temps, la priorité sera donnée à une plus grande redevabilité, à plus de transparence et à une meilleure reddition de comptes sur le financement des activités nutritionnelles afin de mieux comprendre les tendances et de faire face aux déficits de financements des donateurs.
- Le réseau va veiller à l'efficacité, la cohérence et la coordination des engagements des donateurs. Cela passe par un rôle de direction plus fort sur la durée et des initiatives dans le domaine de la nutrition aux niveaux mondial et national afin d'exploiter au mieux les possibilités mondiales et de soutenir une structure de gouvernance plus efficace.
- Le Réseau des donateurs SUN va diffuser les connaissances et les possibilités d'apprentissage auprès de tous ses membres et ses réseaux dans le monde, notamment sur les thèmes de la politique nutritionnelle et de l'élaboration de stratégies, et sur les investissements, la recherche et les méthodes des donateurs. Cela implique également de recenser les bonnes pratiques des programmes sensibles à la nutrition et d'expliquer dans quel contexte une harmonisation et un alignement des donateurs sur les stratégies nutritionnelles et les cadres communs de résultats ont contribué au renforcement de la nutrition.
- Le réseau va améliorer les mécanismes et structures de coordination en fonction de structures SUN nationales plus importantes. Cela passe par le renforcement des capacités d'organiser davantage d'interventions cohérentes et conjointes qui soutiennent les plateformes multi-acteurs et les gouvernements nationaux.



LE RÉSEAU DES NATIONS UNIES POUR LE MOUVEMENT SUN



Réseau des Nations Unies pour le SUN

Le Réseau des Nations Unies pour le SUN offre une plateforme aux organismes des Nations Unies pour qu'ils harmonisent et coordonnent leurs efforts en matière de nutrition avec toutes les parties prenantes concernées. La finalité est de soutenir les initiatives nationales et de renforcer la responsabilité des gouvernements pour la réalisation des cibles nutritionnelles et des objectifs de développement durable. Officiellement mis en place en 2013 par des hauts responsables de cinq organismes des Nations Unies travaillant dans le domaine de la nutrition (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation

et l'agriculture [FAO], Fonds international de développement agricole [FIDA], Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF], Programme alimentaire mondial [PAM], et OMS), le Réseau voit son nombre d'adhérents croître rapidement dans les pays, au point qu'il compte désormais d'autres agences contribuant à la réalisation des résultats nutritionnels fixés (Banque mondiale, Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD], Fonds des Nations Unies pour la population [UNFPA], ONU-Femmes, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida [ONUSIDA] et l'Organisation internationale du Travail [OIT]). Dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action », le Réseau des Nations Unies contribue à faire converger les initiatives nationales multisectorielles de nutrition en exploitant au mieux les compétences techniques et fonctionnelles des organismes des Nations Unies, puisque tous les pays SUN ont à ce jour établi des réseaux des Nations Unies.

Faits marquants de 2017 - 2018

- En plus des 60 réseaux des Nations Unies nationaux, le nombre de réseaux avec des présidents / coprésidents a augmenté, passant de 74 à 80 % en 2017-2018. L'initiative REACH (visant à éliminer la faim et la dénutrition parmi les enfants), qui fait partie des interventions d'assistance technique multisectorielles du réseau des Nations Unies, est à l'œuvre dans huit pays.
- Le nombre de pays mettant en place des programmes conjoints a augmenté, pour passer de 91 à 95 % en 2017-2018 et, désormais, tous les programmes conjoints englobent aussi bien des composantes sensibles à la nutrition que des composantes spécifiques à la nutrition. Il semble que 76 % des réseaux des Nations Unies ont contribué au développement ou à la mise à jour de contenus sur la nutrition de cadres conjoints des Nations Unies (par exemple, les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement) et 97 % ont négocié ou directement fourni un soutien technique direct à un gouvernement, notamment au point focal SUN de gouvernement.²

² En 2017, 40 des 60 réseaux des Nations Unies ont participé à l'exercice de rapport annuel pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2017. Les pays ont rempli un questionnaire standard en donnant des réponses plus ou moins détaillées. Il est donc possible que d'autres pays aient atteint les mêmes objectifs, mais que cela n'ait pas été précisé dans les réponses figurant dans les rapports des réseaux des Nations Unies.

- Dans la région de Mutasa au Zimbabwe, un programme conjoint des Nations Unies, mis en place en partenariat avec le Ministère de la santé et du bien-être infantile et un large éventail d'organismes des Nations Unies et d'organisations de la société civile, a permis un recul de la prévalence des retards de croissance de près de 19 % depuis le lancement du programme en 2014.
- Des campagnes de plaidoyer très efficaces ont permis de concrètement changer les politiques dans les pays SUN, notamment en Sierra Leone, où un débat avec des députés, soutenu par l'ONU / un donateur et retransmis à la télévision, a permis le vote d'un projet de loi sur la nutrition et la sécurité alimentaire. Au Sri Lanka, le mois national de la nutrition était consacré au plaidoyer, appelant à des contrôles nationaux des aliments et boissons trop riches en sucre, en sel et en gras destinés aux enfants.
- Les réseaux des Nations Unies nationaux utilisent de plus en plus les outils proposés par le secrétariat du Réseau des Nations Unies pour soutenir les politiques, les processus décisionnels et les initiatives relatifs aux programmes. Prenons l'exemple de l'outil de présentation multisectorielle de la nutrition (Multi-Sectoral Nutrition Overview, ou MNO) : un exercice d'analyse approfondie de la situation nutritionnelle d'un pays visant à rendre compte des tendances positives et des domaines où il faut intervenir, quelle que soit la forme de malnutrition à laquelle il faut faire face.
- Un exercice de cartographie des interventions et des parties prenantes en matière de nutrition réalisé par 8 pays (dont la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Gambie) a permis d'examiner les interventions sensibles et spécifiques à la nutrition de toutes les parties prenantes concernées (du gouvernement à la société civile, en passant par les Nations Unies). Cet exercice a été mené au Sénégal et sert de référence à l'élaboration du plan national de nutrition. Il sera mis à jour afin de procéder au suivi des avancées. De même, au Myanmar, les résultats ont été utilisés de manière stratégique par les parties prenantes pour le développement du nouveau plan national de nutrition.
- Un outil d'inventaire de la nutrition des Nations Unies a été utilisé dans 10 pays, notamment au Tchad, au Congo et en Guinée, pour permettre au Réseau des Nations Unies de connaître la nature et le lieu des activités de chaque organisme des Nations Unies afin d'en améliorer la coordination et l'efficacité. L'inventaire a non seulement permis au Réseau des Nations Unies de gagner du terrain dans certains pays mais il a également produit un effet catalyseur en suscitant un vif intérêt chez des organismes et bureaux des Nations Unies (UNFPA, UNOPS, ONU Femmes, Banque mondiale et coordinateurs résidents) souhaitant s'engager dans le Réseau des Nations Unies.

Priorités pour 2018 et 2019

- Plaider pour un renforcement du rôle moteur des réseaux des Nations Unies au niveau national, augmenter le nombre d'adhérents et améliorer le fonctionnement pour accroître la cohésion des programmes nationaux de nutrition, notamment dans les pays qui ne sont pas membres du Mouvement SUN.
- Renforcer la responsabilité mutuelle en matière de nutrition en menant un suivi des efforts collectifs des Nations Unies qui soutiennent les priorités nutritionnelles nationales de lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, y compris par l'intermédiaire de la Décennie d'action.
- Intensifier les efforts dans les zones fragiles et en proie à des conflits pour faire le lien entre interventions humanitaires et développement.
- Lutter contre la malnutrition par des mesures de prévention, des efforts centrés sur les adolescents et une sensibilisation des jeunes en général.
- Tirer parti des investissements, des innovations et de l'expérience des Nations Unies pour accélérer le renforcement des interventions nutritionnelles et des processus de gouvernance nutritionnelle.





LE SECRÉTARIAT DU MOUVEMENT SUN

Le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) soutient la mise en place de la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020) lancée en septembre 2016. Pour ce faire, d'abord, il tisse des liens entre les points focaux des gouvernements des pays du Mouvement SUN et les réseaux SUN. Deuxièmement, il veille au partage des connaissances et des expériences ainsi qu'à l'apprentissage pour tous les acteurs du Mouvement afin d'encourager le développement continu de tous les membres. Le Secrétariat aide les pays SUN à bénéficier d'une assistance technique et d'un soutien personnalisé, conformément aux principes d'engagement du Mouvement. L'exercice d'évaluation conjointe annuelle est un processus phare guidé par le Secrétariat, qui a permis aux pays de réfléchir à des axes prioritaires qu'il convient de fixer.

À la demande des pays, le Secrétariat réunit chaque trimestre le Réseau des pays SUN pour discuter des évolutions, des goulets d'étranglement et des enjeux, le plus souvent en lien avec un domaine spécifique. Depuis 2017, ces réunions ont pris la forme de webinaires pour enrichir et approfondir les discussions et le suivi.

Le Secrétariat organise également des réunions en face à face et des retraites auxquelles sont conviés des réseaux SUN, le Comité exécutif et le Groupe principal. Pendant la période visée par le présent rapport, le SMS a organisé des événements sur la nutrition, comme le Rassemblement mondial du Mouvement SUN de 2017 à Abidjan en Côte d'Ivoire (voir pp. 6-7 pour plus d'informations), les Rencontres SUN sur la nutrition dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que d'autres manifestations organisées en marge du Forum politique de haut niveau pour le développement durable et de la 73e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Secrétariat a également organisé la première formation du Mouvement à l'attention de 11 ambassadeurs de la nutrition lors du EAT Stockholm Food Forum.

Le lancement du cadre MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage) du Mouvement a été la principale priorité de la période visée par le présent rapport. Il a abouti à la rédaction d'un ensemble de dossiers sur des domaines intéressants tout particulièrement le Mouvement (les interventions humanitaires, les femmes et les adolescentes, les multiples formes de malnutrition) en plus de tableaux de bord pour chaque pays. Les tableaux de bord MEAL, par pays, sont conçus pour soutenir les parties prenantes du Mouvement SUN aux niveaux national, infranational et mondial dans l'évaluation de leurs progrès, à l'aide d'un ensemble standard d'indicateurs couvrant huit domaines de la théorie du changement. Ces tableaux de bord permettent de choisir les modèles de performances et de prendre des décisions stratégiques éclairées afin de mieux lutter contre la malnutrition dans les pays SUN.



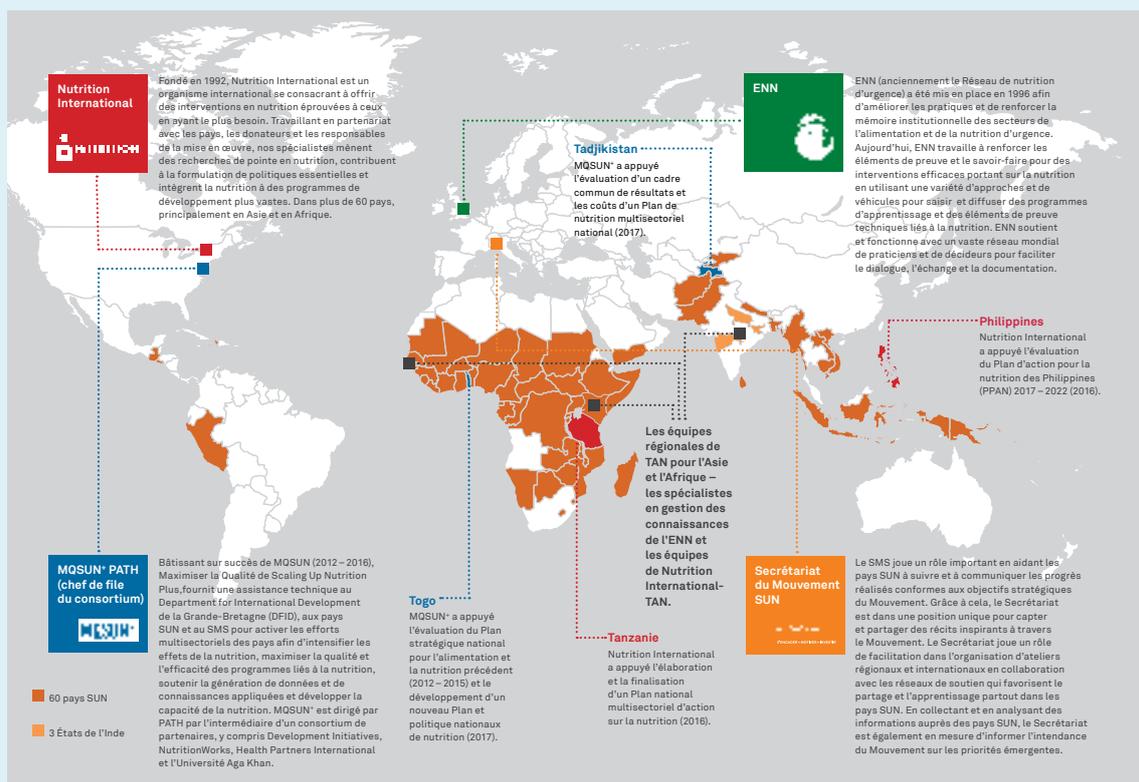
ASSISTANCE TECHNIQUE A LA NUTRITION



Le programme d'Assistance technique à la nutrition (TAN), une initiative du Département britannique pour le développement international, a renforcé les capacités des pays SUN à concevoir des politiques et des programmes de lutte contre la malnutrition. Le programme TAN vise à élargir la portée des plans et interventions multisectoriels de qualité qui permettent de faire face aux causes de la malnutrition, immédiates comme sous-jacentes. Pour ce faire :

- Elle fournit une assistance technique rapide, ciblée et coordonnée aux points focaux SUN dans les pays afin de combler les lacunes de capacités de conception et de prestation de plans nationaux multisectoriels de nutrition.
- Elle promeut un apprentissage et une responsabilité accrues au sein du Mouvement SUN pour influencer la prise de décisions par l'équipe de gestion du Mouvement ([Coordinatrice](#), [Comité exécutif](#) et [Groupe principal](#)), les [réseaux](#) et les [gouvernements membres du Mouvement SUN](#).
- Elle joue un rôle moteur et durable qui permet de donner la priorité aux initiatives en lien avec les 1 000 premiers jours de vie des enfants et d'investir dans ce type d'initiatives.

Le programme TAN soutient les interventions pour lesquelles il n'existe aucune aide technique permettant de satisfaire les besoins d'un pays. Ce « modèle basé sur la demande » permet aux pays de bénéficier d'une expérience, de connaissances et d'un soutien technique adaptés et opportuns. La plupart des demandes d'assistance technique parviennent en premier lieu aux points focaux SUN qui se chargent ensuite de réunir la plateforme multi-acteurs et de vérifier que les parties prenantes nationales concernées sont impliquées.



LE FONDS DE FINANCEMENT COMMUN DU MOUVEMENT SUN

Actuellement dans sa deuxième phase, le Fonds de financement commun du Mouvement SUN est une source de petites subventions d'ultime recours dont le rôle catalyseur permet de soutenir les plateformes multi-acteurs des pays SUN, le but étant d'accroître l'efficacité et les effets des efforts nationaux déployés pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes. Conçu pour assurer la mise à disposition de toutes les capacités nécessaires pour les plans nationaux, le Fonds incite d'autres acteurs pertinents à s'impliquer dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des plans nationaux multi-acteurs et multisectoriels pour la nutrition. La priorité reste cependant les 1 000 premiers jours de vie.

Le Fonds de financement commun est aligné sur la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020) et intégré aux modalités de gestion du Mouvement SUN et à ses processus tant nationaux que mondiaux. Il contribue à la réalisation des objectifs stratégiques du Mouvement SUN.

Le Fonds de financement commun concerne deux principaux domaines de travail et propose donc deux fenêtres de financement :

- Fenêtre I : renforcement de la participation des parties prenantes nationales aux plateformes multi-acteurs nationales pour mettre en place des plans nutritionnels évolutifs ;
- Fenêtre II : renforcement des capacités au niveau national de tous les pays SUN par l'apprentissage et le partage des connaissances et des expériences.

Pour le premier appel à propositions, le Fonds de financement commun se concentre sur la première fenêtre de financement et a été conçu pour garantir l'octroi de subventions de dernier recours à effet catalyseur à des alliances de la société civile SUN nationales, le but étant de soutenir leurs actions de renforcement de la nutrition. Cet appel a été lancé début mai 2018.

Des propositions ont été reçues d'une alliance de la société civile SUN déjà bien établie dans un pays SUN et d'une alliance de la société civile émergente. Au total, ce sont 21 subventions qui ont été remises à des alliances de la société civile SUN dans 19 pays SUN. La mise en œuvre de projets a débuté en août et septembre 2018. Tous les projets doivent être menés à bien dans un délai de 12 mois à compter de leur date de lancement.

Deux autres appels à propositions devraient être lancés pour des activités qui doivent s'achever d'ici décembre 2020. Il s'agit d'augmenter le nombre de subventions aux alliances de la société civile et d'encourager le partage d'informations et d'expériences ainsi que l'apprentissage entre les pays SUN afin de renforcer leurs capacités.



© UNICEF / Singh



Chapitre

3

Renforcer la nutrition dans le monde en 2017-2018

En 2018, pour la première fois, le rapport d'avancement annuel du Mouvement SUN adopte une approche régionale. Les sections suivantes, qui répartissent les 60 pays SUN dans cinq régions¹, examinent l'évolution de la nutrition et de l'alimentation des enfants, des adolescents et des adultes dans les différents pays. Elles abordent également certains facteurs sous-jacents de la réalisation des ODD qui ont une incidence sur la nutrition, ainsi que les progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs stratégiques du Mouvement, notamment la création d'un environnement favorable à l'implantation durable d'actions en faveur de la nutrition dans les pays SUN.

Le présent chapitre utilise des données exhaustives provenant du système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (MEAL) du Mouvement SUN, qui inclut des indicateurs sur le statut de la nutrition, les facteurs de la nutrition et l'environnement favorable². Il s'appuie également sur les informations transmises par les 53 pays qui ont réalisé l'exercice d'évaluation conjointe 2018 entre avril et août, ainsi que sur l'étude de référence qui a été demandée à l'Afghanistan en tant que dernier adhérent au Mouvement.

Plusieurs faits marquants ont jalonné l'année 2017-2018. Les pays du Mouvement SUN sont désormais plus nombreux à avoir suffisamment de données pour permettre l'évaluation des progrès vers les cibles mondiales de nutrition de l'Assemblée mondiale de la Santé, récemment mises à jour avec une réalisation prévue en 2030. Autrement dit, par rapport à l'année dernière, on considère aujourd'hui que davantage de pays SUN sont bien partis pour atteindre les indicateurs de la nutrition relatifs aux enfants (émaciation, retard de croissance, surpoids infantile et allaitement maternel exclusif). Des progrès sont observés dans toutes les régions.

¹ Dans ce chapitre, les cinq régions sont : Afrique de l'Ouest et du Centre, Afrique de l'Est et du Sud, Asie centrale et occidentale, Asie du Sud et du Sud-Est et Pacifique et Amérique latine et Caraïbes.

² Sauf mention contraire, toutes les données citées dans le rapport proviennent de la base de données du système de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL) du Mouvement SUN. Les sources originales des données sont décrites dans le document de référence du Cadre MEAL, disponible à l'adresse suivante : http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2017/11/MEALBaseline-Documents_FR_27Oct17.pdf [consulté en novembre 2018].



9 pays³ sont en bonne voie pour atteindre la cible du retard de croissance (contre 8 pays en 2017) ;



14 pays⁴ sont en bonne voie pour atteindre la cible de l'émaciation (contre 13 pays en 2017) ;



23 pays⁵ sont en bonne voie pour atteindre la cible du surpoids infantile (contre 20 pays en 2017) ;



23 pays⁷ sont en bonne voie pour atteindre la cible de l'allaitement maternel exclusif (contre 17 pays en 2017) ;



L'absence de progrès enregistrés dans la réduction de l'anémie chez les femmes reste toutefois préoccupante.

Aucun pays SUN n'est en passe d'atteindre cette cible importante.



Concernant les insuffisances pondérales à la naissance, des efforts sont faits pour améliorer la qualité des données qui servent au suivi des avancées réalisées vers l'atteinte de la cible mondiale. Nous espérons pouvoir être en mesure d'intégrer cette question à notre rapport de 2019, avec davantage d'informations.

6 PAYS⁵ SONT EN BONNE VOIE POUR ATTEINDRE À LA FOIS LA CIBLE DU RETARD DE CROISSANCE ET CELLE DE L'ÉMACIATION (CONTRE 5 PAYS EN 2017)

³ Bangladesh, Côte d'Ivoire, El Salvador, Eswatini, Ghana, Kenya, Kirghizistan, Libéria et Pérou.

⁴ Bénin, El Salvador, Eswatini, Ghana, Guatemala, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Malawi, Ouganda, Pérou, Rwanda, Tanzanie et Zimbabwe.

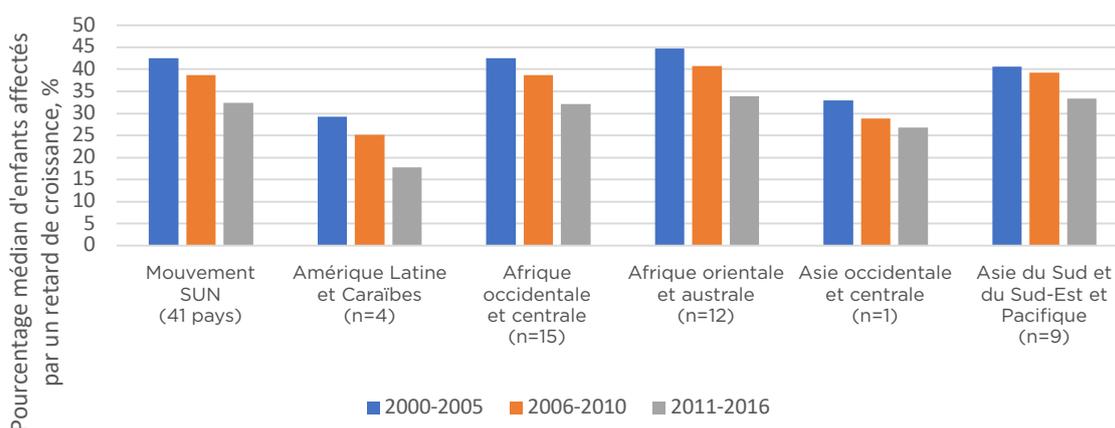
⁵ El Salvador, Eswatini, Ghana, Kenya, Kirghizistan et Pérou.

⁶ Bangladesh, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Côte d'Ivoire, Eswatini, Guatemala, Ghana, Guinée-Bissau, Indonésie, Kenya, Lesotho, Malawi, Myanmar, Népal, Nigéria, Ouganda, République Démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie et Tchad.

⁷ Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, El Salvador, Eswatini, Gambie, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Mali, Mauritanie, Myanmar, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Sri Lanka, Soudan, Zambie et Zimbabwe.

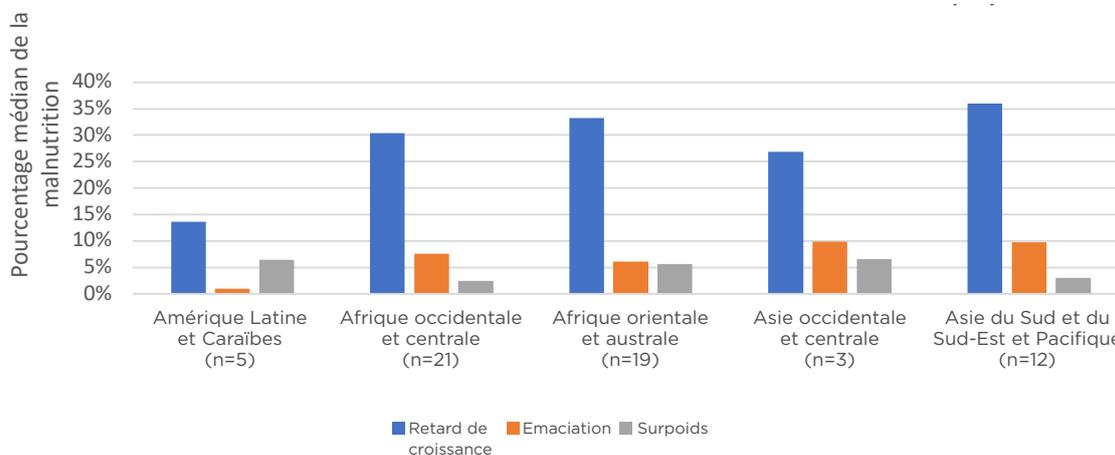
Le taux de retard de croissance poursuit sa baisse dans toutes les régions (voir le graphique 1).⁸ Pour autant, le retard de croissance affecte encore un tiers des filles et des garçons de moins de cinq ans dans les pays du Mouvement SUN (avec une médiane à 32 %). Deux pays SUN sur trois (38/60) sont confrontés à la difficulté de devoir lutter simultanément contre des niveaux élevés de retard de croissance et d'émaciation chez les jeunes enfants. Les taux de dénutrition restent particulièrement élevés dans les pays affectés par les conflits ou les crises climatiques, bien que ces pays démontrent par ailleurs un engagement politique de plus en plus important pour accélérer les progrès.

Graphique 1 : Tendances du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans dans les pays SUN, 2000-2016



Toutefois, un nombre croissant de pays sont confrontés au nouveau défi du surpoids infantile, qui affecte surtout l'Amérique latine, l'Afrique australe et l'Asie centrale. 4 pays SUN portent le triple fardeau d'une forte prévalence du surpoids infantile, du retard de croissance et de l'émaciation (voir le graphique 2).

Graphique 2 : Statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans dans les pays SUN, par région

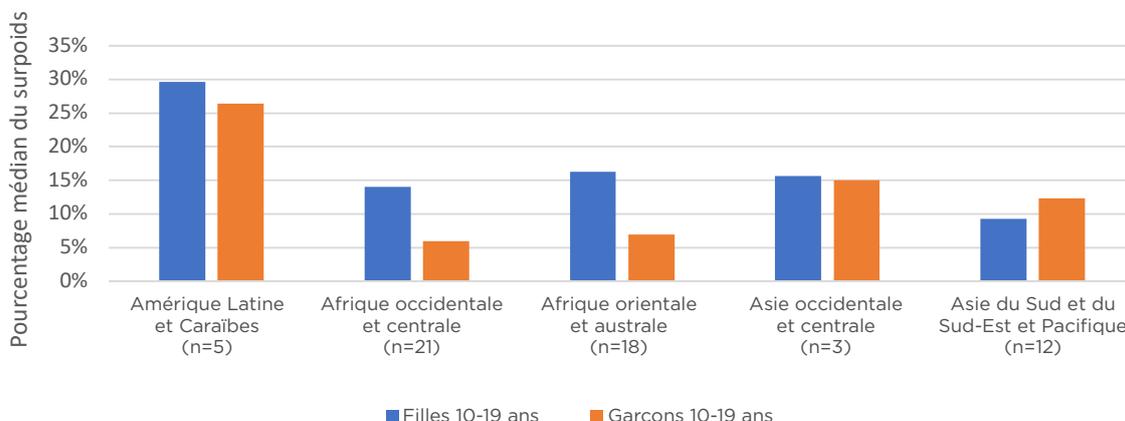


Partant du constat que les filles, les garçons, les femmes et les hommes ont des besoins nutritionnels différents au cours de leur vie, le Mouvement SUN favorise une approche fondée sur le cycle de vie pour lutter contre la malnutrition. Pour la première fois, le rapport s'intéresse aussi à la nutrition des adolescents — qui se trouvent dans la deuxième période critique de la croissance — dans le but de garantir à tous un avenir placé sous le signe d'une bonne santé et d'une alimentation nutritive. L'évolution de la nutrition des adolescentes est préoccupante : en effet, la baisse du taux de dénutrition affecte très peu ce groupe d'âge, tandis que le surpoids et l'obésité connaissent une augmentation impressionnante (allant de 12 % en Asie du Sud et Asie du Sud-Est et Pacifique à 29 % en Amérique latine et Caraïbes). Par ailleurs, la charge morbide

⁸ Veuillez noter que ce graphique présente les données de seulement 44 pays pour lesquels trois points de données sont disponibles. En Asie centrale et occidentale, les données ne sont disponibles que pour le Tadjikistan.

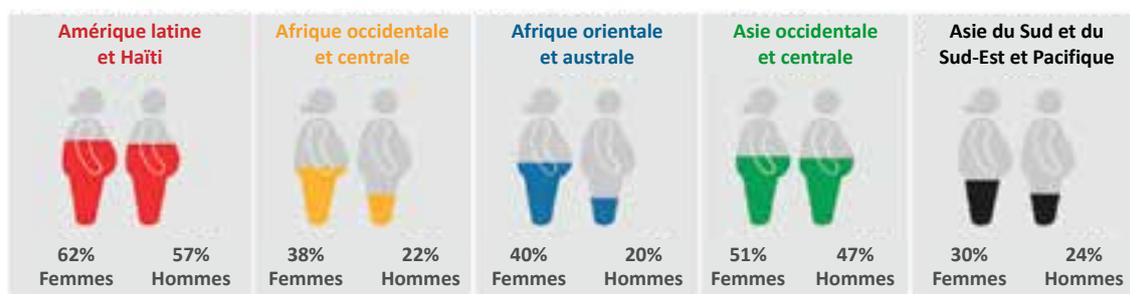
de l'anémie est très élevée chez les adolescentes, en particulier en Afrique occidentale et centrale et en Asie du Sud et du Sud-Est.

Graphique 3 : Statut nutritionnel des adolescents (filles et garçons) dans les pays SUN, par région



Les femmes comme les hommes sont confrontés à des niveaux élevés de malnutrition dans ces régions. Cela dit, il est urgent de répondre aux besoins nutritionnels des femmes afin que personne ne soit laissé pour compte et que le cercle vicieux de la malnutrition cesse de se perpétuer d'une génération à l'autre. On observe aujourd'hui dans 56 pays SUN un taux élevé d'anémie (supérieur à 20 %) chez les femmes, déjà frappées par des taux élevés de surpoids et d'obésité. La prévalence de l'obésité – chez les hommes comme chez les femmes – présente d'importantes variations entre les régions, l'Amérique latine et l'Asie centrale étant les plus touchées. Les pays SUN qui connaissent actuellement des niveaux moins élevés de surpoids et d'obésité devraient prendre des mesures préventives.

Figure 1 : Prévalence de l'obésité et du surpoids chez les adultes dans les pays SUN, par région et genre, 2016



Les sections régionales du présent chapitre offrent également un aperçu des facteurs et des difficultés qui affectent l'état de la nutrition, notamment l'exposition aux chocs et aux crises, la pauvreté, les modèles de santé, la sécurité alimentaire, l'accès aux services de santé et d'assainissement, et les dynamiques de genre. Ces sections démontrent la diversité des enjeux qui font toute la complexité de la lutte contre la malnutrition. Mais les pays SUN sont unis dans leur engagement à collaborer pour la nutrition au moyen d'actions qui produisent des résultats tangibles dans ces différents secteurs.

De plus en plus, les pays SUN prennent les mesures nécessaires à la concrétisation d'une bonne nutrition, en veillant à ce que l'environnement nutritionnel de chaque pays soit propice à un succès durable. Pour étudier les efforts entrepris, l'exercice d'évaluation conjointe du Mouvement SUN a été effectué dans un nombre record de 53 pays entre avril et août 2018. La hausse de la médiane des notes totales obtenues entre 2014-2016 et 2017-2018 pour la réalisation des objectifs stratégiques du Mouvement dans trois régions et les progrès notables observés en Amérique latine et Caraïbes et en Afrique de l'Est et du Sud sont encourageants.

LES PAYS SUN RÉUNISSENT DE MULTIPLES PARTIES PRENANTES ET S'ENTOURENT DES BONNES PERSONNES POUR INSTAURER UN CHANGEMENT DURABLE

Il n'y a jamais eu autant d'ambassadeurs de la nutrition nommés et actifs, notamment parmi les médias, les parlementaires et le monde universitaire. L'un des principaux résultats de cette période de déclaration, dans toutes les régions SUN, concerne l'augmentation du nombre de pays qui ont intensifié leur collaboration avec les médias pour faire la publicité de la nutrition. En 2017-2018, 38 pays (5 de plus qu'en 2016-2017) ont associé les médias à leur lutte contre la malnutrition. Dans 41 pays (7 de plus qu'en 2016-2017), les parlementaires s'attaquent aux problèmes de la nutrition par une législation et des politiques innovantes, tandis que 41 pays collaborent avec des scientifiques et le monde universitaire pour faciliter la prise de décisions fondées sur des données probantes et améliorer la coordination entre les gouvernements et les instituts de recherche. 31 pays (contre 25 en 2016-2017) ont nommé un ou plusieurs ambassadeurs politiques ou sociaux de la nutrition de façon à maintenir la nutrition en tête des priorités politiques.

LES PAYS SUN CHERCHENT À OBTENIR DES RÉSULTATS COMMUNS, AVEC DES PLANS D'ACTION DESTINÉS À DONNER VIE À LEURS OBJECTIFS

42 pays (5 de plus qu'en 2016-2017) ont finalisé un cadre commun de résultats qui guide le rapprochement des politiques sectorielles et des investissements dans le but d'atteindre les objectifs communs de la nutrition. 30 de ces cadres communs de résultats (6 de plus qu'en 2016-2017) comportent un plan de suivi et d'évaluation des progrès réalisés. 41 cadres communs de résultats (contre 32 en 2016-2017) sont assortis d'un plan d'action pour donner vie à ces objectifs, pour tous les secteurs et toutes les parties prenantes.

LES PAYS SUN DÉFENDENT DE PLUS EN PLUS EFFICACEMENT LES INVESTISSEMENTS POUR LA NUTRITION

Dans toutes les régions, les pays utilisent plus efficacement les données financières via l'amélioration du plaidoyer, de la planification et des résultats. Ils s'appuient pour cela sur le suivi régulier et transparent des dotations budgétaires de la nutrition par rapport aux plans multisectoriels de nutrition. 35 pays ont déclaré suivre les dotations budgétaires pour la nutrition en 2017-2018, alors qu'ils n'étaient que 32 en 2016-2017. En outre, 19 pays ont effectué l'exercice d'analyse budgétaire du Mouvement SUN en 2018, contre 4 pays en 2017. Le Mouvement totalise ainsi 50 pays ayant mené une analyse budgétaire pour la nutrition, cet exercice ajoutant une valeur spécifique à la qualité de membre du Mouvement SUN.

LES PAYS SUN S'EFFORCENT D'ÉTABLIR DES CADRES POLITIQUES ET JURIDIQUES COHÉRENTS, ESSENTIELS POUR AVOIR DES EFFETS DURABLES ET BÉNÉFIQUES POUR LES ÊTRES HUMAINS

Le système de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL) du Mouvement SUN, déployé en 2017-2018, a donné un aperçu très utile du statut actuel des pays SUN quant à la promulgation de lois pour la nutrition. Le système MEAL nous montre par exemple que les pays membres du Mouvement SUN depuis plus longtemps (notamment ceux qui l'ont rejoint sur la période 2010-2012) disposent d'une législation plus solide en faveur de l'amélioration de la nutrition, y compris le droit à l'alimentation, la législation obligatoire en matière d'enrichissement des aliments et la législation sur les normes d'enrichissement. Par ailleurs, les premiers adhérents du Mouvement SUN prévoient généralement davantage de mesures juridiques couvrant les dispositions du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel que les pays ayant rejoint le Mouvement ces dernières années.

À l'avenir, il est important que les derniers pays membres du Mouvement s'emploient à renforcer leur cadre juridique. En outre, comme l'ont montré des expériences récentes conduites dans plusieurs pays, les pays doivent veiller à faire appliquer et surveiller la législation pour obtenir les résultats escomptés.

De façon générale, les domaines qui nécessitent une attention continue et renforcée impliquent une collaboration multisectorielle et multi-acteurs axée sur les résultats, à l'échelle nationale et infranationale. Ils garantissent également l'adoption et la mise en œuvre de législations et de politiques qui protègent la nutrition pour tous. Cela inclut les actions en faveur de l'allaitement maternel, qui s'opposent aux pratiques commerciales inopportunes sur les compléments alimentaires et favorisent une alimentation saine tout au long de la vie. Enfin, la mise en œuvre de toutes ces actions doit porter une attention particulière aux dynamiques de genre et accentuer les efforts qui visent à combler les inégalités entre les sexes en matière d'éducation et de charge inégale des soins. Elles devront aussi garantir aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons l'accès aux connaissances et aux services qui peuvent leur permettre de protéger et d'améliorer leur nutrition ainsi que celle de leur famille.



© UNICEF / Le Moyne



Le renforcement de la nutrition en Afrique occidentale et centrale

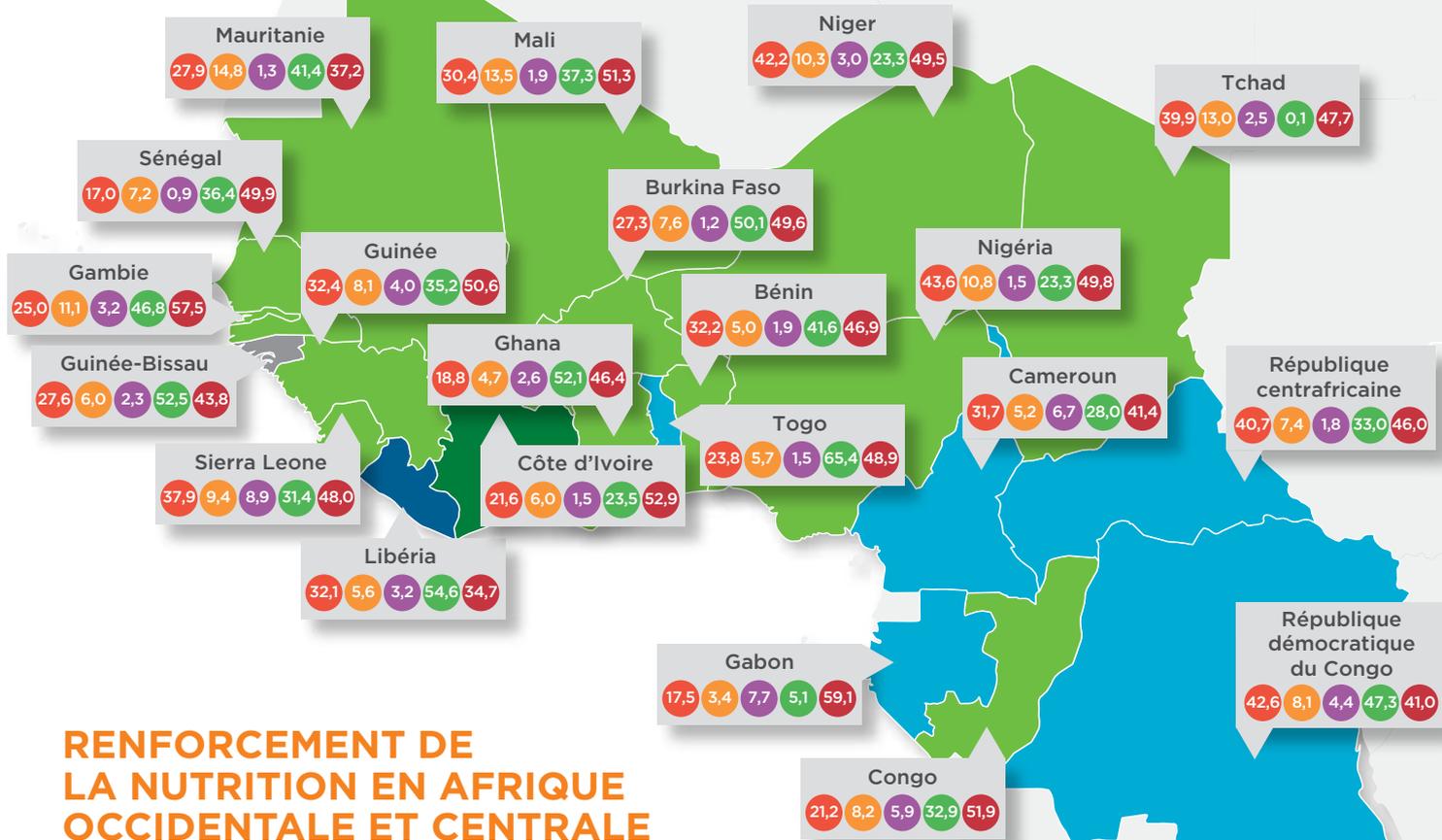
INTRODUCTION

L'Afrique de l'Ouest et du Centre est la plus vaste région SUN, composée de 21 pays¹ qui se trouvent à différents stades de leurs efforts de renforcement de la nutrition. Cette région compte quelques-uns des premiers membres du Mouvement (8 pays ont rejoint le Mouvement SUN en 2011) et 2 des adhérents les plus récents, le Gabon et la République centrafricaine (qui ont rejoint le Mouvement respectivement fin 2016 et début 2017). On compte 15 pays francophones et 5 pays anglophones. La Guinée-Bissau est le seul pays lusophone.²

La plupart des pays de la région ont réalisé d'énormes progrès dans la mise en place d'un cadre permettant aux partenaires nationaux de travailler main dans la main à l'obtention de résultats tangibles en matière de nutrition. Sur 21 pays, 18 ont créé ou sont en passe de créer des plateformes multi-acteurs. Les résultats des évaluations conjointes de 2018 réalisées par tous les pays, à l'exception d'un seul, indiquent une progression

¹ Les pays SUN d'Afrique de l'Ouest comprennent : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Les pays SUN d'Afrique centrale comprennent : le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo, la République démocratique du Congo et le Gabon.

² Sauf indication contraire, les données présentées dans cette rubrique proviennent de la base de données MEAL (de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage). Ces données ont été compilées à partir de diverses sources répertoriées dans le document « SUN MEAL Framework Baseline Document » (Document cadre MEAL SUN), consultable à l'adresse suivante : http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2017/11/MEALBaseline-Document_FR_27Oct17.pdf.



RENFORCEMENT DE LA NUTRITION EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE

Situation nutritionnelle

- Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
- Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
- Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
- Allaitement exclusifs des nourrissons de 0-5 mois (%)
- Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2018)*

- 0 - 25% progrès pondérés
- 26 - 50% progrès pondérés
- 51 - 75% progrès pondérés
- 76 - 100% progrès pondérés
- pondération non disponible

* Estimations conjointes UNICEF - OMS - Groupe de la Banque mondiale sur la malnutrition infantile, édition 2018 et résultats de l'Évaluation conjointe menée en 2018 par les pays SUN.

Voyez les profils de pays SUN à la fin de ce rapport pour plus d'informations.

de la médiane de 52 % entre 2014 et 2016 à 61 % pour la période 2017-2018. Mais les défis posés par le développement économique³, la fragilité des mécanismes de gouvernance, les séquelles des conflits et les répercussions des facteurs de stress liés au climat menacent les progrès accomplis par la plupart des pays ces dernières années.

À l'avenir, des efforts concertés pour lutter contre ces facteurs sous-jacents de la malnutrition et pérenniser les actions seront essentiels pour que toutes les femmes, tous les hommes et tous les enfants d'Afrique occidentale et centrale puissent bénéficier d'une bonne nutrition.

³ En mars 2018, 14 pays SUN de la région figuraient sur la liste des « pays les moins développés », certains étant enclavés.

APERÇU DE LA NUTRITION ET DES RÉGIMES ALIMENTAIRES TOUT AU LONG DE LA VIE

Les tendances de la malnutrition varient d'un pays à l'autre en Afrique occidentale et centrale.



Les retards de croissance sont très divers en fait de sévérité et d'évolution. Le Ghana et la Mauritanie accusent le plus fort recul des retards de croissance au fil du temps.⁴ Les retards de croissance touchent en moyenne 30 % des filles et des garçons de moins de 5 ans des 21 pays SUN (entre 17 et 44 % selon les pays), tandis que le taux médian d'émaciation est à 8 % (fourchette de 3 à 15 %). Qu'ils viennent d'Afrique centrale ou d'Afrique occidentale, les enfants les plus démunis connaissent des taux d'émaciation sensiblement plus élevés (environ 1,5 fois supérieur) par rapport aux enfants issus des familles les plus aisées.⁵ Plusieurs pays ont toutefois enregistré des progrès encourageants. La Côte d'Ivoire, le Ghana et le Libéria sont sur le point de réaliser les objectifs établis par l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) en matière de retards de croissance tandis que le Bénin et le Ghana sont en passe d'atteindre les cibles en matière d'émaciation.

LE GHANA EST L'UN DES 6 PAYS SUN SUR LE POINT D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS MONDIAUX EN MATIÈRE DE RETARDS DE CROISSANCE ET D'ÉMACIATION



La proportion d'enfants en surpoids est parmi les plus faibles dans les pays d'Afrique occidentale et centrale (la médiane est située à 2,5 % et l'intervalle est compris entre 0,9 et 8,9 %). Près de la moitié des 23 pays SUN qui travaillent activement à freiner la prolifération des cas de surpoids chez les enfants de moins de cinq ans se trouvent en Afrique occidentale et centrale. Le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Nigéria, le Sénégal et la Sierra Leone sont bien partis pour parvenir aux objectifs en matière de surpoids établis par l'Assemblée mondiale de la Santé.



© UNICEF / Diarra Soubba



La situation concernant l'allaitement est nettement moins tranchée. Moins de la moitié des nourrissons (44 %) sont allaités dans l'heure suivant la naissance. Près d'un tiers des nourrissons bénéficient d'un allaitement exclusif (avec une médiane de 33 %). Le Togo est en tête du classement avec un taux d'allaitement exclusif à 65,4 %, suivi de près par la Guinée-Bissau (52,5 %) et le Ghana (52,1 %). Ce taux atteint son plus faible niveau au Tchad où il n'est que de 0,1 %.⁶ En revanche, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Mali, la Mauritanie et la Sierra Leone sont tous en passe d'atteindre les objectifs fixés par l'AMS en matière d'allaitement. Sur les 21 pays SUN, 18 sont extrêmement efficaces dans le maintien de l'allaitement des bébés de 12 mois et 11 affichent des taux supérieurs à 90 %.⁷

⁴ FAO, (2017). Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique, édition 2017. Lien entre conflits et sécurité alimentaire et nutrition : renforcer la résilience pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la paix. À consulter sur : <http://www.fao.org/3/a-i8053f.pdf> [consulté en octobre 2018].

⁵ Estimations communes sur la malnutrition infantile de l'UNICEF/OMS/Groupe de la Banque mondiale, (2018). Niveaux et tendances de la malnutrition infantile : résultats clés de l'édition 2018. À consulter sur : <http://www.who.int/nutgrowthdb/2018-ime-brochure.pdf?ua=1> [consulté en octobre 2018].

⁶ OMS, (2018). « Enabling women to breastfeed through better policies and programmes: Global breastfeeding scorecard 2018 » (Permettre aux femmes d'allaiter grâce à une amélioration des politiques et des programmes : fiche d'évaluation mondiale de l'allaitement 2018). À consulter sur : <http://www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/global-bf-scorecard-2018/en/> [consulté en octobre 2018].

⁷ Ibid. D'après ces données, les pays suivants ont des taux supérieurs à 90 % : le Bénin, le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Les données pour la République centrafricaine, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la Mauritanie, le Nigéria et la Sierra Leone sont du même ordre de grandeur, puisque les taux sont juste en deçà de 90 %.



© UNICEF / Le Du



L'anémie chez les femmes (juvéniles et adultes) constitue l'une des principales préoccupations en matière de malnutrition en Afrique occidentale et centrale. 57,2 % des femmes enceintes et 47,7 % des femmes non enceintes en souffrent. On constate que la situation évolue peu au regard des objectifs fixés pour l'anémie, non seulement en Afrique occidentale et centrale, mais aussi dans le reste du monde. Le Libéria et le Ghana sont les pays dans lesquels la situation s'est le plus améliorée. En revanche, 12 pays SUN ont vu leur taux d'anémie augmenter. Selon des données disponibles pour 14 pays, la moitié des adolescentes âgées de 15 à 19 ans sont également touchées par l'anémie (les proportions varient entre 40 et 64 %). 70 % des enfants de moins de 5 ans vivant dans cette région sont anémiques (avec un écart oscillant entre 58 et 86 %, calculé sur la base de données de 17 pays).



Le Tchad, la République centrafricaine et le Mali ont été classés dans le top 10 mondial en ce qui concerne les habitudes alimentaires saines, tandis que la Sierra Leone a été classée en bonne position (8ème position) pour une faible consommation d'aliments peu sains.⁸ Aujourd'hui, cependant, les tendances montrent une consommation accrue d'aliments et de nutriments nuisibles pour la santé dans la région, entre 2000 et 2016, à une progression soutenue de la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les adolescents et les adultes. La prévalence médiane de la surcharge pondérale et de l'obésité chez les adolescentes est de 14 % (6 % chez les garçons), alors qu'elle est de 37 % chez les femmes adultes et de 22 % chez les hommes.



Les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants sont déplorables dans l'ensemble de la région. Seuls 7 % (médiane) des enfants de 6 à 23 mois reçoivent une alimentation minimale acceptable (soit une fourchette comprise entre 3 et 17 %), tandis que 13 % seulement (proportion médiane) bénéficient d'une diversité alimentaire minimale (avec des écarts allant de 5 à 34 %). Plus de la moitié des filles et des garçons de moins de cinq ans (médiane à 52 %)⁹ souffrent d'une carence en vitamine A.



La région a connu une baisse de la prévalence et du nombre de personnes sous-alimentées entre 1999-2001 et 2009-2011, mais au cours des années suivantes (2014-2016), une recrudescence a été constatée, touchant de plein fouet la Guinée-Bissau, le Libéria et la Sierra Leone.¹⁰ En 2017, le taux de prévalence de la sous-nutrition en Afrique centrale était nettement plus élevé (26 %) que dans l'autre sous-région SUN, l'Afrique de l'Ouest (15 %).¹¹

Les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale sont les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire dans le monde. Près d'un tiers des femmes, des hommes et de leurs familles sont confrontés à une grave insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, et cette proportion avoisine les 50 % en Afrique centrale.¹² Des 20 pays les plus tributaires des importations alimentaires dans le monde, 9 se trouvent dans la région. En 2017, 13 pays dépendaient de l'aide alimentaire extérieure ; 5 d'entre eux faisaient face à une situation de crise touchant au moins 20 % de leur population.¹³

⁸ The Lancet, (2015). Global Health, Volume 3, ISSUE 3, Pe132-e142, 1 mars 2015. Évaluation systématique de la qualité de l'alimentation des hommes et des femmes de 187 pays entre 1990 et 2010. À consulter sur : [https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X\(14\)70381-X/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/langlo/article/PIIS2214-109X(14)70381-X/fulltext) [consulté en octobre 2018].

⁹ Development Initiatives, (2017). Rapport mondial sur la nutrition 2017 : la nutrition au service des ODD. Bristol, Royaume-Uni : Development Initiatives. À consulter sur : http://165.227.233.32/wp-content/uploads/2017/11/Report_2017-2.pdf [consulté en novembre 2018].

¹⁰ Note supra 4.

¹¹ FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, (2018). L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition. À consulter sur : <http://www.fao.org/3/i9553fr/i9553fr.pdf> [consulté en novembre 2018].

¹² Note supra 4.

¹³ Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, (2018). Rapport mondial sur les crises alimentaires en 2018. À consulter sur : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000069227/download/?_ga=2.30744312.697980888.1540906685-920717876.1527583340 [consulté en octobre 2018].

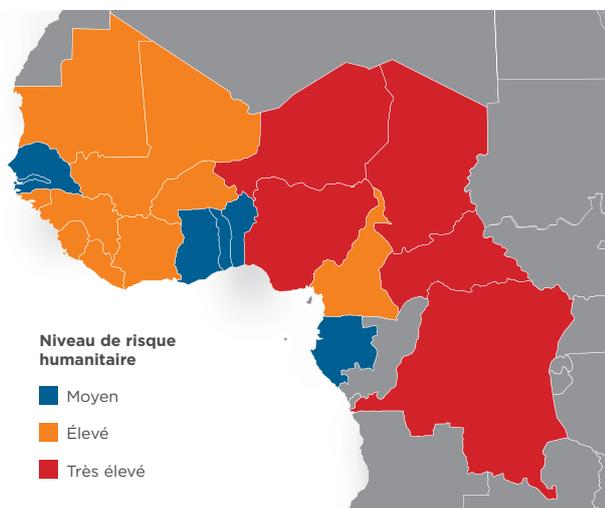


BIŁAN SUR LES OBJECTIFS DE D'VELOPPEMENT DURABLE : FACTEURS ET MARQUEURS D'UNE BONNE NUTRITION

L'Afrique occidentale et centrale est ravagée par des catastrophes naturelles, des conflits et des crises humanitaires. Le risque de crise humanitaire est élevé dans 10 pays et très élevé dans 5 autres. Il en découle une probabilité accrue de voir apparaître des maladies infectieuses, de voir se développer l'insécurité alimentaire et de ne plus pouvoir garantir un accès adéquat à des services essentiels de nutrition et de santé.

Sur l'ensemble des régions SUN, l'Afrique occidentale et centrale affiche la plus forte croissance annuelle (médiane) du PIB par habitant. Pourtant, 40 % des femmes, des hommes et de leurs familles (médiane à 44 %) vivent en dessous du seuil international de pauvreté, même si les niveaux de pauvreté fluctuent énormément d'un pays à l'autre : de 6 % en Mauritanie (chiffre de 2014) à 77 % en Guinée-Bissau (données datant de 2010).

Dans cette région SUN, peu de programmes de protection sociale existent et leur portée est limitée. On remarque toutefois que le niveau de couverture s'élève à 20 % au Niger, à 27 % en Côte d'Ivoire, à 30 % en Sierra Leone et à 45 % en Mauritanie.¹⁴ La création de filets de sécurité pour les plus vulnérables est essentielle à la pérennité des projets entrepris.



LE BÉNIN S'EST ENGAGÉ À UNIVERSALISER L'ACCÈS À L'EAU POTABLE D'ICI 2021 ET A PRÉVU UNE GESTION DES RESSOURCES EN EAU DANS SON PLAN DE DÉVELOPPEMENT 2016-2021

L'accès à des services d'assainissement de base est extrêmement restreint dans la région (médiane de 22 %) alors qu'il s'agit d'un élément déterminant pour améliorer les résultats en matière de nutrition.

Le statut des femmes et des filles est étroitement lié au maintien de la malnutrition et si rien n'est fait, il est fort probable que la malnutrition se transmette d'une génération à l'autre. Dans certains domaines, quelques pays ont réalisé des progrès notables ces dernières décennies. En Côte d'Ivoire, le taux d'achèvement du cycle d'enseignement primaire pour les filles est passé de 33 % en 2000 à 56 % en 2015.¹⁵ L'écart entre les taux de

scolarisation des filles et des garçons dans le primaire a, quant à lui, été comblé au Burkina Faso, en Gambie, au Ghana, en Guinée-Bissau, en Mauritanie, au Sénégal et en Sierra Leone.¹⁶ Dans l'ensemble, le niveau d'instruction des filles de la région reste inférieur à celui des garçons. Au Tchad, le taux de scolarisation des filles est inférieur de moitié à celui des garçons. L'Afrique occidentale et centrale compte le plus grand nombre de filles mariées avant l'âge de 18 ans (avec une médiane régionale située à 36 % par rapport à 24 % dans les autres pays SUN) et le taux le plus élevé de fécondité adolescente (médiane à 120 naissances pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans par rapport à 71 dans les autres pays SUN). L'indice de disparité entre les sexes du Forum économique mondial indique que le Cameroun (87e), le Sénégal (91e), le Libéria (107e), la Guinée (113e) et le Bénin (116e) ont réalisé des progrès dans leur lutte contre les écarts entre les genres sur la période 2017-2018.¹⁷ Le Bénin et la Guinée ont comblé plus de 80 % de leur retard en matière de participation et de perspectives économiques.¹⁸

¹⁴ Veuillez noter l'absence de données pour 7 pays de la région.

¹⁵ Partenariat mondial pour l'éducation, (2018). Fiche d'information : Abolir les obstacles à l'égalité des sexes et à l'éducation des filles. À consulter sur : <https://www.globalpartnership.org/content/factsheet-breaking-down-barriers-gender-equality-and-girls-education> [consulté en octobre 2018].

¹⁶ OCDE, (2018). L'égalité des sexes en Afrique de l'Ouest, une réalité ? Le rôle prépondérant des normes sociales. À consulter sur : <https://oecd-development-matters.org/2018/03/08/gender-equality-in-west-africa-the-key-role-of-social-norms/> [consulté en octobre 2018].

¹⁷ Forum économique mondial, (2017). Rapport mondial de 2017 sur la parité homme-femme : Afrique subsaharienne. Disponible en anglais sur : <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2017/sub-saharan-africa/> [consulté en novembre 2018].

¹⁸ Forum économique mondial, (2017). Rapport mondial de 2017 sur l'égalité des sexes. Consultable en anglais sur : <https://www.weforum.org/reports/the-global-gender-gap-report-2017> [consulté en novembre 2018].

ATTEINDRE LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MOUVEMENT SUN

En 2018, 20 des 21 pays SUN¹⁹ ont mené leur évaluation conjointe en mobilisant leurs communautés nutritionnelles. Ces évaluations font état de progrès encourageants puisque l'on note un relèvement de la médiane générale de 52 % en 2014-2016 à 61 % en 2017-2018.



DÉVELOPPER ET MAINTENIR UN ENVIRONNEMENT POLITIQUE FAVORABLE

La plupart des pays de la région œuvrent à la mise en place d'un environnement favorable à la nutrition. 16 pays SUN disposent d'une plateforme multi-acteurs fonctionnelle tandis que le Congo et le Gabon y travaillent.²⁰ Les plateformes multi-acteurs sont décentralisées dans 13 pays. La République démocratique du Congo, le Libéria et la Mauritanie sont en train de décentraliser les leurs. Au Bénin par exemple, 40 des 77 communes actuelles sont équipées d'une plateforme multi-acteurs.

Les points focaux de la région sont répartis en différents niveaux, au sein de plusieurs ministères. Dans 9 pays SUN, les points focaux relèvent du cabinet du président (Bénin et Congo), du Vice-président (Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Libéria et Sierra Leone) ou du Premier ministre (République démocratique du Congo et Guinée), ce qui renforce leur capacité à fédérer la communauté nutritionnelle du pays. Dans 9 autres pays, le point focal SUN relève du Ministère de la santé.

En 2017-2018, les plateformes multi-acteurs nationales ont davantage collaboré avec les différents groupes de parties prenantes en vue d'améliorer leurs résultats. 18 pays ont déclaré travailler avec la société civile, 12 avec des entreprises, 11 avec un facilitateur des Nations Unies et 13 avec un coordinateur des donateurs. Il existe des réseaux des Nations Unies pour le SUN dans tous les pays, et 7 réseaux ont actuellement la réputation de bien fonctionner. 16 pays disposent d'alliances de la société civile dont les plus fonctionnelles se trouvent au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée-Bissau, au Mali, au Nigéria, en Sierra Leone et au Sénégal. Le Nigéria a mis en place un Réseau du secteur privé SUN qui remplit bien son rôle. Des réseaux SUN du secteur privé sont au stade d'ébauche en Côte d'Ivoire et au Mali.

La mobilisation de défenseurs de la nutrition de haut niveau constitue un acquis majeur de la période 2017-2018 ; c'est un élément essentiel pour que la nutrition reste une priorité absolue. Les médias, les parlementaires et les ambassadeurs du Mouvement SUN ont été mobilisés dans 8 pays en 2018, contre seulement 3 en 2016. La mise en place de réseaux parlementaires consacrés à la nutrition visant à tirer parti de leurs pouvoirs législatifs et budgétaires est une nouvelle tendance régionale remarquable. Un nombre croissant de pays, 13 sur 20 pour le moment, ont établi des partenariats avec le milieu universitaire.



nutrition et point focal technique SUN du gouvernement.

Dr. Mohamed Ag Bendeck, du Mali, s'est vu décerner une récompense pour l'ensemble de sa carrière, en reconnaissance de sa détermination à promouvoir la nutrition non seulement dans son pays, mais également sur tout le continent.



PLUS DE 1 000 MEMBRES DU MOUVEMENT ONT ÉTÉ ACCUEILLIS EN CÔTE D'IVOIRE LORS DU RASSEMBLEMENT MONDIAL DU MOUVEMENT SUN EN 2017. IL SE TENAIT POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS UN PAYS SUN.

¹⁹ La Guinée-Bissau est le seul pays de la région à ne pas avoir mené d'évaluation conjointe du Mouvement SUN en 2018.

²⁰ La République centrafricaine et le Togo n'ont pas encore mis en place de plateformes multi-acteurs.



HIÉRARCHISER ET INSTITUTIONNALISER LES MESURES EFFICACES QUI CONTRIBUENT À UNE BONNE NUTRITION

À l'instar des autres régions SUN, la capacité des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale à garantir un cadre politique et juridique cohérent en matière de nutrition est très variable.



Seuls la République démocratique du Congo et le Niger garantissent expressément dans leurs constitutions respectives le droit à une alimentation suffisante. Le droit à l'alimentation est implicitement protégé dans le cadre de droits plus vastes inscrits dans les constitutions de la République centrafricaine, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, du Sénégal et du Togo. Beaucoup de pays de la région sont actuellement le théâtre de conflits et subissent les facteurs de stress liés au climat. Leur capacité à assurer le droit à l'alimentation varie énormément, notamment dans les pays qui pâtissent d'un faible niveau de protection constitutionnelle.



Sur l'ensemble des régions SUN, l'Afrique occidentale et centrale affiche le meilleur résultat médian en matière d'intégration de la malnutrition aux plans nationaux de développement. 11 des 15 pays africains ayant le mieux intégré la nutrition à leurs plans nationaux de développement sont situés dans cette région.²¹



Sur les 5 pays SUN qui ont ratifié la Convention de l'Organisation internationale du Travail sur la protection de la maternité de l'an 2000 (n° 183), 4 se trouvent en Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal). 15 pays disposent de lois ou de réglementations sur la protection de la maternité. Le Gabon, le Cameroun, le Tchad, la Côte d'Ivoire et le Togo accordent aux pères un congé payé de 10 jours maximum à compter de la naissance de leur enfant ; ce congé est pris en charge par le système des allocations familiales en place. Cela étant, il est toujours possible d'accroître les efforts pour l'égalité des sexes, de la promotion et de la protection de l'allaitement dans la région. 13 pays ont mis en place des mesures juridiques contre la commercialisation agressive de substituts du lait maternel ; 8 en sont en revanche dépourvus. Les législations du Bénin, du Gabon, de la Gambie et du Ghana présentent des dispositions complètes. Le Ghana se distingue des autres pays de la région par un accueil compétent des nourrissons dans les établissements de santé : 35 % de ses centres médicalisés sont adaptés à l'accueil des enfants en bas âge. En revanche, la médiane n'est que de 4 % pour les 9 pays de la région pour lesquels des données sur cet indicateur existent.



Près de la moitié des pays disposent d'une législation contraignante relative à l'enrichissement d'au moins un aliment de base (par exemple, le blé ou le maïs) ainsi que du sel et de l'huile. 86 % des pays (soit 18 sur 21) imposent par leur législation l'iodation du sel, ce qui signifie que plus des trois quarts des foyers (médiane de 77 %) sont en mesure de se procurer du sel iodé. La République centrafricaine et le Mali (soit 2 des 6 pays SUN sur l'ensemble du Mouvement) ont mis en place des politiques de promotion d'une alimentation saine. Les objectifs visés sont d'empêcher les publicités d'aliments et de boissons de cibler les enfants, de limiter la consommation de sel ou de sodium et de réduire les teneurs en graisses saturées, en acides gras trans, en sucres libres ou en sel dans les aliments.

LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ET LE MALI SONT LES 2 SEULS PAYS SUN, SUR 6 AU TOTAL, À AVOIR MIS EN PLACE DES POLITIQUES POUR UNE ALIMENTATION SAINTE



METTRE EN ŒUVRE DES MESURES EFFICACES ALIGNÉES SUR DES RÉSULTATS COMMUNS

Les pays SUN d'Afrique occidentale et centrale n'ont de cesse d'harmoniser leurs actions à la lumière de résultats communs et de renforcer les moyens mis en place pour en assurer la cohérence. 15 pays SUN ont fixé des cadres communs de résultats, dont 14 comportent un plan d'action. Sur ces 15 cadres, 13 réunissent différents secteurs grâce à des actions spécifiques à la nutrition et à des actions contribuant à la nutrition. Seuls 6 de ces cadres sont assortis de plans de suivi et d'évaluation.

En 2018, la Guinée et le Togo se sont appuyés sur leurs plateformes multi-acteurs pour formuler et valider leurs politiques nationales de nutrition. Celles du Bénin et du Burkina Faso sont en cours d'élaboration. Les plans nationaux se concentrent essentiellement sur le problème de la dénutrition, comme en atteste le nombre croissant de pays dont les plans intègrent les objectifs de l'AMS sur les retards de croissance, l'émaciation et l'anémie. Cette démarche est certes compréhensible compte tenu des types prédominants de malnutrition dans la région, mais ces pays doivent également s'intéresser à la prévention et au contrôle du surpoids et de l'obésité tout au long du cycle de vie.



UTILISER EFFICACEMENT ET AUGMENTER CONSIDÉRABLEMENT LES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LA NUTRITION

Ces dernières années, 16 pays sur 21 ont mené une analyse budgétaire nationale des dépenses consacrées à la nutrition. L'année 2018 marque un tournant majeur puisqu'un nombre record de 11 pays, le plus élevé de toutes les régions, ont procédé à l'exercice de suivi financier du Mouvement SUN. C'est une première pour la République centrafricaine, le Gabon, le Mali et la Sierra Leone. Il en ressort que le développement des pays s'appuie de plus en plus sur la collecte d'informations financières pour promouvoir des investissements plus judicieux et conséquents et pour combler les déficits. 10 cadres communs de résultats sont déjà chiffrés tandis que ceux du Bénin, du Cameroun, du Congo, de la République démocratique du Congo et du Ghana sont en cours de chiffrage.

11 PAYS, SOIT UN NOMBRE RECORD DE PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST ET D'AFRIQUE CENTRALE, ONT RÉALISÉ UN EXERCICE D'ANALYSE BUDGÉTAIRE POUR 2018

Les dépenses consacrées à des interventions spécifiques à la nutrition sont à leur niveau le plus bas sur l'ensemble des régions SUN. Leur médiane est estimée à 0,1 dollar par fille ou garçon de moins de cinq ans. Seuls quelques pays consacrent un poste budgétaire à la nutrition et, lorsqu'il existe, les dépenses s'avèrent difficiles à suivre. De plus, de nombreux pays fragiles affirment que la plupart des dépenses sont utilisées pour des interventions d'urgence et de court terme. Les interventions préventives en matière de nutrition restent pour la plupart sous-financées.

Plus de la moitié des pays d'Afrique occidentale et centrale ont bénéficié de dons pour la nutrition s'élevant à plus de 10 dollars par enfant de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance. Mais le montant total des contributions consenties par les donateurs pour des interventions à fortes retombées spécifiques à la nutrition reste inférieur à 1 dollar par enfant de moins de 5 ans dans 13 des 21 pays. Le rapport entre les dons destinés à des actions spécifiques à la nutrition et les sommes engagées pour des questions connexes sous-jacentes à la nutrition varie considérablement (de 19 à 96 %), et dépasse 50 % dans 12 des 21 pays. Dans l'ensemble, moins de 50 % des pays font état d'un alignement financier sur les bailleurs de fonds.

Le Burkina Faso, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire et le Mali ont été ajoutés à la liste des pays qui pourraient bénéficier de sources de financement novatrices telles que le Mécanisme de financement mondial. Monter un dossier d'investissement pour mobiliser rapidement les ressources est un élément essentiel qui permet et garantit que la nutrition figure parmi les priorités des budgets nationaux.



© UNICEF / Le Du



LA MARCHÉ À SUIVRE : ACCÉLÉRER LES PROGRÈS

Même si les progrès sont manifestes dans les régions d'Afrique occidentale et centrale, concernant les objectifs stratégiques du Mouvement SUN en particulier, des actions efficaces doivent être menées à plus grande échelle et à plus long terme pour avoir une incidence durable sur les populations. Les interventions doivent en priorité renforcer la promotion et la protection de l'allaitement maternel — surtout au cours des 6 premiers mois — et faire en sorte qu'un plus grand nombre de nourrissons et d'enfants plus âgés reçoivent suffisamment d'aliments nutritifs. La création de socles de protection sociale, ou filets de sécurité, est primordiale, en particulier pour la réduction des vulnérabilités. Il faut également veiller à ce que la nutrition figure en tête des priorités politiques des personnalités en exercice au plus haut niveau du pouvoir exécutif, afin que la nutrition soit enfin considérée comme une priorité de longue haleine, au fil des élections. Cette approche pourrait également faire toute la différence en veillant à ce que les interventions connues pour leur efficacité, qu'elles soient spécifiquement axées sur la nutrition ou qu'elles remédient à des problèmes sous-jacents à la nutrition, reçoivent suffisamment de ressources. Par ailleurs, œuvrer pour l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes et des adolescences joue un rôle essentiel.



RENFORCEMENT DE LA NUTRITION EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE : RÉCITS DE TRANSFORMATIONS

LE BÉNIN L'A FAIT ! RENFORCER LA NUTRITION DE MANIÈRE DÉCENTRALISÉE

Le préambule du Plan stratégique béninois de développement de l'alimentation et de la nutrition (PSDAN), qui constitue le document de référence visant à guider les initiatives prises en faveur de la nutrition, indique : « Le PSDAN est une initiative béninoise, par et pour les Béninois et les Béninoises, mais avec un nouveau style de participation et responsabilisation des acteurs (...) avec les maîtres d'œuvre qui sont les communes. Les bailleurs sont invités à s'impliquer pour fournir un appui budgétaire. »

Depuis 2011, les communes béninoises sont incitées à intégrer la nutrition dans leurs plans de développement, avec un poste budgétaire spécifique et un point focal chargé d'encourager les efforts. En 2018, 40 des 77 communes ont décentralisé les efforts déployés en matière de nutrition et mis en place un Cadre communal de concertation (CCC) présidé par le maire, aux côtés des élus locaux et des services décentralisés de santé, d'éducation, de protection sociale et d'agriculture. Ces CCC travaillent également avec les organisations de la société civile et les groupes de femmes. Ils se réunissent chaque trimestre pour coordonner les interventions, assurer le suivi des activités, évaluer les progrès et lever des fonds.

Pour soutenir ces efforts, les 12 gouverneurs du Bénin²² ont été ciblés par une campagne de sensibilisation qui a provoqué un effet domino : plusieurs gouverneurs ont demandé aux maires d'intégrer la nutrition dans l'élaboration de leurs plans de développement et le vote du budget. L'Association nationale des communes du Bénin (ANCB) représente ces communes au sein de la plateforme nationale multi-acteurs, le Conseil national de l'alimentation et de la nutrition (CAN). En 2014, la commune d'*Adja-Ouèrè* a reçu le prix récompensant la meilleure commune promotrice de la nutrition.



²² La candidature de M. Christophe Megbedji, gouverneur de Couffo, a été proposée pour qu'il devienne ambassadeur de la nutrition du Mouvement SUN en 2016.



LE RÉSEAU DES NATIONS UNIES EN SIERRA LEONE, FER DE LANCE ET PARTENAIRE DU DIALOGUE POLITIQUE SUR LA NUTRITION

Le Réseau des Nations Unies pour le SUN a accompli d'immenses progrès en matière de plaidoyer en Sierra Leone en vue des élections présidentielle et parlementaires en mars 2018. Dans ce climat propice des élections et autres processus de planification nationale, il a été possible d'aborder les parlementaires et les candidats en lice de manière stratégique pour faire en sorte que la nutrition figure en bonne place dans le programme politique du nouveau gouvernement.

Les synthèses multisectorielles de la nutrition sont des supports visuels qui informent de la situation nutritionnelle d'un pays. Elles ont ici permis de révéler que, même si les cas de retards de croissance et l'émaciation modérés se sont raréfiés, leurs manifestations graves sont plus fréquemment observées. Une synthèse multisectorielle de la nutrition analyse les tendances dans divers secteurs et prend en compte des indicateurs tels que le taux d'allaitement et l'insécurité alimentaire, les grossesses précoces chez les adolescentes et l'autonomisation des femmes. Elle désigne également les zones géographiques qui requièrent le plus d'action.

Par ailleurs, ces synthèses ont permis de réaliser une cartographie exhaustive des programmes spécifiques ou contribuant à la nutrition mis en place par l'ensemble des parties prenantes concernées, du gouvernement aux Nations Unies en passant par la société civile et les donateurs. Cette cartographie a fourni des données de couverture précieuses, indispensables au repérage des lacunes, des redondances et des domaines devant bénéficier d'un gain en efficacité, et qui permettront in fine de maximiser les effets des actions menées.

Les résultats obtenus ont ensuite été complétés par un document donnant les grandes orientations en matière de politique et de planification (élaboré par le facilitateur de l'initiative REACH) qui avait pour objectif d'évaluer les engagements en matière de politique spécifique et connexe à la nutrition tout en tenant compte des besoins actuels (présentés dans la synthèse multisectorielle de la nutrition) et des programmes existants. L'étape suivant le recensement des disparités a consisté à mettre en place des campagnes de plaidoyer.

Un élément essentiel de réussite fut la convergence des parties prenantes et la collaboration entre les donateurs (Irish Aid en particulier), la société civile, le secteur privé et le Réseau des Nations Unies, sans oublier l'assistance de terrain apportée par le facilitateur de l'initiative REACH. Cette union des intérêts a rendu possible un plaidoyer cohérent en faveur d'engagements politiques concrets en matière de nutrition. Un petit-déjeuner de travail a été organisé avec les membres du Parlement. Les besoins nutritionnels du pays y ont été évoqués, ce qui a débouché sur une déclaration des parlementaires retransmise à la télévision. Par un effet domino, un projet de loi sur la sécurité des aliments pour les animaux et des denrées alimentaires a été adopté le même jour. Deux semaines plus tard, 14 partis politiques officiels ont ajouté à leurs programmes respectifs les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène et le problème des grossesses précoces chez les adolescentes. Ces mesures ont permis à la nutrition de rester à l'ordre du jour des préoccupations politiques indépendamment du résultat des élections.

RELANCER LA COLLABORATION ENTRE DONATEURS ET LE GOUVERNEMENT AU MALI — REMETTRE L'HUMAIN AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS

Le Canada entend contribuer aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN en renforçant un environnement politique favorable et en institutionnalisant des initiatives performantes qui permettront d'éradiquer du territoire malien la malnutrition sous toutes ses formes. Le Canada est un sympathisant de longue date du Mouvement dans le monde ; il estime que la nutrition et l'égalité femmes-hommes sont des enjeux essentiels en matière de responsabilité et de dignité humaine. L'ambassadeur du Canada au Mali, Son Excellence M. Louis Verret, prend ces enjeux très à cœur et remplit désormais, avec son équipe, le rôle de facilitateur du Réseau des donateurs SUN au Mali.

Le point focal SUN du gouvernement malien, M. Djibril Bagayoko, a pris l'initiative de redynamiser ce groupe important qui rassemble également des organismes des Nations Unies, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et l'Alliance de la société civile nationale. Le Canada a pour rôle de veiller à ce qu'un nombre croissant de donateurs, en adéquation avec le projet, soient mobilisés et que leur assistance financière et technique soit harmonisée et alignée sur les plans et les politiques du pays, sans jamais oublier que la nutrition doit rester une priorité politique absolue. Une feuille de route a été élaborée pour 2018 et des réunions mensuelles sont organisées : cela témoigne des efforts réalisés dans la poursuite des engagements pris ainsi que de la volonté de voir ce réseau prospérer.

Une réunion de haut niveau s'est tenue en juillet dernier sous l'égide du gouvernement et de l'ambassadeur du Canada, à laquelle étaient présents les 19 ministres maliens qui travaillent ensemble à la mise en place d'un plan d'action national multisectoriel pour la nutrition avec l'aide d'acteurs issus du secteur de la coopération multilatérale et bilatérale au développement. Cet événement marque une avancée importante en matière de collaboration entre équipes gouvernementales et partenaires au développement pour le renforcement de la nutrition ; cette collaboration s'avère également essentielle pour aligner les ressources financières et éviter les doubles emplois.



© UNICEF / Sokhin



Renforcement de la nutrition en Afrique orientale et australe

INTRODUCTION

La région de l'Afrique orientale et australe compte 19 pays¹. Elle s'est clairement engagée à renforcer la nutrition puisque près de la moitié des pays ont rejoint le Mouvement SUN à ses tout débuts (2010-2011) ; le dernier pays ayant rallié le Mouvement, le Soudan, l'a fait en octobre 2015. Alors que 16 pays de la région sont anglophones, les Comores et Madagascar sont francophones et le Mozambique est lusophone².

À l'exception du Botswana et des Comores, tous les pays ont établi en bonne et due forme leurs plateformes multi-acteurs et 16 pays ont réalisé l'évaluation conjointe 2018 du Mouvement SUN³. Les résultats font état de progrès notables, dans la même lignée que ceux enregistrés depuis 2014.

À l'avenir, il importera de s'attaquer aux niveaux élevés de dénutrition chez les filles et les garçons ainsi qu'à la forte prévalence de l'anémie chez les adolescentes et les femmes, parallèlement à l'augmentation du nombre d'enfants, d'adolescents et d'adultes en surpoids et obèses. Pour ce faire, un cadre politique et législatif renforcé doit être mis en place, assorti d'investissements suffisants.

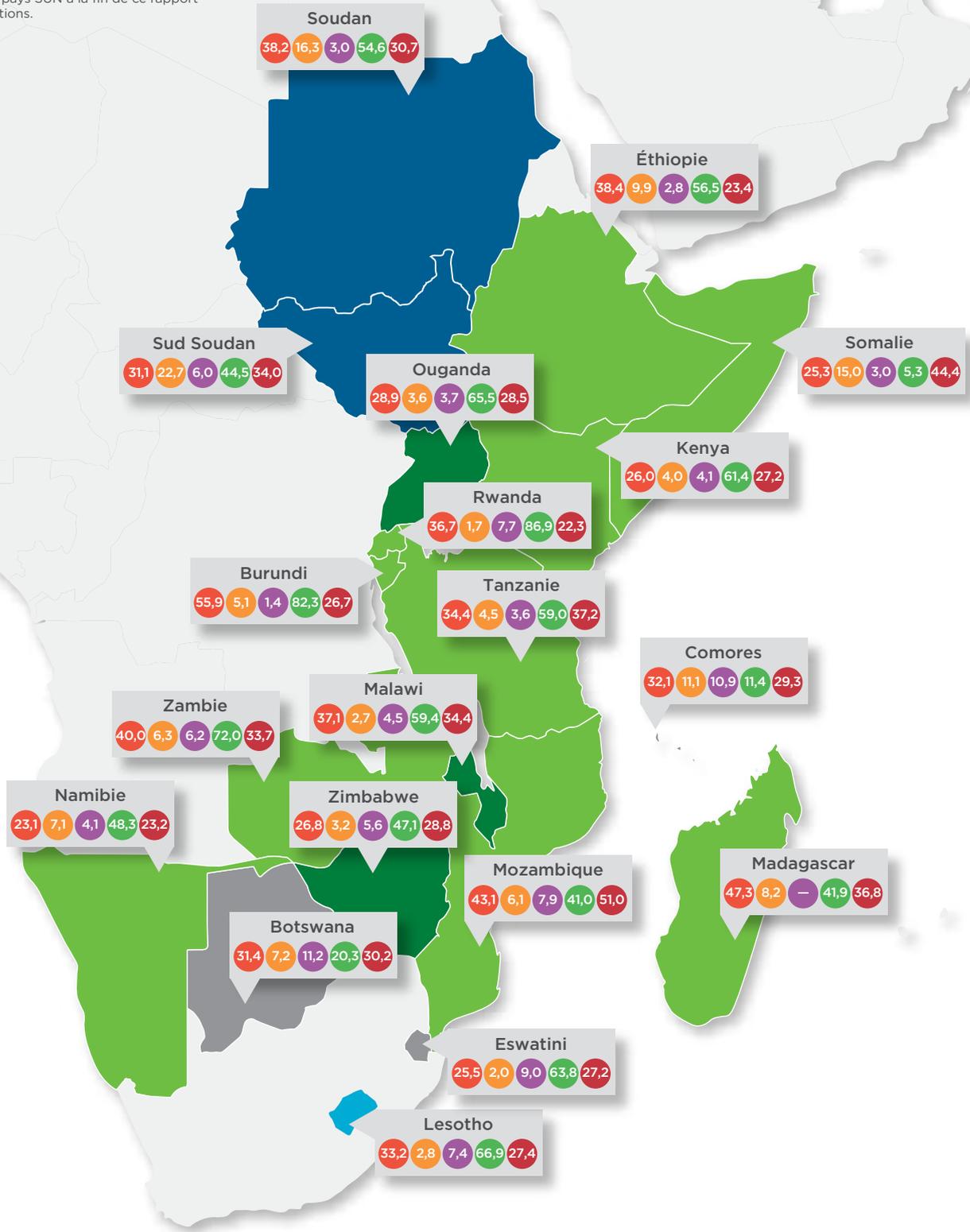
¹ Les pays SUN d'Afrique orientale comprennent : le Burundi, les Comores, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Les pays SUN d'Afrique australe comprennent : le Botswana, l'Eswatini, le Lesotho et la Namibie.

² Sauf indication contraire, les données présentées dans cette rubrique proviennent de la base de données MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage) du Mouvement SUN. Ces données ont été compilées à partir de diverses sources répertoriées dans le document « SUN MEAL Framework Baseline Document » (Document-cadre MEAL SUN), consultable à l'adresse suivante : http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2017/11/MEALBaseline-Documents_FR_27Oct17.pdf.

³ En 2018, tous les pays de la région, à l'exception du Botswana, des Comores et de l'Eswatini, ont réalisé l'évaluation conjointe SUN.

* Estimations conjointes UNICEF - OMS - Groupe de la Banque mondiale sur la malnutrition infantile, édition 2018 et résultats de l'Évaluation conjointe menée en 2018 par les pays SUN.

Voyez les profils de pays SUN à la fin de ce rapport pour plus d'informations.



RENFORCEMENT DE LA NUTRITION EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

Situation nutritionnelle

-  Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Allaitement exclusifs des nourrissons de 0-5 mois (%)
-  Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2018)*

-  0 - 25% progrès pondérés
-  26 - 50% progrès pondérés
-  51 - 75% progrès pondérés
-  76 - 100% progrès pondérés
-  pondération non disponible

APERÇU DE LA NUTRITION ET DES REGIMES ALIMENTAIRES AU LONG DE LA VIE



Bien que ces pays continuent d'être très lourdement frappés par une dénutrition aiguë et chronique chez les enfants, on compte en Afrique orientale et australe certains des pays les plus performants du Mouvement SUN en ce qui concerne la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition. L'Eswatini et le Kenya sont deux des six pays du Mouvement bien partis pour atteindre les objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) en matière de retard de croissance et d'émaciation. Pourtant, un tiers des filles et des garçons de moins de cinq ans en Afrique orientale et australe souffrent d'un retard de croissance (médiane de 33 %).



En moyenne, 6 % des filles et des garçons souffrent d'émaciation, avec une fourchette très large comprise entre 2 % et 23 % dans la région. L'Eswatini, le Lesotho, le Malawi et le Rwanda affichent de faibles pourcentages d'enfants souffrant d'émaciation (entre 1 et 3 points de pourcentage). Les taux d'émaciation sont toutefois supérieurs de 11 points de pourcentage en Éthiopie, en Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud, des pays classés dans la catégorie des pays à très haut risque humanitaire. D'importantes inégalités sont observées dans la sous-région de l'Afrique orientale en particulier, où les enfants les plus démunis présentent un taux d'émaciation presque deux fois supérieur à celui des enfants issus des familles les plus aisées⁴. Cette région compte 8 des 14 pays SUN en bonne voie pour atteindre l'objectif en matière d'émaciation fixé par l'AMS : l'Eswatini, le Lesotho, le Kenya, le Malawi, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie et le Zimbabwe.

L'ESWATINI ET LE KENYA SONT DEUX DES SIX PAYS SUN BIEN PARTIS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS MONDIAUX EN MATIÈRE DE RETARD DE CROISSANCE ET D'ÉMACIATION



On observe également un double fardeau croissant de la malnutrition infantile. La région compte trois des pays du Mouvement SUN où la prévalence d'enfants en surpoids est la plus élevée (11 % pour le Botswana et les Comores et 9 % pour l'Eswatini). En revanche, la moitié des pays (le Burundi, l'Eswatini, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, l'Ouganda et la Tanzanie) sont en passe de maintenir le taux d'enfants en surpoids à moins de 3 % et d'atteindre l'objectif fixé par l'AMS.



© UNICEF / Ralaivita



À l'instar des autres régions, la tendance observée entre 2000 et 2016 fait état d'une augmentation régulière de la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les adolescents et les adultes. L'obésité augmente rapidement et son incidence chez les femmes est supérieure de près de 10 points de pourcentage à celle des hommes. L'obésité est particulièrement préoccupante au Botswana, en Eswatini, au Lesotho, en Namibie et au Zimbabwe, où elle a dépassé la barre des 25 % chez les femmes en 2016. Les maladies non transmissibles liées à la nutrition, telles que le diabète et l'hypertension, suscitent également de réelles inquiétudes, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire.



D'autres formes de dénutrition sont également observées. Ainsi, en 2016, un tiers des femmes enceintes (médiane de 34 %) et 29 % (médiane) des femmes non enceintes étaient anémiques. L'anémie n'apparaît pas à l'âge adulte, mais touche déjà près d'un tiers des adolescentes de 15 à 19 ans et la moitié des enfants de moins de cinq ans. Près de la moitié des enfants de moins de cinq ans⁵ souffrent d'une carence en vitamine A.



La région de l'Afrique orientale et australe affiche l'un des taux d'allaitement maternel exclusif les plus élevés des pays du Mouvement SUN. Plus de la moitié des nourrissons de moins de cinq mois sont nourris exclusivement au sein et 11 des 19 pays ont une prévalence de l'allaitement exclusif supérieure à 50 %. Huit pays ont déjà atteint ou sont en bonne voie d'atteindre l'objectif actualisé en matière d'allaitement maternel exclusif fixé par l'AMS pour 2030. Les taux d'allaitement maternel exclusif restent toutefois très faibles en Somalie (5 %), aux Comores (11 %) et au Botswana (20 %).



L'amélioration des pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants doit être une priorité pour lutter efficacement et durablement contre la malnutrition sous toutes ses formes, notamment les carences en micronutriments. Seul un enfant sur dix entre 6 et 23 mois reçoit une alimentation minimale acceptable (médiane de 10 %, fourchette de 6 % à 38 %) et seulement un enfant sur cinq (médiane de 22 %) bénéficie d'une diversité alimentaire minimale (fourchette de 13 % à 48 %). D'importantes inégalités concernent également les pratiques d'alimentation des jeunes enfants. Seulement 15 % des enfants issus des ménages les plus démunis bénéficient d'une diversité alimentaire minimale, contre 41 % des enfants issus des ménages les plus aisés. Les enfants vivant en milieu urbain sont également plus susceptibles de bénéficier d'une diversité alimentaire minimale que ceux vivant en milieu rural.



L'Afrique orientale est la sous-région où la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée : 31 % de la population souffrait d'un apport énergétique alimentaire insuffisant en 2017⁶. Le niveau de sous-alimentation dans la sous-région de l'Afrique australe est plus faible (8 %). Pour les cinq pays SUN disposant de données sur les niveaux d'insécurité alimentaire grave en 2016, une médiane de 40 % de la population subissait de graves contraintes sur sa capacité à bénéficier d'une alimentation suffisante, soit la médiane la plus élevée de toutes les régions.

⁵ Development Initiatives, (2017). Rapport mondial sur la nutrition 2017 : la nutrition au service des ODD. Bristol, Royaume-Uni : Development Initiatives. À consulter sur : http://globalnutritionreport.org/wp-content/uploads/2017/11/Report_2017_French-1.pdf [consulté en novembre 2018].

⁶ FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, (2018). L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition. À consulter sur : <http://www.fao.org/3/i9553fr/i9553fr.pdf> [consulté en octobre 2018].



BIŁAN SUR LES OBJECTIFS DE D'ÉVELOPPEMENT DURABLE : FACTEURS ET MARQUEURS D'UNE BONNE NUTRITION

Seize pays ont enregistré une croissance positive du PIB par habitant en 2016⁷. Cependant, plus de 40 % de la population d'Afrique orientale et australe vit en dessous du seuil de pauvreté, bien que les niveaux de pauvreté fluctuent énormément d'un pays à un autre : de 15 % au Soudan (chiffre de 2009) à 78 % à Madagascar (chiffre de 2012). Le Botswana, l'Eswatini, le Lesotho et l'Ouganda atteignent une couverture de plus de 50 % des programmes de protection sociale destinés à aider les personnes les plus vulnérables.

Cette région affiche un taux médian de mortalité des enfants de moins de cinq ans de 55 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2017, analogue à celui de tous les pays SUN. La région compte toutefois des pays où les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans sont très faibles (38 décès pour le Botswana et le Rwanda, par exemple) et très élevés (127 décès pour la Somalie et 96 décès pour le Soudan du Sud, par exemple). Il existe également une forte corrélation entre la prévalence de l'obésité et les taux de mortalité à la suite de maladies non transmissibles, tant chez les femmes que chez les hommes en Afrique orientale et australe, ce qui rend la lutte contre l'obésité croissante encore plus importante.

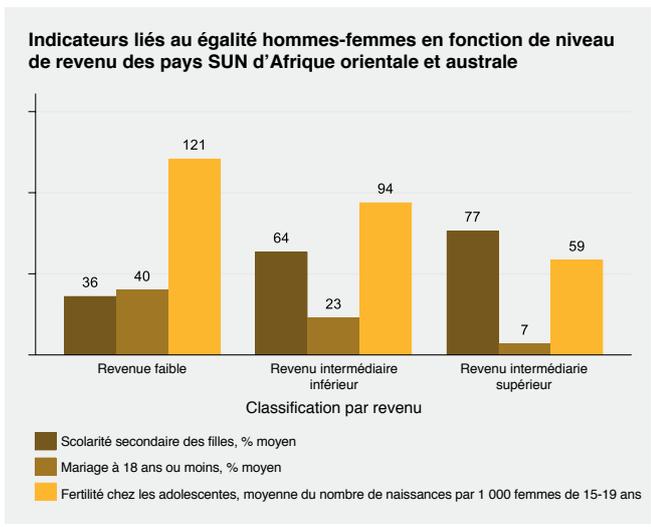
Ce qui frappe le plus, c'est le contraste géographique des niveaux de risque humanitaire. Aujourd'hui, quatre pays SUN de la partie nord-est de l'Afrique sont classés à très haut risque et huit pays à haut risque se trouvent le long de la côte est. Enfin, on recense deux pays à faible risque et cinq pays à risque moyen dans la partie sud/sud-ouest du continent. De nombreux pays sont touchés par des catastrophes naturelles, des conflits et des crises humanitaires, y compris par l'afflux de réfugiés en provenance de pays voisins frappés par des crises humanitaires, ce qui contribue à accroître les risques de maladies infectieuses, d'insécurité alimentaire et d'accès inadéquat aux services nutritionnels et sanitaires essentiels.

La collaboration avec les partenaires de la région pour améliorer l'accès aux services d'eau et d'assainissement de base reste une priorité. À l'instar des pays d'Afrique occidentale et centrale, ces pays présentent la plus faible proportion de personnes ayant accès aux services d'assainissement de base, avec peu de signes de progrès, et le plus faible niveau d'accès à l'eau potable de base. Les populations urbaines de l'Éthiopie, de Madagascar, du Mozambique, de la Somalie, du Soudan et du Soudan du Sud sont confrontées à des conditions de vie particulièrement difficiles ; plus de 70 % d'entre elles vivent dans des bidonvilles, où les familles n'ont pas facilement accès à l'eau potable ou à un assainissement adéquat, à un logement durable et à un espace de vie suffisant.

De nombreux pays payent un lourd tribut aux maladies infectieuses, ce qui contribue grandement à la prévalence de la malnutrition. Un enfant (fille ou garçon) de moins de cinq ans sur cinq souffre de diarrhée et l'incidence du paludisme est élevée dans plusieurs pays, dont le Malawi, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan du Sud, la Tanzanie et la Zambie.

Des investissements nationaux et internationaux importants ont favorisé une forte baisse des infections à VIH et des décès dus à des maladies liées au sida. La région de l'Afrique orientale et australe reste toutefois durement touchée par l'épidémie de VIH, puisqu'elle compte 45 % des infections à VIH dans le monde et 53 % des personnes vivant avec le VIH dans le monde⁸.

Le statut des femmes et des filles dans cette région, facteur important de la nutrition infantile, est étroitement liée au niveau de revenu des pays, comme le montre le graphique. Compte tenu de l'augmentation du niveau de revenu des pays, un plus grand nombre de filles s'inscrivent à l'école secondaire, moins de filles se marient avant l'âge de 18 ans et moins d'adolescentes ont des enfants. La condition des femmes et des filles varie aussi fortement d'un pays à un autre. Selon le rapport de 2017 sur la disparité entre les sexes dans le monde publié par le Forum économique mondial, le Rwanda est le pays qui affiche les meilleurs résultats de la région (en quatrième position) et le seul pays d'Afrique subsaharienne classé parmi les dix premiers pays de la planète. La Namibie (13e) et le Burundi (22e) ont également été salués pour les progrès accomplis pour assurer l'égalité entre les sexes⁹. Le Botswana et le Lesotho ont complètement comblé l'écart entre les sexes dans l'éducation. L'Eswatini et la Namibie ont également obtenu de très bons résultats dans ce domaine.



⁷ Seul le Burundi a connu un taux de croissance négatif de - 0,57 % en 2016 et les données sont absentes pour la Somalie et le Soudan du Sud.

⁸ ONUSIDA, (2018). Un long chemin reste à parcourir. Comblent les écarts, rompent les barrières, réparent les injustices Mise à jour des données mondiales du Sida 2018 À consulter sur : http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/miles-to-go_fr.pdf [consulté en novembre 2018].

⁹ Forum économique mondial, (2017). Rapport de 2017 sur la disparité entre les sexes dans le monde. Afrique subsaharienne. Disponible en anglais sur : <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2017/sub-saharan-africa/> [consulté en novembre 2018].

ATTEINDRE LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MOUVEMENT SUN

En 2018, 16 des 19 pays ont réalisé leur évaluation conjointe SUN. Les résultats régionaux pour la période 2014-2016 et la période 2017-2018 affichent pratiquement le même niveau de progrès majeurs au fil du temps, avec un relèvement de la médiane totale de 63 % au cours de la période 2014-2016 à 67 % au cours de la période 2017-2018.



DÉVELOPPER ET MAINTENIR UN ENVIRONNEMENT POLITIQUE FAVORABLE

De manière générale, la région semble bien réussir à créer un environnement propice à la nutrition. Dix-neuf pays ont établi en bonne et due forme des plateformes multi-acteurs au niveau national. Des plateformes multi-acteurs décentralisées existent dans près de 65 % des pays de la région, ce qui est essentiel à la garantie de résultats nutritionnels partout.

La plupart des points focaux (huit au total) siègent au Ministère de la santé. Au Zimbabwe, le point focal SUN est établi au sein du bureau du Président, tandis que celui du Burundi travaille au sein du cabinet du Premier ministre. Au Lesotho, à Madagascar, en Ouganda, en Somalie et en Tanzanie, les points focaux SUN siègent également au Cabinet du Premier ministre. Au Soudan et au Soudan du Sud, les points focaux SUN ont été nommés comme sous-secrétaires à la santé.

Les plateformes multi-acteurs collaborent de plus en plus avec les différents groupes de parties prenantes pour parvenir à des résultats durables. Dix-neuf pays SUN disposent de réseaux des Nations Unies pour le Mouvement SUN et 10 d'entre eux ont fait des progrès satisfaisants. Quatre réseaux du secteur privé SUN ont été officiellement institués et le Burundi, l'Ouganda, le Soudan et le Zimbabwe prévoient d'en créer un. Quinze alliances de la société civile ont été créées et neuf d'entre elles sont jugées avancées en 2018. Sept réseaux de donateurs SUN existent dans cette région, 16 pays faisant état d'une collaboration avec la communauté des donateurs dans son ensemble.

L'un des principaux résultats de la région est la mobilisation de défenseurs de la nutrition de haut niveau. Treize pays collaborent avec les médias pour sensibiliser à la nutrition, les parlementaires s'attachent à ancrer fermement la nutrition dans le cadre budgétaire et législatif et les milieux universitaires s'évertuent à bâtir et à maintenir la base de connaissances sur l'importance de la nutrition, qui est essentielle à la prise de décisions éclairées.



Le Rassemblement mondial 2017 du Mouvement SUN a distingué trois lauréates d'Afrique orientale et australe. L'honorable Mme Spectacular Gumbira, une jeune parlementaire du Zimbabwe, s'est distinguée en tant qu'ambassadrice de la nutrition. Mme Feno Velotahiana, présidente du réseau des médias malgaches pour la nutrition, a contribué à mener une campagne de sensibilisation de masse sur la malnutrition. Mme Tisungeni Zimpita, du Malawi, a contribué, en tant que coordinatrice de l'alliance nationale

de la société civile, à assurer la cohérence entre les acteurs de la société civile pour les amener à s'exprimer d'une seule voix sur les problèmes de nutrition dans son pays.



"Nous avons besoin de plus de jeunes dans ces forums : nous avons peut-être tort, mais les adultes devraient nous écouter parce que nous pouvons apporter une perspective différente de la vie, un nouveau point de vue. Vous devriez nous écouter."

SPECTACULAR GUMBIRA

Jeune parlementaire, Zimbabwe
2017 ambassadrice de la nutrition du Mouvement SUN

#InvestInNutrition #NutritionChampions #EatForum18





HIÉRARCHISER ET INSTITUTIONNALISER LES MESURES EFFICACES QUI CONTRIBUENT À UNE BONNE NUTRITION

À l'instar des autres régions SUN, la capacité des pays d'Afrique orientale et australe à assurer un cadre politique et juridique cohérent en matière de nutrition est très variable.



Les constitutions du Kenya, du Malawi et du Zimbabwe reconnaissent explicitement le droit à une alimentation suffisante. Ce droit est implicitement protégé, au titre des droits de l'homme élargis, dans les constitutions du Burundi, de l'Éthiopie, de Madagascar, du Mozambique et de la Tanzanie¹⁰. D'autres pays SUN affichent un faible niveau de protection, tandis que le droit à l'alimentation ne bénéficie d'aucune protection constitutionnelle au Botswana et aux Comores¹¹.



D'une manière générale, la législation qui protège l'allaitement doit être renforcée. Aucun des cinq pays SUN ayant ratifié la Convention (n° 183) de l'Organisation internationale du Travail sur la protection de la maternité (2000) ne font partie de la région de l'Afrique orientale et australe. Seuls les Comores, Madagascar, la Somalie et le Zimbabwe ont adopté des lois ou règlements sur la protection de la maternité ; 10 lois offrent une protection partielle aux mères qui travaillent. Au Kenya, les hommes bénéficient de deux semaines de congé de paternité payé (l'un des meilleurs congés du Mouvement SUN). À Madagascar, les pères peuvent prendre jusqu'à 10 jours de congé payé à la naissance de leurs enfants.

Depuis 2018, le Botswana, Madagascar, le Mozambique, l'Ouganda, la Tanzanie et le Zimbabwe appliquent toutes les dispositions du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Six pays ont adopté des mesures juridiques transposant de nombreuses dispositions du Code, deux ont adopté des mesures juridiques intégrant quelques dispositions du Code, à l'inverse de l'Eswatini, du Lesotho, de la Namibie, de la Somalie et du Soudan du Sud qui n'en ont adopté aucune. Fait notable, le Rwanda prévoit à présent de nombreuses dispositions juridiques, une amélioration par rapport à leur faible nombre en 2016. Il en va de même pour l'Éthiopie. Considérée auparavant comme un pays sans aucune mesure juridique assurant une protection contre la commercialisation agressive de substituts du lait maternel, l'Éthiopie applique aujourd'hui quelques dispositions du Code. L'Eswatini, Madagascar et la Namibie indiquent que plus de la moitié de leurs établissements de santé sont certifiés « amis des bébés », mais la médiane n'est que de 4 % pour les 16 pays de la région qui disposent de données sur cet indicateur¹².

LE ZIMBABWE EST LE SEUL PAYS SUN À INCLURE LES CIBLES DES ODD DANS SES PLANS NATIONAUX DE NUTRITION ET DE DÉVELOPPEMENT



L'Eswatini et le Mozambique ont mis en place des politiques destinées à réduire l'incidence sur les enfants de la commercialisation d'aliments et de boissons riches en graisses saturées, en acides gras trans, en sucres libres ou en sel. Cela marque un jalon important dans les efforts visant à prévenir une nouvelle augmentation du surpoids et de l'obésité chez les enfants. L'Eswatini est le seul pays de la région à avoir mis en place des politiques de promotion d'une alimentation saine pour les femmes, les hommes et les familles.

¹⁰ FAO, (2017). Base de données sur le droit à l'alimentation autour du globe. À consulter sur : <http://www.fao.org/right-to-food-around-the-globe/fr/> [consulté en octobre 2018].

¹¹ Ces pays ne prévoient aucune protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et ils ne sont pas encore parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

¹² OMS, (2017). Mise en œuvre de l'initiative Hôpitaux amis des bébés dans les pays. À consulter sur : <https://www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/bfhi-national-implementation2017/fr/> [consulté en novembre 2018].



Le Burundi, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, l'Ouganda et la Tanzanie sont les chefs de file du Mouvement SUN en matière de lois sur l'enrichissement obligatoire des aliments. Cependant, 8 pays n'ont pas de législation obligatoire documentée relative aux vecteurs alimentaires. La législation joue un rôle clé dans l'accès des ménages au sel iodé : la couverture de cette intervention nutritionnelle essentielle est plus faible (68 %) dans les pays qui ne disposent d'aucune législation obligatoire que dans ceux qui en disposent (80 %).



METTRE EN ŒUVRE DES MESURES EFFICACES ALIGNÉES SUR DES RÉSULTATS COMMUNS

Les pays d'Afrique orientale et australe ont réalisé d'énormes progrès dans l'alignement des actions sur des résultats communs aux niveaux national, régional et infranational. Aujourd'hui, 13 pays ont instauré des cadres communs de résultats, la Somalie, le Soudan du Sud et la Zambie étant en train d'élaborer ou d'actualiser les leurs. Ces 13 CCR contiennent des actions spécifiques à la nutrition ou y contribuant. Douze des treize cadres communs de résultats sont assortis de plans d'action. En Tanzanie, le cadres communs de résultats comporte des orientations pour la mise en œuvre des plans d'action nationaux pour la nutrition. Ces orientations aident à traduire les priorités des plans d'action en objectifs mesurables des actions contribuant à la nutrition, bien que l'alignement de tous les secteurs reste un problème.

Dix cadres communs de résultats disposent également de cadres de suivi et d'évaluation. Cinq pays sont en train de renforcer cette composante. Le Malawi a réalisé d'énormes progrès dans ce domaine, avec l'instauration d'un cadre de suivi harmonisé en 2016 et la mise en ligne d'un système national multisectoriel d'information sur la nutrition en 2017. Cela permet un meilleur alignement sur la Stratégie de croissance et de développement III du Malawi et les objectifs de l'AMS. Le Zimbabwe a mis en place un système de suivi en temps quasi réel, qui stockera les données dans un tableau de bord en ligne dans le but de faciliter la planification et le suivi de la mise en œuvre des plans de travail communautaires. Au Kenya, le Plan d'action national pour la nutrition (PANN) 2012-2017, révisé récemment, a servi de cadre commun de résultats pour le pays. Au Burundi, l'examen du Plan stratégique multisectoriel pour la sécurité alimentaire et la nutrition (PSMSAN) 2014-2017 devrait permettre de tirer des enseignements importants pour l'élaboration du PSMSAN II.

Les pays d'Afrique orientale et australe continuent de se concentrer principalement sur la dénutrition. Preuve en est la fréquence accrue à laquelle ces pays intègrent à leurs plans d'action nationaux pour la nutrition des objectifs de l'AMS en matière de retard de croissance, d'émaciation, d'insuffisance pondérale à la naissance et d'anémie. L'Éthiopie, le Kenya, le Malawi, le Rwanda et le Zimbabwe s'en sortent particulièrement bien dans ce domaine. En 2016, seuls cinq pays avaient mentionné des objectifs en matière de surpoids des enfants et quatre pays avaient fixé des objectifs en matière de surpoids et d'obésité des adultes dans leurs plans d'action nationaux pour la nutrition.



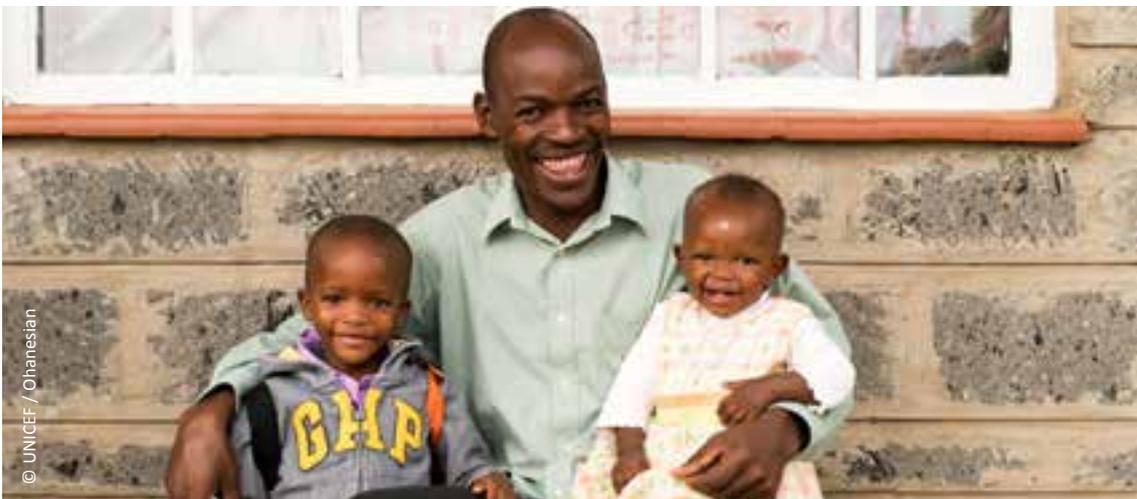
UTILISER EFFICACEMENT ET AUGMENTER CONSIDÉRABLEMENT LES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LA NUTRITION

En 2018, cinq pays ont réalisé une analyse budgétaire nationale des dépenses consacrées à la nutrition ; une première pour la Somalie et le Zimbabwe. À l'exception du Botswana, le niveau des dépenses consacrées à des interventions spécifiques à la nutrition est très faible dans la région. L'analyse budgétaire de l'Ouganda a toutefois révélé que ce pays était un chef de file au niveau du rapport entre les dépenses spécifiques à la nutrition et les dépenses contribuant à la nutrition (11 %). Sur la période 2017-2018, la conclusion principale est que les pays financent de plus en plus la nutrition. Neuf pays ont chiffré le coût de leur cadres communs de résultats, et neuf ont décelé et cherché à combler des déficits de financement. Au cours de la période considérée, par exemple, le gouvernement tanzanien a augmenté le budget consacré à la nutrition de 4 milliards de TSZ, également par l'obtention de fonds de sources extérieures.

Le Botswana et la Zambie font figure d'exceptions en ce qui concerne la part des dépenses publiques dans le secteur agricole par rapport à leur contribution à la valeur ajoutée économique. Ils sont les seuls pays du Mouvement SUN à afficher un indice d'orientation agricole (IOA) supérieur à 1, signe d'une orientation plus élevée vers le secteur agricole, un secteur clé qui a besoin d'être transformé pour assurer la pérennité des systèmes alimentaires. Au Zimbabwe, le budget consacré au secteur de la santé a été augmenté d'un tiers au cours de la période considérée, grâce aux efforts de plaidoyer.

Selon la dernière analyse du financement des donateurs en faveur de la nutrition dans les pays SUN (depuis 2015), les contributions des donateurs par enfant de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance y sont les plus faibles, en moyenne, de toutes les régions SUN. Ce constat peut s'expliquer en partie par la forte population¹³ et la présence de deux pays à revenu intermédiaire supérieur.

De manière générale, les contributions totales par fille ou garçon de moins de cinq ans consacrées par les donateurs à des interventions spécifiques à la nutrition à forte incidence sont inférieures à 1 USD dans 11 des 19 pays. Le rapport entre les contributions des donateurs consenties pour des interventions spécifiques à la nutrition et celles pour des interventions contribuant à la nutrition varie largement à travers la région (de 7,5 % à 80 %) et est supérieur à 70 % au Burundi et au Rwanda. Ce rapport est supérieur à 50 % au Lesotho, au Malawi, au Mozambique, en Ouganda et en Tanzanie. De manière générale, les pays des deux régions de l'Afrique subsaharienne reçoivent moins d'aide des donateurs pour les pratiques nutritionnelles à forte incidence que les pays d'Asie du Sud¹⁴.



LA MARCHÉ À SUIVRE : ACCÉLÉRER LES PROGRÈS

La région de l'Afrique orientale et australe est très diverse, la dénutrition aiguë et chronique et l'insécurité alimentaire chez les enfants faisant payer un très lourd tribut à de nombreux pays, comtés et communautés locales. Cependant, de nombreux pays font des progrès dans des domaines clés, tels que l'allaitement maternel exclusif et la construction de socles de protection sociale pour protéger les personnes les plus vulnérables. Il s'agit là de bonnes pratiques dont de nombreux pays du Mouvement SUN peuvent tirer des enseignements. Compte tenu de la prévalence accrue du surpoids, de l'obésité et des maladies liées à l'alimentation, les pays doivent renforcer leur législation et leurs politiques afin de s'attaquer de front à ces problèmes, sans détourner l'attention ni les ressources des efforts visant à réduire les niveaux élevés de dénutrition chronique. Les donateurs, en particulier, doivent se mobiliser dans cette région pour soutenir la mise en place d'actions efficaces spécifiques à la nutrition ou y contribuant. Des investissements suffisants en faveur des femmes et des filles, que ce soit à l'école ou au travail, peuvent ouvrir la voie à un avenir dans lequel les populations d'Afrique orientale et australe bénéficieront d'une meilleure alimentation.

¹³ Il est bien connu que les donateurs ne peuvent pas accorder une aide financière suffisante à la coopération au développement aux pays les plus peuplés. (Rapport d'analyse économétrique SUN, septembre 2018)

¹⁴ Analyse économétrique SUN, 2018.

RENFORCEMENT DE LA NUTRITION EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE : RÉCITS DE TRANSFORMATIONS

DES PARLEMENTAIRES À LA RESCOURSE : AUGMENTATION DES INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE LA NUTRITION AU ZIMBABWE

Afin d'accroître les investissements nationaux en faveur de la nutrition, l'alliance des organisations de la société civile du Zimbabwe pour le renforcement de la nutrition (ZCSOSUNA), avec le soutien de Save the Children UK, a invité de jeunes parlementaires à plaider l'allocation de ressources financières publiques suffisantes en faveur de la nutrition. L'honorable Mme Spectacular Gumbira s'est distinguée parmi ses pairs en tant qu'ambassadrice de la nutrition en faisant pression pour accroître le financement de la nutrition dans le pays et à l'étranger. Son appel au gouvernement est simple et pertinent : investir dans la nutrition est l'une des décisions économiques les plus judicieuses qu'un pays puisse prendre, puisqu'une bonne nutrition est le fondement du développement humain et économique. L'honorable Mme Gumbira a reçu le Prix des ambassadeurs de la nutrition 2017 du Mouvement SUN lors du Rassemblement mondial organisé à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Après avoir démontré aux membres de la commission parlementaire sur les objectifs de développement durable que les investissements publics consacrés à la santé et à la nutrition étaient insuffisants pour de nombreux Zimbabwéens, les membres de la commission se sont engagés à examiner de près le budget de 2018 avant de l'approuver ; ils ont ensuite indiqué qu'ils n'approuveraient pas un budget qui n'accordait pas une place à la santé et à la bonne nutrition. En 2018, le Ministre des finances a augmenté de près d'un tiers le budget consacré à la santé, dans lequel la nutrition est intégrée, passant de 408 millions à 520 millions de ZWL après le refus des parlementaires d'adopter des affectations qu'ils jugeaient trop faibles pour répondre aux besoins de tous les citoyens.





© UNICEF / Scherbrucker

OFFRIR LE CHOIX AUX CONSOMMATEURS : L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE DE ZAMBIE LANCE LE LOGO « GOOD FOOD »

En avril 2018, un logo « Good Food » (Alimentation saine) a été lancé en Zambie, dans le cadre d'une initiative conjointe entre le gouvernement et le Réseau du secteur privé SUN. Ce lancement a eu lieu lors du Sommet national sur l'alimentation et la nutrition de 2018, avec pour thème « Investir dans l'alimentation et la nutrition pour accélérer le développement national — Joindre le geste à la parole en faveur de la nutrition ». Aujourd'hui, 40 % des filles et des garçons de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance, alors que le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles sont en hausse dans le pays.

Ce logo est une marque ou un sceau qui sera apposé sur les produits répondant à des critères prédéfinis, dans divers groupes alimentaires, afin d'aider les consommateurs à identifier les aliments nutritifs dans les magasins et à faire de meilleurs choix alimentaires. Les critères nutritionnels ont fait l'objet d'un examen approfondi et ont été définis par un ensemble d'experts techniques du gouvernement (Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition, Food and Drug Authority et Zambia Bureau of Standards), de nutritionnistes, d'universitaires et de scientifiques, avec la contribution du secteur privé.

Cette initiative est le résultat d'un changement d'orientation en Zambie, qui est passée de la lutte contre la dénutrition à la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes : elle a reconnu qu'un déséquilibre de l'apport nutritionnel peut se manifester sous diverses formes, y compris chez une même personne, au cours du cycle de vie.

Pour faire face à ces manifestations de la malnutrition, il faut mettre en place de nouveaux concepts et modèles et s'assurer que les consommateurs peuvent faire un choix, un choix plus sain, pour eux-mêmes et leur famille.

LE RWANDA S'ENGAGE À RÉDUIRE LE TAUX DE RETARD DE CROISSANCE ET À AMÉLIORER LA NUTRITION

En mai 2018, le Premier ministre du Rwanda, Edouard Ngirente, a lancé une campagne nationale contre la malnutrition, qui vise à éradiquer complètement les retards de croissance chez les enfants et à donner de meilleures habitudes alimentaires. Compte tenu des effets négatifs à long terme du retard de croissance sur le développement humain, la lutte contre la malnutrition chronique aidera le Rwanda à réaliser son aspiration à devenir un pays à revenu intermédiaire.

Ce programme multisectoriel de prévention et de réduction des retards de croissance, soutenu par la Banque mondiale et bénéficiant de subventions de Power of Nutrition et du Mécanisme de financement mondial (GFF), se concentrera en particulier sur les districts à forte prévalence de retard de croissance, les populations vulnérables et les premiers 1 000 jours critiques au-delà desquels le retard de croissance devient largement irréversible. Lancé dans le district de Nyabihu, le programme vise à élargir la couverture des interventions sanitaires et nutritionnelles à forte incidence dans 13 districts à forte prévalence de retard de croissance, à améliorer la couverture et la qualité des soins prodigués aux enfants, ainsi que des pratiques d'alimentation et d'hygiène.

La campagne tend également à renforcer la disponibilité et la diversité alimentaires, entre autres objectifs. Le district de Nyabihu est l'un des principaux producteurs de pommes de terre irlandaises du pays. Pourtant, c'est l'un des districts où les taux de malnutrition sont les plus élevés du pays, un phénomène largement imputé au manque de connaissances sur une alimentation saine. L'enquête démographique et sanitaire (EDS) de 2015 a révélé que le district de Nyabihu affichait le taux le plus élevé de retard de croissance évitable chez les enfants de moins de cinq ans. Il a enregistré un taux de retard de croissance de 59 %, bien au-dessus de la moyenne nationale de 38 %.

« Bien que les taux de retard de croissance aient diminué au fil des ans, nous sommes convaincus que nous n'en faisons pas assez pour aller plus vite. En tant que pays, notre objectif est d'éradiquer la malnutrition avec zéro cas de retard de croissance chez les enfants rwandais », a déclaré le Premier ministre.





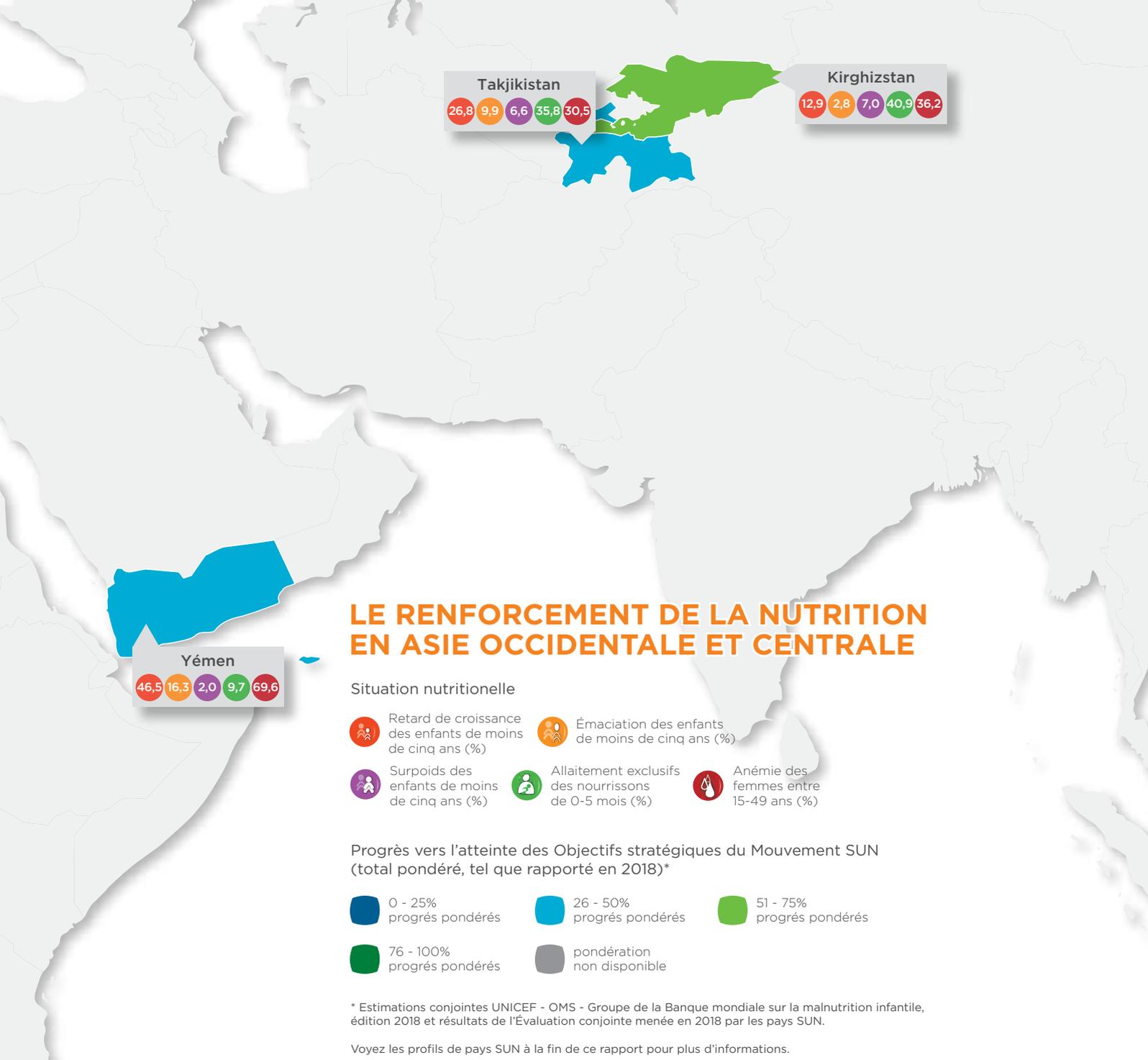
Le renforcement de la nutrition en Asie occidentale et centrale

INTRODUCTION

La région Asie occidentale et centrale, qui est la plus petite région du Mouvement SUN, est composée de trois pays différents : le Kirghizistan et le Tadjikistan en Asie centrale et le Yémen en Asie occidentale (qui se situe également dans la région du Moyen-Orient). Ces trois pays ont rejoint le Mouvement SUN entre 2011 et 2013¹.

Bien qu'ils soient très différents, ces pays partagent un engagement commun en faveur du renforcement de la nutrition. Ils ont tous les trois créé des plateformes réunissant des acteurs engagés pour la nutrition et ont entrepris l'exercice d'évaluation conjointe 2018 du Mouvement SUN. Ces pays ont fait état de progrès notables en ce qui concerne les objectifs stratégiques du Mouvement SUN : leur score médian a augmenté de 20 points de pourcentage entre 2014-2016 et 2017-2018.

¹ Sauf indication contraire, les données présentées dans le présent document sont extraites de la base de données du système MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage) du Mouvement SUN. Ces données ont été compilées à partir de diverses sources répertoriées dans le document « SUN MEAL Framework Baseline Document » (Document-cadre MEAL SUN), consultable à l'adresse suivante : http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2017/11/MEALBaseline-Documents_FR_27Oct17.pdf.



Il reste cependant des défis à relever pour renforcer la nutrition dans la région, notamment en raison du contexte économique et politique complexe de ces trois pays qui pourrait entraver de nouveaux progrès. Le Yémen a plus particulièrement besoin de toute urgence d'efforts concertés pour empêcher que la pire famine jamais connue depuis cent ans dans le monde ne frappe le pays. Elle risque de toucher 13 millions de personnes.



APERÇU DE LA NUTRITION ET DES RÉGIMES ALIMENTAIRES AU LONG DE LA VIE



Les tendances en matière de malnutrition sont très contrastées en Asie centrale et occidentale. Il faut noter que le Kirghizistan fait partie des sept pays du Mouvement SUN bien partis pour atteindre les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé dans les domaines des retards de croissance et de l'émaciation des enfants (ces taux s'élèvent aujourd'hui à 13 et 3 %, respectivement). Le Kirghizistan a cependant des difficultés à mettre un terme à la hausse du taux de surpoids chez les filles et les garçons de moins de cinq ans, qui s'élève à 7 %. Le Tadjikistan se heurte à plusieurs difficultés liées à la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans, ce qui se traduit par des niveaux modérés de sous-nutrition infantile (17 % de retard de croissance et 6 % d'émaciation) et de surpoids (3 %). Le surpoids n'est pas une préoccupation pour les enfants au Yémen, mais on observe un taux de prévalence élevée de malnutrition infantile aiguë et chronique dans ce pays. Près de la moitié des enfants de moins de cinq ans présentent un retard de croissance (47 %) et 16 % des filles et des garçons souffrent d'émaciation.

LE KIRGHIZISTAN FAIT PARTIE DES 6 PAYS SUN BIEN PARTIS POUR ATTEINDRE LES CIBLES MONDIALES EN MATIÈRE DE RETARD DE CROISSANCE ET D'ÉMACIATION



© UNICEF / Huwais



La situation en matière d'allaitement maternel est également marquée par son hétérogénéité en Asie centrale et occidentale. Le taux de d'allaitement précoce est l'un des plus élevés au Kirghizistan (83 %) et près de la moitié des nourrissons au Tadjikistan et au Yémen sont nourris au sein dès la première heure suivant l'accouchement. Les taux d'allaitement maternel exclusif chez les nourrissons entre 0 et 5 mois sont légèrement inférieurs à la moyenne des pays SUN (qui est actuellement de 43 %), soit 36 % au Tadjikistan et 41 % au Kirghizistan. Seul un nourrisson sur dix au Yémen bénéficie de ce type d'allaitement pourtant salvateur : dans ce pays en proie à une crise humanitaire, on observe une prévalence élevée de la diarrhée chez les jeunes enfants (38 %)².



L'anémie chez les femmes et les filles est une préoccupation centrale dans ces trois pays. Le Tadjikistan est le seul pays SUN d'Asie centrale et occidentale où l'on considère que des progrès ont été accomplis dans la réduction des taux d'anémie. Plus d'un tiers des femmes enceintes (40 % en valeur médiane) et des femmes qui n'étaient pas enceintes (36 % en valeur médiane) étaient anémiées en 2016. La même année, au Yémen, 63 % des femmes enceintes et 70 % des femmes qui n'étaient pas enceintes souffraient d'anémie. L'anémie ne se manifeste pas seulement à partir de l'âge adulte, puisqu'elle touche aussi les adolescentes entre 15 et 19 ans au Kirghizistan et au Yémen (avec des niveaux similaires chez les femmes en général) et les enfants de moins de cinq ans au Tadjikistan (42 %), au Kirghizistan (43 %) et au Yémen (86 %). Près de 16 % des enfants de moins de cinq ans dans ces pays³ souffrent également de carences en vitamine A.

² OMS, (2018). « Enabling women to breastfeed through better policies and programmes: Global breastfeeding scorecard 2018 » (Permettre aux femmes d'allaiter grâce à une amélioration des politiques et des programmes : fiche d'évaluation mondiale de l'allaitement 2018). À consulter sur : <http://www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/global-bf-scorecard-2018/en/> [consulté en octobre 2018].

³ Development Initiatives, (2017). Rapport mondial sur la nutrition 2017 : la nutrition au service des ODD. Bristol, Royaume-Uni : Development Initiatives. À consulter sur : http://globalnutritionreport.org/wp-content/uploads/2017/11/Report_2017_Spanish-1.pdf [consulté en novembre 2018].



© UNICEF / Pirozzi



Entre 2000 et 2016, une hausse constante du surpoids et de l'obésité chez les adolescents et les adultes a été observée dans ces trois pays d'Asie centrale et occidentale, comme cela a pu également être constaté dans la plupart des pays et des régions du Mouvement SUN. Bien que l'obésité augmente rapidement chez les hommes comme chez les femmes, elle reste actuellement plus courante chez les femmes (19 %) que chez les hommes (12 %) dans cette région. Les maladies non transmissibles liées à la nutrition, telles que le diabète et l'hypertension, sont également des préoccupations majeures dans ces pays.



Les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants en Asie centrale et occidentale sont légèrement meilleures que la moyenne de tous les pays SUN. Près d'un enfant sur cinq, âgé de 6 à 23 mois, bénéficie d'un régime alimentaire minimal acceptable (valeur médiane de 20 %, fourchette comprise entre 15 et 33 %) et près d'un tiers des enfants bénéficient d'une diversité alimentaire minimale (valeur médiane de 35 %, fourchette comprise entre 21 et 38 %). Ces pratiques contribuent directement à la sous-nutrition et aux carences en micronutriments chez les jeunes enfants dans cette région. Il existe également des inégalités flagrantes dans cette région. Seuls 24 % des enfants des ménages les plus pauvres bénéficient d'une diversité alimentaire minimale alors que ce pourcentage s'élève à 41 % chez les enfants des ménages les plus riches. Les enfants vivant dans les régions rurales sont aussi moins susceptibles de bénéficier d'une diversité alimentaire minimale. Le Kirghizistan est l'un des rares pays SUN qui a accompli des progrès importants en parvenant à augmenter le pourcentage d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui bénéficient d'un régime alimentaire minimal acceptable (de 16 % en 2012 à 33 % en 2014).



Tandis que le pourcentage de la sous-nutrition est globalement élevé au Tadjikistan et au Yémen (respectivement 33 % et 26 %), il est faible au Kirghizistan (6 %). L'insécurité alimentaire est également forte au Yémen (60 %, soit un niveau d'insécurité sévère ou modérée), tandis que les taux d'insécurité alimentaire sévère au Kirghizistan et au Tadjikistan font partie des taux les plus faibles des pays SUN (4,4 et 7,8 % respectivement). Le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Yémen dépendent tous fortement des importations de denrées alimentaires, en raison des surfaces limitées de terres arables ans les deux pays d'Asie centrale et du conflit qui sévit actuellement au Yémen. En octobre 2018, les Nations Unies ont averti d'un risque de famine qui pourrait frapper le Yémen dans les trois prochains mois et qui menace 13 millions de personnes.⁴

SELON L'ONU, LA PIRE FAMINE DE CES CENT DERNIÈRES ANNÉES POURRAIT TOUCHER LE YÉMEN

⁴ The Guardian, (2018). « Yemen on brink of 'world's worst famine in 100 years' if war continues ». À consulter sur : <https://www.theguardian.com/global-development/2018/oct/15/yemen-on-brink-worst-famine-100-years-un> [consulté en octobre 2018].

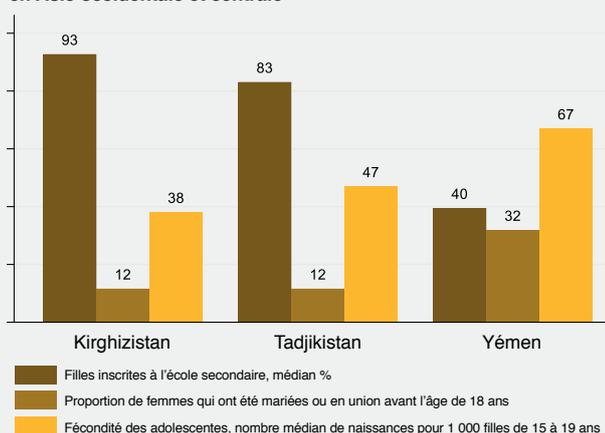


BIŁAN SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : FACTEURS ET MARQUEURS D'UNE BONNE NUTRITION

Les deux pays d'Asie centrale accomplissent des progrès dans l'atteinte des objectifs de développement durable, alors que le Yémen fait face à une situation unique en raison du conflit qui s'y déroule.

Près de 20 % des femmes, des hommes et de leur famille au Yémen vivent sous le seuil de pauvreté (d'après des données de 2014) alors que ce taux est inférieur à 5 % au Kirghizistan et au Tadjikistan (données de 2015). Si le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans diminue au Kirghizistan et au Tadjikistan, comme c'est le cas à l'échelle mondiale, ce taux a reculé pour atteindre son niveau de 2010 au Yémen (55 morts pour 1 000 naissances en 2016). Les taux de mortalité liée aux maladies non transmissibles sont très élevés au Yémen, élevés au Kirghizistan et modérés au Tadjikistan. De la même façon, le Kirghizistan et le Tadjikistan connaissent une croissance économique depuis quelques années, alors que l'économie yéménite subit un fort ralentissement au cours de la même période. Les conditions de vie d'une grande partie de la population urbaine au Yémen sont déplorables, où plus de 60 % des habitants vivent dans des logements délabrés. La situation des filles et des femmes au Kirghizistan et au Tadjikistan est meilleure que la situation moyenne observée dans les pays SUN (voir la figure 1). Plus de 80 % des filles sont inscrites dans un établissement d'enseignement secondaire, seuls 12 % des filles sont mariées avant 18 ans et le taux de fécondité des adolescentes est relativement faible. Au Yémen, la situation est plus difficile pour les filles et les femmes : seuls 40 % des filles sont inscrites dans un établissement d'enseignement secondaire et les taux de mariage précoce et de fécondité des adolescentes sont beaucoup plus élevés.

Indicateurs liés à l'égalité hommes-femmes en Asie occidentale et centrale



ATTEINDRE LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MOUVEMENT SUN

En 2018, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Yémen ont tous entrepris leur évaluation conjointe en mobilisant les acteurs de la nutrition de leur pays. Ces évaluations conjointes ont donné des résultats encourageants puisque des progrès ont été enregistrés dans les trois pays, où le score médian total est passé de 39 % en 2014-2016 à 59 % en 2017-2018.



DÉVELOPPER ET MAINTENIR UN ENVIRONNEMENT POLITIQUE FAVORABLE

Les trois pays d'Asie centrale et occidentale ont mis en place des plateformes multi-acteurs à l'échelle nationale. Le Kirghizistan a décentralisé sa plateforme multi-acteurs dans trois régions, après la création de la plateforme nationale en juin 2016. Dans ces trois pays, les points focaux SUN occupent des fonctions ministérielles de haut rang : au Kirghizistan, le point focal est le Vice-premier ministre et président du Conseil de la sécurité alimentaire et de la nutrition ; au Tadjikistan, le point focal est le premier adjoint du Ministre de la santé et de la protection sociale ; et le point focal yéménite est actuellement le Vice-ministre du Ministère de la planification et de la coopération internationale.

La région renforce sa collaboration avec un groupe plus diversifié d'acteurs. Au Tadjikistan, par exemple, la plateforme multi-acteurs se compose désormais de la Chambre de l'industrie et du commerce, du Comité des affaires religieuses et d'organisations de la société civile. Au Yémen, le Comité de pilotage de la plateforme multi-acteurs a récemment renouvelé sa composition pour veiller à la participation d'organismes et de membres influents de haut niveau des secteurs concernés. En ce qui concerne les réseaux SUN en 2017-2018, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont mis sur pied les quatre réseaux SUN (Nations Unies, société civile, secteur privé et donateurs), tandis que le Yémen est en train d'établir officiellement les réseaux du secteur privé, de la société civile et des Nations Unies. Le Kirghizistan a créé un réseau SUN pour le milieu universitaire alors que le Tadjikistan et le Yémen collaborent également avec des scientifiques et des universitaires pour consolider le corpus d'éléments de preuve. Les trois pays bénéficient de l'appui des médias qui sensibilisent la population à l'importance de la nutrition, ce qui constitue une des principales avancées au Yémen en 2017-2018. L'année dernière, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont renforcé leur collaboration avec des parlementaires, des ambassadeurs et des défenseurs de la nutrition pour consolider la place de la nutrition au rang des priorités nationales. En 2017-2018, les trois pays ont fait des progrès fulgurants et entrepris des efforts concertés pour mieux coordonner la création de stratégies et de plans nationaux de nutrition.



HIÉRARCHISER ET INSTITUTIONNALISER LES MESURES EFFICACES QUI CONTRIBUENT À UNE BONNE NUTRITION

La capacité à garantir un cadre politique et juridique cohérent pour la nutrition est extrêmement variable dans la région d'Asie centrale et occidentale. Cela s'avère pourtant essentiel à la traduction de la dynamique créée en effets pérennes sur les populations concernées.



Tandis que la constitution du Kirghizistan garantit et protège implicitement le droit à une alimentation adéquate par une alimentation adéquate par un cadre élargi de droits de l'homme, celles du Tadjikistan et du Yémen comportent des principes directeurs qui visent à contribuer à l'exercice du droit à une alimentation adéquate. Cependant, la situation actuelle au Yémen fragilise le processus politique décisionnel, ce qui affecte l'élaboration et l'application de la législation.



En 2017-2018, le Secrétariat SUN au Yémen a préparé un projet visant à faire le point sur les lois et règlements relatifs à la nutrition dans tous les secteurs concernés. Bien que la nutrition soit un domaine d'action prioritaire dans les trois pays, elle n'occupe pas la même place dans les plans de développement national. La stratégie de développement national 2030 du Tadjikistan est une pratique exemplaire en raison de la place clairement accordée à la nutrition et à la sécurité alimentaire.

LE TADJIKISTAN EST UN MODÈLE D'INTÉGRATION DE LA SOUS-NUTRITION DANS LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL



Les pays de la région n'ont toujours pas adopté la Convention n° 183 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la protection de la maternité (2000)⁵. Le Tadjikistan suit les recommandations relatives au congé de maternité payé qui visent à équilibrer de manière appropriée la vie privée et la vie professionnelle⁶. Le Yémen a ratifié la Convention n° 156 de l'OIT sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales (1981) plusieurs dizaines d'années avant l'éclatement du conflit actuel. Les trois pays ont mis en place une législation qui encourage l'allaitement maternel. Le Yémen a introduit des dispositions légales complètes ayant trait au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Le Kirghizistan et le Tadjikistan ont intégré de nombreuses dispositions dans leur législation dans le cadre de ce code. Le Tadjikistan et le Kirghizistan sont des chefs de file au sein du Mouvement SUN en ce qui concerne les centres de soins accueillants pour les bébés. Au Tadjikistan, 70 % des centres de soins possèdent un agrément dans ce domaine, ce qui est le cas de 38 % des centres de santé au Kirghizistan. Ces proportions sont bien supérieures à la valeur médiane de 3 % de l'ensemble des pays du Mouvement SUN (où des données sont disponibles).



Les trois pays ont mis en place des textes de loi contraignants sur l'enrichissement en sel et la couverture des ménages en sel iodé est de 49 % au Yémen, de 99 % au Kirghizistan (un résultat impressionnant) et de 84 % au Tadjikistan. Le Tadjikistan a été parmi les premiers pays d'Asie centrale à adopter une législation nationale sur l'enrichissement en iode du sel de table (en 2002 avec une modification en 2007), mais les pathologies liées aux carences en iode restent un problème sanitaire dans ce pays, notamment dans le sud et dans les régions montagneuses. L'enrichissement de denrées alimentaires importées (telles que la farine) au Kirghizistan et au Tadjikistan est une source de préoccupation en raison de l'absence de normes suffisantes ou du non-respect de ces normes lorsqu'elles ont été adoptées. Cela explique une prévalence des carences en micronutriments (notamment en fer avec des risques d'anémie). Au Tadjikistan, en 2017-2018, des spécialistes de la nutrition de différents secteurs ont élaboré un projet de loi sur l'enrichissement des denrées alimentaires de base. Les réseaux SUN au Kirghizistan ont également travaillé main dans la main au cours de la période considérée pour garantir l'adoption et l'application de lois sur l'enrichissement de la farine et sur la prévention des carences en iode. Le Kirghizistan et le Yémen ont adopté des textes de loi contraignants en matière d'enrichissement de la farine de blé, mais seul le Yémen a mis en place des normes en la matière. Ce pays a également instauré des règlements et des normes contraignants en matière d'enrichissement de l'huile depuis 2001.



Dans la région, seul le Tadjikistan a reconnu la mise en place de politiques de réduction des effets sur les enfants de la commercialisation de boissons et d'aliments aux taux élevés d'acides gras saturés, d'acides gras trans, de sucres ajoutés ou de sel. Contrecarrer la commercialisation de boissons et d'aliments préjudiciables pour la santé est essentiel pour éviter une augmentation du surpoids et de l'obésité chez les filles et les garçons de la région.



© UNICEF / Lister

⁵ Le Tadjikistan a ratifié la révision de la Convention n° 103 de l'OIT sur la protection de la maternité (1952).

⁶ Note supra 2.



METTRE EN ŒUVRE DES MESURES EFFICACES ALIGNÉES SUR DES RÉSULTATS COMMUNS

Les pays SUN de la région Asie centrale et occidentale intensifient leurs efforts pour aligner leurs mesures sur des résultats communs. Dans le cadre du programme MQSUN+ (Maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement de la nutrition +), l'examen des directives, des stratégies et des politiques de nutrition au cours de la période visée par ce rapport a permis de formuler des recommandations pour le nouveau Programme national en matière de nutrition et de sécurité alimentaire pour 2018-2022 au Kirghizistan. Les six cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé ont toutes été intégrées à ce nouveau programme ainsi que dans la Stratégie de développement sanitaire applicable jusqu'en 2030, au titre desquels les membres de la plateforme multi-acteurs ont contribué à l'harmonisation des indicateurs de nutrition en vue d'améliorer les résultats.

Au Tadjikistan, le Cadre commun de résultats (CCR) du Plan de nutrition multisectoriel devrait être achevé d'ici fin 2018 et adopté d'ici mi-2019. Cependant, les principaux éléments du CCR, tels que le renforcement des capacités et la formation nutritionnelle, sont déjà en cours d'application. L'intégration des objectifs du Cadre aux plans et politiques sectoriels nationaux et infranationaux est en cours. Ce plan comprendra des activités entièrement chiffrées qui contribuent à la nutrition et qui y sont spécifiques.

Au Yémen, le Plan de nutrition multisectoriel chiffré est en cours de finalisation. Il sera assorti d'un CCR pour tous les secteurs, y compris l'agriculture, la santé, l'éducation, l'eau, l'environnement et la pêche.

Dans la région, les évaluations globales et les systèmes communs de suivi doivent être renforcés pour garantir l'atteinte des objectifs communs en matière de nutrition.



UTILISER EFFICACEMENT ET AUGMENTER CONSIDÉRABLEMENT LES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LA NUTRITION

En 2017-2018, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont participé pour la deuxième fois à l'exercice d'analyse budgétaire annuelle du Mouvement SUN qui examine les dépenses qui sont spécifiques à la nutrition et celles qui y contribuent. Le Yémen a réalisé son exercice propre en 2016. D'après les dernières données, les dépenses spécifiques à la nutrition sont peu élevées dans deux de ces trois pays. Selon les dernières analyses du soutien financier des donateurs en faveur de la nutrition dans les pays SUN (2015), les dépenses par enfant de moins de cinq ans présentant un retard de croissance varient fortement dans les pays SUN de cette région. Elles sont comprises entre 1,76 dollar US par enfant au Tadjikistan et 30,60 dollars US au Yémen. Les dépenses totales consacrées par les donateurs aux interventions à fortes retombées spécifiques à la nutrition sont également très élevées au Yémen (6,65 dollars US par enfant de moins de cinq ans).

Au Yémen, les dernières tendances montrent que les organisations de la société civile attirent les financements de donateurs internationaux et jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre des actions en matière de nutrition. Cependant, les dépenses opérationnelles de ministères techniques dans certains secteurs d'action gouvernementale ne sont plus financées et le conflit actuel nuit à tout soutien financier à long terme. La plupart des projets, des indicateurs et des détails financiers relatifs à la nutrition au Yémen ont été transférés sur « Map-Yemen ». Ces données seront mises à disposition des utilisateurs d'ici fin 2018.

Au Kirghizistan, le gouvernement alloue une quantité limitée de fonds à la nutrition et en assure le suivi. Il est très difficile d'effectuer le suivi des actions qui contribuent à la nutrition, faute d'un système de suivi complet des dépenses en matière de nutrition (prenant également en compte le soutien financier des donateurs). Le Kirghizistan se classe en deuxième position des pays du Mouvement SUN en termes de ratio de dépenses de donateurs (95 %) consacrées à des interventions spécifiques à la nutrition et contribuant à la nutrition⁷. Il n'existe aucun mécanisme financier pour garantir le maintien du financement en faveur du développement et des actions humanitaires.

En 2017-2018, les contributions financières des partenaires de développement au Tadjikistan ont été recueillies et intégrées pour la première fois au modèle de suivi financier SUN. Cet exercice de suivi couvre désormais les dépenses budgétaires consacrées à l'eau potable, la vaccination, l'alimentation scolaire, l'approvisionnement alimentaire des hôpitaux, l'assainissement et l'hygiène. D'autres aspects de la mobilisation des ressources et des financements seront traités après approbation du Cadre commun de résultats.

⁷ Seule la Guinée-Bissau affiche un ratio plus élevé (96 %).



© UNICEF / Noorani

LA MARCHÉ À SUIVRE : ACCÉLÉRER LES PROGRÈS

Compte tenu de la diversité des trois pays qui composent la région Asie centrale et occidentale du Mouvement SUN, il n'existe pas de modèle commun ni de solutions rapides pour que tous, femmes, hommes, filles et garçons, bénéficient d'une nutrition de qualité.

Il est nécessaire de mener des actions et d'investir de toute urgence des ressources au Yémen pour éviter au pays d'être frappé par la pire famine que le monde ait connue depuis cent ans. Il faut veiller à ce que des mesures de lutte contre la sous-nutrition soient mises en œuvre. Le plan de nutrition multisectoriel sera à l'avenir finalisé et mis en œuvre, ce qui constitue un pas important dans la bonne direction. Les cadres sectoriels doivent également être renforcés à cette fin, au même titre que la capacité des institutions et des secteurs liés à la nutrition de mettre en œuvre des interventions contribuant à la nutrition. Il est également essentiel de créer des réseaux pour accroître le nombre de parties prenantes. Pour améliorer la situation nutritionnelle au Yémen, il est crucial de tenir compte des traditions et des normes liées au genre et de veiller à ce que les femmes et les filles participent à la consolidation de la paix.

Au Kirghizistan et au Tadjikistan, des mesures plus classiques doivent être consolidées (par exemple s'assurer de la mise en place et de l'application de normes en matière d'enrichissement). Il faut garder à l'esprit que l'appropriation et la direction politiques sont essentielles pour que les actions en matière de nutrition restent au rang des priorités. Le Tadjikistan pourrait renforcer son approche multi-acteurs, notamment par une collaboration étroite avec la société civile. La finalisation du CCR et la mise sur pied d'un mécanisme efficace de suivi et d'évaluation sont des mesures importantes pour les deux pays.

share YOUR STORY

RENFORCEMENT DE LA NUTRITION EN ASIE CENTRALE ET DE L'OUEST : RÉCITS DE TRANSFORMATIONS

AMÉLIORER LA SITUATION NUTRITIONNELLE DANS DES CONTEXTES FRAGILES : L'EXPÉRIENCE DU YÉMEN

Le Yémen a rejoint le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) en 2012 avec des engagements de haut niveau. Malgré les progrès accomplis dans le domaine, la crise politique et l'éclatement de la guerre civile en 2015 ont entravé la poursuite de ces efforts. Le programme MQSUN+ (et le programme MQSUN antérieur)* aide le Yémen depuis 2013 à analyser la situation nutritionnelle et contribue à élever la nutrition au rang des priorités au gré de l'évolution du contexte politique et de la situation en la matière. Le Secrétariat SUN au Yémen (SUN-Yémen) a collaboré dernièrement avec le MQSUN+ pour mettre à jour son plan de nutrition multisectoriel.

Compte tenu du contexte difficile, le soutien de MQSUN+ a été axé sur les outils, une structure et une orientation technique à distance pour faciliter l'action de SUN-Yémen dans le pays et favoriser la collaboration tout au long du processus. SUN-Yémen a souligné que cette aide contribuait au renforcement des capacités : Abdulkarim Nasser, responsable par intérim du Secrétariat de SUN au Yémen, fait remarquer que « MQSUN+ a fourni des conseils ainsi que des contributions très utiles à SUN-Yémen. Les activités liées à la mise à jour du plan de nutrition multisectoriel ont renforcé les capacités fonctionnelles de SUN-Yémen. »

MQSUN+ prend acte de l'engagement et de l'autonomisation croissante de SUN-Yémen ainsi que de l'authenticité de leur collaboration. Au-delà de la dernière phase de soutien apporté par MQSUN+, le Yémen s'est appuyé sur les conseils techniques et les résultats de MQSUN+ pour rassembler les parties prenantes, aboutir à un consensus et recueillir des informations et des données nécessaires pour accomplir des progrès en matière de nutrition.

Cette appropriation solide de SUN-Yémen a été déterminante pour placer les engagements relatifs à la nutrition au rang des priorités nationales de développement dans ce pays en proie à des crises prolongées. SUN-Yémen a mis en évidence les principaux domaines d'action pour les partenaires des Nations Unies et a poursuivi la collaboration avec MQSUN+ en amont de leurs initiatives. « MQSUN+ a pu fournir à SUN-Yémen un soutien technique essentiel pour mener à bien les activités les plus urgentes, telles que la création des réseaux SUN-Yémen. Le plan de travail annuel de SUN-Yémen est disponible et clair, mais le soutien opérationnel est insuffisant pour qu'il puisse être traduit dans les faits par des interventions sur le terrain. »

Les pays en proie à des conflits concentrent souvent leurs efforts sur l'intervention humanitaire. Cependant, le Yémen, comme d'autres pays, peut nouer des collaborations solides avec des partenaires dans les pays pour avancer dans la lutte contre la malnutrition dans les domaines humanitaires et du développement, en s'appuyant sur l'assistance technique complémentaire et sur le mécanisme du Mouvement SUN.



*Le programme MQSUN (« Maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement de la nutrition »), et maintenant MQSUN+ (2016-2020), fournit une assistance technique au DFID, aux pays SUN et au Secrétariat du Mouvement SUN pour stimuler la mise en place de mesures multisectorielles en vue de renforcer les résultats en matière de nutrition.



L'ENGAGEMENT D'UNE MILITANTE POUR APPROVISIONNER LA VALLÉE DE SUUSAMYR (KIRGHIZISTAN) EN FARINE ENRICHIE

Ainagul Muratalieva n'avait jamais sérieusement réfléchi à la question de l'enrichissement des aliments. Elle pensait qu'il suffisait d'être rassasié pour être bien nourri. Présidente d'une organisation non gouvernementale locale d'action communautaire, elle vit avec sa famille à Kozhomgul dans la vallée de Suusamy, un village qui se trouve derrière le col de Too-Ashuu, à 20 km de la route. Bien qu'il ne semble pas si éloigné des infrastructures routières et du principal foyer de population le plus proche, son village est difficile d'accès. Les transports en commun sont rares et les habitants doivent dépenser beaucoup d'argent pour prendre le taxi, car il faut deux heures pour atteindre la ville la plus proche.

En 2016, les représentants de KACS SUN — un réseau de la société civile de la plateforme nationale multi-acteurs engagée pour la nutrition — ont organisé un atelier réservé à ses membres dans le village de Kozhomgul. Il portait sur le thème de la qualité nutritionnelle, et a mis l'accent sur l'importance de la farine enrichie.

D'après Tursun Mamyrbæva, spécialiste de la nutrition, la farine enrichie est une des solutions les plus efficaces et économiques pour lutter contre les carences en fer, en zinc et en acide folique. Il a été démontré que l'enrichissement de la farine réduisait les risques de carence en fer et d'anémie et diminuait les cas d'anomalie liée au tube neural chez les enfants de 30 à 70 %.

Ainagul, qui a participé à cet atelier, a constaté qu'il n'était pas possible de se procurer de la farine enrichie dans son village et dans les villages voisins, en dépit de la loi kirghize qui rend obligatoire l'enrichissement de la farine de boulangerie. Après l'atelier, des villageois ont estimé que leurs familles devaient pouvoir se procurer de la farine enrichie. Ainagul et ses amis ont alors essayé de trouver un accord avec des commerçants de sept municipalités pour qu'ils ne vendent que de la farine enrichie.

Ces commerçants se sont donc approvisionnés en farine enrichie, mais ils la revendaient à un prix très élevé. Les femmes ont alors décidé de demander aux chauffeurs de taxi de livrer de la farine enrichie aux villages, mais ces chauffeurs demandaient 100 soms (monnaie kirghize) par sac de farine. Ainagul était désespérée. Heureusement, KACS SUN lui a proposé son aide. Cette plateforme nationale multi-acteurs est composée d'organisations de la société civile, d'universitaires, d'acteurs des secteurs privé et public et d'organisations internationales. Ses membres peuvent échanger rapidement des informations, accéder à l'ensemble des ressources de la plateforme et partager des actions communes et un discours commun.

L'Alliance de la société civile a négocié pendant quelques mois avec l'association des meuniers pour que les habitants de ces villages puissent accéder à de la farine enrichie. Elle s'est déplacée dans les commerces de sept villages, a recensé les habitants et a évalué leurs besoins en farine. Le président de l'association des meuniers, Rustam Zhunushev, a trouvé des producteurs prêts à aider les habitants des sept villages de la municipalité de Suusamy. Akun, la plus grande minoterie, a ainsi proposé son aide.

Depuis automne 2017, Ainagul recueille des informations sur les volumes de farine requis pour approvisionner les commerces, les transmet à Akun et fait office de garant pour que l'entreprise tire des profits de l'opération. Ainagul bénéficie de relais dans chaque village.

Aujourd'hui, les habitants de ces sept villages peuvent acheter de la farine enrichie. La commande de farine enrichie, qui portait sur 1,5 tonne le premier mois, s'élève désormais à 7 tonnes par mois, et les prix ont fortement baissé.

Ce résultat est le fruit de l'action de plaidoyer de l'Alliance de la société civile du Mouvement SUN auprès des habitants des sept villages de la municipalité de Suusamy. Ces habitants ont pris conscience de l'importance de préserver leur santé, notamment celle des femmes et des enfants, par la consommation de farine enrichie en fer, en zinc et en acide folique. Cela s'est traduit dans les faits et c'est un résultat important pour cette plateforme composée d'acteurs du secteur public, de la société civile et du secteur privé.

L'APPROCHE CONCRÈTE DE LA NUTRITION MULTISECTORIELLE D'UN CONSULTANT LOCAL DU PROGRAMME MQSUN+ AU TADJIKISTAN



Mutriba Latypova et Gerda Verburg,
Coordinatrice mondiale du Mouvement SUN

Le gouvernement du Tadjikistan a rejoint le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) en septembre 2013. Depuis 2014, le programme MQSUN*, financé par le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID), et qui est devenu le programme MQSUN+, fournit une assistance technique au Tadjikistan pour évaluer les mesures existantes, analyser les lacunes à combler dans le domaine de la nutrition, recenser les principales parties prenantes et, depuis peu de temps, élaborer et rendre opérationnel le Cadre commun de résultats.

Depuis 2017, la consultante nationale du programme MQSUN+, Mutriba Latypova, participe à l'élaboration du CCR. « *Mon rôle en tant que consultante nationale du programme MQSUN+ est d'aider le pays à combler les fossés existants dans le domaine de la nutrition, de partager les connaissances internationales et de fournir un appui pour élaborer un plan national robuste sur le plan technique qui tient compte des expériences, des enseignements et des savoirs internationaux.* »

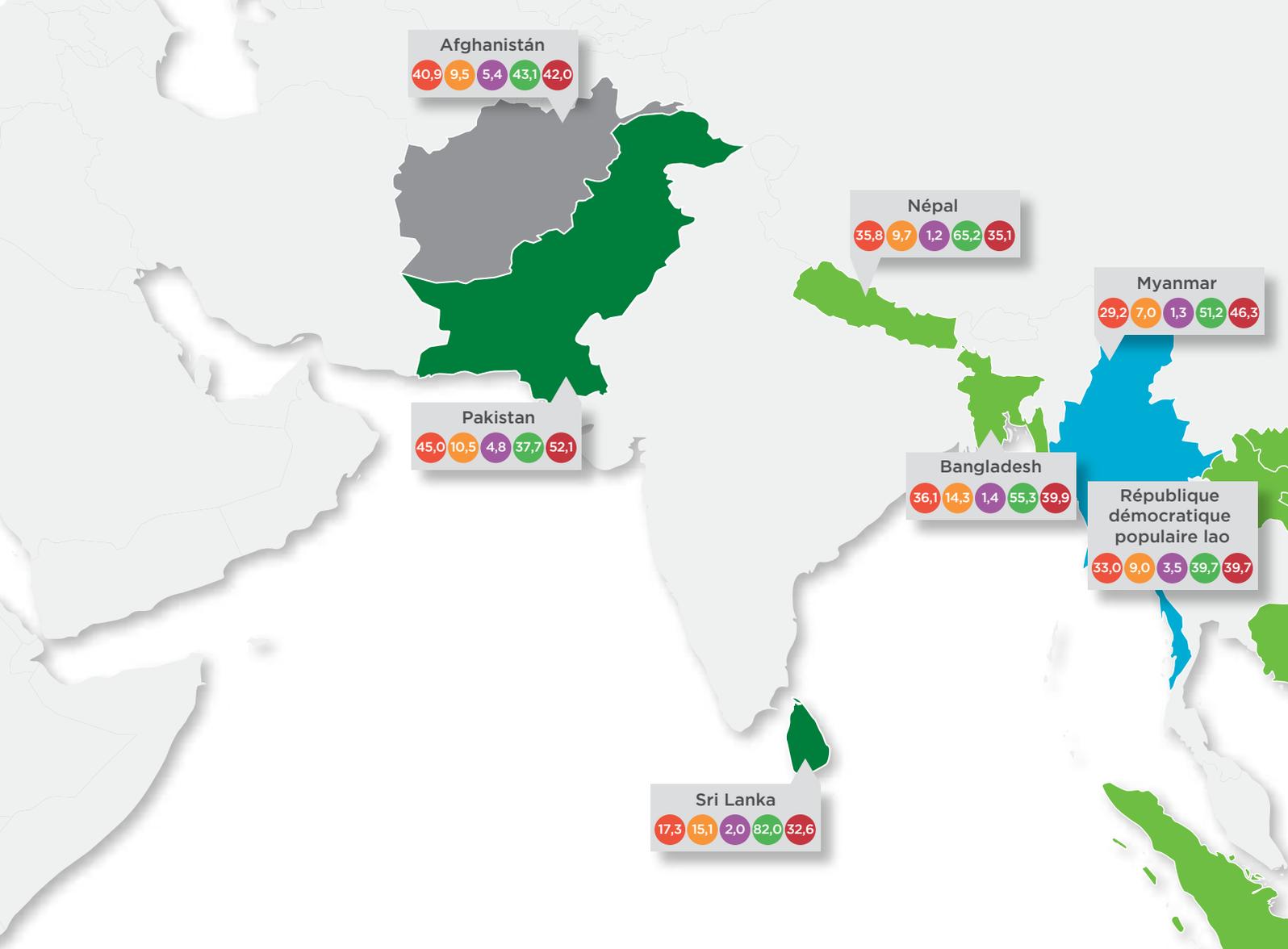
En jouant ce rôle si déterminant sur le plan de l'assistance technique, Mutriba Latypova a pu renforcer ses propres capacités en planification multisectorielle, dans toute sa complexité. « *Professionnellement, je maîtrise désormais mieux la programmation dans le domaine de la nutrition, qu'il s'agisse d'interventions qui sont spécifiques à la nutrition ou qui y contribuent. J'ai appris à travailler avec d'autres consultants et d'autres collègues de mon pays et de l'étranger.* »

Cette expérience a été importante, car elle lui a permis de se perfectionner. Désormais, elle peut aussi continuer de soutenir les efforts déployés dans son pays pour progresser en matière de nutrition. Après cette opération de soutien avec MQSUN+, elle a relevé des progrès constants dans la collaboration multisectorielle dans le domaine de la nutrition, y compris par la création de groupes de travail sectoriel et l'organisation d'un atelier national de plaidoyer. À l'avenir, le pays devrait, selon elle, finaliser le plan de nutrition multisectoriel, renforcer les réseaux et les instances existants et en création, et poursuivre le plaidoyer en faveur de la nutrition dans les principaux secteurs et auprès des principales parties prenantes.

*Le programme MQSUN (« Maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement de la nutrition »), et maintenant MQSUN+ (2016-2020), fournit une assistance technique au DFID, aux pays SUN et au Secrétariat du Mouvement SUN pour stimuler la mise en place de mesures multisectorielles en vue de renforcer les résultats en matière de nutrition.



© UNICEF / Pirozzi



Le renforcement de la nutrition en Asie du sud et du sud-est et dans le Pacifique

INTRODUCTION

La région Asie du sud et du sud-est et du Pacifique se compose de douze pays¹ et de trois États indiens², tous engagés dans le renforcement de la nutrition. Ces pays et ces États ont rejoint le Mouvement SUN à différentes périodes : le Bangladesh est devenu membre en 2010, année du lancement du Mouvement, alors que l'Afghanistan ne l'a rejoint que l'année dernière³.

Douze pays⁴ ont créé une plateforme multi-acteurs et onze des douze pays ont réalisé leur exercice d'évaluation conjointe du Mouvement SUN en 2018. Les scores relatifs aux objectifs stratégiques du

¹ Les pays du Mouvement SUN du sud de l'Asie sont les suivants : Afghanistan, Bangladesh, Népal, Pakistan et Sri Lanka. Les trois États indiens du Jharkhand, du Mahārāshtra et d'Uttar Pradesh sont également membres du Mouvement SUN. Les pays du Mouvement SUN du sud-est de l'Asie sont les suivants : Cambodge, Indonésie, Myanmar, République démocratique populaire lao (RDP lao), Philippines et Viet Nam. La Papouasie-Nouvelle-Guinée est le seul pays du Mouvement SUN qui se trouve dans le Pacifique.

² Veuillez noter que l'analyse ci-après concerne principalement les douze pays et pas les États indiens.

³ Sauf indication contraire, les données présentées dans cette rubrique proviennent de la base de données MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage) du Mouvement SUN. Ces données ont été compilées à partir de diverses sources répertoriées dans le document « SUN MEAL Framework Baseline Document » (Document-cadre MEAL SUN), consultable à l'adresse suivante : http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2017/11/MEALBaseline-Documents_FR_27Oct17.pdf.

⁴ La Papouasie-Nouvelle-Guinée n'a pas encore formalisée sa plateforme multi-acteurs.

LE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION EN ASIE DU SUD ET DU SUD-EST ET DANS LE PACIFIQUE

Situation nutritionnelle

-  Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
-  Allaitement exclusifs des nourrissons de 0-5 mois (%)
-  Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2018)*

-  0 - 25% progrès pondérés
-  26 - 50% progrès pondérés
-  51 - 75% progrès pondérés
-  76 - 100% progrès pondérés
-  pondération non disponible



* Estimations conjointes UNICEF - OMS - Groupe de la Banque mondiale sur la malnutrition infantile, édition 2018 et résultats de l'Évaluation conjointe menée en 2018 par les pays SUN.

Voyez les profils de pays SUN à la fin de ce rapport pour plus d'informations.

Mouvement SUN témoigne d'une hausse importante de la valeur médiane, qui s'élève à 65 % en 2017-2018 alors qu'elle n'était que de 52 % en 2014-2016.

Il est essentiel à l'avenir de lutter contre la sous-nutrition (notamment les retards de croissance et l'émaciation des enfants), tout en empêchant une nouvelle augmentation du surpoids et de l'obésité chez les enfants, les adolescents et les adultes. Il est important de traiter en priorité les inégalités de genre, de garantir les meilleures pratiques possible en matière d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants et d'investir dans la nutrition maternelle. Il convient également de repérer les inégalités dans les pays pour veiller à l'amélioration concrète et effective de la nutrition pour toutes les populations.



© UNICEF / Nybo

APERÇU DE LA NUTRITION ET DES RÉGIMES ALIMENTAIRES TOUT AU LONG DE LA VIE

Bien que cette région enregistre des progrès importants dans certains domaines, l'Asie du sud et du sud-est et le Pacifique se heurtent à des obstacles majeurs.



En dépit des améliorations constatées, les retards de croissance s'élèvent à une valeur médiane de 36 %, soit le pourcentage le plus élevé des régions du Mouvement SUN. La moyenne régionale masque également de fortes disparités des valeurs nationales en matière de retard de croissance : la Papouasie-Nouvelle-Guinée présente la plus forte prévalence dans cette région (près de 50 %) et le Sri Lanka, la prévalence la plus faible (17,3 %). Seul le Bangladesh est sur la bonne voie pour atteindre la cible de l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) en la matière.⁵

LE BANGLADESH EST L'UN DES 9 PAYS SUN BIEN PARTIS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS MONDIAUX EN MATIÈRE DE RETARD DE CROISSANCE



© UNICEF / Brown



Avec un taux de prévalence médian de 9,7 %, l'émaciation infantile reste une priorité majeure, notamment pour les pays d'Asie du sud et du Pacifique. Plusieurs pays de ces deux sous-régions présentent des taux élevés, y compris le Sri Lanka, le Bangladesh et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans neuf pays sur douze sont confrontés à de graves problèmes d'émaciation et de retard de croissance infantiles. Parmi les huit pays disposant de données de suivi des progrès dans la réduction de l'émaciation, seuls le Népal et le Viet Nam ont progressé. Aucun pays de cette région n'est sur la bonne voie pour atteindre la cible en matière d'émaciation de l'AMS, qui est de 3 % à l'horizon 2030.



Certains pays observent une augmentation du surpoids chez les filles et les garçons de moins de cinq ans. Ce « double fardeau » de la malnutrition est plus important dans les pays à revenu intermédiaire. Parmi les pays du Mouvement SUN, l'Indonésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée comptent le plus de filles et de garçons en surpoids (respectivement 12 et 14 %). Cependant, le niveau de prévalence du surpoids infantile de cette région est le moins élevé, avec une valeur médiane de 3 %. Le Bangladesh, le Cambodge, l'Indonésie, le Myanmar et le Népal sont sur la bonne voie pour atteindre la cible de l'AMS dans ce domaine.



En matière d'allaitement, la situation est hétérogène. Bien que la moitié des nouveau-nés soient mis au sein dans l'heure qui suit leur naissance et que 43 % des nourrissons de moins de six mois (en valeur médiane) soient exclusivement allaités, les disparités sont fortes entre les pays qui enregistrent les meilleurs résultats et ceux qui enregistrent les moins bons résultats. En matière de taux d'allaitement exclusif, le Sri Lanka est le pays du Mouvement SUN qui enregistre les meilleurs résultats au niveau mondial (82 %). Bien que le Myanmar et le Sri Lanka soient sur la bonne voie pour atteindre la cible de l'AMS dans le domaine de l'allaitement maternel, les autres pays devront redoubler d'efforts pour atteindre la nouvelle cible établie par l'AMS à 70 % d'ici 2030. Le renforcement de l'allaitement maternel doit ainsi rester une priorité dans cette région.

LE MYANMAR ET LE SRI LANKA SONT BIEN PARTIS POUR ATTEINDRE LA CIBLE MONDIALE EN MATIÈRE D'ALLAITEMENT MATERNEL

⁵ Estimations relatives à la malnutrition infantile UNICEF/OMS/Groupe de la Banque mondiale, (2018). Niveaux et tendances de la malnutrition infantile : résultats clés de l'édition 2018. À consulter sur : <http://www.who.int/nutgrowthdb/2018-jme-brochure.pdf?ua=1> [consulté en octobre 2018]. Les progrès en matière de retard de croissance de quatre pays de la région ne sont pas disponibles (Afghanistan, RDP lao, Pakistan et Papouasie-Nouvelle-Guinée). Les Philippines n'ont accompli aucun progrès d'après les dernières données disponibles (2015).



Si le Bangladesh, le Népal et les Philippines progressent en matière de réduction de l'anémie chez les femmes en âge de procréer, les autres pays sont plus lents. Les femmes de cette région sont fortement touchées par l'anémie : la part des femmes enceintes anémiées s'élève à 43 % selon les estimations, et celle des femmes anémiées en âge de procréer mais non enceintes, à près de 38 %. Cependant, cette région est la plus couverte en valeur médiane au sein du Mouvement SUN : 47 % des femmes déclarent avoir reçu au moins 90 comprimés de fer au cours de leur dernière grossesse. Pour améliorer les résultats, il est nécessaire de mettre l'accent sur l'accès aux soins prénataux des femmes, notamment sur la supplémentation en micronutriments à un stade précoce lors de la grossesse et en quantité suffisante tout au long de cette période.



Parmi toutes les régions du Mouvement SUN, la région Asie du sud et du sud-est et du Pacifique enregistre le taux de prévalence d'adolescents et d'adultes avec une insuffisance pondérale le plus élevé. Les chiffres relatifs aux adolescents (filles et garçons) présentant une insuffisance pondérale (respectivement 10 et 16 % en valeur médiane) sont restés constants. Cependant, on observe une hausse notable du surpoids et de l'obésité chez les adolescentes (de 4 à 9 % en valeur médiane) et chez les adolescents (de 3 à 12 % en valeur médiane) entre 2010 et 2016. Dans cette région, le niveau de surpoids et d'obésité est identique chez les adolescentes et les adolescents, caractéristique spécifique que l'on ne retrouve pas dans les autres régions du Mouvement, où les chiffres sont généralement plus élevés chez les adolescentes. Chez les adultes, l'insuffisance pondérale continuait de toucher 14 % des femmes et 15 % des hommes en 2016 (un pourcentage légèrement inférieur aux estimations de 2000 qui s'élevaient respectivement à 19 et 20 %), tandis que la prévalence médiane du surpoids et de l'obésité a augmenté d'environ 10 points de pourcentage chez les femmes et les hommes. Actuellement, 29 % des femmes et 21 % des hommes (en valeur médiane) sont considérés en surpoids ou obèses.



Les pratiques inadéquates en matière d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants contribuent grandement au niveau élevé de prévalence de la sous-nutrition et de carences en micronutriments. Bien que des progrès aient été observés dans le domaine de l'allaitement exclusif au cours de la période critique entre 6 et 23 mois, seul 1 enfant sur 4 bénéficie d'un régime alimentaire minimal acceptable (valeur médiane de 27 % dans 8 pays ayant des données disponibles) et 2 enfants sur 5 bénéficient d'une diversité alimentaire minimale (valeur médiane de 40 % dans 9 pays ayant des données disponibles). L'écart entre les plus riches et les plus pauvres est particulièrement important dans cette région, où 28 % des enfants des foyers les plus pauvres bénéficient d'une diversité alimentaire minimale, alors qu'ils sont 52 % des enfants des foyers les plus riches. Des progrès encourageants ont été observés au Népal et au Cambodge entre 2010 et 2016 en matière d'amélioration des pratiques d'alimentation d'appoint⁶. D'après les données du Bangladesh, du Cambodge, du Myanmar et du Népal, plus de la moitié des enfants de moins de cinq ans sont anémiés (valeur comprise entre 51 et 58 %).



Alors que plus des deux tiers des ménages consomment du sel iodé (valeur médiane de 69 %), la couverture nationale de cette intervention essentielle en matière de nutrition présente des écarts importants (entre 52 et 95 %). L'apport en iode chez les femmes, les hommes et leur famille semble adapté dans tous les pays SUN, à l'exception du Viet Nam. La législation encourageant la consommation de sel iodé est essentielle dans ce contexte⁷.



Selon des estimations, 486 millions de personnes sont sous-alimentées dans l'ensemble de cette région (pays SUN et autres pays inclus) et peu de progrès ont été accomplis au cours des deux dernières années⁸. La prévalence de la sous-nutrition a sensiblement augmenté en Afghanistan, au Cambodge et aux Philippines entre 2000 et 2016. En 2016, ces trois pays enregistraient le niveau de prévalence le plus élevé de la région en matière d'insécurité alimentaire sévère (respectivement 16, 14 et 13 %). Cette région rencontre différentes difficultés qui ont des effets sur l'insécurité alimentaire, dont les catastrophes naturelles telles que l'exposition aux typhons, aux tremblements de terre et aux inondations, et les autres risques humanitaires. Cinq pays de la région présentent des contextes de risque humanitaire élevé (les risques sont très élevés en Afghanistan et au Myanmar).

⁶ D'après l'analyse de la base de données mondiale sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants de l'UNICEF, le pourcentage d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui ont bénéficié d'un régime alimentaire minimal acceptable a augmenté de 24 à 36 % au Népal (entre 2011 et 2016) et de 24 à 30 % au Cambodge (entre 2010 et 2014). Le pourcentage d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui ont bénéficié d'une diversité alimentaire minimale a augmenté de 27 à 45 % au Népal et de 30 à 40 % au Cambodge.

⁷ Iodine Global Network, (2018). « Iodine deficiency comes back to Vietnam. » À consulter sur : <http://www.ign.org/p142003459.html> [consulté en novembre 2018].

⁸ FAO, (2018). « Asia and the Pacific Regional Overview of Food Security and Nutrition 2018 - Accelerating progress towards the SDGs. » À consulter sur : <http://www.fao.org/3/CA0950EN/CA0950EN.pdf> [consulté en octobre 2018].



BIŁAN SUR LES OBJECTIFS DE D'VELOPPEMENT DURABLE : FACTEURS ET MARQUEURS D'UNE BONNE NUTRITION

Dix pays figurent au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et deux font partie des pays à faible revenu. D'après les données de 2016, tous les pays enregistrent une croissance économique positive, avec une croissance moyenne annuelle du PIB de 5 % par habitant. Le taux de pauvreté médian dans la région s'élève à 7,5 %. La couverture des programmes de protection sociale, qui sont des outils importants de lutte contre la pauvreté et les inégalités, varie également énormément dans cette région, avec des valeurs extrêmes comprises entre 3 et 49 % (26 % de valeur médiane).

La valeur médiane du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a diminué de façon constante, en passant de 47,5 décès pour 1 000 naissances en 2010 à 33 en 2017. Cependant, une nouvelle étude révèle que ce taux est environ 2,5 fois plus élevé chez les filles et les garçons les plus pauvres que chez les plus riches. Parmi toutes les régions composées de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, il s'agit du niveau d'inégalité le plus élevé⁹. Parmi les adultes de cette région, le taux de mortalité attribué aux maladies non transmissibles est étroitement associé aux niveaux de surpoids et d'obésité, ce qui souligne l'importance de mesures immédiates pour éviter une nouvelle hausse du surpoids et de l'obésité dans toutes les tranches d'âge.

À l'exception de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la plupart des pays enregistrent des progrès satisfaisants dans l'atteinte des cibles relatives à l'eau et près de la moitié ont atteint la cible des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) fixée pour 2015 en matière d'assainissement. On constate néanmoins dans cette région un lien explicite entre les faibles niveaux d'accès de la population aux services d'assainissement de base et les niveaux de prévalence plus élevés de diarrhée infantile, facteur qui contribue à la sous-nutrition.

La situation des femmes et des filles varie d'un pays à l'autre dans cette région. En Afghanistan, au Bangladesh, en RDP lao et au Népal, plus d'un tiers des filles sont mariées ou vivent en concubinage avant l'âge de 18 ans. En Afghanistan, au Cambodge, au Pakistan et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, seuls 35 à 41 % des filles sont inscrites dans un établissement d'enseignement secondaire. D'après l'indice de disparité entre les sexes du Forum économique mondial, le score de l'Asie du sud, en tant que sous-région, est le plus faible puisque la disparité moyenne restante se situe à 34 %¹⁰. Cela dit, l'Asie du sud a également enregistré les progrès les plus rapides dans la réduction de cette disparité par rapport aux autres régions du monde. Les Philippines figurent dans le classement mondial des dix pays avec les meilleurs résultats. Ce pays a réduit dans l'ensemble plus de 79 % de l'inégalité femmes-hommes et a atteint l'égalité totale dans le domaine de l'éducation. Le Myanmar (qui occupe la 83e place de ce classement auquel il participe pour la première fois) a réduit cette disparité dans les établissements d'enseignement secondaire et tertiaire au cours de la période ici visée.

⁹ Chao et al., (2018). « National and regional under-5 mortality rate by economic status for low-income and middle-income countries: a systematic assessment. » Lancet Global Health; 6: e535-47. À consulter sur : <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2018/09/National-and-regional-U5MR.pdf> [consulté en octobre 2018].

¹⁰ Forum économique mondial, (2017). « The Global Gender Gap Report 2017. » À consulter sur : <https://www.weforum.org/reports/the-global-gender-gap-report-2017> [consulté en novembre 2018].

ATTEINDRE LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MOUVEMENT SUN

En 2018, onze pays sur douze¹¹ ont entrepris l'exercice d'évaluation conjointe du Mouvement SUN en réunissant les différentes parties prenantes. L'Afghanistan, le dernier pays à rejoindre le Mouvement, a effectué une étude de référence pour déterminer le statu quo. La présente rubrique expose une partie des résultats relatifs aux enjeux et aux progrès accomplis dans ces pays.



DÉVELOPPER ET MAINTENIR UN ENVIRONNEMENT POLITIQUE FAVORABLE

Onze pays sur douze ont mis en place des plateformes multi-acteurs fonctionnelles, ce qui montre l'engagement national en faveur de l'approche du Mouvement SUN. Ces plateformes opèrent de manière décentralisée dans sept pays, et l'Afghanistan et le Viet Nam entreprennent actuellement cette décentralisation.

Tous les pays ont des points focaux SUN, qui travaillent à différents niveaux, y compris au sein du bureau du Chef de l'exécutif en Afghanistan, du Bureau du Premier ministre au Cambodge et du Bureau du Président au Sri Lanka. Au Bangladesh, en République démocratique populaire lao, au Myanmar et au Viet Nam, les points focaux travaillent au sein des Ministères de la santé.

Dans cette région, les plateformes multi-acteurs opèrent à plusieurs niveaux pour veiller à ce que les parties prenantes adéquates recueillent des résultats sur la nutrition au niveau national. La visibilité et la présence des alliances de la société civile SUN se développent, puisque huit pays déclarent avoir mis en place des alliances élargies et deux pays viennent de lancer leurs propres alliances¹². Tous les pays ont mis en place des réseaux de donateurs du Mouvement SUN et des réseaux des Nations Unies pour le SUN. Neuf pays déclarent collaborer avec des entreprises privées et l'Indonésie, le Pakistan, le Bangladesh et la République démocratique populaire lao ont officiellement lancé leur réseau du secteur privé SUN. Ces réseaux sont en cours de formation au Myanmar, au Viet Nam et au Sri Lanka.

Neuf pays sur douze déclarent travailler avec des universitaires pour consolider le corpus de travaux de recherche afin d'agir en matière de politiques et de programmes, et neuf pays travaillent avec les médias sur les thèmes de la nutrition et des régimes alimentaires, démarche essentielle pour toucher à la fois les ménages et les décideurs politiques. Il est primordial que des acteurs plaident en faveur de la nutrition pour que le combat en la matière, livré au nom de toute la population, reste une priorité politique globale. Sept pays font état à cette fin de collaborations avec des parlementaires et des ambassadeurs de la nutrition.



Lors du Rassemblement mondial du Mouvement SUN 2017, deux personnages éminents ont vu leurs efforts récompensés par le Prix des ambassadeurs de la nutrition : l'Honorable Mme Saira Iftikhar, membre du Parlement du Pakistan, et l'Honorable Prof. Geeta Bhakta Joshi, ancien membre de la Commission nationale de planification du



Népal qui a contribué à placer la nutrition au premier plan de la politique de développement national.



¹¹ La Papouasie-Nouvelle-Guinée est le seul pays de la région qui n'a pas effectué l'évaluation conjointe 2018. Le Jharkhand, le Mahārāshtra et l'Uttar Pradesh n'ont pas effectué d'évaluation conjointe.

¹² L'Afghanistan et le Viet Nam n'ont toujours pas créé de réseaux de la société civile SUN.



HIÉRARCHISER ET INSTITUTIONNALISER LES MESURES EFFICACES QUI CONTRIBUENT À UNE BONNE NUTRITION

Les politiques, les lois et les mesures pilotées par les gouvernements sont essentielles au renforcement de la nutrition. La région Asie du sud et du sud-est et du Pacifique établit lentement mais sûrement un cadre législatif et politique cohérent pour améliorer la situation.



Le Népal et les Philippines protègent de manière explicite le droit à une alimentation adéquate dans leurs constitutions, tandis que la Constitution indonésienne garantit ce droit de manière implicite, à travers des droits de l'homme élargis.



Dans cette région, on observe une tendance à aligner les plans nationaux de nutrition sur les cibles internationales pertinentes en matière de nutrition et les objectifs de développement durable (ODD). Au Népal, le plan de nutrition multisectoriel était composé de cibles intégrées des ODD et de l'AMS. Cette région figure en haut du tableau au sein du Mouvement en ce qui concerne l'inclusion des cibles de l'AMS dans les plans nationaux de nutrition.



Il est essentiel de faire entrer en vigueur une législation sur la protection de la maternité, de l'élargir à toutes les femmes et de veiller à sa mise en œuvre, en y incluant des congés payés et un nombre adéquat de pauses d'allaitement, pour que les femmes qui travaillent puissent élever une famille en bonne santé et bien nourrie. Le Bangladesh et le Viet Nam ont mis en place un système complet de protection de la maternité et six pays ont adopté une législation partielle pour protéger les mères au travail. Aucun pays de cette région n'a ratifié la Convention n° 183 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la protection de la maternité (2000). Tous les pays ont mis en place une législation pour lutter contre la commercialisation inappropriée de substituts du lait maternel et sept pays ont adopté des dispositions législatives complètes conformes au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel¹³. La mise en œuvre de l'initiative Hôpitaux amis des bébés pose de nombreuses difficultés. Selon des données de dix pays SUN de cette région, 12 %, en valeur médiane, des centres de soins de santé et des services de maternité sont considérés comme des établissements accueillants pour les bébés¹⁴.



Aucun pays de la région n'a mis en place de politiques pour réduire les effets de la commercialisation des boissons et des aliments sur les enfants. Cette approche est particulièrement importante pour freiner la hausse du surpoids et de l'obésité infantiles.

LE MAHARASHTRA A MIS EN PLACE UN PROGRAMME DE REPAS DE MIDI CONFORME AU PROGRAMME NATIONAL DE NUTRITION POUR ACCROÎTRE LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE ET AMÉLIORER LA SANTÉ DES ENFANTS

¹³ Trois pays ont adopté de nombreuses dispositions conformes avec le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et deux pays n'ont mis en place que peu de dispositions.

¹⁴ OMS, (2017). Mise en œuvre de l'initiative Hôpitaux amis des bébés dans les pays. À consulter sur : <http://www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/bfhi-national-implementation2017/fr/> [consulté en novembre 2018].



METTRE EN ŒUVRE DES MESURES EFFICACES ALIGNÉES SUR DES RÉSULTATS COMMUNS

Tous les pays ont élaboré ou élaborent un Cadre commun de résultats (CCR). Tous les CCR actifs de la région incluent des interventions qui sont spécifiques à la nutrition et qui y contribuent. Ils sont aussi assortis de plans d'action et de cadres de suivi et d'évaluation.

La région a fait des pas de géant dans l'intégration du surpoids et de l'obésité aux plans de développement national. En Indonésie, les réseaux SUN aident à définir les priorités nationales, y contribuent et y participent, et veillent à ce que la nutrition y soit incluse, au-delà du plan d'activités annuel du gouvernement de 2019 et du plan de développement national à moyen terme (2015-2019).

Les pays soulignent que les plans nationaux de nutrition sont élaborés pour opérer à l'échelle infranationale et visent ce niveau d'intervention. Il existe un suivi à cette échelle et la couverture et les enquêtes de santé devraient être renforcées pour améliorer la compréhension des avancées communes. Certains intervenants ont souligné la nécessité de renforcer les liens nationaux ou les collaborations aux échelles nationale et infranationale.

La région présente de bons résultats dans la mise en place de systèmes d'information pour la nutrition. Le système national de surveillance de la nutrition du Viet Nam a contribué à éclairer la planification et le suivi des progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs définis dans le plan d'action national. Les profils provinciaux tirés des enquêtes annuelles ont permis une meilleure sensibilisation des gouvernements provinciaux à l'égard des taux de malnutrition infantile et des pratiques d'alimentation.



UTILISER EFFICACEMENT ET AUGMENTER CONSIDÉRABLEMENT LES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LA NUTRITION

De nombreux mécanismes sont en place dans cette région pour effectuer le suivi et faciliter le financement de la nutrition. Seul le Viet Nam a pris part à l'exercice d'analyse budgétaire 2018 du Mouvement SUN (après l'avoir également entrepris en 2015 et en 2016).

Tous les pays ont chiffré ou chiffrent actuellement leur Cadre commun de résultats (CCR). Neuf pays sur onze procèdent à l'estimation des déficits de financement, qui seront comblés par les gouvernements, des donateurs ou des partenaires extérieurs ou encore des acteurs non gouvernementaux. Neuf pays ont constaté des concordances entre les donateurs et le CCR.

Beaucoup de pays ont fait état d'une augmentation des fonds disponibles et des dépenses publiques consacrées à la nutrition, ce qui indique, on l'espère, que la nutrition est de plus en plus reconnue comme une priorité. Dans de nombreux cas, les dépenses en matière de nutrition sont intégrées aux plans et aux budgets nationaux. Des mécanismes de suivi et d'évaluation pour financer les activités existent déjà, mais ils gagneraient à être renforcés.

Des données concernant les dépenses budgétaires nationales de 2016 dans le domaine de la nutrition sont disponibles pour sept pays. Ces gouvernements ont prévu un budget médian de 7,40 dollars US par enfant de moins de cinq ans dans le cadre d'interventions spécifiques à la nutrition en 2016, soit le deuxième montant le plus élevé des régions du Mouvement SUN. Cependant, selon les estimations, le ratio des dépenses entre dépenses spécifiques à la nutrition et dépenses y contribuant serait seulement de 5,5 % (en valeur médiane). Cela peut être lié à la fois à l'absence d'interventions et de programmes en matière de nutrition dans les budgets nationaux, et à la difficulté inhérente de suivre les activités spécifiques à la nutrition lorsqu'elles sont intégrées dans des programmes sectoriels.

L'analyse du financement des donateurs dans le domaine de la nutrition met en évidence des tendances encourageantes dans la région dans son ensemble, avec une hausse des dépenses moyennes consacrées aux enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance de 8,80 dollars US en 2013 à 14,30 dollars US en 2015. Les dépenses des donateurs par enfant de moins de cinq ans pour des interventions à fortes retombées spécifiques à la nutrition ont également augmenté, passant de 0,80 dollar US en 2013 à 1,88 dollar US en 2015. Cependant, le ratio de dépenses des donateurs entre les interventions spécifiques à la nutrition et les interventions y contribuant a diminué, chutant de 69 % en 2013 à 30 % en 2015.



LA MARCHÉ À SUIVRE : ACCÉLÉRER LES PROGRÈS

La région Asie du sud et du sud-est et du Pacifique développe clairement de nombreuses approches multisectorielles et multi-acteurs pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes et à l'échelle infranationale, ce qui est de bon augure. Les collaborations entre les secteurs et les acteurs sont de plus en plus fréquentes dans les pays, en appui des plans et des programmes pilotés par les gouvernements avec le soutien des donateurs. De nombreux pays ont encore beaucoup d'obstacles à surmonter pour ne laisser personne de côté et garantir l'atteinte des cibles mondiales en matière de nutrition, y compris les cibles de l'AMS à l'horizon 2030. Ils doivent notamment lutter contre la sous-nutrition généralisée dans la région, tout en empêchant la hausse du surpoids et de l'obésité. Ces défis concernent toutes les tranches d'âge : les jeunes enfants, les adolescents et les adultes. La réduction de la sous-nutrition infantile nécessite des mesures d'amélioration de la nutrition maternelle, de la qualité et de la quantité des régimes alimentaires des jeunes enfants ainsi que des conditions d'assainissement et d'hygiène dans lesquelles vivent les familles. Aucun pays de la région n'a pleinement adopté de politiques en matière de régime alimentaire équilibré. Il s'agit donc d'un domaine clé à renforcer à l'avenir. Il sera essentiel de veiller à l'autonomisation des femmes et des filles et à l'égalité des sexes pour inscrire les progrès dans la durée et garantir un niveau de nutrition satisfaisant en Asie du sud, du sud-est et dans le Pacifique.



share YOUR STORY

RENFORCEMENT DE LA NUTRITION EN ASIE DU SUD ET DU SUD-EST ET DANS LE PACIFIQUE : RÉCITS DE TRANSFORMATIONS

UN RÔLE À JOUER POUR LES ENTREPRISES : LA RDP LAO LANCE UN RÉSEAU DU SECTEUR PRIVÉ

Les entreprises occupent une place centrale au niveau local et elles peuvent jouer un rôle dans la lutte contre la malnutrition, lorsque cela s'avère nécessaire. Pour mettre l'accent sur la sécurité alimentaire et la réduction des niveaux de malnutrition, la RDP lao a lancé son Réseau du secteur privé SUN en juin 2018.

Au total, 220 participants et 19 entreprises ont adhéré à cette nouvelle initiative. Ce réseau offrira une plateforme unique aux entreprises pour améliorer localement l'accès aux services, aux produits et aux aliments nutritifs, ainsi que leur disponibilité. Il a pour objectif d'inciter les entreprises à investir dans la nutrition et dans des activités durables, en rejoignant le réseau sans frais d'adhésion. Les entreprises ont alors accès aux événements de mise en réseau, aux actualités sur la nutrition, aux ateliers, aux annonces sur les forums internationaux, et peuvent prendre part aux programmes de RSE.

« Les entreprises reconnaissent de plus en plus que la nutrition est étroitement liée à la croissance des activités et que la malnutrition a des effets importants sur le développement économique, la productivité et le rendement », a déclaré S.E. M. Leo Faber, ambassadeur de l'Union européenne en RDP lao.

Les activités d'apprentissage réunissant différents pays ont débuté par la rencontre de délégués du Réseau du secteur privé SUN du Laos et de membres de l'équipe mondiale du réseau du secteur privé (Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition et Programme alimentaire mondial) ainsi que de représentants du Bangladesh et du Sri Lanka.

Cette structure solide incite les entreprises à contribuer aux efforts en matière de nutrition et pose les bases de nouveaux projets et de nouveaux partenariats.



© UNICEF / Nafar



© UNICEF / Le Moyné

PASSER À LA VITESSE SUPÉRIEURE POUR DÉVELOPPER L'ALLAITEMENT MATERNEL AU MYANMAR

Le Myanmar met en œuvre un projet « Becoming Breastfeeding Friendly (BBF) » avec le soutien de l'Université de Yale. Ce programme s'appuie sur un modèle d'allaitement en plusieurs volets. Il est assorti d'une boîte à outils fondée sur des éléments probants, conçue pour faciliter la création et le suivi de programmes à grande échelle, coordonnés et multisectoriels, la promotion nationale de l'allaitement maternel.

Ce modèle comporte huit « volets » (plaidoyer, volonté politique, législation et politiques, financement et ressources, formation et exécution des programmes, promotion, recherche et évaluation, et coordination, objectifs et suivi) qui doivent être opérationnels et cohérents pour améliorer les programmes nationaux d'allaitement maternel à grande échelle. Il nécessite la formation d'un groupe de travail national composé d'experts de différents domaines pour déterminer les lacunes, évaluer les « volets » et fournir des recommandations politiques.

Ce modèle est une initiative conjointe : le groupe de travail national est composé de représentants de ministères gouvernementaux, d'agences de l'ONU, d'organisations de la société civile et d'un parlementaire. Le groupe de travail est présidé par M. May Khin Than, directeur du Centre national de nutrition (CNN), du Ministère de la santé et des sports et coprésidé par Mme Swe Le Mar, directrice adjointe du CNN et M. Soe Nyi Nyi, conseiller en matière de plaidoyer pour la nutrition du Secrétariat de l'Alliance de la société civile SUN au Myanmar (dont le bureau est partagé avec Save the Children).

Pour l'Alliance de la société civile et la plateforme multi-acteurs, le modèle est très important, car il offre une formidable occasion d'informer le gouvernement sur le moyen de renforcer les politiques pour garantir la promotion, la protection et le soutien de l'allaitement maternel au Myanmar.

ATTEINDRE LES ODD PAR L'ÉCHANGE, L'APPRENTISSAGE ET LA COOPÉRATION SUD-SUD : VISITE AU BANGLADESH DE MEMBRES DE L'AGENDA DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION EN AFGHANISTAN



En 2018, une délégation de haut niveau composée de douze membres de l'Agenda de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afghanistan (AFSeN-A) s'est déplacée au Bangladesh pour s'informer sur la gouvernance et la coordination multisectorielles et multi-acteurs dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire. La délégation, présidée par Son Excellence Nasrullah Arsalai, directeur général du secrétariat du Conseil des ministres afghan et point focal SUN, a passé cinq jours au Bangladesh pour s'enrichir de l'expérience du pays dans le renforcement des cadres des politiques, des

investissements, de suivi et de gouvernance dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire, en vue de l'appliquer de retour en Afghanistan. Ce voyage d'études sur la coopération Sud-Sud a été mené dans le cadre de l'initiative conjointe FAO-Union européenne sur le programme FIRST (*Food and Nutrition Security, Impact, Resilience, Sustainability and Transformation*).

Reconnaissant l'importance de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, le gouvernement afghan a lancé l'AFSeN-A en octobre 2017, après avoir rejoint le Mouvement SUN, « pour veiller à ce qu'aucun Afghan ne souffre de la faim et que toute la population soit constamment bien nourrie ».

Le Bangladesh a été sélectionné pour ce voyage d'études, car il a élaboré une approche inclusive et un mécanisme de coordination multisectoriel dans le domaine de la nutrition et de la sécurité alimentaire qui impliquent l'ensemble des parties prenantes à tous les niveaux. L'équipe a visité seize institutions différentes, y compris des instituts de recherche, des départements et des ministères, des autorités et des universités, où ses membres ont été informés directement des progrès accomplis par le pays dans différents secteurs. L'accent a été mis sur certaines initiatives clés qui pourraient être appliquées avec succès en Afghanistan, telles qu'une agriculture au service de la nutrition et tenant compte du climat, l'enrichissement et le bio-enrichissement, les programmes ciblant les personnes vulnérables, le développement de pesticides respectueux de l'environnement et de variétés de cultures résistant aux conditions difficiles, et la création de technologies locales pour aider les exploitants agricoles.

À la fin de la visite, la délégation a formulé une série de conclusions qui fournira aux responsables et aux décideurs politiques des éléments approfondis sur les moyens d'améliorer les activités liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition en Afghanistan. Ces éléments conduiront à l'élaboration d'un plan de coopération dans ce domaine entre les deux pays.



© UNICEF / Rich



Renforcer la nutrition en Amérique Latine et dans les Caraïbes

INTRODUCTION

Le Mouvement SUN compte quatre pays membres en Amérique latine (le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala et le Pérou) et un dans les Caraïbes (Haïti). L'engagement de la région à renforcer la nutrition ne fait aucun doute, le Guatemala et le Pérou figurant parmi les premiers pays à avoir rallié le Mouvement SUN, suivis par les trois autres entre 2011 et 2014¹.

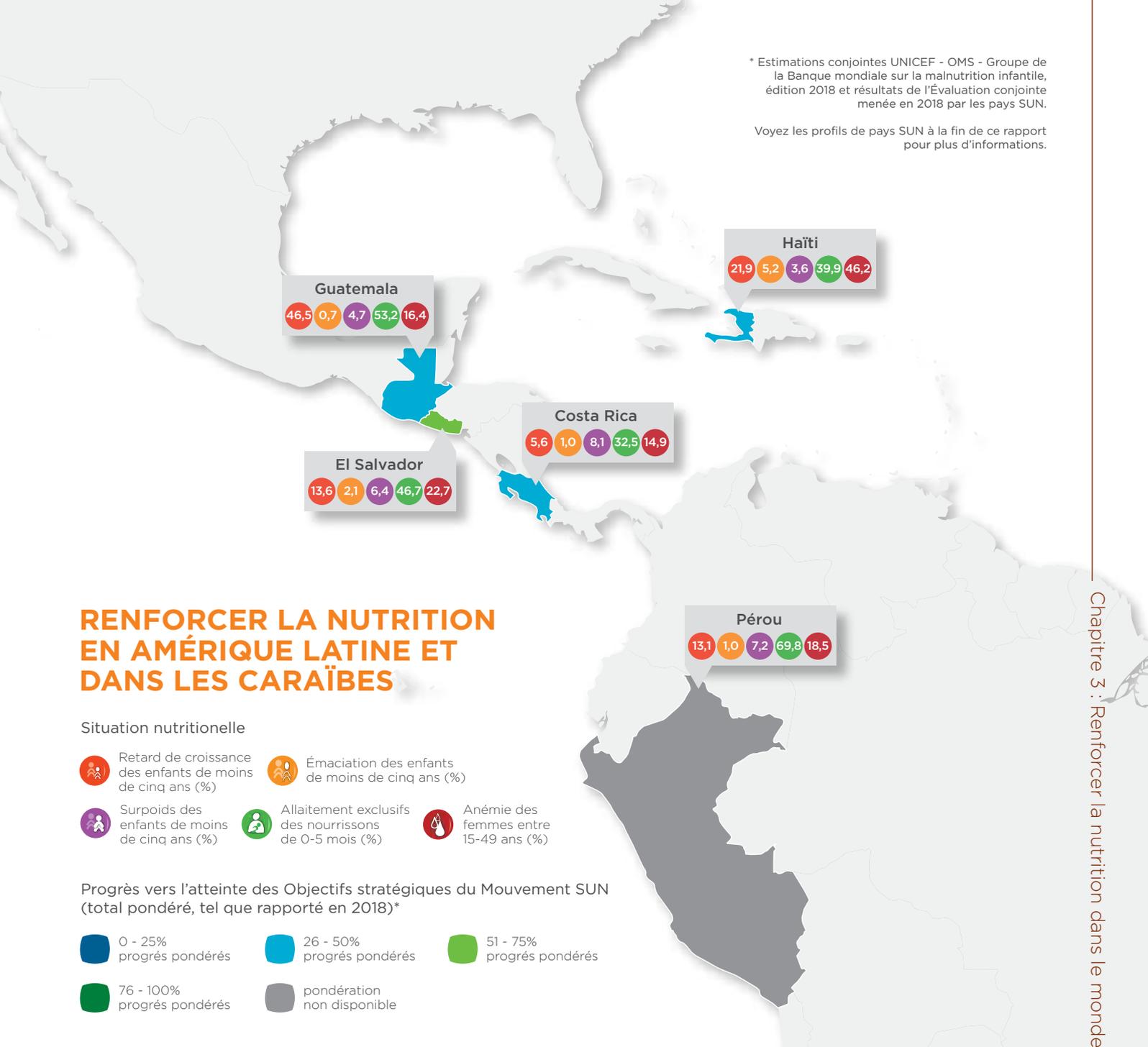
Ces cinq pays s'inscrivent dans des contextes historiques, géographiques et économiques extrêmement divers. Leur classification varie de « pays à faible revenu » à « pays à revenu intermédiaire supérieur » et leur niveau d'exposition au risque de catastrophes et de crises humanitaires va de « faible » à « très élevé ». Cependant, cette région se retrouve unie dans ses efforts de réduction de toutes les formes de malnutrition à travers des approches multisectorielles. Tous les pays de la région ont mis sur pied une plateforme multi-acteurs et quatre pays sur cinq ont entrepris leur évaluation conjointe SUN en 2018². Les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs stratégiques du Mouvement SUN perdurent depuis 2016.

¹ Sauf indication contraire, les données présentées dans cette section proviennent de la base de données du Système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (MEAL) du Mouvement SUN. Ces données ont été compilées à partir de diverses sources, comme indiqué dans le document de base sur le cadre général du Système MEAL du Mouvement SUN, disponible à l'adresse suivante : http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2017/11/MEALBaseline Document_FR_27Oct17.pdf

² En 2018, tous les pays de la région, à l'exception du Pérou, ont mené leur évaluation conjointe SUN.

* Estimations conjointes UNICEF - OMS - Groupe de la Banque mondiale sur la malnutrition infantile, édition 2018 et résultats de l'Évaluation conjointe menée en 2018 par les pays SUN.

Voyez les profils de pays SUN à la fin de ce rapport pour plus d'informations.



RENFORCER LA NUTRITION EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Situation nutritionnelle

- Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans (%)
- Émaciation des enfants de moins de cinq ans (%)
- Surpoids des enfants de moins de cinq ans (%)
- Allaitement exclusifs des nourrissons de 0-5 mois (%)
- Anémie des femmes entre 15-49 ans (%)

Progrès vers l'atteinte des Objectifs stratégiques du Mouvement SUN (total pondéré, tel que rapporté en 2018)*

- 0 - 25% progrès pondérés
- 26 - 50% progrès pondérés
- 51 - 75% progrès pondérés
- 76 - 100% progrès pondérés
- pondération non disponible

À l'avenir, des mesures accélérées seront nécessaires pour endiguer la progression du surpoids, de l'obésité et de la sous-nutrition et pour garantir une bonne santé et une alimentation de qualité à toutes les futures générations de femmes et d'hommes ainsi qu'à leurs familles.



© UNICEF / UN0145894 / Vlica

APERÇU DE LA NUTRITION ET DES RÉGIMES ALIMENTAIRES AU LONG DE LA VIE



Le statut nutritionnel des filles et des garçons de moins de cinq ans varie d'un pays à l'autre dans la région Amérique latine et Caraïbes. Les taux de retard de croissance au Costa Rica, au El Salvador et au Pérou figurent parmi les plus bas du Mouvement SUN (moins de 15 %), mais restent élevés en Haïti (22 %) et très élevés au Guatemala (46 % des enfants).

EL SALVADOR ET LE PÉROU SONT 2 DES 6 PAYS SUR LE POINT D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS EN MATIÈRE DE RETARDS DE CROISSANCE ET D'ÉMACIATION



Les taux d'émaciation infantile sont peu élevés dans la région, puisque la prévalence d'enfants émaciés est inférieure ou égale à 1 % au Costa Rica, au Guatemala et au Pérou. La prévalence de l'émaciation est plus importante au El Salvador et en Haïti, lesquels affichent aujourd'hui respectivement des taux de 2,1 % et 5,2 %. Toutefois, El Salvador comme le Pérou sont en passe d'atteindre les objectifs fixés par l'Assemblée mondiale de la Santé, concernant à la fois le retard de croissance et l'émaciation.



Une des particularités de cette région tient à l'augmentation notable du nombre d'enfants en surpoids - Haïti faisant toujours figure d'exception régionale car la sous-nutrition y reste le principal problème. Dans les pays d'Amérique latine, le pourcentage de filles et de garçons en surpoids oscille entre 5 et 8 %, dépassant la cible de l'Assemblée mondiale de la Santé qui vise à ramener et à stabiliser la surcharge pondérale de l'enfant sous les 3 % d'ici 2030.

« BIEN QUE LES EFFORTS ENGAGÉS CONTRE LA SOUS-NUTRITION [EN AMÉRIQUE LATINE] AIENT PERMIS DES AMÉLIORATIONS NOTABLES, L'OBÉSITÉ INFANTILE AUGMENTE DU FAIT DE RÉGIMES PRIVILÉGIANT DES ALIMENTS À FORT TENEUR EN ÉNERGIE, MAIS PEU NUTRITIFS, ET DE L'ADOPTION D'UN MODE DE VIE SÉDENTAIRE. »³



Près de la moitié des nourrissons de moins de cinq mois sont exclusivement nourris au lait maternel (la médiane est de 47 %). En cela, le Pérou est le pays le plus performant de la région, avec un taux d'allaitement maternel exclusif de 69,8 %⁴, suivi du Guatemala (53,2 %) et du El Salvador (46,7 %). En Haïti et au Costa Rica, les taux d'allaitement exclusif sont respectivement de 39,9 % et 32,5 %. La promotion de l'allaitement des nourrissons dans ces pays en particulier devient donc une priorité. Près de la moitié des nourrissons (la médiane est de 55 %) sont allaités dans l'heure qui suit l'accouchement (ce taux varie entre 42 et 63 %). On observe toutefois que les ménages les plus riches et ceux vivant en milieu urbain sont moins susceptibles de commencer tôt l'allaitement maternel. Les pays SUN de cette région affichent également de bons résultats concernant la poursuite de l'allaitement jusqu'au premier anniversaire de l'enfant. Le Guatemala affiche un taux exceptionnellement élevé en la matière, à 85,3 %, suivi du Pérou (79,6 %) puis d'Haïti (76,9 %).

³ Corvalan et al., (2017). « Nutrition status of children in Latin America » Obesity Reviews 18 (Suppl. 2), pp. 7-18.

⁴ Organisation mondiale de la Santé (OMS), (2018). Enabling women to breastfeed through better policies and programmes: Global breastfeeding scorecard 2018. Disponible à l'adresse suivante (en anglais) : <http://www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/global-bf-scorecard-2018/en>.



Tous les pays sont confrontés au problème de l'anémie des femmes : le taux médian de femmes enceintes touchées par cette maladie est de 26 %, contre 18 % pour les autres femmes. Haïti est le pays le plus durement touché, car 65 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'anémie, de même que 56 % des adolescentes de 15 à 19 ans et 46 % des femmes. Parmi les mesures qui permettent de lutter contre le fort taux d'anémie chez les femmes, notons la promotion de la supplémentation en fer pour les femmes pendant la grossesse. Au Pérou, au Guatemala et en Haïti, plus de 70 % des femmes bénéficient d'une supplémentation minimale en fer pendant la grossesse.



Le surpoids et l'obésité chez les adultes deviennent également un grave problème de santé pour la région Amérique latine et Caraïbes, qui présente la plus forte prévalence de surpoids et d'obésité au sein du Mouvement SUN. Cette prévalence dépasse 60 % chez les femmes dans tous les pays de la région ; elle est aussi très élevée chez les hommes et les adolescents (filles et garçons). La progression du surpoids et de l'obésité dans cette région reflète l'amélioration des conditions socioéconomiques, l'augmentation de l'accès à l'emploi des femmes, une rapide urbanisation, l'évolution du système alimentaire et une recrudescence des moyens de transport privés ; cela a révélé des interactions complexes qui influencent les habitudes alimentaires et la pratique d'une activité physique⁵. Cette augmentation du surpoids et de l'obésité s'accompagne d'une augmentation des maladies non transmissibles. On estime en effet que le diabète affecte en moyenne 10 % des hommes et des femmes de la région, et les cinq pays sont loin d'atteindre leurs objectifs en matière de maladies non transmissibles en vue de réduire le diabète.



Les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants contribuent grandement à la malnutrition et aux carences en micronutriments. Dans les pays SUN d'Amérique latine, une forte proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent une alimentation acceptable minimale et bénéficient d'une diversité alimentaire minimale (le taux d'alimentation acceptable minimale varie de 52 à 65 % et le taux de diversité alimentaire minimale est compris entre 59 et 78 %). La réalité est tout autre pour les enfants en Haïti, qui ne sont que 14 % à recevoir une alimentation acceptable minimale et 23 % à bénéficier d'une diversité alimentaire minimale, ce qui est semblable à la situation de la plupart des autres pays du Mouvement.



Le sel iodé est un autre élément important permettant de lutter contre les carences en micronutriments des enfants et de leurs familles. Le niveau de couverture en sel iodé est élevé au Pérou et au Guatemala (au-dessus de 85 %), mais très faible en Haïti (16 %).



Comparativement aux autres pays du Mouvement SUN, la région Amérique latine et Caraïbes affiche la plus faible prévalence de la sous-alimentation. On observe toutefois que, dans cette région, les niveaux de sous-alimentation et d'insécurité alimentaire sont étroitement liés au niveau de risque humanitaire. En 2016, c'est en Haïti, dans un contexte à très haut risque, que la prévalence de la sous-alimentation était la plus forte (46 %), tandis qu'elle était très basse au Costa Rica (4 %), un pays à très faible risque.

L'insécurité alimentaire demeure préoccupante en Haïti, où la plupart des ménages dépendent de la production domestique pour leur consommation alimentaire et où l'agriculture se remet lentement de l'ouragan Matthew de 2016 et de l'année de sécheresse en 2015-2016. Le Pérou et El Salvador sont considérés comme des pays présentant un niveau de risque humanitaire moyen ; les données les plus récentes pour El Salvador suggèrent que 12 % de la population a subi une grave insécurité alimentaire en 2016. Également considéré comme un pays présentant un risque élevé de catastrophes et de crises humanitaires, le Guatemala se heurte à d'importantes difficultés pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) n° 2, « Faim zéro », qui comprend l'élimination de toutes les formes de malnutrition d'ici 2030. Près de la moitié de la population n'ayant pas les moyens d'assumer le coût du panier alimentaire de base, le pays affiche l'une des plus fortes prévalences au monde pour le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, et la plus forte de la région Amérique latine et Caraïbes.

⁵ Supra note 3.



BIŁAN SUR LES OBJECTIFS DE D'VELOPPEMENT DURABLE : FACTEURS ET MARQUEURS D'UNE BONNE NUTRITION

De nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes avancent à grands pas vers la réalisation des ODD. Les efforts menés par les quatre pays d'Amérique latine pour éradiquer l'extrême pauvreté, mettre fin aux décès évitables des enfants de moins de cinq ans et réduire la mortalité précoce due aux maladies non transmissibles, les ont hissés au rang de chefs de file du Mouvement SUN.

Moins de 10 % de la population vit en dessous du seuil international de pauvreté dans ces quatre pays d'Amérique latine⁶. Ces pays sont à l'avant-garde des efforts déployés par les pays en développement pour garantir la protection sociale des femmes, des hommes et de leurs familles par la mise en place de différents types de transferts, tels que les programmes de transfert monétaire assorti de conditions et les pensions sociales, et par l'extension des mesures de protection de la santé. Les programmes d'assistance sociale couvrent une grande partie des populations vulnérables de ces pays (la couverture médiane est de 59 % pour la population totale et de 78 % pour les ménages les plus pauvres). À l'inverse, Haïti affiche un niveau de pauvreté bien plus élevé (25 % en 2012) et ne dispose d'aucun programme d'assistance sociale pour protéger les ménages pauvres.

Si les programmes de protection sociale ont joué un rôle important dans la lutte contre la pauvreté et se sont avérés essentiels pour réduire la sous-nutrition, il est fort probable que ces programmes devront être adaptés pour éviter de contribuer involontairement au risque de surpoids. L'existence d'un double - voire d'un multiple - fardeau de la nutrition impose de concevoir des politiques et des programmes qui abordent le statut nutritionnel par les deux extrémités du spectre : la sous-nutrition et le surpoids. À l'heure actuelle, certains pays s'emploient à enrayer l'épidémie croissante d'obésité en modifiant les programmes sociaux et nutritionnels ou en améliorant les environnements scolaires publics dans leur ensemble. Dans d'autres pays toutefois, comme le Guatemala et le Pérou, les programmes sociaux portent encore principalement sur la lutte contre la sous-nutrition⁷.

Concernant les ODD qui influencent la nutrition, les quatre pays d'Amérique latine sont également chefs de file en ce qu'ils garantissent à une grande partie de leur population un accès aux services d'eau potable de base. Ce n'est pas le cas d'Haïti, où 64 % des ménages seulement ont accès à ces services.

À l'instar de toutes les autres régions SUN, l'Amérique latine présente une forte disparité entre les nantis et les démunis. Sachant que la région compte un pourcentage élevé de femmes, d'hommes et d'enfants autochtones (environ 13 %), la prise en compte et la défense de l'égalité des droits des populations autochtones, de leur développement socioéconomique et de leur accès à la nourriture et à la nutrition seront autant de facteurs clés pour garantir une amélioration de la nutrition dans tous les pays de façon générale et en ne laissant personne de côté.

Au niveau régional, la situation des filles et des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes est généralement meilleure que dans les autres régions SUN. Cette région affiche la plus forte proportion de filles scolarisées dans des établissements d'enseignement secondaire (la médiane est de 88 % contre 44 % pour les pays SUN), une faible proportion de filles mariées à l'âge de 18 ans (médiane régionale de 22 % contre 31 % pour les pays SUN) et un faible taux de fécondité des adolescents (médiane de 63 naissances pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans, contre 87 dans les pays SUN). Il convient de noter toutefois qu'aucun pays SUN de la région Amérique latine et Caraïbes ne figure parmi les 20 premiers pays du classement sur l'égalité hommes-femmes établi par le Forum économique mondial. Le Costa Rica arrive en 41e position et le Pérou - pays ayant le plus progressé dans la région depuis le dernier classement - se hisse à la 48e place. El Salvador occupe la 68e place, tandis que le Guatemala est arrivé en 110e position en 2017, derrière de nombreux pays SUN et au dernier rang de la région⁸.



⁶ Banque mondiale, (2018). Base de données : Pauvreté et inégalités. Disponible à l'adresse suivante : <https://datacatalog.worldbank.org/dataset/poverty-and-equity-database> [consulté en mars 2018].

⁷ Supra note 3.

⁸ Forum économique mondial, (2017). Rapport mondial sur l'égalité hommes-femmes 2017. Disponible à l'adresse suivante en anglais : <https://www.weforum.org/reports/the-global-gender-gap-report-2017> [consulté en novembre 2018].

ATTEINDRE LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU MOUVEMENT SUN

En 2018, quatre pays de la région sur cinq ont entrepris leur évaluation conjointe, révélant dans l'ensemble un maintien des notes globales au même niveau depuis 2016.



DÉVELOPPER ET MAINTENIR UN ENVIRONNEMENT POLITIQUE FAVORABLE

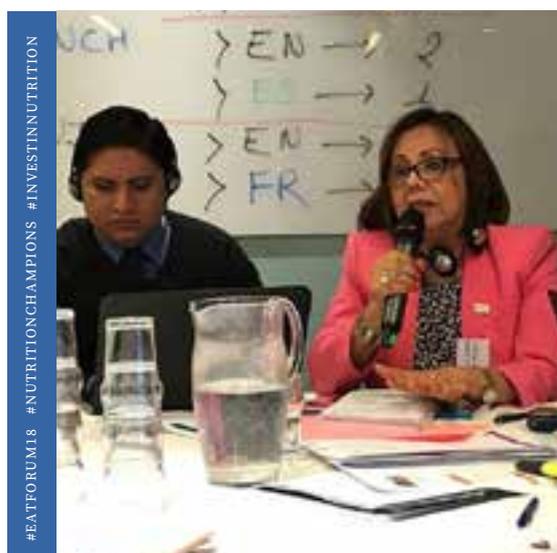
Les pays SUN d'Amérique latine et des Caraïbes progressent sur la voie de la création d'un environnement favorable à la nutrition. Trois pays disposent d'une plateforme multi-acteurs fonctionnelle, tandis que le Costa Rica et Haïti ont mis en place une plateforme multi-acteurs provisoire. Au El Salvador et au Guatemala, des plateformes multi-acteurs existent également au niveau décentralisé.

Dans trois des cinq pays, le point focal SUN relève du Ministère de la santé (Costa Rica, El Salvador et Haïti), tandis que le point focal péruvien est placé sous l'autorité du Ministère du développement social. Au Guatemala, le point focal se trouve dans le cabinet du Président, ce qui renforce sa capacité à rassembler la communauté de la nutrition dans le pays.

Tous les pays SUN de la région semblent réussir à impliquer les bonnes parties prenantes dans les actions en faveur de la nutrition. Tous les pays disposent d'un Réseau des Nations Unies et la fonctionnalité de ces réseaux s'est améliorée depuis 2016 (date de leur première évaluation). Le Guatemala et Haïti indiquent travailler avec le secteur privé de façon informelle. D'après les données recueillies en 2017, El Salvador, le Guatemala et le Pérou disposent de Réseaux de la société civile performants. Seul le Guatemala dispose actuellement d'un Facilitateur du réseau des donateurs dans la région.

Concernant le ralliement de défenseurs de la nutrition de haut niveau, trois pays de la région indiquent avoir mobilisé au moins deux types de défenseurs sur trois (les médias, les parlementaires et les ambassadeurs de la nutrition) en 2018. Un des principaux résultats de la période couverte par le rapport concerne Haïti, qui s'appuie pour la première fois sur les médias. La plupart des pays collaborent aussi avec le milieu universitaire. Quatre pays sur cinq indiquent en effet avoir travaillé avec les universitaires en 2018, une démarche essentielle pour fournir aux décideurs les éléments de preuve dont ils ont besoin pour prendre des décisions politiques éclairées à l'échelle nationale.

Le Rassemblement mondial du Mouvement SUN 2017, qui s'est tenu en novembre à Abidjan, a réuni un éventail de défenseurs de la nutrition de haut niveau, y compris de la région Amérique latine et Caraïbes. La Première dame d'Haïti, S. E. Martine Moïse, a assisté à ce Rassemblement mondial et s'est engagée à faire en sorte que la nutrition et l'égalité des sexes demeurent au rang des plus hautes priorités de l'agenda politique de son pays. Le Mouvement SUN a par ailleurs désigné neuf Ambassadeurs SUN lors d'une cérémonie officielle organisée pendant le Rassemblement mondial. Mme Ana Josefa Blanco Noyola, directrice générale du CALMA - un centre d'aide à l'allaitement maternel - fait partie de ces éminents Ambassadeurs de la nutrition. Mme Blanco Noyola œuvre sans relâche pour défendre le droit d'allaiter et a joué un rôle important dans l'élaboration d'un cadre normatif pour l'allaitement au El Salvador.



« Le langage ne doit pas être un obstacle. Nous devons mettre en place les mécanismes nécessaires pour collaborer entre #NutritionChampions et partager nos expériences et nos connaissances en vue d'atteindre nos objectifs. »

ANA JOSEFA BLANCO NOYOLA

DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CENTRE D'AIDE À L'ALLAITEMENT MATERNEL, CALMA, EL SALVADOR



ACCORDER LA PRIORITÉ À DES MESURES EFFICACES QUI CONTRIBUENT À UNE BONNE NUTRITION ET LES INSTITUTIONNALISER

Les politiques, la législation et les mesures gouvernementales jouent un rôle clé dans la réduction de la sous-alimentation. Elles sont également essentielles pour enrayer la tendance à la hausse du surpoids et de l'obésité et améliorer les résultats en matière de nutrition. La région Amérique latine et Caraïbes semble bien progresser dans la mise en place d'un cadre politique et juridique cohérent universel.



Le Costa Rica, le Guatemala et Haïti disposent d'une protection constitutionnelle explicite du droit à une alimentation adéquate, tandis que les constitutions du El Salvador et du Pérou protègent de manière implicite le droit à une alimentation de qualité dans le cadre élargi des droits humains.



Le Guatemala a accordé une grande attention à la nutrition dans sa dernière politique de développement nationale pluriannuelle, *Política General de Gobierno 2016-2020*⁹. En revanche, le dernier plan national de développement du Pérou, le *Plan Bicentenario: El Perú Hacia el 2021*, consacre une part bien moins importante à la nutrition. D'après une évaluation précédente¹⁰, tous les pays de la région ont besoin de mettre à l'échelle l'intégration du surpoids et de l'obésité dans leurs plans de développement national afin d'atteindre les cibles mondiales.

**DANS L'ÉVALUATION 2017
DE L'INDICE MONDIAL
D'ENGAGEMENT
CONTRE LA FAIM ET LA
MALNUTRITION (HANCI),
LE GUATEMALA ARRIVE
EN 1^{ÈRE} POSITION ET LE
PÉROU EN 3^È**



La législation pour la promotion et la protection de l'allaitement doit être renforcée dans la région pour donner aux filles et aux garçons le meilleur départ possible dans la vie. Seuls le Costa Rica et le Pérou disposent de lois sur la protection de la maternité, les trois autres pays proposant une protection partielle. En mai 2016, le Pérou a ratifié la Convention de 2000 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la protection de la maternité (no 183) ; c'est le seul pays de la région à l'avoir fait. Les travailleuses bénéficient désormais de 14 semaines de congé maternité (49 jours de congé prénatal et 49 jours de congé postnatal). L'utilisation de substituts du lait maternel est très répandue dans la région, où de nombreux nourrissons non allaités sont exclusivement nourris avec ces substituts¹¹. Si quatre pays de la région (Costa Rica, El Salvador, Guatemala et Pérou) se sont dotés de nombreuses mesures juridiques pour se protéger de la commercialisation offensive des substituts du lait maternel via le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, ce n'est pas le cas d'Haïti. La mise en œuvre de l'initiative Hôpitaux amis des bébés est essentielle pour garantir que les établissements de santé et les maternités encouragent, protègent et soutiennent l'allaitement. Le Costa Rica a la meilleure couverture de la région (44 %) pour les établissements de santé certifiés « amis des bébés », alors que les deux autres pays pour lesquels des données sont disponibles affichent le faible taux de 4 à 5 % dans ce domaine clé¹².

⁹ IDS, (2017). Hunger and Nutrition Commitment Index 2017. Disponible à l'adresse suivante en anglais : <https://www.hancindex.org/> [consulté en novembre 2018].

¹⁰ IDS, (2015). Comme présenté dans le Rapport sur la nutrition mondiale 2017.

¹¹ UNICEF, (2016). Dès la première heure de vie : Plaidoyer pour améliorer l'alimentation des nourrissons et jeunes enfants partout dans le monde. New York : UNICEF.

¹² OMS, (2017). Mise en œuvre de l'initiative Hôpitaux amis des bébés dans les pays en 2017. Genève : Organisation mondiale de la Santé. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.who.int/nutrition/publications/infantfeeding/bfhi-national-implementation2017/fr> [consulté en novembre 2018].



Les pays de la région ont également démontré leur engagement à combattre les carences en micronutriments grâce à des lois progressives sur l'enrichissement. L'ensemble des cinq pays de la région disposent d'une législation contraignante sur l'enrichissement des aliments applicable au blé et au sel. Trois d'entre eux ont également des lois contraignantes relatives au maïs, et Haïti a aussi mis en place une législation sur l'enrichissement de l'huile. La publicité influence fortement les choix des consommateurs et joue un rôle important dans la modification de l'alimentation en Amérique latine et dans les Caraïbes, y compris pour les enfants. Bien qu'aucun pays de la région ne dispose d'une politique complète en matière de régime alimentaire sain, le Pérou est le seul pays à avoir adopté des politiques dites favorables à la santé pour réduire les effets, sur les enfants, de la commercialisation des boissons et des aliments riches en graisses saturées, en acides gras trans, en sucres libres ou en sel. Le Costa Rica a pris des mesures politiques pour réduire la consommation de sel/sodium. Le Pérou et le Costa Rica disposent de politiques destinées à limiter les graisses saturées et à éliminer les acides gras trans dans les apports alimentaires.

HAÏTI A MIS EN PLACE UNE LÉGISLATION POUR L'ENRICHISSEMENT DE L'HUILE



METTRE EN ŒUVRE DES MESURES EFFICACES ALIGNÉES AVEC LES RÉSULTATS COMMUNS

Il est essentiel de s'entendre sur des résultats communs pour garantir l'obtention de résultats en matière de nutrition pour toutes les femmes, tous les hommes et leurs familles. Tous les pays d'Amérique latine ont donc mis en place un cadre commun de résultats. Ils se sont entendus et ont aligné leurs objectifs communs en matière de nutrition entre leurs différents ministères et secteurs, bénéficiant d'un véritable soutien politique à haut niveau. Fait marquant, les cadres communs de résultats au Pérou, au El Salvador, au Guatemala et au Costa Rica englobent à la fois des cibles et objectifs contribuant à la nutrition et des cibles et objectifs spécifiques à la nutrition ; ils s'accompagnent en outre de plans d'action et de plans de suivi et d'évaluation.

Les systèmes nationaux d'information sur la nutrition sont essentiels pour évaluer le statu quo et mesurer l'évolution du statut nutritionnel des femmes, des hommes et de leurs familles, mais également pour suivre les progrès réalisés et établir un ordre de priorité entre les mesures à mettre en œuvre. Les pays d'Amérique latine se démarquent aussi en matière de systèmes d'information, car ils ont tous mis en place un système de ce type, ou sont en train de le faire.

En Amérique latine, les actions prioritaires au niveau national se déclinent aussi au niveau local, et plus particulièrement dans les plans stratégiques et opérationnels des politiques multisectorielles qui existent à l'échelon infranational au Guatemala, au El Salvador et au Pérou, y compris les cadres de suivi et d'évaluation.

Le Pérou reste le chef de file du Mouvement SUN dans la rédaction de rapports en temps réel sur les avancées des programmes multisectoriels vers une nutrition améliorée. Son site Internet *REDinforma* continue d'être une source d'inspiration et un modèle pour apprendre à créer des tableaux de bord avec des informations actualisées sur le statut des programmes, à partir de modèles logiques et fondés sur des faits.



© UNICEF / UN018164 / Reinoso



UTILISER EFFICACEMENT ET AUGMENTER CONSIDÉRABLEMENT LES RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LA NUTRITION

De nombreux pays de la région Amérique latine et Caraïbes renforcent leurs investissements en nutrition, même si le Pérou est le seul à présenter un cadre commun de résultats chiffré à ce jour. Les quatre pays d'Amérique latine ont conduit une analyse budgétaire des dépenses pour la nutrition au niveau national. Le niveau de dépenses pour les interventions spécifiques à la nutrition est très variable d'un pays à l'autre (de 6,50 à 244,80 dollars US par enfant de moins de cinq ans). Toutefois, la médiane de cette région, établie à 81,50 dollars US par enfant de moins de cinq ans, est la plus élevée du Mouvement SUN à ce jour. Le Guatemala a réalisé pour la troisième fois une analyse budgétaire en 2018.

La dernière analyse des financements de donateurs pour la nutrition dans les pays SUN (à partir de 2015, sans données pour le Costa Rica) révèle que les dépenses des donateurs pour la nutrition dans la région varient grandement d'un pays à l'autre. Dans trois des quatre pays pour lesquels nous disposons de données, les dépenses des donateurs pour la nutrition dépassent 10 dollars US par enfant de moins de cinq ans souffrant de retard de croissance. Haïti fait mesure d'exception à cet égard, puisque les donateurs dépensent 12,28 dollars US par enfant de moins de cinq ans. Les dépenses des donateurs pour des interventions spécifiques à la nutrition ayant une forte incidence sont estimées à moins d'un dollar US par enfant de moins de cinq ans dans les trois autres pays. Dans la région, le pourcentage des montants versés par les donateurs aux actions spécifiques à la nutrition par rapport aux actions contribuant à la nutrition varie grandement selon les pays, de 5 % au Pérou à 93 % au Guatemala, en passant par 28 % en Haïti et 68 % au El Salvador.

Il est nécessaire de renforcer les capacités d'action des institutions administratives et financières et d'analyser les lacunes pour améliorer la mise en œuvre des programmes dans la région. Il s'avère donc indispensable d'intensifier le soutien politique à haut niveau en faveur de la nutrition afin d'obtenir davantage de ressources financières de meilleure qualité et d'influer fortement sur l'affectation des ressources financières en faveur de la nutrition.



MARCHE À SUIVRE : ACCÉLÉRER LES PROGRÈS

Un travail considérable a été accompli dans la région Amérique latine et Caraïbes pour combattre la sous-nutrition. Cela dit, du fait de la grande diversité historique et économique des cinq pays SUN de la région, le combat est loin d'être terminé, en particulier au Guatemala et en Haïti. En effet, des mesures accélérées doivent être prises pour enrayer les retards de croissance dans ces deux pays et lutter contre l'émaciation chez les jeunes enfants haïtiens. Par ailleurs, compte tenu du fléau croissant qui frappe la plupart des pays d'Amérique latine, la lutte contre le surpoids et l'obésité doit désormais faire partie intégrante des efforts de renforcement de la nutrition et de la protection sociale. Bien d'autres choses peuvent être faites pour établir des systèmes alimentaires contribuant à la nutrition, y compris face à l'accentuation du changement climatique et aux chocs associés, fréquemment observés dans la région. En encourageant l'allaitement exclusif pour les nourrissons et une alimentation diversifiée et riche en nutriments pour les jeunes enfants, il est possible de leur offrir un statut nutritionnel qui les place sur une trajectoire vertueuse susceptible de durer toute la vie. Sachant que les habitudes alimentaires se prennent dès le plus jeune âge, il est également recommandé d'adopter des mesures pour limiter la commercialisation des boissons et des aliments nocifs pour la santé destinés aux enfants. Pour libérer la région Amérique latine et Caraïbes de toutes les formes de malnutrition, il est essentiel de veiller à ce que tous les membres de la population, y compris les populations autochtones, aient un accès égal à une alimentation saine et nutritive.

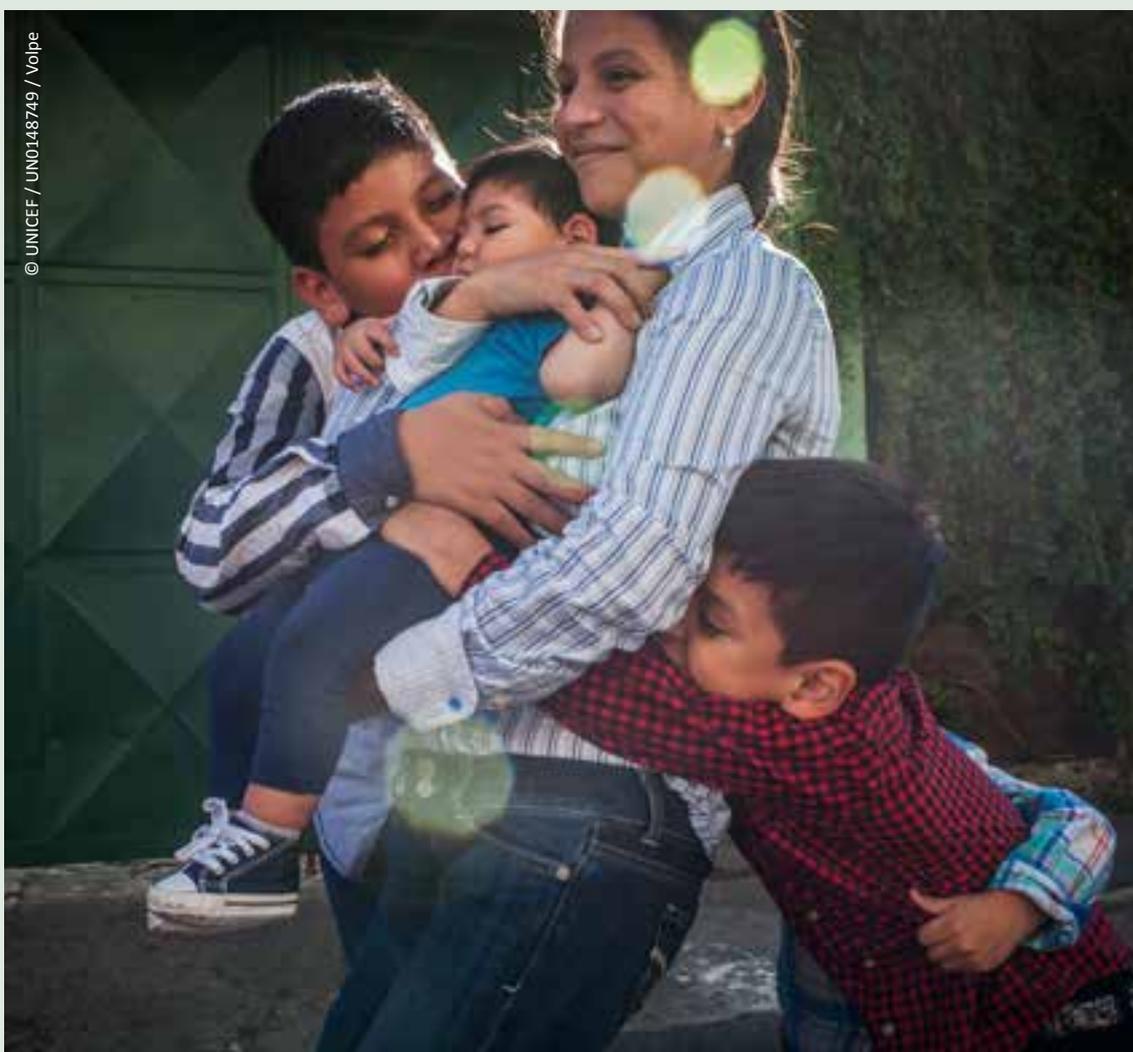
share YOUR STORY

RENFORCEMENT DE LA NUTRITION EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES : RÉCITS DE TRANSFORMATIONS

LE COSTA RICA, PORTE-DRAPEAU DES BONNES HABITUDES ALIMENTAIRES

Le 16 octobre 2018, dans le cadre des célébrations de la Journée mondiale de l'alimentation, le gouvernement du Costa Rica a annoncé la mise en place d'une série de mesures destinées à promouvoir des habitudes alimentaires saines et à combattre l'épidémie de surpoids et d'obésité.

Une lettre d'intention visant à lutter de façon globale contre le surpoids et l'obésité chez les filles, les garçons et les adolescents du Costa Rica a été signée par 10 ministres du Conseil du gouvernement, en présence du Président de la République, S. E. M. Carlos Alvarado Quesada, du coordinateur de la FAO pour la sous-région d'Amérique centrale, M. Tito Díaz Muñoz, et de la représentante au Costa Rica de l'Organisation panaméricaine de la santé, Mme María Dolores Pérez. En outre, le gouvernement a émis un décret exécutif déclarant d'intérêt public les interventions conduites localement et sur les lieux de travail dans le but de promouvoir la santé individuelle et collective. Un décret présidentiel a été publié le même jour, incitant le personnel des institutions publiques à collaborer avec les responsables de la médecine du travail pour élaborer des plans en vue d'améliorer progressivement les services de restauration, qu'ils soient internalisés ou externalisés, et de mettre en place des stratégies de promotion de la santé. Ces actions seront coordonnées par le Ministère de la santé dans le cadre du programme environnemental Pavillon bleu pour la santé publique.





DIVISER LE POIDS PAR LA TAILLE, UN GRAND SUCCÈS AU EL SALVADOR

En 2016, le 4^e recensement national visant à mesurer la taille et le 1^{er} recensement national visant à mesurer le poids des enfants en première année d'école primaire ont été effectués dans toutes les écoles publiques et privées du pays, sous la coordination du Comité national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN). Ces recensements ont révélé une baisse de l'émaciation, passée de 15,5 % en 2007 à 9 % en 2016. Toutefois, ces recensements ont également montré que la forte prévalence du surpoids et de l'obésité devenait problématique pour ce groupe clé de filles et de garçons.

Le gouvernement a pris des mesures au niveau national pour poursuivre la baisse de l'émaciation, sous la forme de politiques et de programmes, tout en intensifiant ses efforts de lutte contre le phénomène de surpoids et d'obésité, que l'on peut qualifier d'épidémie. En vue de promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition dans les municipalités vulnérables, le Président de la République, S. E. Salvador Sánchez Cerén, et la Ministre de la santé, Dr Violeta Menjívar, ont participé au lancement de la Commission départementale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (CODESAN) d'Ahuachapán, en juin 2018. Cette initiative devrait bénéficier à plus de 23 000 habitants dans huit municipalités à risque. Plusieurs bonnes pratiques peuvent être retenues de cette mise en œuvre au niveau décentralisé et de la création de la deuxième CODESAN au niveau national : 1) concevoir un plan opérationnel optimal, doté d'un système adapté de suivi et d'évaluation ; 2) comprendre l'importance d'établir des systèmes d'archivage et d'information au niveau local ; 3) comprendre comment une réglementation adaptée permet une conception et une participation multisectorielles efficaces ; 4) et enfin, savoir estimer de façon responsable et efficace les investissements nécessaires au développement et à la durabilité.

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES AGRICULTEURS DU « COULOIR SEC » AU GUATEMALA

L'Amérique centrale est l'une des régions les plus vulnérables aux risques de catastrophes naturelles en raison de sa localisation géographique, de la grande variabilité de son climat, de son exposition aux phénomènes météorologiques extrêmes et de ses fragilités institutionnelles et socioéconomiques. Le « Couloir sec » est l'une des zones les plus fréquemment touchées par des phénomènes météorologiques extrêmes, souvent d'origine naturelle, qui définit un ensemble d'écosystèmes dans l'écorégion des forêts tropicales sèches d'Amérique centrale. Cette zone couvre la majeure partie de la région centrale pré montagneuse du El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Guanacaste au Costa Rica et de la zone de l'Arco Seco au Panama.

En 2018, le Secrétariat de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN) du Guatemala a coordonné l'élaboration d'un plan visant à renforcer la résilience des petits agriculteurs installés dans ce « Couloir sec ». Sachant que le Guatemala se classe au quatrième rang des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles dans le monde, et que les sécheresses récurrentes causent des pertes irrémediables aux cultures de céréales, le SESAN a mis en place un plan exhaustif et une initiative à long terme pour renforcer les capacités des petits agriculteurs et améliorer leur résilience par la diversification de leurs cultures et de leurs moyens de subsistance.



© UNICEF / UN032017 / LeMoine

4

Chapitre

S'assurer ensemble qu'un monde sans malnutrition est à notre portée

LA MARCHÉ À SUIVRE



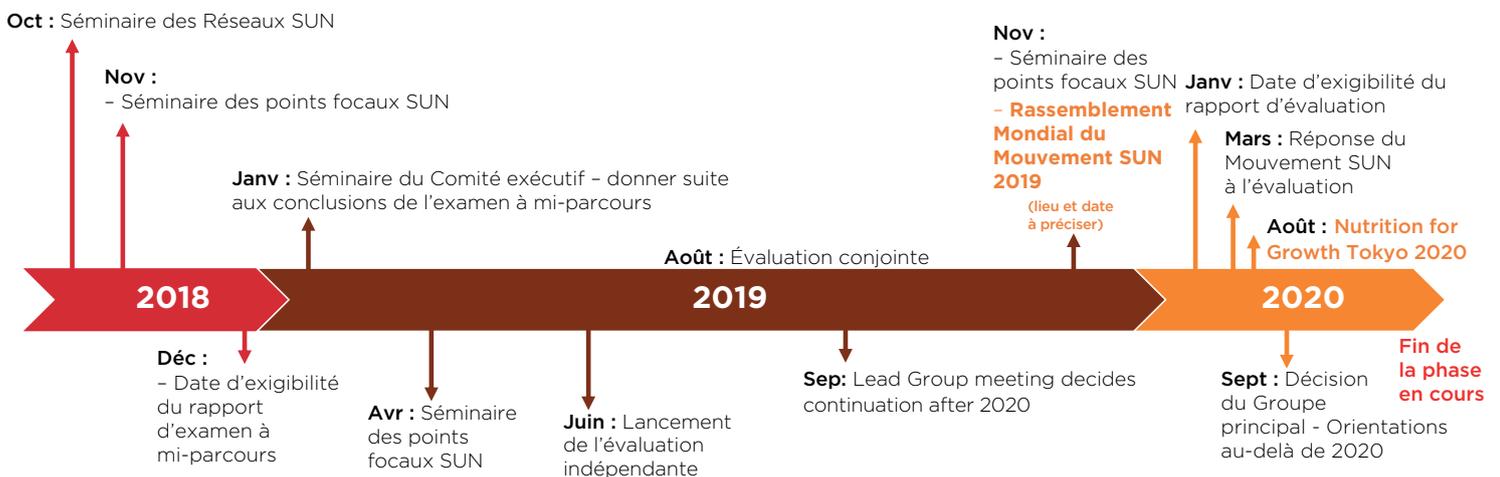
Le présent rapport d'avancement démontre que le caractère unique du Mouvement SUN - une initiative multisectorielle et multipartite prise et pilotée par les pays, qui place les gouvernements aux commandes - doit être consolidé et renforcé. À cette fin, chaque acteur de la nutrition est invité à étudier comment sa contribution peut compléter au mieux le puzzle de la nutrition au niveau national et infranational, de manière structurelle et percutante.

Des avancées considérables ont été réalisées et nous devons partager ces succès de façon plus systématique. Tous les pays ou presque sont en train de déterminer leurs modalités de lutte contre les multiples

fardeaux de la malnutrition. Le Mouvement SUN présente ainsi un grand potentiel d'amélioration en tant que plateforme favorisant la coopération de pays à pays et l'apprentissage et le partage des pratiques efficaces. Le Mouvement SUN va concentrer ses efforts non seulement sur sa capacité à impulser une dynamique, mais surtout sur l'obtention de résultats durables pour les femmes, les hommes et les enfants, partout dans le monde. J'invite tous nos acteurs et partenaires à mettre leurs stratégies et leurs actions en conformité avec les ODD. Cela favorisera une collaboration efficace visant à atteindre des objectifs communs et transversaux ; l'objectif final étant de dépasser les cloisonnements pour avoir un effet structurel et institutionnel sur la nutrition au niveau national.



Moments-clés : fin 2018-2020



À la fin du mois de décembre 2018, l'examen à mi-parcours de la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020) sera disponible et toutes les parties prenantes seront invitées à l'étudier. En janvier 2019, le Comité exécutif du Mouvement SUN – mandaté par le Groupe principal – se réunira pour établir l'orientation du système de soutien du Mouvement SUN ; le but étant de renforcer l'effet des actions menées par les pays membres sur la malnutrition. En juin 2019, une évaluation complète et indépendante du Mouvement SUN sera lancée ; elle devra s'achever en janvier 2020. Tous les membres du Mouvement SUN se réuniront pour discuter des progrès accomplis et des difficultés rencontrées et pour commencer à donner une nouvelle direction ambitieuse lors du prochain Rassemblement Mondial du Mouvement SUN qui aura lieu fin 2019 ou début 2020.

Il s'agit d'une occasion unique de déterminer la portée et l'ambition du Mouvement SUN pour encourager la prise d'engagements politiques et financiers forts lors du Sommet de la nutrition pour la croissance de Tokyo en 2020 et guider le Mouvement SUN au-delà de 2020, date à laquelle notre Mouvement fêtera ses 10 ans.

PERSPECTIVES POUR 2019

Plusieurs domaines prioritaires ont été retenus par le Groupe principal du Mouvement SUN lors de sa réunion annuelle organisée en marge de la 73^e Assemblée générale des Nations Unies. Le Groupe principal définit ainsi les axes prioritaires du [système de soutien du Mouvement SUN](#) et donne une impulsion et une ambition supplémentaires aux pays SUN dans le but de :

! DÉFENDRE, PROMOUVOIR ET ACCROÎTRE L'ATTENTION PORTÉE AU RENFORCEMENT DE LA NUTRITION AU COURS DE LA PÉRIODE DES 1 000 JOURS ENTRE LE MOMENT DE LA CONCEPTION ET LE DEUXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ENFANT

Une approche fondée sur les droits et axée sur la nutrition des filles et des femmes au cours de leur cycle de vie – y compris l'adolescence, en tant que deuxième période critique pour la croissance – doit être intégrée au cœur des stratégies nationales en faveur de la nutrition. Les adolescentes doivent être responsabilisées en tant qu'actrices du changement en faveur d'une nutrition améliorée et les jeunes doivent s'engager en tant qu'ambassadeurs de la nutrition.

! PRÉSERVER ET RENFORCER L'APPROCHE DU MOUVEMENT SUN EN TANT QUE MOUVEMENT POLITIQUE MULTI-ACTEURS ET MULTISECTORIEL POUR PRODUIRE DES EFFETS ET DES RÉSULTATS DURABLES EN MATIÈRE DE NUTRITION

Il est essentiel que le Mouvement SUN soit soutenu par un engagement au plus haut niveau et par une forte harmonisation institutionnelle de ses membres, y compris les réseaux SUN. Toutes les parties prenantes du Mouvement doivent éviter ou surmonter les attitudes de cloisonnement. Il est indispensable de bien comprendre les fortes corrélations interréseau qui soutiennent les orientations fixées par les gouvernements en matière de nutrition, y compris la coordination des plans et des programmes humanitaires et de développement dans les contextes difficiles. Tous les acteurs ont besoin de renforcer leurs capacités pour coordonner et mettre en œuvre des plans pour la nutrition ayant un effet structurel dans les pays SUN, en s'appuyant sur des changements institutionnels et des financements nationaux.





ATTEINDRE LE PLUS HAUT NIVEAU POSSIBLE D'APPROPRIATION NATIONALE ET DE PRIORISATION DE L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION DES PERSONNES GRÂCE AUX ACTIONS DU GROUPE PRINCIPAL

Le Mouvement SUN soutiendra les gouvernements dans l'élaboration de leur vision, de leur plan et de leur budget pour atteindre leurs objectifs. Pour cela, la position politique des points focaux SUN des gouvernements est essentielle, puisqu'ils doivent avoir le mandat de réunir les secteurs et les parties prenantes et de veiller à ce que la nutrition soit considérée comme une priorité et un élément clé du développement durable. La participation des parlementaires doit être renforcée et davantage axée sur l'engagement politique de développer le capital humain, en investissant dans la nutrition, la santé et l'éducation pour tous.

GARANTIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DES FILLES EN TANT QUE PRIORITÉ ABSOLUE, INTÉGRÉE DANS L'APPROCHE DU MOUVEMENT SUN ET DANS LES PAYS SUN

En matière d'égalité hommes-femmes et d'autonomisation des femmes et des filles, le fossé entre les grands discours et les résultats concrets doit être comblé. C'est un enjeu clé du Mouvement SUN et de ses pays membres. Toutes les parties prenantes du Mouvement doivent collaborer pour intégrer l'égalité socio-économique entre femmes et hommes dans les politiques, la législation et les programmes.

TRANSFORMER L'AGRICULTURE EN UNE APPROCHE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES TENANT COMPTE DE L'ENSEMBLE DE LA CHAÎNE DE VALEUR, DE LA FERME À L'ASSIETTE, ET ÉLABORER UNE APPROCHE AXÉE SUR LES SYSTÈMES APPLICABLE À LA NUTRITION EN ENGLOBANT LES SYSTÈMES DE SANTÉ, D'ALIMENTATION, D'ÉDUCATION ET DE PROTECTION SOCIALE

Le Mouvement SUN incitera les acteurs des secteurs de l'alimentation, de l'agriculture et de la nutrition à intégrer dans les plans nationaux sur la nutrition une approche axée sur les systèmes alimentaires, à la fois durable et contribuant à la nutrition. Cela peut permettre d'élargir la focalisation des politiques et des lois dans les pays SUN afin qu'elles pèsent sur la disponibilité, la diversité, le niveau de coût et l'adéquation des aliments nutritifs. Tous les acteurs, y compris le secteur privé, doivent être tenus responsables de la réussite de cette transformation.

Le Rapport d'avancement du Mouvement SUN montre que notre Mouvement, qui a 8 ans, progresse année après année grâce aux milliers de personnes déterminées à tourner définitivement la page de la malnutrition. C'est un défi particulièrement difficile. En 2020, nous célébrerons notre 10^e anniversaire et nous déciderons alors de la future orientation que nous souhaiterons donner à notre approche du renforcement de la nutrition et à notre Mouvement. Inspirés par celles et ceux qui ont posé les premières fondations et attentifs aux échecs et aux réussites de nos pays membres, nous continuerons à collaborer, à partager, à apprendre et à nous encourager mutuellement pour nous mobiliser, nous inspirer et investir dans un avenir prospère qui ne laisse personne de côté.


Gerda Verburg, Coordinatrice du Mouvement SUN



Chapitre

5

Les profils de pays

CONCLUSION

Ce chapitre donne un aperçu des progrès accomplis par les 60 pays SUN dans la réalisation des objectifs stratégiques du Mouvement SUN en 2017-2018. En 2018, 53 pays ont entrepris un exercice d'évaluation conjointe (un nombre record) et différents collèges représentés dans leurs plateformes nationales du Mouvement SUN y ont participé. Ces collèges regroupent des représentants des ministères sectoriels et de différentes entités du gouvernement, ainsi que des représentants des organismes donateurs, des organisations de la société civile, des agences des Nations Unies et du secteur privé.

Dans le cadre des évaluations conjointes, les parties prenantes des pays ont été invitées à s'attribuer individuellement et collectivement des notes par rapport à quatre processus qui forment la structure des profils de pays présentés dans les pages suivantes. L'évaluation conjointe du Mouvement SUN est un exercice volontaire qui offre aux parties prenantes la possibilité de réfléchir aux progrès de l'année écoulée et de s'assurer que les efforts déployés pour vaincre la malnutrition sont bien alignés et efficaces.



GUIDE POUR LES PROFILS DE PAYS

Les profils de pays visent à fournir un aperçu des progrès réalisés dans les pays SUN. Ils se composent de trois éléments principaux en fonction de l'information disponible pour chaque pays.

- 1. La situation nutritionnelle :** Une vue d'ensemble de la situation nutritionnelle actuelle du pays en relation avec les cibles 2030 de l'Assemblée mondiale de la Santé pour la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant et avec les cibles pertinentes pour la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles ;
- 2. Les transformations institutionnelles :** Un diagramme à barres indiquant le score en pourcentage attribué par les parties prenantes nationales à leur progression dans les processus SUN, pour chaque année où elles ont réalisé une évaluation conjointe. Les graphiques à barres sont accompagnés d'un texte décrivant les progrès réalisés pour chaque processus ;
- 3. Les priorités pour 2018-2019 :** Un aperçu des priorités nationales pour l'année à venir telles que convenues par les parties prenantes au cours de leur évaluation conjointe. Pour les pays qui n'ont pas terminé l'évaluation conjointe, leur profil décrit la situation nutritionnelle et les résultats des exercices précédents. Cependant, les processus ou les priorités pour 2018-2019 ne s'accompagnent d'aucun texte explicatif si le contenu n'a pas été soumis au Secrétariat du Mouvement SUN.

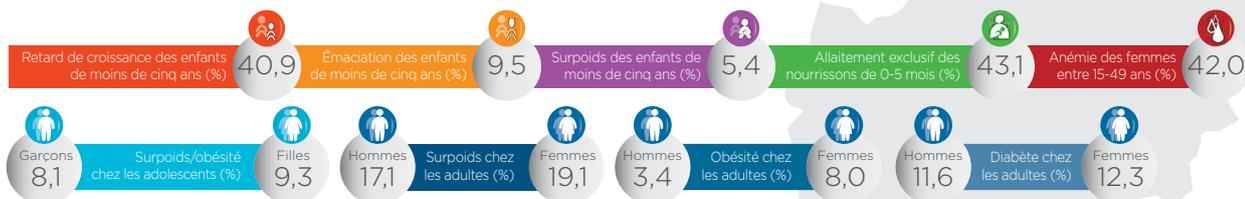
Pour obtenir des informations détaillées sur le cadre de suivi du Mouvement SUN et l'analyse de l'exercice d'évaluation conjointe 2018, veuillez consulter l'Annexe 2.

L'ensemble des profils de pays et des rapports des évaluations conjointes sont disponibles à l'adresse suivante : www.scalingupnutrition.org/fr



Date d'adhésion : septembre 2017
Population : 35,53 millions

Afghanistan



Transformations institutionnelles en 2017-2018

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Total pondéré 2018 —

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La République islamique d'Afghanistan a rejoint le Mouvement SUN en septembre 2017 : elle a ensuite lancé son Agenda sur la sécurité alimentaire et la nutrition (AFSeN-A), programme-cadre de nature politique et stratégique destiné à s'attaquer aux problèmes de la faim, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le directeur général du Conseil du secrétariat des ministres,

émanant du bureau du chef de l'exécutif, est le point focal SUN du gouvernement ; il coordonne l'AFSeN-A qui cherche à être représenté auprès des Nations Unies, du secteur privé, des bailleurs de fonds et de la société civile. Les réseaux SUN sont maintenant officiellement établis et les facilitateurs connus.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'AFSeN-A sert de cadre à l'élaboration du Plan stratégique du même nom et d'annonce politique du gouvernement qui veut combattre la faim et la malnutrition. L'AFSeN-A délimite les rôles et responsabilités de toutes les parties prenantes au niveau central et infranational. Des lois sont déjà en place sur les thèmes de l'enrichissement des

aliments, de la sécurité alimentaire et du Code de commercialisation des substituts au lait maternel. Les plans, stratégies et politiques nutritionnels déjà existants couvrent un large éventail de secteurs : agriculture, éducation, santé, bien-être/protection sociale, condition des femmes, réduction de la pauvreté et développement national.

Aligner les actions autour de résultats communs

Le gouvernement, avec le soutien de MQ-SUN+, élabore actuellement un plan stratégique multisectoriel pour lutter contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Ce plan stratégique, qui complétera des cadres et des stratégies sectoriels existants, axés sur la nutrition, définira le cadre commun de résultats et notamment des buts, des objec-

tifs, des indicateurs, et des interventions par secteur. Le cadre de résultats commun aidera les parties prenantes à cerner les rôles et responsabilités en vue d'atteindre les objectifs communs. Il reste néanmoins à mettre sur pied un système d'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

La mise en place d'un mécanisme de suivi financier reste nécessaire dans le domaine de la nutrition. Néanmoins, un tel mécanisme sera établi dans le cadre du travail de finalisation du plan stratégique multisectoriel. Une cartographie récente des parties prenantes et une analyse de l'AFSeN-A a permis de repérer les brèches dans l'éla-

boration, l'exécution et le suivi des plans et des budgets au niveau infranational. Aucune entité organisatrice donatrice n'a encore été désignée, mais le forum des partenaires du développement en matière de nutrition et de sécurité alimentaire a été créé pour harmoniser et aligner les efforts des partenaires du développement en faveur de la nutrition.

Veillez noter que l'information sur cette page, vue que l'Afghanistan a rejoint le Mouvement SUN en septembre 2017, ne résulte pas de l'évaluation conjointe, mais sur une étude de base que les nouveaux membres du Mouvement SUN sont invités à entreprendre.

PRIORITÉS 2018-2019

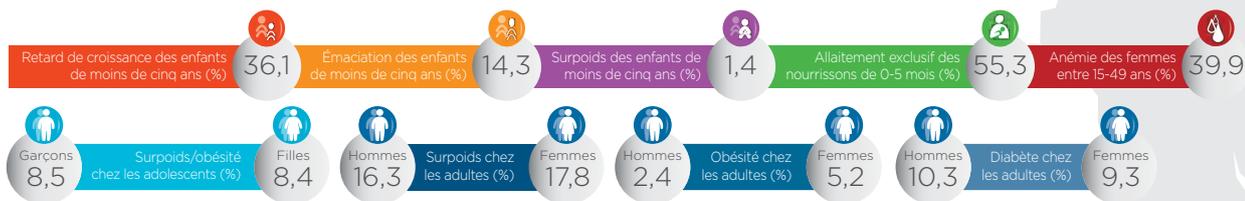
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/AFGHANISTAN/FR](https://scalingupnutrition.org/afghanistan/fr)

- Terminer le plan stratégique multisectoriel sur la nutrition et le cadre commun de résultats ;
- Élaborer un système de suivi financier pour la nutrition ;
- Mettre en place 10 comités AFSeN-A au niveau infranational/provincial ;
- Tisser des réseaux du secteur privé SUN et des réseaux de la société civile SUN ;
- Élaborer un plan et un cadre de travail pour sensibiliser et plaider la cause de la nutrition auprès du public.



Date d'adhésion : septembre 2010
Population : 164,67 millions

Bangladesh



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Dirigé par le Premier ministre, le Conseil national de la nutrition du Bangladesh revitalisé a tenu sa première réunion en août 2017. Le Ministre de la santé et la communauté de la nutrition ont lancé l'appel « Unite4Nutrition » pour lutter contre la sous-nutrition de manière collective. Cet élan s'est poursuivi en 2018 avec la Semaine nationale de

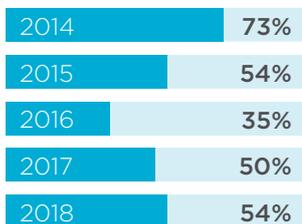
la nutrition, qui a attiré l'attention du public et des parlementaires sur la question de la nutrition. Une campagne et une convention nationales de la nutrition pour les adolescents ont été organisées pour la nutrition des adolescents et la lutte contre le mariage des enfants. Un nouveau point focal SUN du gouvernement a été nommé en mai 2018.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Une analyse des indicateurs nutritionnels nationaux a été menée selon le Cadre mondial de suivi de la nutrition. Sont en place : la politique nutritionnelle, le deuxième Plan d'action national pour la nutrition (PANN2), le Plan d'investissement du pays, la loi sur les substituts du lait maternel, la loi sur la sécurité alimentaire, la loi sur l'étiquetage

alimentaire de 2017, la loi sur l'enrichissement des huiles alimentaires en vitamine A, les directives sur la nutrition en cas d'urgence et la stratégie des repas scolaires. Le PANN2 2016-2025 a été approuvé par le Premier ministre et sera mis en œuvre selon une approche multi-acteurs, multiniveau et multisectorielle.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le PANN2 sert de guide de mise en œuvre et fournit un cadre de suivi et d'évaluation comme cadre commun de résultats. Le Conseil national de la nutrition joue les rôles de coordinateur et de contrôleur supraministériels du PANN2. Le Plan d'investissement CIP2 2016-2020 sur les dispositifs de nutrition a été élaboré en conformité avec

les Objectifs de développement durable et les objectifs nationaux. Les indicateurs prioritaires du Plan opérationnel des services de nutrition ont été définis et un système d'information a été mis en place dans les 64 districts. Un système d'information de suivi des huiles enrichies a été élaboré.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Conseil national de la nutrition a entamé le suivi interministériel des dépenses et du budget du PANN2. Le Plan d'investissement assure le suivi régulier des allocations budgétaires de plusieurs secteurs dans le domaine de la nutrition. À l'initiative du département des finances et avec le concours de l'UNICEF, un premier examen des dépenses publiques

consacrées à la nutrition a été effectué dans plusieurs ministères pour orienter les nouvelles politiques d'attribution de ressources appropriées et atteindre l'objectif fixé par le PANN2. La Banque mondiale et l'UNICEF ont évalué la rentabilité de l'extension des interventions nutritionnelles directes.



PRIORITÉS 2018-2019

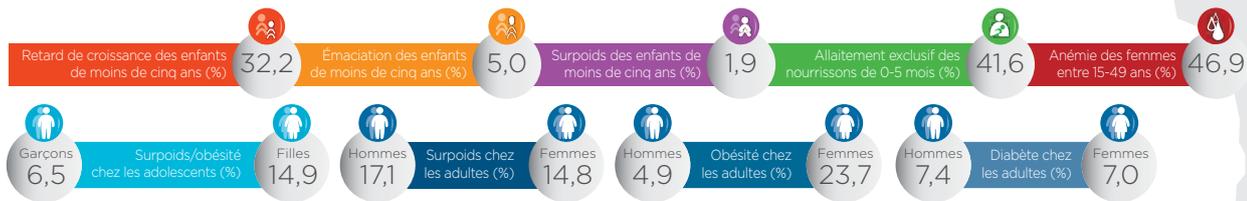
SCALINGUPNUTRITION.ORG/BANGLADESH/FR

- Mettre en œuvre les priorités à court terme définies dans le PANN2 ;
- Renforcer les bureaux du Conseil national de la nutrition en renforçant les ressources humaines et les capacités ;
- Renforcer le système d'information de la nutrition ;
- Améliorer l'acquisition de données probantes pour orienter les mesures nutritionnelles ;
- Terminer et mettre en œuvre le Plan d'investissement du pays ;
- Finaliser la stratégie du réseau du secteur privé SUN et mettre en place des réseaux universitaires et du secteur privé SUN.

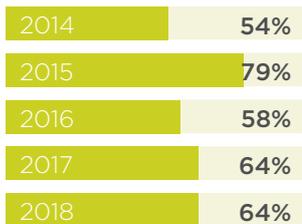


Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 11,18 millions

Bénin



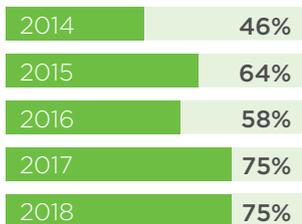
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil de l'alimentation et de la nutrition (CAN), plateforme multisectorielle et multi-acteurs, a développé cette année un plan de travail en cours de mise en oeuvre. La participation à ses réunions est renforcée et la redevabilité de la plateforme accrue. La gouvernance locale participative se développe également, autour de plateformes multi-acteurs aux niveaux départemental,

communal et local. Elles coordonnent leurs efforts autour de la réalisation du 2e Objectif de développement durable. Des cadres communaux de concertation existent dans 40 communes et dans 3 départements, et des Comités de surveillance alimentaire et Nutritionnelle (CSAN) sont mis en place dans 800 villages environ.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La politique nationale de nutrition est toujours en cours d'élaboration, éclairée par une analyse diagnostique des politiques sectorielles. Un bon nombre de politiques sectorielles incluent un volet nutrition (santé, agriculture, femmes enceintes et allaitantes, enfants et adolescents, alimentation scolaire), dont il reste à vérifier la

cohérence avec la politique nationale de nutrition. Le plaidoyer en faveur de la nutrition avance, grâce à une stratégie nationale de communication, la création d'un réseau de parlementaires et la formation de journalistes, avec pour résultats l'intégration de la nutrition aux plans de développement national et communal.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le cadre commun de résultats (CCR) sur la malnutrition chronique 2016-2025 est maintenant budgétisé et mis en oeuvre au niveau national par tous les acteurs sectoriels, à travers des Plans de travail annuels, ainsi qu'au niveau communal. Des antennes régionales du CAN assurent la coordination. Les partenaires (agences des Nations Unies,

donateurs, sociétés civiles) ont aligné leurs programmes sur les priorités nationales et sectorielles. Il existe des systèmes de suivi et d'évaluation sectoriels accompagnés d'examen de performances des ministères, mais pas encore de suivi conjoint du CCR avec tous les partenaires, malgré des examens périodiques semestriels.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Plan de nutrition est budgétisé et un suivi des dépenses publiques pour la nutrition est effectué, qui exclut toutefois les partenaires non gouvernementaux et certains fonds fiduciaires partenaires (Partner Trust Funds). Un Plan stratégique retrace la planification des financements relatifs à la nutrition sur

5 ans. Le plaidoyer, livré par les journées africaines et mondiales pour la nutrition ou par les parlementaires, continue à se développer, et le financement des projets pour la nutrition augmente progressivement. Cependant, le décaissement des financements gouvernementaux reste à améliorer.



PRIORITÉS 2018-2019

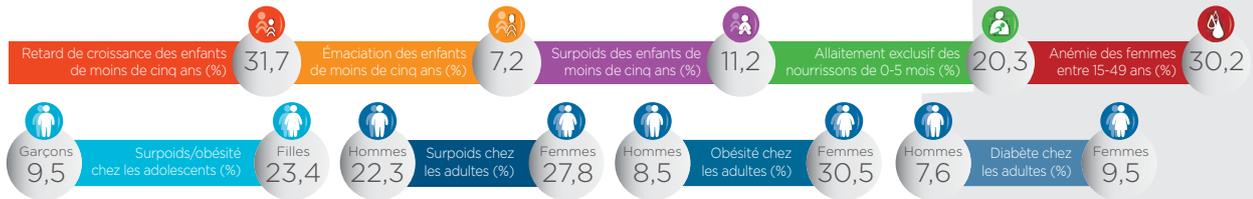
SCALINGUPNUTRITION.ORG/BENIN/FR

- Terminer la Politique nationale de nutrition ; actualiser et chiffrer le Plan stratégique pour le développement de l'alimentation et de la nutrition (PSDAN) ;
- Mettre en place un système de suivi et d'évaluation conjoint opérationnel du CCR ;
- Terminer d'opérationnaliser le CCR au niveau communal ;
- Instaurer un système de cartographie des financements annuels et organiser une table ronde pour mobiliser des ressources ;
- Augmenter les ressources allouées à l'alimentation scolaire et développer des actions de la petite enfance.

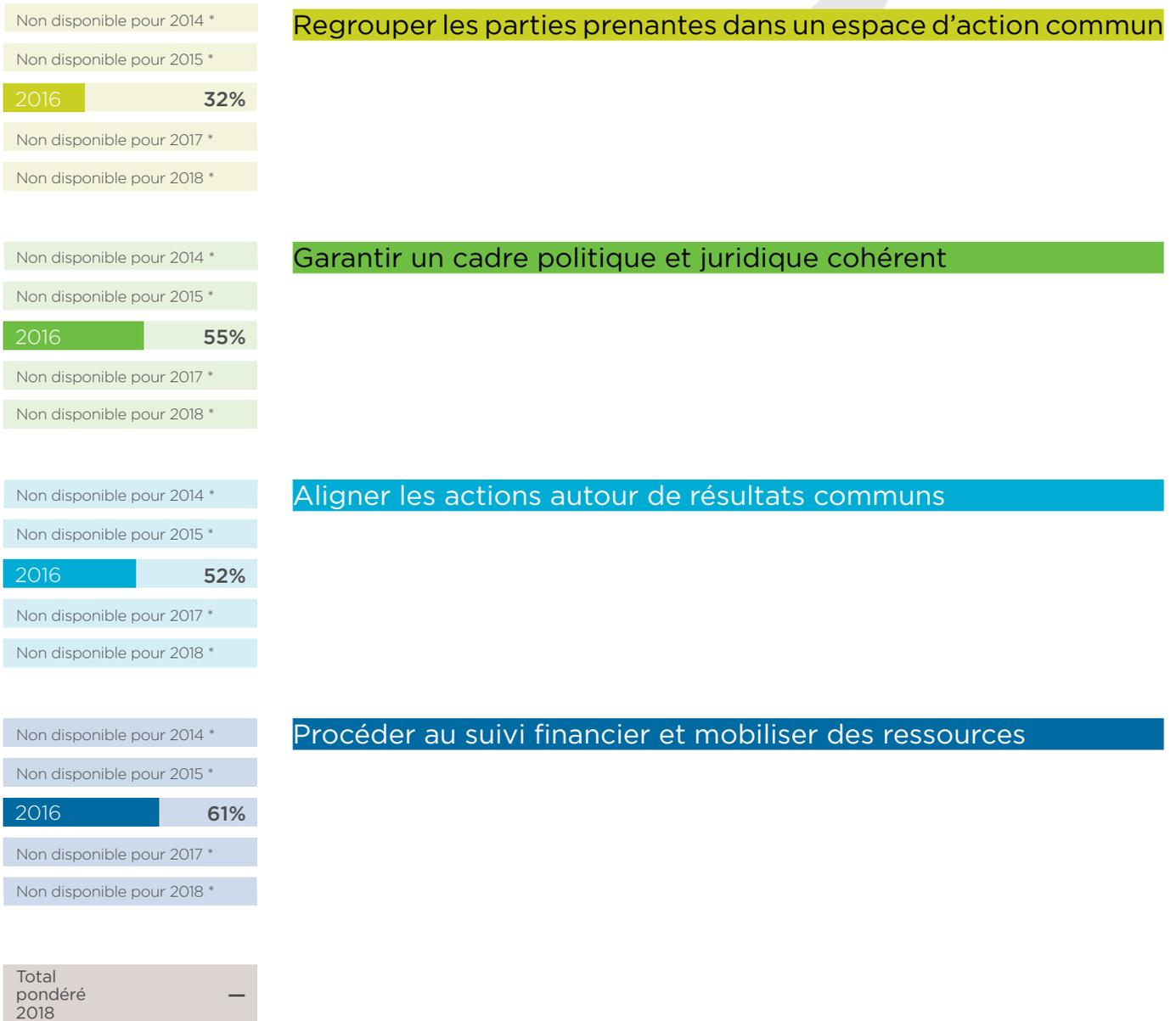


Date d'adhésion : avril 2015
Population : 2,29 millions

Botswana



Transformations institutionnelles en 2017-2018



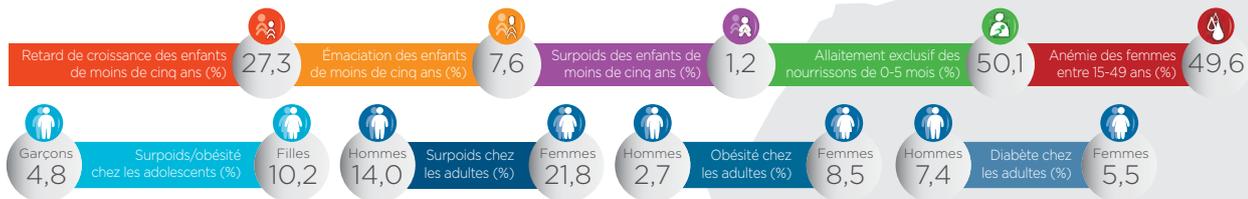
PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/BOTSWANA/FR



Date d'adhésion : juin 2011
Population : 19,19 millions

Burkina Faso



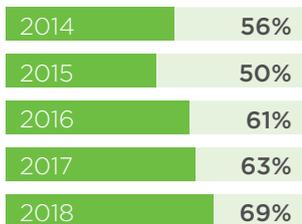
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Un secrétariat technique chargé de l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition des mères et des enfants (STAN) a été créé pour renforcer la coordination. Formalisé par décret, ce secrétariat est soutenu financièrement par le gouvernement et les partenaires techniques et financiers. Les conseils régionaux de concertation en nutrition et de la sécurité alimentaire sont

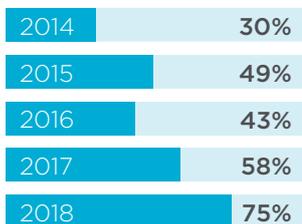
peu fonctionnels, et manquent d'un cadre de concertation avec le niveau national. Un guide d'orientation a été créé pour intégrer la nutrition aux plans communaux et régionaux de développement. Enfin, les réseaux sont de plus en plus opérationnels et ont contribué à l'élaboration de documents de plaidoyer.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Plan national de développement économique et social ainsi que le Plan national de développement sanitaire prennent en compte la nutrition et la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été adoptée en 2018. La nouvelle politique multisectorielle de nutrition 2018-2027 reste, quant à elle, en cours d'adoption par le Conseil des ministres. Elle prend en compte

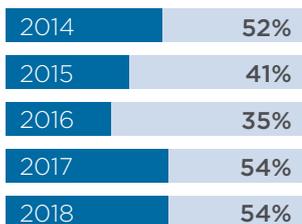
le genre, l'adolescence, l'autonomisation des femmes, le développement de la petite enfance, et la nutrition en situation d'urgence. Enfin, le Plan stratégique multisectoriel 2018-2020 est en cours d'adoption ; une révision du texte réglementaire international de commercialisation des substituts du lait maternel est en cours.



Aligner les actions autour de résultats communs

Malgré les objectifs à moyen et long terme du cadre commun, l'absence de plans de travail avec des cibles mesurables pour guider la mise en œuvre est un obstacle au passage à l'échelle. En effet, il n'existe pas de système formel de suivi des contributions aux progrès collectifs de la plateforme

multi-acteurs. Cependant, une nouvelle plateforme nationale d'information pour la nutrition (PNIN) a été mise en place avec une bonne implication des acteurs clés, notamment les directions générales des statistiques sectorielles. Son site Internet permettra leur diffusion et un suivi des résultats.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

L'analyse du budget du plan stratégique multisectoriel 2018-2020 a permis d'identifier les financements disponibles ainsi que les déficits à combler, en préparation de la table ronde des donateurs. Le plaidoyer auprès des parlementaires a abouti à la création et l'alimentation effective d'une ligne budgétaire pour l'achat d'intrants nutritionnels dans le budget du Ministère de la Santé. Le gouvernement ainsi que les bailleurs

ont également annoncé une augmentation des allocations pour l'achat d'intrants nutritionnels, la mise à l'échelle du Plan d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, ainsi que l'opérationnalisation du secrétariat technique. En revanche, le taux d'absorption des fonds alloués à la nutrition reste faible, dû à la lourdeur des procédures administratives.



PRIORITÉS 2018-2019

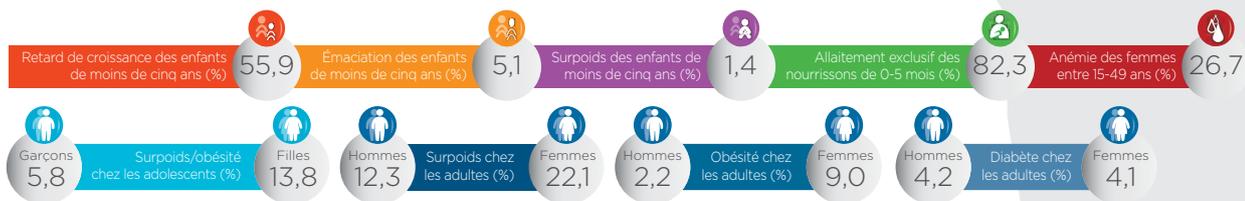
SCALINGUPNUTRITION.ORG/BURKINA-FASO/FR

- Amorcer la mise en œuvre du Plan stratégique ;
- Elaborer un plan de travail annuel multisectoriel détaillé ;
- Opérationnaliser les plans de renforcement des capacités et de communication ;
- Renforcer les plans d'interventions en nutrition en situation d'urgence et le plaidoyer pour le financement ;
- Organiser la conférence des partenaires pour le financement du plan stratégique multisectoriel de nutrition ;
- Intégrer la nutrition dans les Plans communaux et régionaux de développement (PCD/PRD).

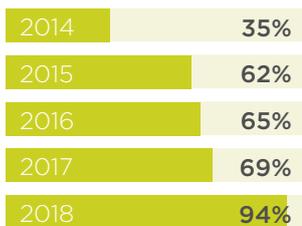


Date d'adhésion : février 2013
Population : 10,86 millions

Burundi



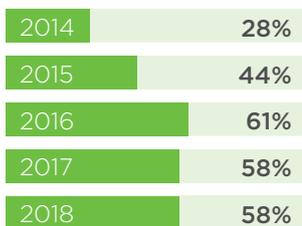
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme s'est réunie régulièrement pendant la période étudiée. Les groupes thématiques qui composent le comité de pilotage de haut niveau sont opérationnels et dynamiques malgré les contraintes financières et les lacunes dans la coordination. Le processus de décentralisation de la plateforme qui soutient la planification et l'action

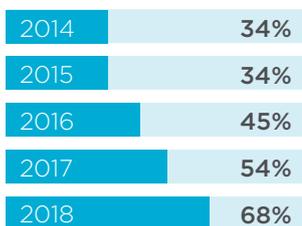
au niveau local a été étendu au niveau provincial et communal. Le dossier de formalisation du réseau des parlementaires pour le renforcement de la nutrition est avancé et le réseau des journalistes reste à mettre en place. Le réseau des Nations Unies cherche à s'étendre au Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et à ONU-Femmes.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Les documents de planification normative du pays (Vision 2025, Plan national de développement) prennent en compte les indicateurs nutritionnels. Il existe une stratégie nationale de fortification des aliments ainsi qu'une stratégie de plaidoyer et de communication nationale. Un processus de révision du décret-loi sur la commercialisation des substituts du lait maternel est en cours. La

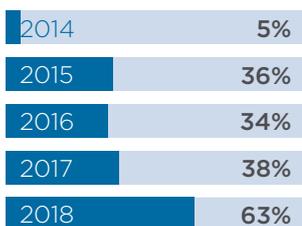
législation est difficile à rendre opérationnelle. Enfin, les termes de référence pour l'examen du Plan stratégique multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition (PSMSAN) sont en cours d'élaboration. Les résultats de l'examen serviront d'aide-mémoire pour concevoir le plan stratégique multisectoriel deuxième génération.



Aligner les actions autour de résultats communs

Actuellement, toutes les parties prenantes s'accordent sur des interventions multisectorielles pour lutter efficacement contre la malnutrition, malgré l'absence de plans de travail annuels détaillés des différents réseaux. L'existence du PSMSAN 2014-2017 (étendu en 2018) définit les objectifs communs de mise en œuvre ; son examen permettra d'obtenir des résultats qui seront

capitalisés en aide-mémoire qui servira de base à l'élaboration du PSMSAN II. Cependant, faute d'un système d'information et d'un plan de communication spécifique à la nutrition, il est difficile de suivre et de mesurer les avancées malgré l'identification des lacunes rendue possible par la cartographie des interventions.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Burundi a constaté une légère augmentation des ressources financières liées à la nutrition malgré un contexte sociopolitique peu propice. Le Plan national de développement prend en compte la sécurité alimentaire et la nutrition ; son chiffrage est en passe d'être achevé. Les allocations aux activités sensibles sont disponibles au niveau sectoriel et le gouvernement produit

un rapport de suivi des versements de fonds prévus à destination de ces interventions. Cependant, l'information émanant des audits sociaux et financiers n'est pas rendue publique et ils sont donc difficilement capitalisables. Le plaidoyer se poursuit pour obtenir une ligne budgétaire consacrée à la nutrition.



PRIORITÉS 2018-2019

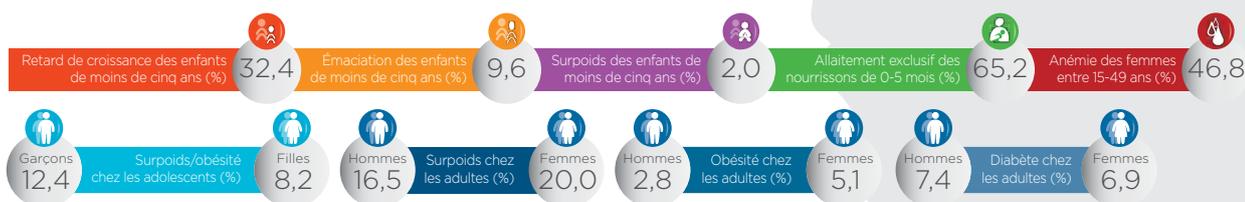
SCALINGUPNUTRITION.ORG/BURUNDI/FR

- Elaborer le PSMSAN II assorti de son chiffrage ;
- Mettre en place le plan intégré de communication et plaidoyer ;
- Rendre opérationnel le mécanisme de mobilisation, coordination et suivi des ressources financières et de communication ;
- Développer une stratégie d'éducation nutritionnelle ;
- Nommer des ambassadeurs de la nutrition ;
- Mettre en place le UN Network, le réseau des médias et formaliser le réseau des parlementaires ;
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation de ressources interne et externe.



Date d'adhésion : juin 2014
Population : 16,01 millions

Cambodge



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les réseaux SUN (gouvernements, alliances de la société civile, Nations Unies et donateurs) participent régulièrement aux réunions du groupe de travail technique sur la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition, à celles du Forum sur la sécurité alimentaire, du groupe de travail sur la nutrition et WASH, ainsi qu'à la réunion

annuelle 2018 de SUN. Cela garantit une coordination efficace entre les réseaux sur la protection sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition. L'examen indépendant à mi-parcours de la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition (2014-2018) a mis en évidence les liens insuffisants au niveau provincial.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le gouvernement a chargé le Conseil pour le développement agricole et rural du Cambodge (CARD) de coordonner et de formuler les politiques et les stratégies nationales sur la sécurité alimentaire et la nutrition, dont quelques-unes sont en place. Les recommandations relatives au traitement de la malnutrition aiguë ont été mises à jour pour s'aligner sur celles de l'Organisation

mondiale de la santé. Il est urgent d'élaborer une loi sur la sécurité sanitaire des aliments et il faut aussi faire la prévention du double fardeau. La Stratégie nationale sur la nutrition des femmes, des nourrissons et des jeunes enfants (2018-2020) est en cours d'élaboration et de nouvelles normes ont été établies pour le sel iodé.



Aligner les actions autour de résultats communs

Sous l'égide du CARD, les alliances de la société civile, les Nations Unies et les réseaux des donateurs ont activement participé à l'élaboration d'indicateurs de suivi conjoint et œuvré à ce titre dans la lutte contre les principales causes de la malnutrition. En avril 2018, les alliances ont mené une formation sur la législation et les politiques nationales

de nutrition à partir d'informations fournies par le CARD, le Ministère de la santé et le Ministère de la planification. Selon l'examen à mi-parcours de la Stratégie nationale, il faut renforcer les liens entre les ministères de tutelle et les gouvernements infranationaux, définir les responsabilités et les résultats et améliorer les flux d'informations.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le gouvernement s'efforce d'améliorer la prévisibilité, la transparence et la redevabilité en matière de budgétisation. Les réseaux SUN élaborent avec le Ministère de la santé un dossier d'investissement sur la nutrition des mères, des nouveau-nés et des enfants, car il manque des fonds dans certains domaines dont les coûts ont été évalués, tels que la feuille de route accélérée de soutien

à la nutrition pour 2014-2020 (financée à 30 % seulement). Certains programmes ont bénéficié de financements extérieurs par l'intermédiaire de prêts concessionnels d'institutions financières telles que le FIDA et la BAD. Le Réseau des Nations Unies aide le gouvernement à effectuer le suivi des fonds affectés à la nutrition.



PRIORITÉS 2018-2019

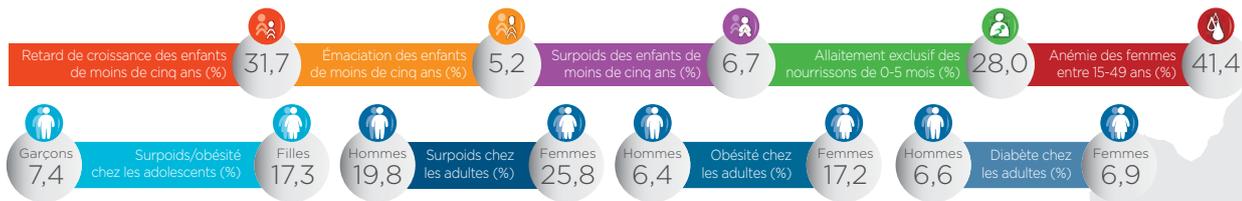
SCALINGUPNUTRITION.ORG/CAMBODIA/FR

- Élaborer la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition 2019-2023 et renforcer les liens au niveau infranational pour garantir la mise en œuvre ;
- Plaider en faveur de la hausse des investissements des gouvernements et du secteur privé pour financer la sécurité alimentaire et la nutrition ;
- Établir le réseau du secteur privé SUN ;
- Poursuivre les recherches et l'analyse pour améliorer les interventions/la surveillance des vulnérabilités.



Date d'adhésion : février 2013
Population : 24,05 millions

Cameroun



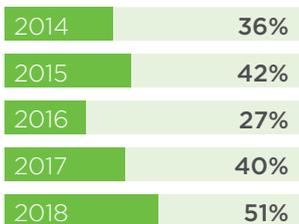
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Comité interministériel multisectoriel de lutte contre la malnutrition s'est réuni deux fois et dispose d'un plan de travail annuel. La plateforme multisectorielle se réunit mensuellement et dispose de deux points focaux stratégique et technique. Par ailleurs, chaque réseau dispose de son propre plan d'action, à l'exception du secteur privé

et des médias qui ne sont pas encore constitués en réseau. Des groupes de travail régionaux sur la nutrition sont établis dans les 4 régions les plus touchées du pays. Cependant, on observe une faible implication et coordination des collectivités territoriales décentralisées dans la planification et la mise en place des actions de nutrition.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Afin de faire de la nutrition une priorité nationale, des actions de plaidoyer auprès des parlementaires, des ministères et des populations locales ont été menées par la plateforme multisectorielle. Ces actions ont conduit à l'adoption de la stratégie faim zéro à l'horizon 2030 et à la politique des cadres de programmation pays. Il est égale-

ment prévu d'élaborer un plan de plaidoyer afin d'opérationnaliser ces stratégies. L'application des cadres juridiques et politiques nutritionnels, élaborés conjointement par toutes les parties prenantes nationales de la nutrition, est régulièrement contrôlée sur le terrain pour garantir l'effectivité des actions nutritionnelles.



Aligner les actions autour de résultats communs

Un cadre commun de résultats, en cours de budgétisation, a été élaboré à partir de la liste de vérification sur les critères et les caractéristiques des « bons » plans nationaux de nutrition ; il sert de cadre de redevabilité pour tous les secteurs concernés et sera prochainement soumis à l'approbation du gouvernement. Sa mise en œuvre a déjà démarré à travers les plans d'action

établis pour chaque réseau. Par ailleurs, un plan national de renforcement des capacités, appuyé par le réseau universitaire, est en cours de mise en œuvre. Des suivis, enquêtes et évaluations (SMART, DHIS2) ont été menés et permettent de documenter la mise en œuvre et de tirer des leçons en vue d'améliorer les effets sur la nutrition.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le cadre commun de résultats, en cours de budgétisation, permettra de mobiliser davantage les ressources gouvernementales et des bailleurs. En effet, malgré des allocations gouvernementales pour les actions contribuant à la nutrition, il n'existe pas de ligne budgétaire gouvernementale consacrée à la nutrition. En juillet 2018, un forum

sur la nutrition prévoit l'organisation d'une table ronde des bailleurs pour la mobilisation des fonds. Enfin, dans le cadre du Projet de renforcement de la performance du système de santé du mécanisme de financement mondial, des financements pour la nutrition devraient être mobilisés par le biais du dossier national d'investissement.



PRIORITÉS 2018-2019

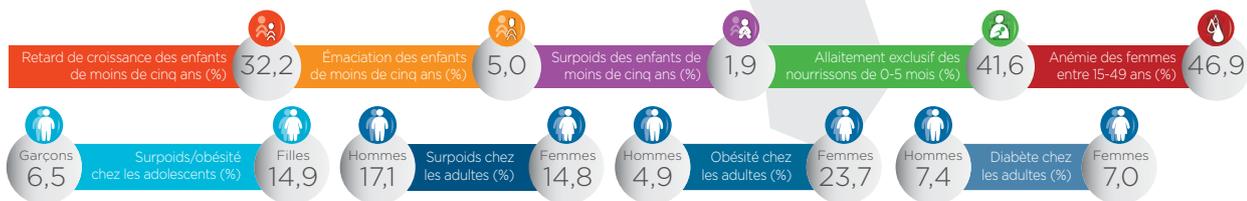
SCALINGUPNUTRITION.ORG/CAMEROON/FR

- Budgétiser le plan opérationnel et valider les documents stratégiques ;
- Mettre en œuvre les activités planifiées pour 2018 des différentes plateformes du SUN ;
- Renforcer la coordination par le point focal SUN ;
- Organiser un atelier national sur la malnutrition chronique ;
- Organiser un forum national sur la nutrition en juillet 2018.



Date d'adhésion : décembre 2013
Population : 0,81 millions

Comores



Transformations institutionnelles en 2017-2018



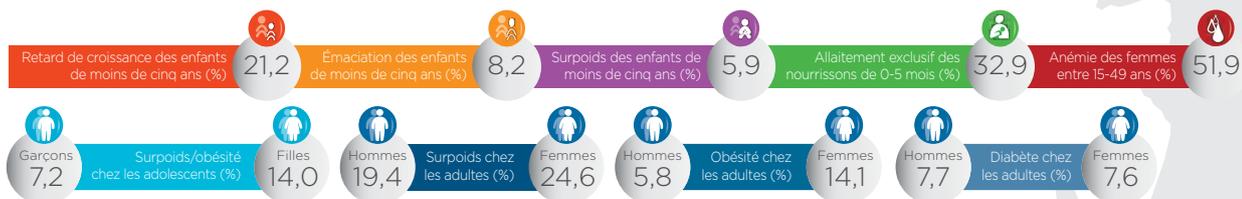
PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/COMOROS/FR



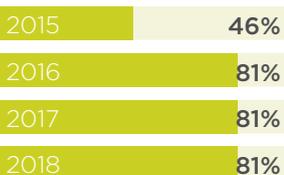
Date d'adhésion : octobre 2013
Population : 5,26 millions

Congo



Transformations institutionnelles en 2017-2018

Non disponible pour 2014 *

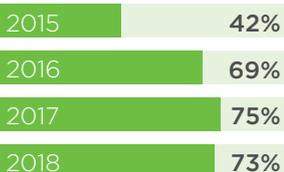


Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Comité ad hoc national de lutte contre la malnutrition institué en 2017 et regroupant les acteurs gouvernementaux, parlementaires, et le système des Nations Unies, a été rejoint cette année des représentants de certaines ONG nationales actives dans les départements en situation d'urgence. Il s'est réuni plusieurs fois cette année pour suivre

la mise en œuvre des interventions sur la nutrition, accentuer le plaidoyer dans les ministères. Le décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil National de l'Alimentation et de la Nutrition est en attente de promulgation, mais le projet prévoit la création de structures décentralisées de la plateforme.

Non disponible pour 2014 *

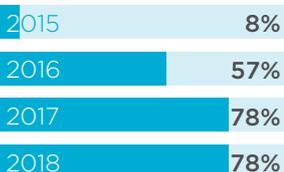


Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Au cours de l'année, la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PN-SAN) a été élaborée et validée, et est portée par une stratégie nationale de Communication pour le changement de comportement en nutrition accompagnée d'un plaidoyer.

Le Plan National de Développement (PND) 2018-2022 fait référence au Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi qu'au cadre stratégique multisectoriel de lutte contre la malnutrition.

Non disponible pour 2014 *

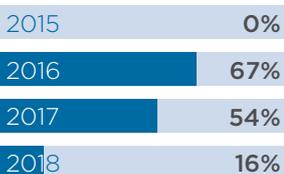


Aligner les actions autour de résultats communs

Le Plan opérationnel de lutte contre la malnutrition au Congo 2016-2018 comprend les activités programmées et budgétisées, les indicateurs de suivi et évaluation, les rôles

et responsabilités et le chronogramme des activités. Cependant sa mise en œuvre est incomplète.

Non disponible pour 2014 *



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le suivi des engagements financiers et décaissements en faveur d'interventions visant à améliorer la nutrition n'est pas effectué.



PRIORITÉS 2018-2019

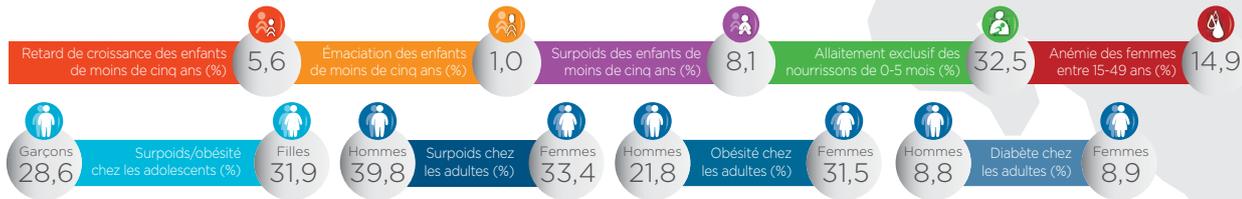
SCALINGUPNUTRITION.ORG/CONGO/FR

- Elaboration du plan de renforcement des capacités des ressources humaines en nutrition ;
- Diagnostic de la situation nutritionnelle en République du Congo ;
- Atelier d'évaluation de l'exécution du plan opérationnel de lutte contre la malnutrition ;
- Élaboration de la stratégie de mobilisation des ressources ;
- Organisation de la table ronde des bailleurs de fonds.

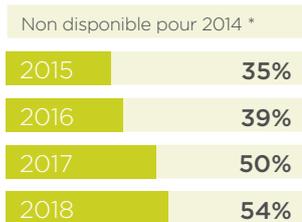


Date d'adhésion : mars 2014
Population : 4,91 millions

Costa Rica



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multi-acteurs a été renforcée et élargie à d'autres parties prenantes, relevant notamment de la sécurité sociale et de la santé. Les agences des Nations Unies (FAO, UNOPS, OCR) continuent d'appuyer le Mouvement SUN. Une équipe intersectorielle (Ministère de la santé, caisse de sécurité sociale, Ministère de l'éducation publique et direction nationale CEN-CINAI)

est en place pour identifier les priorités en matière de santé et de nutrition pour les écoliers. Depuis 2017, le Plan national de prévention de l'obésité chez les enfants et les adolescents est officiellement lancé et en cours d'exécution. Des efforts sont déployés pour associer plus de membres de la société civile.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

C'est par le biais du Ministère de la santé, organe directeur du secteur de la santé et de la nutrition, qu'une impulsion forte a été donnée pour appliquer le cadre légal et normatif lié à la nutrition. Dans ce but, des commissions intersectorielles ont été créées pour veiller au respect du cadre juridique, notamment la commission nationale pour

l'allaitement maternel et la commission nationale sur les micronutriments. Cependant, la question du suivi et de l'évaluation des lois et politiques n'en est qu'à ses débuts dans le pays : c'est le Ministère de la planification qui en est chargé et qui assure la coordination, au besoin, avec les institutions concernées par le thème à évaluer.



Aligner les actions autour de résultats communs

En 2017, le plan destiné à traiter intégralement les problèmes de surpoids et d'obésité chez les enfants et les adolescents a été officialisé : il doit «permettre d'enrayer l'augmentation des problèmes de surpoids et d'obésité chez les jeunes par le biais d'actions intersectorielles coordonnées et articulées des institutions publiques, de la

société civile, du monde universitaire et du secteur privé». Le Ministère de la santé s'occupe actuellement de sa mise en œuvre, à laquelle participent 12 institutions. Le fonctionnement du système national d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle est maintenu ; il permet un suivi des progrès accomplis en matière de nutrition.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le pays dispose de ressources budgétaires allouées à la fourniture de services alimentaires, telle que prévue dans la loi de budget. On note des investissements supplémentaires de la sécurité sociale en matière d'éducation et de communication. De nouveaux postes de nutritionnistes, de professionnels de la santé et d'éducateurs sportifs

ont été créés pour accompagner les programmes de promotion de la santé à l'échelon local. Le gouvernement a demandé aux agences des Nations Unies de donner la priorité à la coopération technique sur la question particulièrement sensible de la nutrition et, en réponse à cet appel, la FAO et l'UNOPS ont mobilisé des moyens.



PRIORITÉS 2018-2019

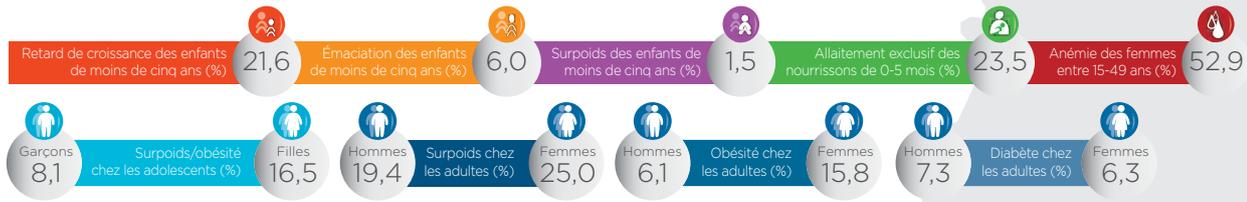
SCALINGUPNUTRITION.ORG/COSTA-RICA/FR

- Maintenir actif l'engagement des institutions concernées et des agences des Nations Unies ;
- Renforcer la plateforme en favorisant la participation du Ministère de l'éducation et de l'UNICEF ;
- Élaborer une cartographie des organisations de la société civile en vue de leur intégration à la plateforme ;
- Mettre en place des espaces de dialogue pour prioriser les actions en matière de nutrition.



Date d'adhésion : juin 2013
Population : 24,30 millions

Côte d'Ivoire



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le comité décisionnel et le comité technique sont fonctionnels. Afin de faciliter cette coordination, la plateforme s'est renforcée avec la mise en place du réseau des parlementaires et celle en cours du réseau du secteur privé. Par ailleurs, une analyse institutionnelle et organisationnelle des entités de l'administration territoriale et des

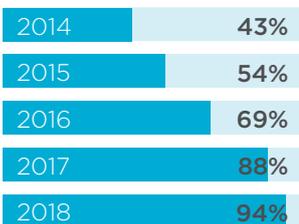
collectivités locales a été réalisée. Le projet d'arrêté de mise en place des comités régionaux de nutrition est disponible. L'organisation du Rassemblement Mondial du Mouvement SUN à Abidjan a renforcé la visibilité de la nutrition, priorité nationale institutionnalisée par toutes les parties prenantes.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Les politiques, stratégies et législations ont été mises à jour et un rapport de l'étude sur l'examen stratégique faim zéro et sa feuille de route sont disponibles. En lieu et place de l'arrêté interministériel, un décret rend désormais obligatoire l'enrichissement de la farine en fer et en acide folique, de l'huile en vitamine A et du sel en iode. La politique

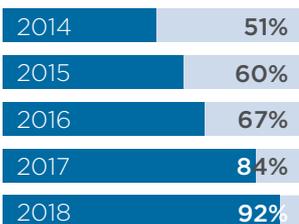
et le plan multisectoriels de l'allaitement sont en cours de validation. Afin de faciliter la mise en place de la stratégie de convergence, un guide de mise en place des foyers de renforcement des activités de nutrition communautaire a été élaboré. De même, les plans d'action opérationnels des différents acteurs ont été élaborés.



Aligner les actions autour de résultats communs

L'affinement des indicateurs du cadre commun de résultats validé est en cours et un cadre de suivi et d'évaluation multisectoriel du Plan national multisectoriel de nutrition (PNMN) a été créé, en complément de la cartographie des interventions et des intervenants en nutrition. Un Plan annuel opérationnel du nord a été élaboré, validé

et estimé. Une plateforme nationale d'information en nutrition (NPIN) est en cours de développement. Enfin, l'Etat s'est engagé à mettre en place un Centre régional d'excellence contre la faim à la suite d'une mission de haut-niveau conduite par le Vice-président au Brésil.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

La nutrition fait partie intégrante du Plan national de développement, ainsi que du Programme d'investissement public des ministères sectoriels. Un projet multisectoriel de nutrition et de développement de la petite enfance chiffré à 60 millions de dollars a été élaboré. Il sera financé à 50 millions par un prêt de la Banque mondiale et à 10 millions par un don de Power of Nu-

trition. L'Etat et les partenaires techniques et financiers contribuent au financement du PNMN 2016-2020 et du NPIN. Le PNMN est inscrit sur le budget de la Primature. Les mécanismes de suivi et de traçage des allocations s'inscrivent dans les mécanismes globaux mis en place par l'Etat et restent à être affinés.



PRIORITÉS 2018-2019

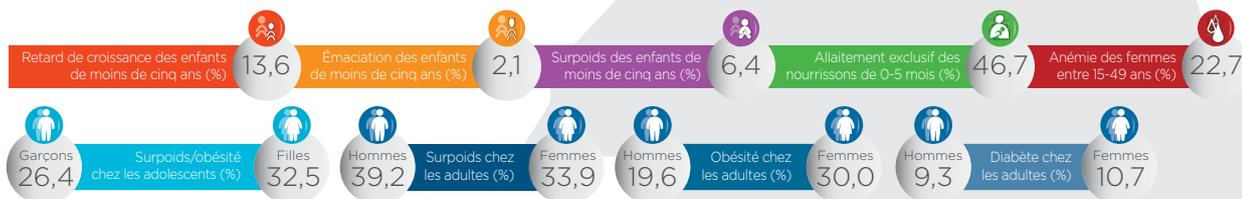
SCALINGUPNUTRITION.ORG/COTE-DIVOIRE/FR

- Mettre en place un cadre favorable à l'allaitement (politique, plan de communication, textes réglementaires et comité national de suivi) ;
- Mettre en œuvre la décentralisation du PNMN (existence des comités régionaux, manuel opérationnel relatif à la stratégie de convergence et mise en place des foyers de renforcement des activités de nutrition communautaire).



Date d'adhésion : septembre 2012
Population : 6,38 millions

El Salvador



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'extension du modèle de gouvernance qui soutient la mise en œuvre de la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) s'est poursuivie, avec la constitution de nouveaux comités départementaux et municipaux dans les territoires à forte prévalence de la malnutrition chronique et de l'obésité. Une surveillance continue des indicateurs de SAN est me-

née à travers l'OBSAN et permet d'obtenir des données servant à éclairer la prise de décisions en matière d'élaboration et de suivi des politiques publiques. Le dialogue et des actions de sensibilisation se poursuivent avec le secteur privé, à qui les résultats du dernier recensement national sur la taille et le poids ont aussi été communiqués.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Au cours de l'année écoulée, la SAN a été mise à jour après un large processus de consultation qui a associé les différents secteurs intéressés, les territoires, les peuples autochtones et les groupes de femmes. Le Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONASAN), la société civile et la FAO ont poursuivi leurs actions en fa-

veur de l'adoption de la loi sur la souveraineté et la SAN qui reste en suspens. Il faut sensibiliser davantage les différents acteurs, notamment les parlementaires, les autorités municipales et les candidats à la présidentielle, à l'importance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la nécessité d'une approche intégrale et multisectorielle.



Aligner les actions autour de résultats communs

Diverses instances gouvernementales et d'autres secteurs sont parvenus à aligner leurs initiatives sur la politique SAN, en fonction des objectifs du pays inscrits dans les politiques nationales et des engagements pris. Des progrès ont été faits pour étendre la politique nationale SAN aux territoires prioritaires, en fonction des résultats du recensement national sur la taille et le poids.

Le CONASAN et les agences de coopération coordonnent leur travail pour la mise en œuvre de leurs stratégies opérationnelles et un consensus existe sur les grands objectifs du pays. Il est nécessaire de renforcer les compétences en matière de gestion des indicateurs et de suivi des actions au niveau territorial.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les organismes de coopération et la société civile se sont joints aux efforts du gouvernement pour atteindre les objectifs nationaux de SAN. Outre leur contribution sur les plans technique et financier, leur influence et plaidoyer ont servi à inscrire le thème de la SAN dans l'agenda politique, à renforcer les capacités et à mener des actions de sensibili-

sation à différents niveaux. Des ressources provenant de la coopération ont permis de réaliser des actions pertinentes. La capacité institutionnelle, administrative et financière du CONASAN doit être renforcée pour lui permettre de mieux agir et de finir l'analyse des écarts budgétaires en vue de la mise en œuvre de la nouvelle politique.



PRIORITÉS 2018-2019

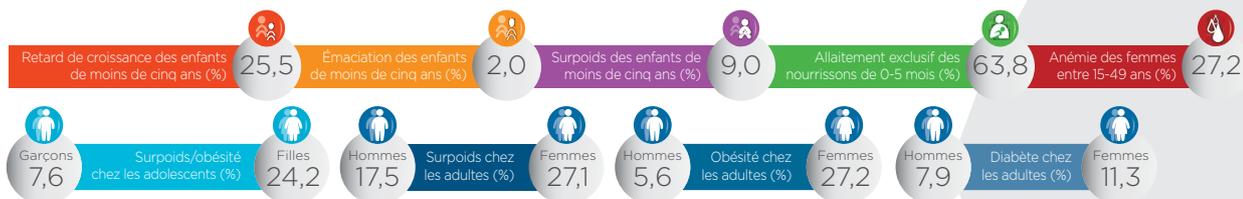
SCALINGUPNUTRITION.ORG/EL-SALVADOR/FR

- Diffuser la politique nationale SAN et formuler un nouveau plan stratégique ;
- Élargir le modèle de gouvernance de la politique ;
- Sensibiliser les nouveaux législateurs et les candidats à la présidence sur le thème de la SAN ;
- Continuer le suivi de la SAN, renforcer les capacités pour la collecte, l'analyse et l'utilisation des informations ;
- Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie éducative et de communication sociale pour changer les comportements alimentaires ; et agir pour l'adoption de la loi SAN.



Date d'adhésion : novembre 2013
Population : 1,37 millions

Eswatini



Transformations institutionnelles en 2017-2018

Non disponible pour 2014 *

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Non disponible pour 2014 *

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Non disponible pour 2014 *

Aligner les actions autour de résultats communs

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Non disponible pour 2014 *

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Total pondéré 2018

—

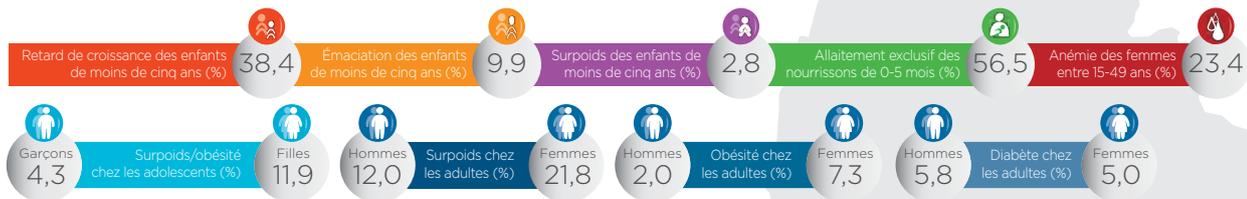
PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/ESWATINI/FR



Date d'adhésion : septembre 2010
Population : 104,96 millions

Éthiopie



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multisectorielle a été avalisée sur le plan politique, tant de façon formelle qu'informelle. De plus, un organe de coordination aux niveaux fédéral et régional a été créé, mais les mécanismes de coordination de la plateforme multisectorielle ne sont pas pleinement fonctionnels au niveau infranational. La plateforme multisectorielle a terminé la politique sur l'alimentation et

la nutrition. Son aval permettra d'établir le Conseil national de l'alimentation et de la nutrition et un organe directeur chargé de diriger l'exécution des stratégies sur l'alimentation et la nutrition. Le gouvernement a approuvé la déclaration de Seqota, un engagement à éliminer les retards de croissance d'ici 2030.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'exécution du Plan national de nutrition I (PNN) est terminée et le PNN II a été finalisé après un processus consultatif avec des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales. Différentes activités de plaidoyer ont été menées pour influencer les décideurs : les parlementaires impliqués dans l'élaboration du PNN II ; le Vice-premier ministre, des ministres et des prési-

dents régionaux impliqués dans l'exécution de la déclaration de Seqota ; et l'ancienne Première dame, l'ambassadrice SUN de la nutrition, engagée dans la mise en œuvre du PNN. En outre, la politique sur la prolongation du congé de maternité est pleinement mise en œuvre, et la stratégie d'enrichissement des aliments a été approuvée.

Aligner les actions autour de résultats communs

Grâce au PNN II et à la déclaration de Seqota, les secteurs d'exécution ont planifié et mené des interventions spécifiques à la nutrition et contribuant à celle-ci. Le PNN II fournit un cadre commun de résultats permettant au gouvernement et aux acteurs de prévoir et d'affecter des ressources adéquates pour l'exécuter. Les réseaux SUN aident le gouvernement à garantir un en-

vironnement complet et favorable pour accélérer l'avancement des objectifs du PNN et de la déclaration de Seqota. Un système de suivi sera établi en ligne pour collecter des données sur la performance des parties prenantes chargées d'exécuter le PNN II et obtenir des données pertinentes à des fins d'analyse et de prise de décisions.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le financement de la nutrition au niveau national est terminé pour 2017, et les ressources requises pour les cinq prochaines années de mise en œuvre du PNN II et de la déclaration de Seqota ont été estimées. Le gouvernement et les parties prenantes nationales ont pris l'engagement d'appuyer la

mise en œuvre du PNN II et de la déclaration de Seqota, mais il manque encore énormément de ressources pour assurer une exécution complète. Bien que le gouvernement ait procédé à des affectations annuelles, il n'y a pas d'engagement pluriannuel à financer le PNN II.

PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/ETHIOPIA/FR

- Renforcer les réseaux SUN ;
- Rechercher des fonds pour mettre en œuvre le PNN II et la déclaration de Seqota et suivre les investissements existants ;
- Utiliser le cadre commun de résultats pour suivre la planification et la performance ainsi que pour l'établissement de rapports ;
- Élaborer des directives sur l'intégration de la nutrition dans les secteurs ;
- Analyser la politique actuelle afin de repérer les lacunes dans les actions pour la nutrition.



Date d'adhésion : décembre 2016
Population : 2,03 millions

Gabon*



Transformations institutionnelles en 2017-2018

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

2018 **47%**

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Bien que le texte formalisant son existence soit encore en cours d'élaboration, la plateforme multisectorielle et multi-acteurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle se réunit mensuellement. Elle a permis à ses membres, rejoints cette année par des représentants de la recherche, de participer à l'élaboration, la validation et la planification

de la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN). Ils ont aussi pu collaborer sur l'élaboration ou la mise en œuvre de projets (classes vertes, recommandations alimentaires), et discuter des défis. La plateforme rend compte de ses activités.

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

2018 **56%**

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Bien que le cadre juridique et normatif en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle soit à renforcer, il existe un nombre important de textes législatifs pertinents pour la nutrition qu'il faut mettre à jour. Un certain nombre de directives nationales (commercialisation des substituts du lait

maternel ; alimentation du nourrisson et du jeune enfant ; congés parentaux) et d'organes s'assurent de leur application dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la consommation, de l'hygiène publique et de l'assainissement.

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

2018 **50%**

Aligner les actions autour de résultats communs

Une feuille de route générale élaborée suite à un «état des lieux» en 2015 sert de cadre

commun de résultats et se décline en feuilles de route annuelles.

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

2018 **34%**

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le pays a reçu une assistance technique en 2018 pour élaborer une analyse budgétaire. Celle-ci a mis en lumière l'absence de lignes budgétaires, de plans d'actions sectoriels et de mécanisme de suivi budgétaire permettant d'investir durablement dans la nutrition.

La recherche de financements est une des missions de la plateforme multisectorielle, ainsi que du projet de Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition (REACH) qui débute au Gabon.

Total pondéré 2018 **47%**

PRIORITÉS 2018-2019

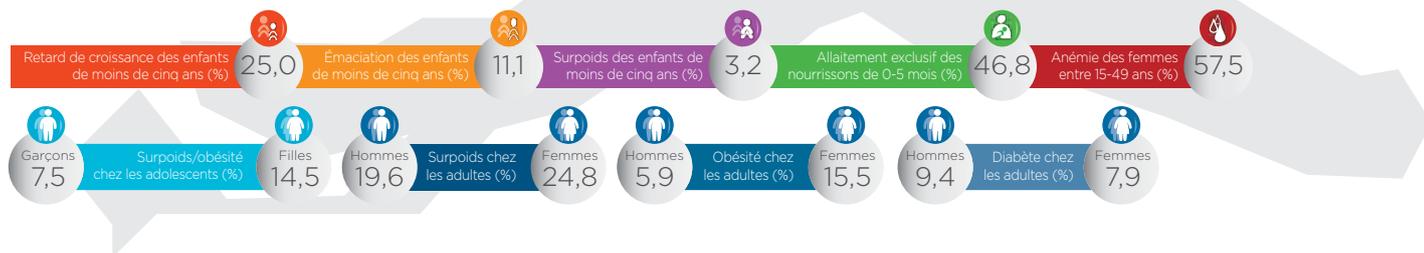
SCALINGUPNUTRITION.ORG/GABON/FR

- Formaliser la plateforme ;
- Fédérer les efforts des agences des Nations Unies (mission REACH) ;
- Plaider pour la mobilisation de fonds et la mise en œuvre de la PNSAN ;
- Conception des projets en lien avec la nutrition ;
- Elargir la sensibilisation et les activités de nutrition à l'intérieur du pays.



Date d'adhésion : juillet 2011
Population : 2,10 millions

Gambie



Transformations institutionnelles en 2017-2018

2014 **80%**

Non disponible pour 2015 *

2016 **79%**

2017 **79%**

2018 **85%**

2014 **54%**

Non disponible pour 2015 *

2016 **96%**

2017 **96%**

2018 **96%**

2014 **29%**

Non disponible pour 2015 *

2016 **40%**

2017 **40%**

2018 **40%**

2014 **43%**

Non disponible pour 2015 *

2016 **54%**

2017 **54%**

2018 **63%**

Total pondéré 2018 **71%**

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'actuel comité national sur la nutrition est présidé par le Vice-président. La plateforme multisectorielle nationale s'est étendue à d'autres institutions telles que la chambre gambienne du commerce et de l'industrie pour la communauté des entreprises, l'université de Gambie, le milieu universitaire, l'association des journalistes de santé, les médias et l'association des organisations

non gouvernementales. Elles collaborent dans le cadre de l'examen à mi-parcours de la politique nationale 2010-2020 sur la nutrition et de l'élaboration d'une nouvelle politique pour la période de 2018 à 2025. Il est nécessaire d'obtenir des rapports financiers de tous les secteurs pour assurer un suivi des investissements.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le comité de l'Assemblée nationale comprend le Ministère de la santé, de l'agriculture, de la femme, des jeunes et de l'enfance. Les membres de la plateforme multisectorielle ont soutenu l'élaboration et l'examen de la politique et du plan national stratégique sur la nutrition. Des efforts doivent être faits pour élaborer une politique natio-

nale d'enrichissement des aliments et pour promouvoir des lois pertinentes. Un plan stratégique chiffré et un plan commercial doivent être préparés. Poursuivre l'intégration de la nutrition dans d'autres politiques et programmes pertinents pose des difficultés.

Aligner les actions autour de résultats communs

Il n'existe pas de cadre commun de résultats, mais la plateforme multisectorielle propose d'en élaborer un maintenant que la politique nationale sur la nutrition a été ter-

minée. Plusieurs enquêtes pour fournir des informations sur l'avancement de la mise en œuvre des programmes seront bientôt bouclées.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le gouvernement a régulièrement augmenté les fonds consacrés à la nutrition au cours de la période, mais ces affectations touchent principalement les salaires du personnel. Les donateurs et les partenaires offrent un appui étendu à la nutrition, mais au niveau national, le pays ne peut pas clairement établir l'étendue de la couverture

des ressources en termes de programmes, ni les déficits à combler. La plupart des donateurs qui se sont engagés à soutenir les interventions en faveur de la nutrition versent régulièrement des fonds et, dans une certaine mesure, le gouvernement honore son engagement, bien que celui-ci soit minime.

PRIORITÉS 2018-2019

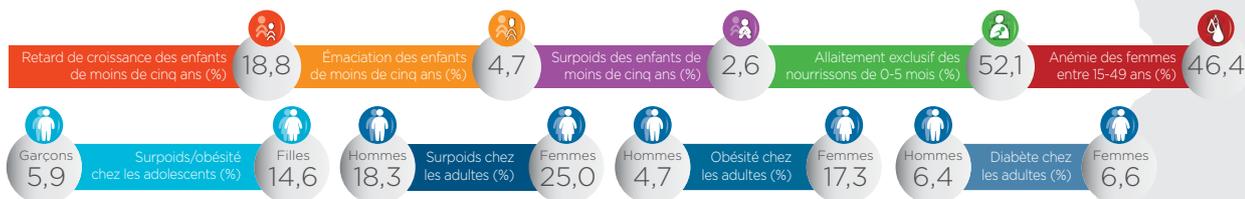
SCALINGUPNUTRITION.ORG/GAMBIA/FR

- Élaborer un cadre commun de résultats ;
- Obtenir des rapports financiers auprès de tous les secteurs afin de pouvoir mener un suivi adéquat des investissements réalisés dans la nutrition ;
- Impliquer le secteur privé dans la plateforme multisectorielle ;
- Intégrer la nutrition à l'ensemble des politiques et programmes sectoriels pertinents ;
- Élaborer un plan stratégique chiffré et un plan commercial.



Date d'adhésion : mars 2011
Population : 28,83 millions

Ghana



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

L'engagement multisectoriel se renforce avec la participation active d'un nombre toujours plus grand d'institutions aux plateformes multisectorielles, notamment celles du Ministère des ressources en eau et de l'assainissement et du Conseil de recherche scientifique et industrielle. La moitié des régions ont mis en place des plateformes multisectorielles. Même s'il n'existe aucun Ré-

seau du secteur privé, le ce dernier participe de plus en plus à des programmes contribuant à la nutrition. La Première dame, ambassadrice de la nutrition de haut niveau, a lancé un programme de suppléments sous forme de tablettes de fer et d'acide folique pour les filles, ciblant les adolescentes du sud du Ghana.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Des progrès majeurs ont été réalisés grâce à la contribution de parties prenantes de plateformes multi-acteurs à la rédaction de documents nationaux cruciaux tels que le Programme coordonné de politiques de développement économique et social (CPESDP) du Président et le Cadre de politiques de développement national à moyen terme, qui tiennent compte des priorités

de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Des initiatives gouvernementales telles que Planting for Food and Jobs et One-District-One-Factory ont intégré la nutrition à leurs plans stratégiques. Une campagne de l'autorité des normes du Ghana (Ghana Standards Authority) a créé l'Obaasima, une certification délivrée aux produits alimentaires enrichis.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le président présente actuellement le CPESDP au Parlement. Il intègre des mises à jour sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que des conseils pour la mise en place de stratégies et de planification au niveau des districts. Des indicateurs nationaux clés du Cadre de résultats de développement national font l'objet d'un suivi conjoint par

toutes les parties prenantes. Cependant, les indicateurs nutritionnels clés proviennent de données d'enquêtes réalisées tous les trois ans. Bien qu'il faille renforcer les capacités d'audit social, des rapports d'évaluation de parties prenantes sont bien diffusés et leur contenu alimente régulièrement les programmes.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Des estimations chiffrées des mesures en lien avec la nutrition existent dans certains secteurs mais le suivi des dépenses et des budgets reste difficile. Le Ministre des finances attribue des codes aux coûts de programmes concernant la nutrition afin d'assurer un suivi des affectations budgétaires et des dépenses. Un exercice de suivi de budget consacré à la nutrition a été mené

de février à mai 2018, avec la participation de parties prenantes multisectorielles clés. Des donateurs se sont engagés à participer à des initiatives gouvernementales prioritaires et le Ministère des finances fera le suivi de ces initiatives, pour assurer leur mise à jour, grâce à ses systèmes bilatéraux et de gestion de la dette.



PRIORITÉS 2018-2019

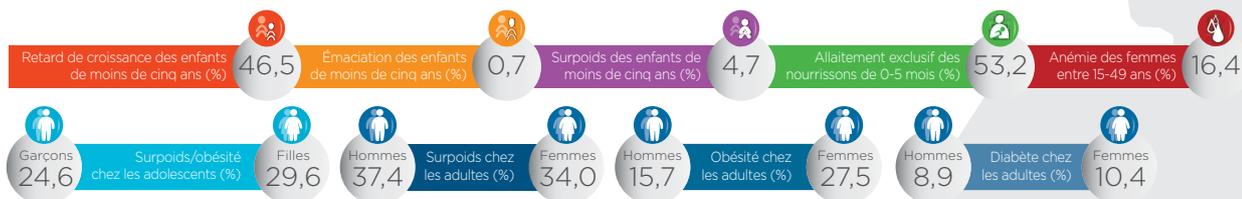
SCALINGUPNUTRITION.ORG/GHANA/FR

- Créer une base de données pour renforcer le suivi des mesures prises ;
- Organiser régulièrement des réunions, maintenir les points focaux des institutions et redonner des impulsions décisives ;
- Intensifier la coordination au niveau local ;
- Établir un réseau du secteur privé SUN ;
- Dynamiser les campagnes de plaidoyer, identifier des ambassadeurs de la nutrition et peaufiner les stratégies de communication.



Date d'adhésion : décembre 2010
Population : 16,91 millions

Guatemala



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La nutrition est une priorité nationale, en particulier pour les secteurs regroupés au sein du Système national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SINASAN). Au niveau local, la participation diffère d'une municipalité à l'autre et certaines témoignent d'expériences réussies, notamment en matière de coordination. Il faut faire un sui-

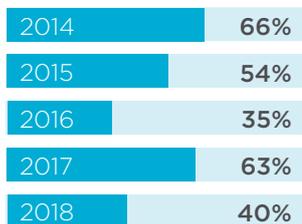
vi de l'exécution des plans stratégiques et renforcer l'articulation interinstitutionnelle et, lorsque cela est possible, reproduire les expériences dans d'autres municipalités. La coordination interne doit encore être renforcée pour consolider la portée des actions au niveau local.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'adoption de la loi relative à l'alimentation scolaire représente une victoire. Des « Espaces d'accueil pour l'allaitement maternel » ont été créés dans le secteur public et le secteur privé. Le plan de lutte contre la faim saisonnière 2018 a été approuvé. D'autres thèmes et initiatives figurent aussi

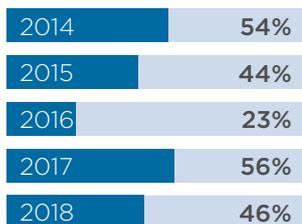
à l'agenda politique, tels que la loi sur l'étiquetage nutritionnel, les dons d'aliments, l'agriculture familiale, l'eau, la réforme de la loi relative au SINASAN. Il convient de renforcer le suivi du cadre juridique et la coordination de l'analyse d'ensemble multisectorielle.



Aligner les actions autour de résultats communs

La politique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et les normes s'y rapportant sont des éléments favorables, constitutifs du cadre de résultats commun. La gestion axée sur les résultats est l'un des instruments permettant de guider efficacement l'action publique. Concernant l'évaluation des programmes et la capacité de mise

en œuvre, il faut améliorer le suivi des politiques et du cadre légal en général ; la principale difficulté réside dans la conception et la mise en place standardisée d'indicateurs pour cette évaluation. Le Guatemala fait face à deux grands défis : la mise en place du cadre commun de résultats et l'absence d'un système permanent d'évaluation.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Il existe des tentatives de mobilisation de ressources, car certains prêts sont accordés et approuvés par le congrès de la République du Guatemala pour la mise en œuvre de politiques, programmes, projets et stratégies destinés à favoriser la nutrition. Néanmoins, des écarts financiers existent

; le budget national n'est pas approuvé et certains programmes ne sont donc pas financés. La coordination reste difficile pour permettre aux collectivités les plus vulnérables de bénéficier des interventions nécessaires.



PRIORITÉS 2018-2019

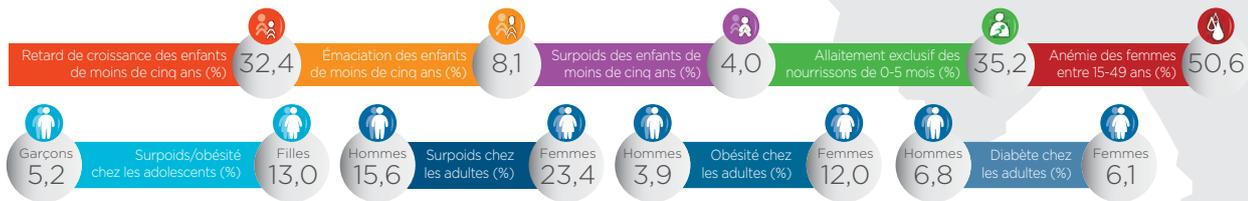
SCALINGUPNUTRITION.ORG/GUATEMALA/FR

- Améliorer l'intégration de la plateforme multi-acteurs en encourageant l'alignement sur le SINASAN ;
- Organiser un événement de haut niveau sur la nutrition, en marge du sommet ibéro-américain ;
- Évaluer la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Inscrire le thème de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les campagnes de l'élection présidentielle ;
- Accroître l'engagement politique en faveur de la nutrition au plus haut niveau, en profitant de la visite de la coordinatrice du Mouvement SUN.



Date d'adhésion : mai 2013
Population : 12,72 millions

Guinée



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multisectorielle et multi-acteurs et le Groupe de travail technique pour la nutrition et l'alimentation se sont réunis occasionnellement en 2017-2018 pour continuer leur plaidoyer en faveur de la nutrition auprès du gouvernement, des parlementaires, des populations locales et des acteurs du secteur privé. Les membres de la plateforme ont contribué à la révision de

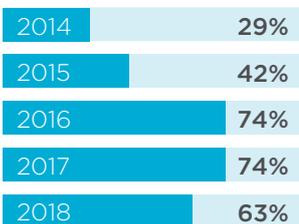
la Politique nationale de nutrition, du Plan stratégique multisectoriel pour la nutrition et l'alimentation et sa budgétisation, et ont financé conjointement l'enquête nutritionnelle SMART 2017. La coordination est décentralisée dans 7 des 8 régions guinéennes, et la nutrition est intégrée aux priorités de nombreuses communes.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique nationale d'alimentation et de nutrition est en cours d'élaboration, et s'appuie sur de nombreuses lois favorables à la nutrition promulguées récemment, telles que le code de commercialisation des substituts du lait maternel ou l'arrêté sur la fortification alimentaire, opérationnalisés par des

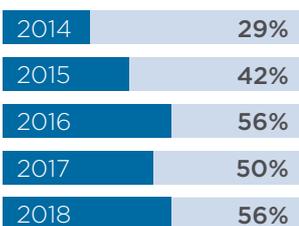
services déconcentrés. La Politique nationale de santé communautaire a été adoptée cette année. Elle place l'accent sur les soins de santé primaires et la prévention de la malnutrition chronique, ce qui permet aux communes de faire de la nutrition une de leurs premières priorités.



Aligner les actions autour de résultats communs

Suite à une évaluation par les différents acteurs de la mise en oeuvre du plan multisectoriel 2014-2016, un Plan stratégique multisectoriel 2016-2020 est en cours d'achèvement. Il prévoit des interventions budgétisées ainsi que les rôles et respon-

sabilités des différents partenaires dans la mise en oeuvre ; des plans d'actions ou des plans de travail annuels des partenaires (Nations Unies, société civile et ministères sectoriels) s'alignent déjà sur ce plan.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Une analyse budgétaire menée en 2018 a permis d'identifier les investissements financiers des secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition au sein du Budget national du

développement, et d'établir le coût du Plan stratégique multisectoriel en cours d'achèvement.



PRIORITÉS 2018-2019

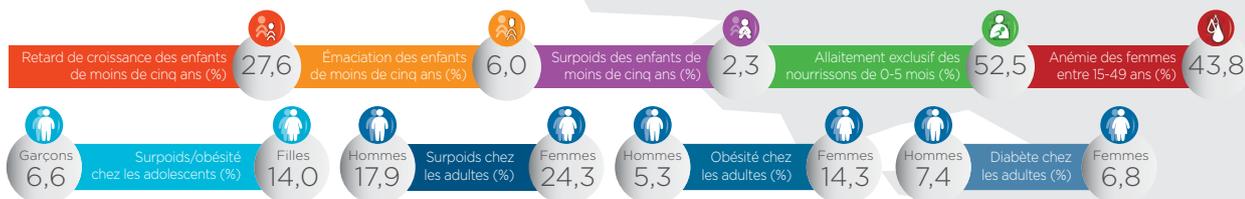
SCALINGUPNUTRITION.ORG/GUINEA/FR

- Réviser la Politique nationale d'alimentation et de nutrition et le Plan stratégique multisectoriel ;
- Élaborer un plan de communication et un plan de plaidoyer pour la mobilisation des ressources ;
- Réviser la cartographie des intervenants et des interventions en nutrition ;
- Organiser des tables rondes sur la validation de la politique et le financement du Plan stratégique multisectoriel ;
- Mener une étude socio-anthropologique sur les raisons de l'ajout de l'eau dans l'alimentation du nourrisson (0-6 mois).



Date d'adhésion : mars 2014
Population : 1,86 millions

Guinée-Bissau



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Aligner les actions autour de résultats communs



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources



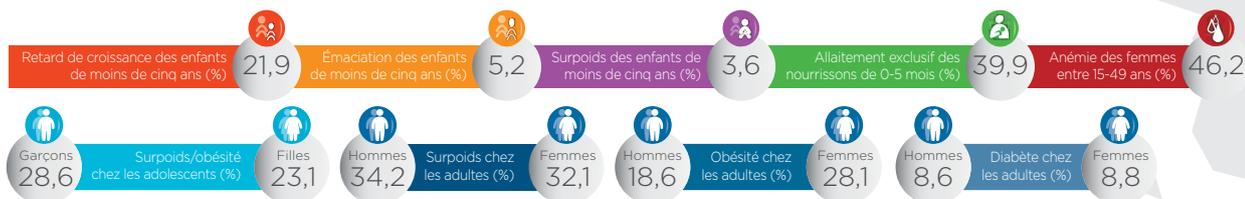
PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/GUINEA-BISSAU/FR



Date d'adhésion : juin 2012
Population : 10,98 millions

Haïti



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Il existe différentes plateformes où les acteurs se concentrent sur le renforcement de la nutrition, telles que le Comité technique de nutrition, le groupe de travail sur la fortification des aliments, le groupe de travail sur la sécurité alimentaire et la nutrition et la direction nationale de l'eau potable et de

l'assainissement. Par ailleurs, la présence de ministères sectoriels et leur appropriation de l'approche SUN aide à mettre en œuvre les mesures. Toutefois, il faut encore renforcer les relations intersectorielles entre le niveau politique décisionnel du gouvernement, le milieu universitaire et le secteur privé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique sur l'interdiction de la commercialisation des substituts de lait maternel lors des catastrophes naturelles a été créée afin d'exercer un contrôle sur les risques de contact avec d'autres pathologies. L'adoption des arrêtés d'application de la loi sur la fortification des aliments en micronutriments, de la Politique nationale de nutrition

et de la Stratégie nationale de nutrition garantissent la bonne mise en œuvre des activités malgré des difficultés d'application. Il n'existe pas de politique sur le plaidoyer, bien qu'il existe un plan de communication nutrition et un plan de communication sur l'allaitement maternel.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le suivi conjoint des actions prioritaires est sectoriel malgré l'absence d'un cadre commun de résultats. Une cartographie des parties prenantes a été réalisée afin d'informer la couverture des interventions et de mieux orienter la prise de décisions pour répondre aux besoins identifiés. Malgré l'existence

d'objectifs, il y a une absence de consolidation des objectifs et stratégies dans l'exécution des plans. Enfin, le Comité technique de nutrition facilite la revue et l'analyse des résultats des différents intervenants à partir de rapports individuels.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le coût des interventions pour la prise en charge de la malnutrition et d'autres interventions spécifiques est connue mais n'est pas standardisée. Les allocations du gouvernement ne sont pas connues et il est difficile de faire la revue des dépenses, faute de planification dans un cadre commun. Bien que des financements externes existent, ils

sont toujours inférieurs aux besoins parce que les décaissements ne sont pas canalisés à travers les mécanismes existants. De plus, la prévisibilité dépend des cycles de projet ; elle est plutôt à court terme. Plaider pour le renflouement de la ligne allouée à la nutrition dans le budget national est nécessaire.



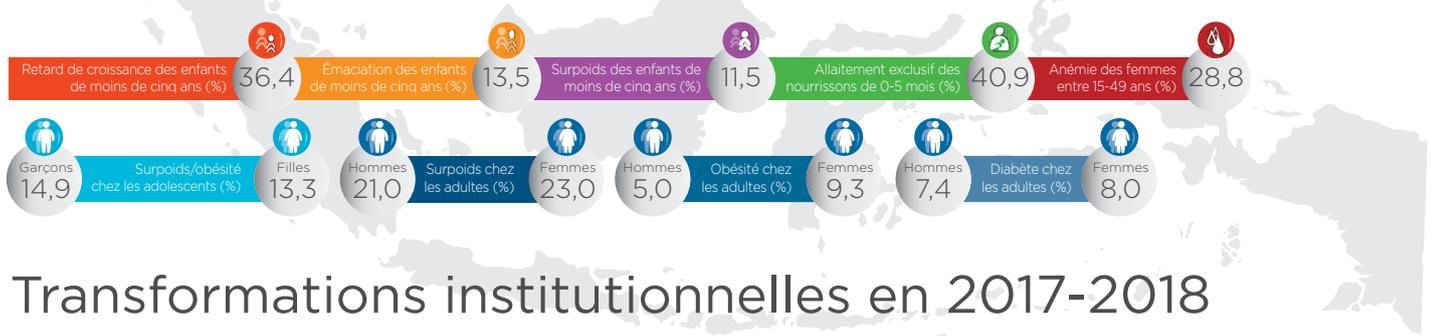
PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/HAITI/FR



Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 263,99 millions

Indonésie



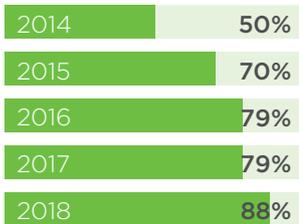
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Président et le Vice-président ont renouvelé leur engagement en faveur de la plateforme multi-acteurs via un programme de mesures nutritionnelles intégrées pour la réduction des retards de croissance. Le réseau des pays SUN comprend des gouvernements (19 ministères), des donateurs/les Nations Unies (11 organismes), des entités de la société civile (29 organisations), des

établissements universitaires/professionnels (24 organisations) et des entreprises (29 entités). Les gouvernements infranationaux participent également via des ateliers et des réunions techniques. Il faut toutefois améliorer l'intégration au niveau infranational et la participation de secteurs autres que la santé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La réduction des retards de croissance est une priorité nationale inscrite dans le Plan de travail annuel de 2018 et alignée sur les objectifs de développement durable. Le gouvernement a analysé les politiques nutritionnelles existantes afin d'améliorer leur mise en œuvre. La politique stratégique et le Plan pour l'alimentation et la nutrition

(2017-2019) ont été intégrés à la législation. Les efforts de communication et de plaidoyer se poursuivent, par l'intermédiaire notamment des médias, d'ateliers infranationaux et d'activités de représentation de la société civile au Parlement. La réglementation en matière d'enrichissement alimentaire est en cours de révision.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le cadre commun de résultats des mesures nutritionnelles intégrées a été élaboré puis approuvé par l'ensemble des membres du réseau des pays SUN. Les objectifs de mise en œuvre à moyen et à long terme ont été définis et une évaluation des capacités est en cours à l'échelle nationale et infranationale. Le cadre commun de résultats doit

encore être corrigé et se concentrer sur les mesures les plus efficaces. Bappenas a dirigé, en collaboration avec le Vice-président, l'élaboration d'un système de suivi et d'évaluation des progrès accomplis. Le système communautaire de surveillance de la santé est en cours d'utilisation.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les coûts de mise en œuvre des mesures nutritionnelles au sein du secteur public ont été chiffrés et communiqués aux membres. Les fonds alloués aux interventions relatives à la santé et à la nutrition semblent en augmentation. Le système de suivi budgétaire a permis d'élaborer un budget et un plan d'action grâce à un système d'application

intégré. La cartographie des déficits de financement est en cours et les secteurs non gouvernementaux sont invités à apporter leur soutien et à combler ces écarts. Il faut renforcer les activités de plaidoyer et de diffusion des informations ainsi que l'assistance technique au budget et au décaissement.



PRIORITÉS 2018-2019

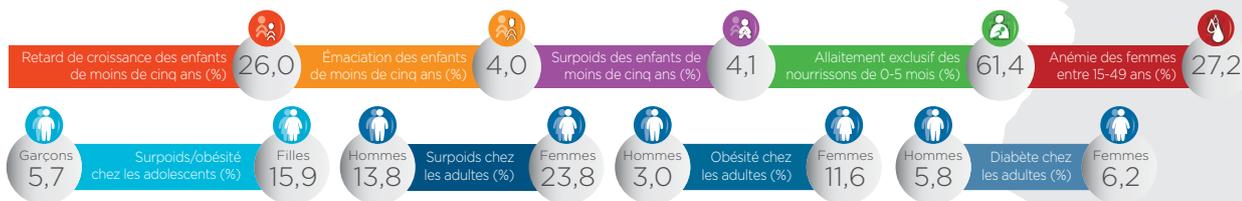
SCALINGUPNUTRITION.ORG/INDONESIA/FR

- Mettre en œuvre un meilleur système de marquage et de suivi budgétaire ;
- Aligner les campagnes et les messages publics sur la réduction et la prévention des retards de croissance ;
- Améliorer la coordination multisectorielle des actions menées spécifiques à la nutrition ;
- Élaborer un meilleur dispositif afin de partager les conclusions et les enseignements tirés par les membres du réseau SUN ;
- Développer un système de suivi et d'évaluation du programme de nutrition.



Date d'adhésion : août 2012
Population : 49,70 millions

Kenya



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Au Kenya, une coordination multisectorielle renforcée et mieux structurée a été rendue possible par la signature et l'approbation du Cadre de mise en œuvre de politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Sept comités ont créé des plateformes multi-acteurs pour la nutrition et la sécurité alimentaire en 2017-18. Tous les réseaux ont été

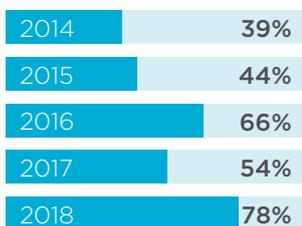
mis en place, y compris un réseau d'universitaires et un réseau du gouvernement, qui a été réactivé et élargi l'année passée. Le réseau de la société civile est solide et, même si le réseau des donateurs a été inactif pendant la période visée par le rapport, des donateurs individuels participent aux activités du Mouvement SUN.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Toutes les parties prenantes ont contribué à la formulation et à l'examen de politiques et de lois, y compris au Plan d'action national pour la nutrition (PANN) 2012-2017, revu lors de la période visée par le rapport, et dont une nouvelle version est en cours de préparation. Une Stratégie nationale de nutrition et d'alimentation dans les écoles a

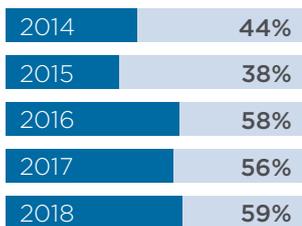
été lancée. L'année 2017-2018 s'est avérée cruciale avec la mise au point définitive de politiques et de lois, notamment la loi de 2017 sur la protection de l'allaitement en milieu professionnel et la remise sur la table d'une loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Parlement.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le PANN a servi de Cadre commun de résultats au Kenya et son examen a mis en exergue des leçons utiles à tirer, telles que le besoin de procéder à une revue et à un suivi réguliers pour améliorer la mise en œuvre et les résultats. Le Cadre de mise en œuvre de politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle, récemment lancé, assigne

clairement des rôles et des responsabilités aux différents secteurs et parties prenantes. Si le suivi et la production de rapports sur les réalisations spécifiques à la nutrition progressent, une amélioration des rapports sur les mesures contribuant à la nutrition est nécessaire. Il faut également cartographier les disparités entre les sexes.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Un outil d'estimation des coûts de la nutrition a été adopté au Kenya. En 2017-2018, les coûts des Cadres communs de résultat ont été calculés au niveau infranational. Le rôle de la société civile dans le suivi et la production de rapports sur le financement de la nutrition a été essentiel au niveau national et dans certains pays, mais une sensibilisation

aux outils de suivi financier et d'estimation des coûts est nécessaire. Le gouvernement a réellement su forger un consensus et prioriser les déficits de financement identifiés, mais les partenaires n'ont pas toujours été guidés par les besoins identifiés car les ressources investies (à l'échelle nationale et à l'étranger) restent rares ou insuffisantes.



PRIORITÉS 2018-2019

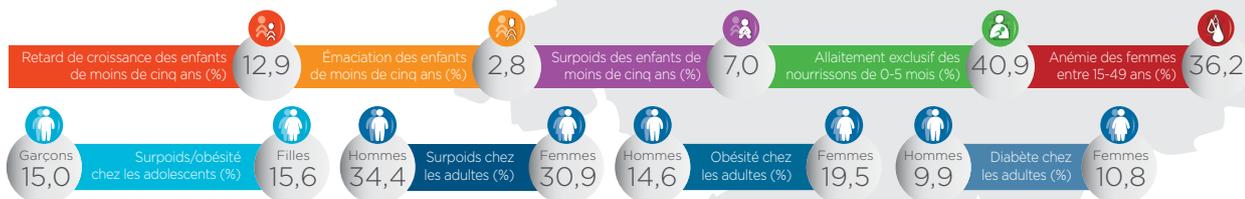
SCALINGUPNUTRITION.ORG/KENYA/FR

- Soutenir le lancement et le déploiement du Cadre de mise en œuvre de politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Soutenir l'élaboration d'un nouveau Plan d'action national pour la nutrition 2018-2022 ;
- Formuler des consignes pour le soutien des principaux ministères d'exécution à la sécurité nutritionnelle avec un plan multisectoriel et un budget pour des campagnes de lobby ;
- Organiser un événement de plaidoyer de haut niveau pour la nutrition ;
- Identifier et former des ambassadeurs de la nutrition.

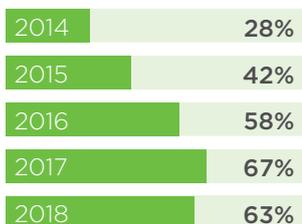


Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 6,05 millions

Kirghizstan



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le premier Vice-premier ministre et président du Conseil de nutrition et de sécurité alimentaire a récemment été nommé coordinateur national du Mouvement SUN. Le Vice-ministre de l'agriculture, de l'industrie agro-alimentaire et du progrès a récemment été nommé coordinateur technique. Les mandats du coordinateur national, des réseaux SUN et de la plateforme

multi-acteurs ont été établis. Un processus de décentralisation de la plateforme multi-acteurs a été initié avec l'organisation de réunions d'orientation dans trois régions. La coordination et la communication entre le gouvernement et d'autres parties prenantes du Mouvement SUN doivent être davantage renforcées.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Un examen des politiques, stratégies et orientations nutritionnelles mené par le MQ-SUN+ (Maximiser la qualité du cadre des programmes de renforcement de la nutrition) a formulé des recommandations à destination du nouveau Programme national de nutrition et de sécurité alimentaire pour 2018-2022. Une plus grande harmonisation entre les programmes déjà existants est né-

cessaire. Deux exercices de suivi de grande ampleur ont été menés avec le suivi de la mise en œuvre 1) des lois sur la prévention des carences en iode et des réglementations techniques sur la sécurité du sel iodé et 2) de la loi sur l'enrichissement de la farine. Des résultats clés ont été présentés aux membres du Mouvement SUN pour examen.

Aligner les actions autour de résultats communs

Un groupe de travail intersectoriel a été formé, avec des représentants de ministères et d'agences du développement du Programme national de nutrition et de sécurité alimentaire pour 2018-2022. Six indicateurs de l'Assemblée mondiale de la santé ont été intégrés à ce nouveau programme et à la Stratégie de développement sanitaire

jusqu'en 2030. Les membres de la plateforme multisectorielle ont contribué à cette stratégie via l'harmonisation des indicateurs afin d'obtenir des résultats nutritionnels. Malgré des mesures d'amélioration de la nutrition, la priorité doit être donnée à des évaluations globales de mesure des initiatives d'amélioration de la nutrition.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le gouvernement alloue un financement limité à la nutrition faisant l'objet d'un suivi. Il n'existe pourtant pas de système de suivi global des dépenses de nutrition tenant compte des financements parallèles d'autres organisations donatrices. Cela complique particulièrement les interven-

tions sectorielles contribuant à la nutrition, notamment à cause de l'absence de critères clairs pour le chiffrage de leurs coûts. Aucun mécanisme de financement n'existe pour assurer la continuité entre le financement de l'action humanitaire et le financement du développement.

PRIORITÉS 2018-2019

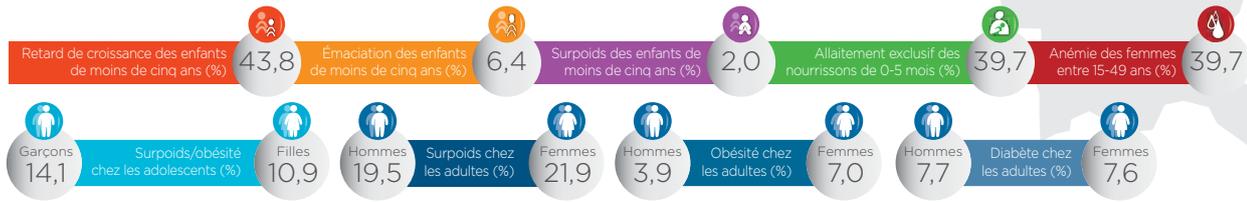
SCALINGUPNUTRITION.ORG/KYRGYZSTAN/FR

- Élargissement de la plateforme multi-acteurs, notamment au niveau infranational avec l'élaboration de mécanismes de décentralisation ;
- Développement du Programme national de nutrition et de sécurité alimentaire pour 2018-2022 ;
- Renforcement des capacités des plateformes multi-acteurs en développement, analyse, suivi et redevabilité des financements de la nutrition.



Date d'adhésion : avril 2011
Population : 6,86 millions

RDP lao



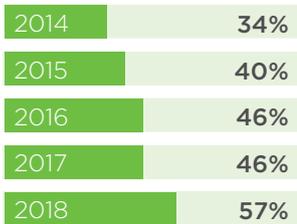
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La République démocratique populaire lao comporte diverses plateformes multi-acteurs aux niveaux national et infranational. 220 participants et 19 entreprises sont inscrites sur le réseau du secteur privé SUN lancé en juin 2018. Toutes les provinces disposent d'un comité sur la nutrition, et dix coordinateurs provinciaux pour la nutrition ont été recrutés pour assurer la coordina-

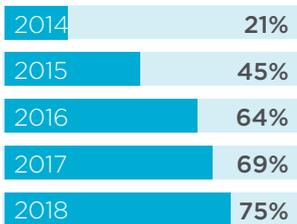
tion multi-acteurs au niveau infranational ; des réunions se tiennent chaque trimestre avec des représentants des secteurs de l'éducation, de l'agriculture, de la planification, de la santé et de l'Eau, assainissement et hygiène. Un état des lieux de la nutrition est soumis deux fois par an à l'Assemblée nationale.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le secrétariat du Comité national sur la nutrition a facilité l'intégration des priorités en matière de nutrition dans la politique, les plans et les budgets nationaux. Le Ministère de la santé a facilité l'élaboration de directives spécifiques sur la nutrition, dont la directive nationale sur la gestion intégrée de la malnutrition aigüe. Le Code sur la commer-

cialisation des substituts du lait maternel a été formulé avec l'aide de diverses agences et il a été approuvé par le gouvernement. Des études ont été menées pour orienter le Plan stratégique d'enrichissement des aliments et l'examen à mi-parcours du Plan d'action national pour la nutrition (NPAN) 2016-2020.



Aligner les actions autour de résultats communs

L'Assemblée nationale a approuvé les efforts d'harmonisation des indicateurs nationaux avec le 2e Objectif de développement durable sur l'éradication de la faim et a privilégié 2 indicateurs de nutrition (les retards de croissance et l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans), tant dans son Plan national de développement socioéconomique que dans son plan de

retrait des pays les moins développés. De plus, l'étude des indicateurs sociaux au RDP lao publiée au cours de cette période orientera une mise à jour du cadre commun de résultats. La Plateforme nationale pour la nutrition a été lancée, et le recensement des parties prenantes et des actions en faveur de la nutrition sera actualisé en 2018.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le gouvernement et les principaux donateurs redoublent d'efforts pour assurer un financement à plus long terme de la nutrition: les affectations budgétaires nationales à certaines actions prioritaires sur la nutrition en attestent, notamment la fourniture de produits nutritionnels, le renforcement des capacités et le suivi. L'affectation

budgétaire aux pratiques agricoles contribuant à la nutrition a augmenté grâce à de nouveaux projets tels que le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Des efforts de renforcement du suivi des décaissements sont en cours. Les donateurs ont continué à appuyer le NPAN 2016-2020.



PRIORITÉS 2018-2019

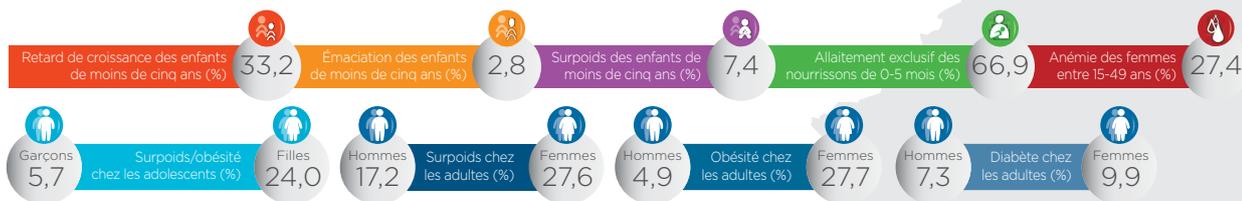
SCALINGUPNUTRITION.ORG/LAOS/FR

- Harmoniser l'appui interne au NPAN 2016-2020 ;
- Lancer l'examen à mi-parcours du NPAN en privilégiant les districts face à une prévalence de malnutrition élevée et à un fardeau double de la malnutrition ;
- Créer un forum amélioré pour partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés sur la base d'éléments probants ;
- Renforcer les systèmes de gestion régulière des informations sur la nutrition et les systèmes de surveillance multisectorielle.



Date d'adhésion : juillet 2014
Population : 2,23 millions

Lesotho



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multi-acteurs fonctionne par le biais du Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition, mais les termes de référence n'ont pas encore été élaborés. Il existe des réseaux du secteur privé SUN, les chercheurs et les universitaires, les mé-

dias, la société civile et les Nations Unies, mais ce dernier réseau est le seul à être pleinement fonctionnel. Un forum de haut niveau sur la nutrition prévu pour octobre 2018 est en cours de planification.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Malgré les progrès du Lesotho dans l'établissement de politiques et de cadres juridiques cohérents au cours de la période du rapport, il n'est pas encore possible d'opérationnaliser ou de faire appliquer la plupart de ces cadres et politiques. La législation sur l'enrichissement des aliments adoptée dans la politique de nutrition est en cours

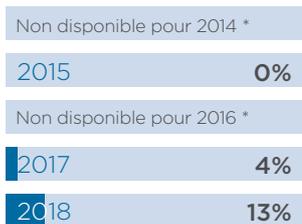
et comprend un bio-enrichissement actuellement promu par le biais des haricots. Une stratégie de communication en faveur d'un changement social et des comportements en faveur de la nutrition a été élaborée avec l'aide de l'UNICEF et comprend un plan de mise en œuvre.



Aligner les actions autour de résultats communs

Pour la première fois, la nutrition a été intégrée au Plan national de développement stratégique (2017/2018-2021/2022). De plus, la stratégie de nutrition du Lesotho a été élaborée et sera bientôt chiffrée. Le Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition a organisé un processus de consultation avec des experts de plusieurs

secteurs, tant au niveau des districts qu'à l'échelle nationale, pour mener l'examen stratégique du programme Faim zéro. L'examen stratégique du programme Faim zéro et la stratégie nationale pour la nutrition aideront à faciliter un cadre commun de résultats axé sur le Plan national pour la nutrition et une programmation harmonisée.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Aucun changement n'a été signalé en 2017 et 2018.



PRIORITÉS 2018-2019

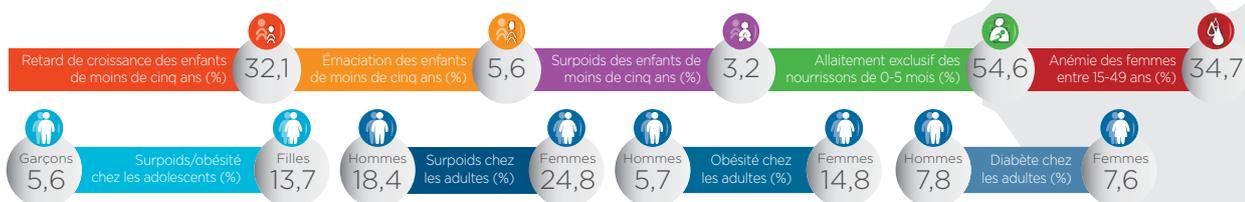
SCALINGUPNUTRITION.ORG/LESOTHO/FR

- S'assurer que tous les réseaux SUN sont pleinement fonctionnels ;
- Opérationnaliser la stratégie de communication en faveur d'un changement social et des comportements propice à la nutrition ;
- Opérationnaliser les cadres politiques et juridiques pour un renforcement de la nutrition aux niveaux national et infranational ;
- Améliorer le suivi des finances et la mobilisation des ressources.

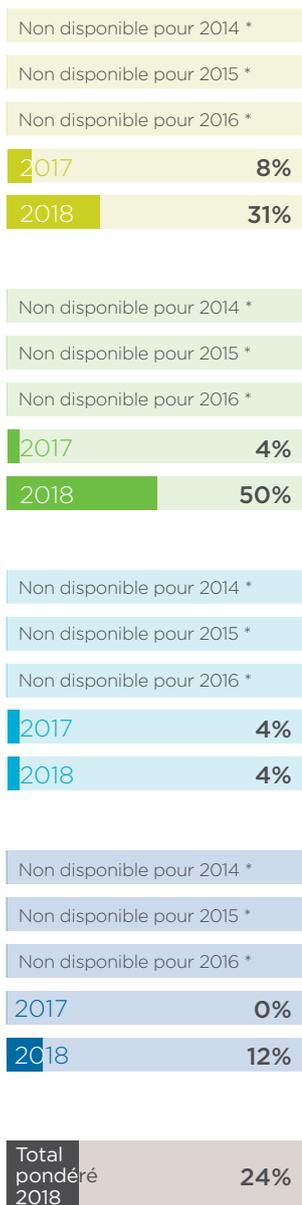


Date d'adhésion : février 2014
Population : 4,73 millions

Liberia



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les membres de la plateforme multisectorielle partiellement fonctionnelle établie au Libéria participent à des réunions régulières. Malgré l'expansion progressive de la plateforme multisectorielle avec l'implication de nouveaux ministères sectoriels, dont ceux de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et du commerce, il faut une croissance continue pour assurer une couverture mul-

tisectorielle. Les Réseaux de la société civile et des Nations Unies participent activement aux réunions de la plateforme multisectorielle, mais des réseaux de donateurs et du secteur privé ne sont pas encore établis. Le Libéria a un point focal SUN intérimaire en attendant une nomination officielle par le Cabinet du président.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Une politique nationale sur la nutrition actualisée est en cours d'examen par les ministres sectoriels ; signalant une mobilisation accrue dans le cadre de l'approche multisectorielle, l'ébauche a impliqué un plus grand nombre de parties prenantes que par le passé, et la plateforme multisectorielle participe à son élaboration. Le

pays a adopté des normes d'enrichissement pour la farine, l'huile de cuisson et le sel, avec l'établissement de l'alliance nationale pour l'enrichissement. Des règlements sur la commercialisation des substituts du lait maternel sont en cours d'élaboration, et les parlementaires ainsi que le Ministre de la santé examinent actuellement la législation.

Aligner les actions autour de résultats communs

Les politiques des différents secteurs demeurent fragmentées, mais les parties prenantes commencent à reconnaître l'utilité d'harmoniser les cadres politiques et juridiques ; elles ont prévu d'examiner les mesures existantes pour s'assurer qu'elles correspondent aux cibles nationales. D'im-

portants efforts doivent y être consacrés pour harmoniser les actions. Toutefois, les interventions spécifiques à la nutrition ont été étendues, et des services de conseil local en alimentation des nourrissons et des jeunes enfants sont désormais proposés dans 12 des 16 comtés.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Pour l'heure, les interventions en faveur de la nutrition sont principalement financées par des donateurs externes, et les ressources nationales consacrées au secteur demeurent limitées. Le Libéria se relève encore de la crise Ebola et la planification de financements pluriannuels pour les prochaines périodes démarrera en 2018 et 2019.

Il sera alors essentiel de renforcer les initiatives de plaidoyer pour que les interventions en faveur de la nutrition puissent bénéficier de financements. Faisant preuve de sa volonté d'aider ce secteur, le gouvernement fournit des ressources humaines afin de soutenir et de faciliter les interventions en faveur de la nutrition.

PRIORITÉS 2018-2019

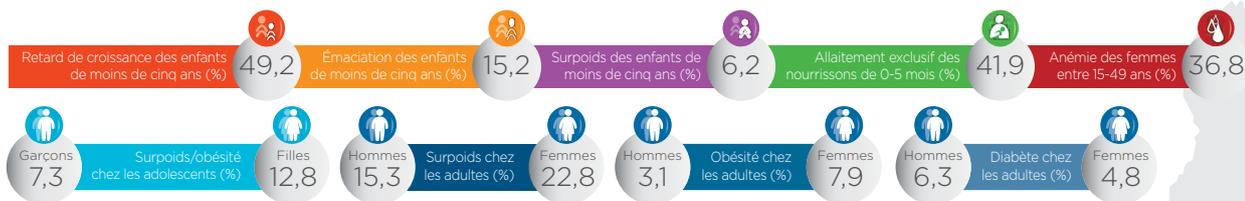
SCALINGUPNUTRITION.ORG/LIBERIA/FR

- Obtenir l'approbation pour désigner officiellement le point focal SUN du gouvernement ;
- Mobiliser les parlementaires nouvellement élus pour renforcer la promotion de la nutrition ;
- Élaborer une politique nationale et un plan stratégique multisectoriel pour la nutrition et les examiner ;
- Continuer à faciliter l'expansion et la fonctionnalité de la plateforme multisectorielle en place.



Date d'adhésion : février 2012
Population : 25,57 millions

Madagascar



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme associe un grand nombre de ministères sectoriels (population, communication, santé, agriculture, élevage, pêche, éducation, eau, commerce, industrie, justice et même défense) aux réseaux constitués de la société civile (HINA), des chercheurs (MIKASA), du secteur privé (Anjaramasoandro), des donateurs et des Nations Unies. Tous ont aidé à l'élaboration de la Politique

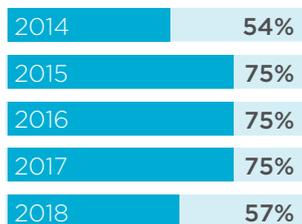
nationale de nutrition et au Plan national (PNAN III) 2017-2021, et ont un plan d'action conjoint. Chaque ministère sectoriel a une structure consacrée à la nutrition ainsi qu'un poste budgétaire. L'intégration des secteurs Eau, assainissement et hygiène (WASH), et nutrition, est le fer de lance de la collaboration intersectorielle.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique nationale de nutrition a été actualisée et a permis d'aligner plusieurs textes et lois, parmi lesquels la loi sur l'i-odation universelle du sel et le code de commercialisation des substituts du lait maternel, ainsi que le suivi systématique de la santé de l'élève. Pour les rendre opérationnels, différentes structures promouvant la

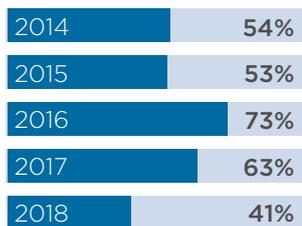
nutrition comme l'Alliance nationale de fortification alimentaire et les structures amis de bébé ainsi que les amis de WASH, ont été redynamisées. Un inventaire des textes et des lois relatifs à la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été effectué par l'Alliance parlementaire malagasy pour la sécurité alimentaire et la nutrition.



Aligner les actions autour de résultats communs

Les organisations des Nations Unies, les donateurs, et la plateforme de chercheurs ont aligné leur plan de travail sur les priorités nationales, et la nutrition figure parmi les thèmes traités par le groupe de dialogue stratégique (regroupant le gouvernement et les bailleurs). Le Plan de mise en oeuvre et le Plan national de suivi et d'évaluation sont en

train d'être achevés ; ils comprennent une programmation thématique pluriannuelle et un cadre commun de résultats. Les groupes régionaux de nutrition assurent le suivi des cadres commun de résultats régionaux et l'évaluation des actions. La cartographie des interventions et des acteurs est mise à jour annuellement.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

L'analyse budgétaire des dépenses domestiques allouées aux interventions de nutrition (sensibles et spécifiques) est en cours. Les budgets pour la nutrition de certains ministères (éducation, santé) ont été renforcés ; au-delà de l'augmentation graduelle des financements de l'État, un accord de fi-

nancement pluri-annuel a été conclu avec la Banque mondiale afin de réduire la malnutrition chronique (10 ans), ainsi qu'un projet d'appui à l'éducation de base (5 ans). Le chiffrage du PNAN III est prévu lorsque seront achevés le Plan de mise en oeuvre et le Plan national de suivi et d'évaluation.



PRIORITÉS 2018-2019

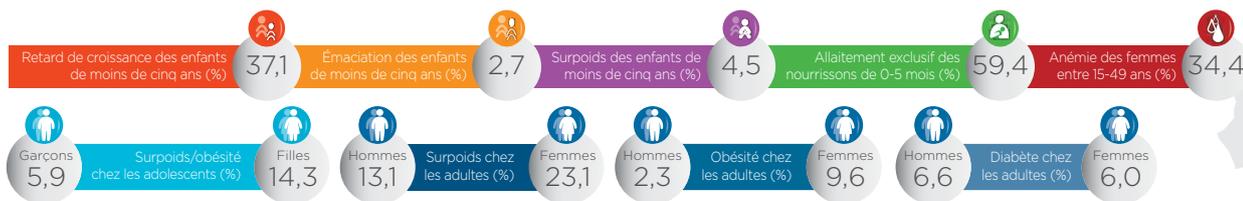
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/MADAGASCAR/FR](https://scalingupnutrition.org/madagascar/fr)

- Terminer le Plan de mise en oeuvre, le plan national de suivi-évaluation, et le chiffrage du PNAN III ;
- Mobiliser conjointement les ressources ;
- Mettre à jour la situation nutritionnelle au niveau national ;
- Redynamiser toutes les plateformes, et étendre les réseaux de la société civile au niveau régional ;
- Évaluer l'impact des interventions en nutrition.



Date d'adhésion : mars 2011
Population : 18,62 millions

Malawi



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les plateformes de coordination multisectorielles opèrent aux niveaux national, régional et local dans le cadre institutionnel des structures gouvernementales et avec des commissions établies. Elles facilitent la prise de décisions éclairées et contribuent régulièrement à l'élaboration de politiques gouvernementales et de documents stratégiques.

Un site Web a été lancé afin de faciliter la capacité des plateformes multisectorielles à partager et à diffuser des informations relatives à la recherche. La Première dame conserve son rôle d'ambassadrice de la nutrition ; elle participe aux forums de plaidoyer et aux événements de diffusion des études et des recherches.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La nutrition est une priorité de la Stratégie de développement en faveur de la croissance du Malawi III (2017-2022). La Politique nationale de nutrition multisectorielle, élaborée et approuvée, est notamment axée sur l'égalité des sexes et la défense des droits au congé de maternité. Le projet de loi sur l'alimentation et la nutrition

doit encore être approuvé par le Parlement. Des mécanismes ont également été mis en place afin de surveiller et de faire respecter le Code relatif à la commercialisation des substituts du lait maternel au Malawi et un logo d'enrichissement des aliments transformés a été conçu pour faire appliquer la législation.



Aligner les actions autour de résultats communs

Après la mise en place d'un cadre harmonisé de suivi en 2016, un système national d'informations en ligne sur la nutrition au niveau multisectoriel a été créé en 2017, conformément à la stratégie de développement en faveur de la croissance du Malawi et aux objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé. Ce système suit en temps réel les indicateurs des mesures spécifiques à la

nutrition et contribuant à celle-ci, pour tous les secteurs et les partenaires au niveau des districts. Il s'inscrit également dans le cadre du Système de suivi des ressources en nutrition (NURTS) récemment mis au point. Une évaluation des capacités régionales a permis d'augmenter le nombre d'agents de nutrition (4 par district).



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le gouvernement a chiffré le coût des mesures spécifiques à la nutrition et contribuant à celle-ci, dans le cadre de sa Stratégie de développement en faveur de la croissance du Malawi, du plan stratégique et de la gestion communautaire du plan opérationnel de lutte contre la malnutrition aiguë. Le financement reste toutefois difficile à prévoir, en l'absence de stratégie. Toutefois,

le plaidoyer en faveur d'une augmentation des subventions gouvernementales dans la nutrition se poursuit. Malgré le succès du NURTS en matière de suivi des ressources, l'irrégularité de la saisie des données par les parties prenantes nuit à la fiabilité et compromet leur usage pour le plaidoyer et la prédiction des financements.



PRIORITÉS 2018-2019

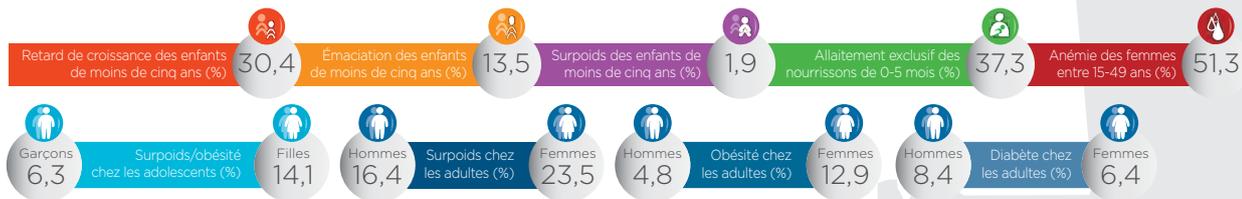
SCALINGUPNUTRITION.ORG/MALAWI/FR

- Lancer et appliquer la Politique nationale de nutrition multisectorielle et le plan stratégique à tous les niveaux ;
- Veiller à ce que le parlement approuve le projet de loi sur l'alimentation et la nutrition ;
- Développer et mettre en œuvre une stratégie nutritionnelle pour les adolescents ;
- Mettre en place le plan stratégique de nutrition et d'alimentation du secteur agricole.

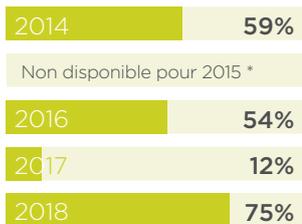


Date d'adhésion : mars 2011
Population : 15,54 millions

Mali



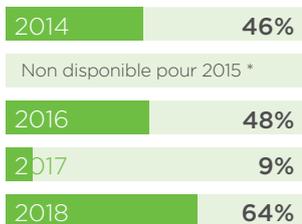
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La Cellule de coordination de la nutrition a été renforcée par des fonctionnaires. Le Comité technique intersectoriel de nutrition est fonctionnel et s'est réuni quatre fois mais le Conseil national de nutrition n'a pas pu se réunir. De nouveaux points focaux du Comité technique intersectoriel de nutrition et leurs suppléants ont été nommés et doivent être formés à leurs rôles et respon-

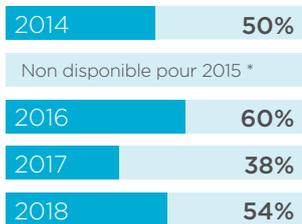
sabilités. Les organes de coordination au niveau décentralisé et déconcentré existent et sont clairement définis dans la Politique nationale de nutrition mais avec une faible opérationnalité à ces deux niveaux. Le processus d'adhésion du secteur privé et du milieu universitaire et de la recherche est complètement achevé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Plusieurs études ont permis de faire le point sur la prise en compte de la nutrition dans les différents secteurs : 1) la réflexion stratégique sur la faim zéro ; 2) l'étude du coût de la faim ; 3) les priorités résilience-pays. Par ailleurs, la revue des politiques sectorielles a permis d'identifier les lacunes des politiques et programmes existants pour contri-

buer à la nutrition. Par ailleurs, le projet de constitution reconnaît désormais l'alimentation et la nutrition comme des éléments de droit constitutionnel. Enfin, des coalitions régionales ont été mises en place pour le renforcement des capacités et plusieurs rencontres de plaidoyer ont eu lieu avec les parlementaires.



Aligner les actions autour de résultats communs

La Cellule de coordination de la nutrition ainsi que la totalité des réseaux possèdent leurs plans de travail annuels qui s'inscrivent dans le cadre du Plan d'action multisectoriel de nutrition, considéré comme le cadre commun de résultats. La revue à mi-parcours de novembre 2016 permet également l'alignement des partenaires, même si des

efforts restent à fournir pour la mise en place d'un système de suivi et évaluation, de redevabilité, de gestion du savoir et de renforcement des capacités des acteurs clé à tous les niveaux. Ledit mécanisme sera mis en œuvre prochainement afin de soutenir le nouveau plan pour la période 2019-2023.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

En 2017, le coût annuel du financement du PAMN était de 129 119 465 USD dont 48 % étaient mobilisables (soit un déficit de 52 %). En dépit de ce constat, il n'existe pas de système de suivi budgétaire sur la mobilisation et l'utilisation des ressources. Cependant, une analyse rétrospective du financement du PAMN 2014-2018, en cours, et

l'analyse budgétaire ont permis d'identifier les sources de financement disponibles et les réalisations. De plus, la redynamisation du réseau des donateurs, soutenue par la formation des points focaux sectoriels avec la réunion des secrétaires généraux, sont des leviers idéaux pour aligner les ressources financières et éviter les doublons.



PRIORITÉS 2018-2019

[SCALINGUPNUTRITION.ORG/MALI/FR](https://scalingupnutrition.org/mali/fr)

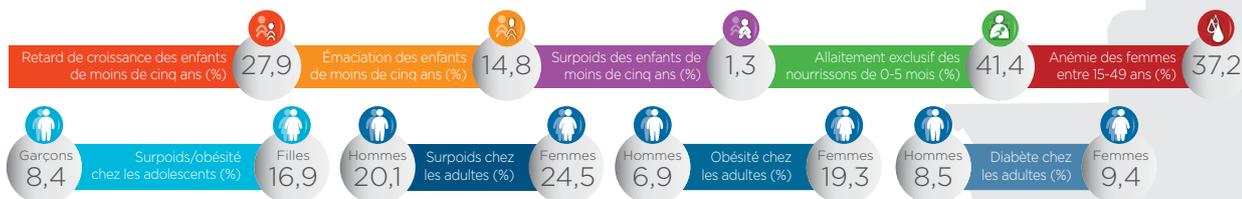
- Achever l'évaluation du PAMN 2014-2018 et proposer le nouveau plan 2019-2023 ;
- Animer les plateformes multi-acteurs et multisectorielles ;
- Elaborer le mécanisme de suivi, évaluation et de redevabilité du PAMN et animer les groupes sectoriels

- de la nutrition pour suivre les performances spécifiques à la nutrition et contribuant à celle-ci ;
- Organiser le forum national sur la nutrition entre janvier et mars 2019 ;
- Organiser la table ronde de mobilisation des financements du PAMN ;
- Renforcer les réseaux SUN.



Date d'adhésion : mai 2011
Population : 4,42 millions

Mauritanie



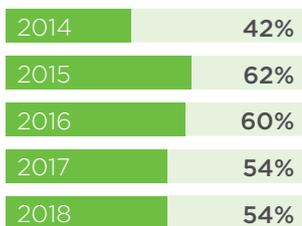
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Un décret révisé, en cours de signature, cherche à rendre le Conseil national de développement de la nutrition plus fonctionnel. Il existe un cadre de coordination fonctionnel de la nutrition au niveau régional avec 5 comités régionaux de coordination. Malgré des difficultés de coordination multisectorielle, une nouvelle dynamique existe, insufflée par la nomination d'un nouveau point focal

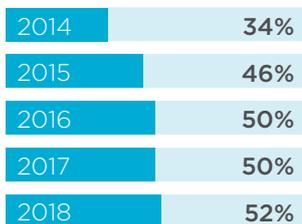
SUN. Le Réseau de la société civile SUN est très dynamique et a œuvré à l'émergence (1) d'un réseau de parlementaires femmes pour la nutrition, (2) d'un réseau de journalistes sensibles à la nutrition. Les réseaux des donateurs, du milieu scientifique et universitaire, et du secteur privé restent encore à être mis en place.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Plusieurs acquis sont à noter grâce à l'élaboration des documents de politique et stratégie ainsi que l'adoption de décrets pour leur mise en œuvre. Cependant, leur application reste insuffisante et les violations encore trop nombreuses. Par ailleurs, la Politique nationale de santé et le Plan national de développement sanitaire ont fait l'objet

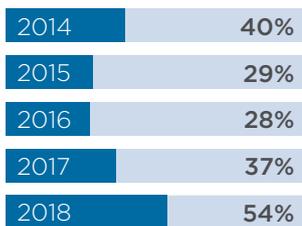
d'une évaluation à des fins de meilleure planification à partir des leçons tirées. Ce genre de révision n'est pas systématisé au niveau national. Toutefois, le décret portant sur la création du Conseil national de développement de la nutrition a été révisé pour le rendre plus fonctionnel. Il doit, encore à ce jour, être signé.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le plan stratégique multisectoriel de nutrition (2016 - 2025) comporte un plan de mise à l'échelle des interventions de promotion des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant pour les dix prochaines années. Le défi réside dans l'achèvement du processus d'inventaire des interventions existantes pour jeter les bases

d'une coordination multisectorielle régulière au niveau central et local. Il n'existe pas de cadre global de concertation et de suivi mais le secteur de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère dispose d'un cadre de coordination et de ciblage harmonisé pour les zones prioritaires, ainsi que d'un système d'information pour le suivi des activités.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les financements gouvernementaux nécessaires au soutien des interventions spécifiques à la nutrition sur les 10 prochaines années ont été budgétisés et des lacunes de financement ont été identifiées. Malgré une progression constante des investissements étatiques et les efforts du gouvernement et de ses partenaires techniques et financiers, l'essentiel du financement est alloué

à des interventions d'urgence et de court terme. Les interventions de nutrition à visée préventive restent sous-financées. Ainsi, l'un des défis majeurs tient à la capacité à mobiliser des ressources prédictibles sur une longue durée pour renforcer les interventions mettant l'accent sur la prévention, selon une approche multisectorielle.



PRIORITÉS 2018-2019

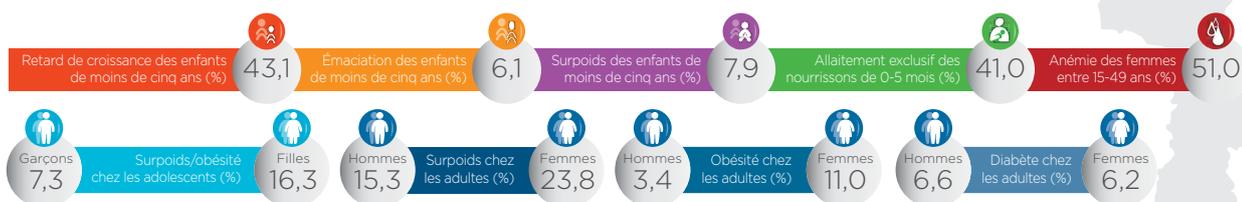
SCALINGUPNUTRITION.ORG/MAURITANIA/FR

- Achever le processus de signature du décret révisé du Conseil national de développement de la nutrition ;
- Conduire l'inventaire des interventions existantes et potentielles pouvant permettre d'atteindre des produits du cadre commun de résultats pour jeter les bases de la coordination multisectorielle ;
- Renforcer le fonctionnement des cadres de coordination multisectorielle au niveau national et régional (par la mise en place d'outils et de mécanismes de fonctionnement et de rapportage) ;
- Poursuivre les actions de plaidoyer.



Date d'adhésion : août 2011
Population : 29,67 millions

Mozambique



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le cabinet du Premier ministre a créé le Conseil national pour la nutrition et la sécurité alimentaire (CONSAN), réunissant 8 ministres, des dirigeants du Secrétariat technique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SETSAN) et des conseils et instituts concernés, et des représentants de la société civile, d'universités et d'entreprises. Chaque province a un GT- PAMRDC et 5

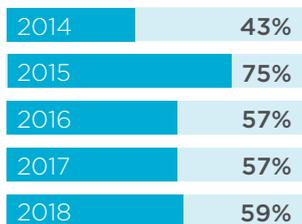
budgets ont été approuvés, mais la décentralisation subit des contraintes de capacités techniques et financières que l'UNICEF et le SETSAN évaluent. La plateforme de la société civile a reçu des fonds de l'UE pour 3 ans, et des plateformes de la société civile sont actuellement en place dans 6 provinces et 15 districts supplémentaires.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Un examen étendu du PAMRDC et une évaluation de la Stratégie sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ESAN II) menés pour orienter l'ESAN III ont indiqué une corrélation faible entre les activités sectorielles du PAMRDC et les indicateurs et qu'il fallait orienter les provinces pour adapter le PAMRDC. Le plaidoyer bénéficie de l'appui d'une évaluation du coût de la faim, d'une

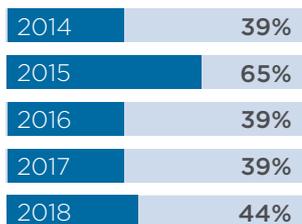
étude de « Fill the Nutrition Gap » et d'une campagne de plaidoyer pour la nutrition menée par la Première dame et administrée par le Ministère du développement rural. Un nouveau plan de communication présentera les actions du SETSAN et les lacunes identifiées dans les éléments d'éducation et de communication sur la nutrition.



Aligner les actions autour de résultats communs

Bien que le PAMRDC fournisse des orientations à court et moyen terme, il n'a pas été adopté en tant que cadre commun de résultats sur le plan fonctionnel, et les actions des partenaires ne correspondent donc pas toujours aux stratégies nationales. Pour renforcer le partage des informations et l'harmonisation des actions, le SETSAN a créé un site Internet ([http://setsan2.info-](http://setsan2.info-moz.net/)

[moz.net/](http://setsan2.info-moz.net/)) où les ONG et d'autres acteurs peuvent enregistrer leurs projets sur la sécurité alimentaire et la nutrition. De plus, un système national d'information est créé selon une évaluation en cours. Un atelier a été mené pour partager, cataloguer, recenser et harmoniser les approches de communication pour changer les comportements.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le SETSAN a renforcé son appel à l'affectation de fonds publics pour la nutrition aux secteurs via des plans sectoriels économiques et sociaux. Un nouveau groupe de travail du SETSAN et de représentants de partenaires majeurs prend des décisions et comble rapidement les déficits de ressources. L'identification des fonds pour la nutrition demeure difficile, mais les parties

prenantes ont accès au système de gestion des finances publiques et des lignes budgétaires des interventions pour la nutrition sont à l'étude pour un projet que finance le département britannique pour le développement international. L'USAID et l'université de Duke ont appuyé une analyse de la rentabilité des interventions pour la nutrition.



PRIORITÉS 2018-2019

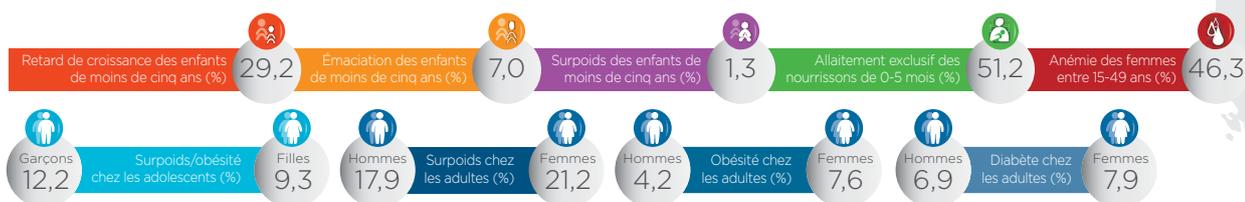
SCALINGUPNUTRITION.ORG/MOZAMBIQUE/FR

- Un forum sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle aura lieu en novembre 2018 sous la direction de S. E. le Président de la République du Mozambique ;
- Approuver et mettre en œuvre la nouvelle ESAN III ;
- Renforcer l'intégration des fonds alloués à la nutrition et la sécurité alimentaire dans les plans sectoriels économiques et sociaux et garantir leur budgétisation ;
- Accélérer le processus de création et de formation du groupe technique de district.



Date d'adhésion : avril 2013
Population : 53,37 millions

Myanmar



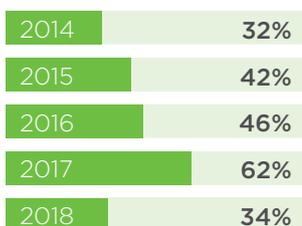
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multi-acteurs du Myanmar agit conformément à son mandat et à son plan de travail. En juillet 2017, un groupe de coordination multisectoriel de haut niveau sur la nutrition a été créé. Entre mi-2016 et mi-2018, l'inventaire sur la nutrition et le Plan d'action national multisectoriel (2018-

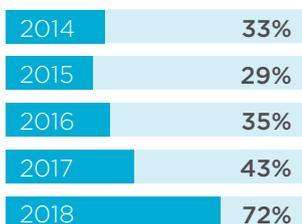
2023), chiffré et priorisé, ont été élaborés après une consultation multisectorielle et interagences. Le réseau de la société civile SUN a accueilli de nouveaux membres et a élu un nouveau Comité directeur en octobre 2017. La première réunion du Parlement SUN s'est tenue le 7 août 2018.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Les ministères de tutelle ont expressément placé l'amélioration de la nutrition au centre de leurs préoccupations et de leurs priorités dans leurs politiques. L'inventaire sur la nutrition a examiné et analysé les principales politiques ainsi que les répercussions positives ou négatives sur la nutrition. Un groupe de travail technique national a été créé pour le respect de l'ordonnance de

commercialisation des produits alimentaires conçus pour les nourrissons et les jeunes enfants (inspirée du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel). Avec l'aide de la FAO, le Ministère de l'agriculture aligne la politique agricole du pays sur les priorités nationales en matière de nutrition.



Aligner les actions autour de résultats communs

Les partenaires de la plateforme multisectorielle SUN (alliance de la société civile, Nations Unies, donateurs et ministères) ont élaboré conjointement le Plan d'action national multisectoriel chiffré sur la nutrition (2018-2023). Ce plan a été terminé après une année de séances de consultation intenses. Quatre ministères différents sont concernés

: santé et sport, éducation, affaires sociales, urgence et reconstruction, et agriculture. Ce plan servira de cadre commun de résultats au sein duquel les partenaires œuvreront et contribueront. L'objectif général est de « réduire toutes les formes de malnutrition chez les mères, les enfants et les adolescentes ».



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Il n'y a pas de système de suivi financier de la nutrition dans les plans de développement, ni de système de prévision du financement pluriannuel pour pérenniser la mise en œuvre du financement de la nutrition. Le gouvernement, les Nations Unies et l'alliance de la société civile utilisent leurs propres systèmes de suivi financier/budgétaire pour la programmation relative à la nu-

trition. Les coûts du Plan d'action national multisectoriel ont été estimés dans le cadre des travaux de développement du plan, et à partir d'hypothèses étant donné l'absence de données chiffrées sur la nutrition ou d'autres activités. Ces projections devraient jeter les bases du futur suivi financier de la nutrition.



PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/MYANMAR/FR

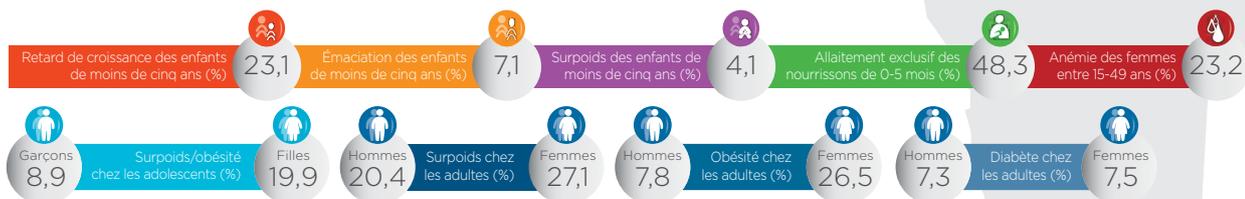
Tous les acteurs impliqués dans la nutrition au Myanmar ont pour priorité en 2018-2019 de mettre en œuvre les activités spécifiées pendant la période initiale ou lors de la première année du Plan d'action national multisectoriel chiffré sur cinq ans.

- Évaluer les capacités (coordination, gouvernance et capacité opérationnelle aux niveaux national et infranational)
- Évaluer les priorités des États/régions ;
- Lancer le système de suivi et d'évaluation ;
- Faire le suivi financier et mobiliser les ressources.



Date d'adhésion : septembre 2011
Population : 2,53 millions

Namibie



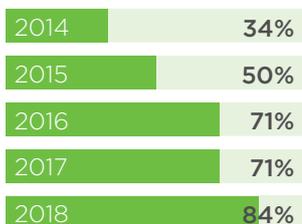
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les dirigeants politiques poursuivent l'effort en faveur de la nutrition et de l'amélioration de la sécurité alimentaire. Le bureau du Premier ministre œuvre à s'approprier la coordination de la nutrition, après avoir donné un nouvel élan au Conseil de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Présidée par l'ancien Premier ministre et l'actuel Vice-pre-

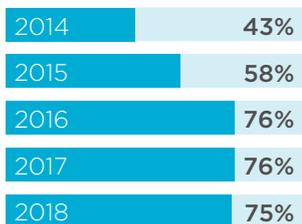
mier ministre, l'Alliance pour l'amélioration de la nutrition (NAFIN) sert de plateforme multisectorielle et multi-acteurs avec la participation active de membres aux réunions et joue un rôle consultatif important auprès du Conseil de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il faut renforcer les structures locales et régionales des plateformes.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle existe désormais dans sa version finale. Une Stratégie de santé des mères, des nouveau-nés, des enfants et de la procréation a été élaborée et chiffrée en 2018. Le Ministère de l'éducation, des arts et de la culture a parachevé la politique d'alimentation scolaire, et la réglementation sur la

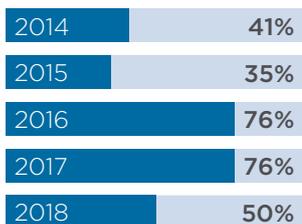
commercialisation des substituts du lait maternel est en cours de révision ; ces 2 projets seront soumis au Conseil des ministres. À la suite de la rédaction d'une brochure de sensibilisation, la NAFIN redouble d'efforts pour accroître son engagement auprès des parlementaires, afin de conserver leur soutien politique.



Aligner les actions autour de résultats communs

Même si un cadre commun de résultats existe pour le Plan national de mise en œuvre du Mouvement SUN, il devra être mis à jour pour s'aligner sur la nouvelle Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le réseau des Nations unies a apporté son soutien au bureau du Premier ministre afin que ce dernier intègre les indicateurs de nutrition dans son système de surveillance nu-

tritionnelle. Une évaluation des effets de la sécheresse sur l'état nutritionnel des populations vulnérables, réalisée en partenariat avec ce réseau, orientera la réponse politique. Les structures locales et régionales des plateformes devront créer un mandat pour améliorer la prise de responsabilité à l'échelle infranationale.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

En tant que pays à revenu intermédiaire, le financement de la nutrition relève avant tout de la responsabilité nationale. Même si les récentes conditions économiques ont nui au budget de la santé et au financement de la nutrition, la NAFIN conserve un budget annuel. La nutrition n'a pas de ligne budgétaire spécifique mais elle est financée par le

biais d'autres lignes budgétaires. Pour combler l'absence de nutritionnistes, l'université des sciences et technologies a lancé en collaboration avec la NAFIN et le réseau des Nations Unies un programme d'études sur la nutrition sur 4 ans ; 35 étudiants sont inscrits en première année.



PRIORITÉS 2018-2019

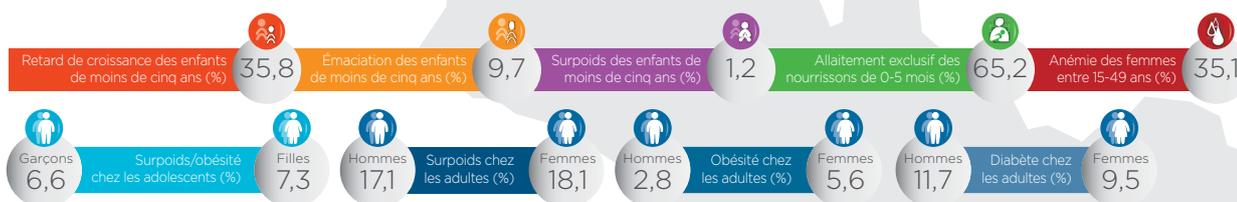
SCALINGUPNUTRITION.ORG/NAMIBIA/FR

- Rationaliser et renforcer les mécanismes de responsabilisation de la NAFIN en collaboration avec le gouvernement ;
- Définir un plan de travail annuel pour la NAFIN ;
- Développer des supports de communication pour les différentes structures de la NAFIN ;
- Améliorer et renforcer les capacités des différents travaux de la NAFIN, y compris le réseau des organisations de la société civile et les réseaux universitaire et du secteur privé.



Date d'adhésion : mai 2011
Population : 29,31 millions

Népal



Transformations institutionnelles en 2017-2018

2014 39%

Non disponible pour 2015 *

2016 81%

2017 64%

2018 75%

2014 52%

Non disponible pour 2015 *

2016 70%

2017 75%

2018 75%

2014 42%

Non disponible pour 2015 *

2016 71%

2017 69%

2018 75%

2014 61%

Non disponible pour 2015 *

2016 54%

2017 60%

2018 75%

Total pondéré 2018 75%

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Comité de coordination national sur la sécurité alimentaire et la nutrition (NNFSSC) coordonne le travail autour du Plan de nutrition multi-sectoriel (MSNP II). Il associe les parties prenantes du SUN à ses réunions. Le Comité de pilotage de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLNFSSC) et le Secrétariat national chargé de la sécurité alimentaire et la nutrition (NNFSS) ap-

puient l'élaboration de politiques. Puisque le Népal est actuellement en transition, d'une structure unitaire à une structure fédérale, des comités de pilotage provinciaux sur la sécurité alimentaire et la nutrition sont mis en place. Le MSNP est actif dans 62 départements par le canal de comités de coordination.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le cabinet a approuvé le MSNP II (2018-2022) en novembre 2017. Le plan concorde avec les Objectifs de développement durable et ceux de l'Assemblée mondiale de la Santé. Le processus ayant mené à la formulation du MSNP II a permis des analyses du dénuement, des liens de causalité et des disparités, l'élaboration d'un cadre de résultats et la détermination de l'état de la cou-

verture. La loi sur le droit à l'alimentation, la politique sur la sécurité alimentaire, et celle sur la souveraineté et la sécurité alimentaires sont au point. Les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments ont été examinées et celles portant sur le fonctionnement du groupe sectoriel sur la nutrition ont été révisées.

Aligner les actions autour de résultats communs

Le MSNP II est un cadre d'harmonisation des programmes en matière de nutrition pour obtenir des résultats communs. Bien que les rôles et les responsabilités des secteurs et des parties prenantes intéressés soient tous clairement définis et qu'il existe des directives de mise en œuvre, une révision s'impose en raison des récents changements intervenus au niveau gouvernemental. Tous

les projets et programmes en matière de nutrition sont en phase avec le MSNP II pour augmenter le nombre de départements bénéficiaires, qui est actuellement de 62 sur 77. Toutes les instances gouvernementales disposent à chaque niveau de leurs propres budget et plan de travail annuels pour réaliser les objectifs et actions du MSNP.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Il faut mobiliser davantage de ressources pour le MSNP II. Une analyse a permis d'identifier les déficits de ressources financières et à partir de cette analyse, le gouvernement a accepté de contribuer au financement du MSNP II à hauteur de 60 %, les 40 % restants devant être couverts par les partenaires du développement au cours des cinq

prochaines années (2018-2022). Le budget total est estimé à 470 millions de dollars et des plans de travail annuels ont été chiffrés aux niveaux fédéral, provincial et local. Chaque ministère dispose d'une ligne au sein du système d'information budgétaire dotée de fonds au titre du MSNP.

PRIORITÉS 2018-2019

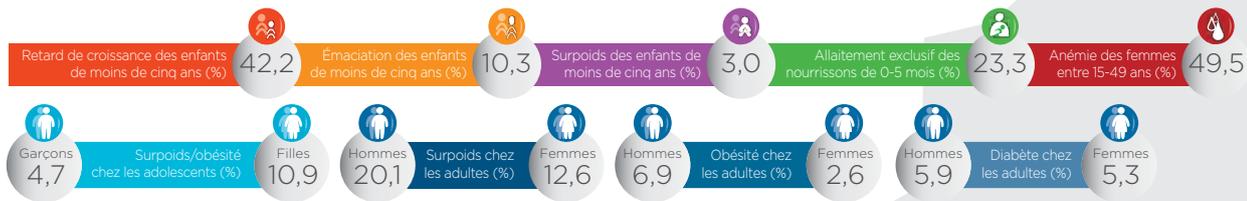
SCALINGUPNUTRITION.ORG/NEPAL/FR

- Renforcer l'engagement du secteur privé ;
- Élaborer des directives de mise en œuvre du MSNP à tous les niveaux ;
- Établir les structures du MSNP aux niveaux des provinces et des autres collectivités locales ;
- Plaider en faveur de l'allocation de ressources pour atteindre les objectifs du MSNP II.



Date d'adhésion : février 2011
Population : 21,48 millions

Niger



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Encore informelle à ce stade, la plateforme multi-acteurs sera formalisée avant fin 2018 avec la création du comité technique qui aura pour mandat le pilotage, le suivi et le reporting de la Politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN) et de son plan d'action. La PNSN alimentera elle-même les discussions dans les réunions du Comité

multisectoriel de pilotage stratégique et celles du Comité interministériel d'orientation présidées par le Président de la République en présence du Premier ministre. Les ressources humaines et financières des différents réseaux doivent être redynamisées et renforcées.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Certains textes d'application nécessitent d'être révisés pour leur opérationnalisation. Dans le cadre de la réglementation de la commercialisation des substituts de lait maternel, un arrêté existe depuis 1998 mais n'est pas appliqué. Il a été révisé et renforcé pour aboutir à un décret gouvernemental. Une stratégie de communication et de mobilisation sociale intégrant la nutrition a

été élaborée au niveau de l'initiative 3N et la stratégie nationale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant a été revue. La politique nationale est soumise à l'adoption du gouvernement et le plan d'action multisectoriel de cette politique prévoit le développement de plans et d'outils de communication et de plaidoyer.



Aligner les actions autour de résultats communs

La PNSN et son plan d'action qui constitue le cadre commun des responsabilités des acteurs est en cours d'adoption, néanmoins la plupart des actions sont en cours de mise en œuvre. Le cadre de suivi et d'évaluation du plan d'action devrait être terminé en 2019 : il permettra d'encadrer le suivi et le reporting. L'absence d'objectifs communs à moyen terme et de cahier des charges clair

ne permet cependant pas de fédérer les réflexions, actions et plaidoyer au sein des différents réseaux. Une plateforme nationale d'information pour la nutrition est établie et fonctionnelle. Elle a fait une analyse de situation sur la nutrition et une analyse des systèmes d'information, et a assuré une formation des acteurs.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Malgré une évaluation régulière du financement de la nutrition, l'analyse de la durabilité, des déficits existants et de l'efficacité n'est pas réalisée. Au cours de la période considérée, certaines stratégies ont été élaborées pour mobiliser des ressources supplémentaires (i) intégration de la nutrition au Plan de développement économique et

social qui a fait l'objet d'une table ronde de mobilisation de ressources, (ii) intégration de la nutrition aux budgets et programmes des secteurs étatiques; (iii) plan d'action budgétisé de la PNSN. Enfin, des mécanismes visant à assurer un continuum entre le financement humanitaire et le développement sont en réflexion.



PRIORITÉS 2018-2019

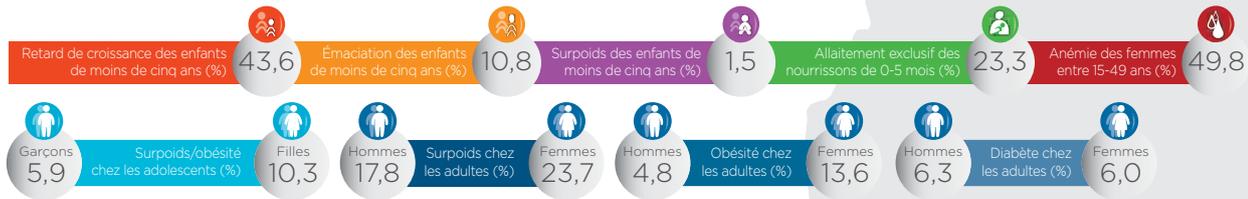
SCALINGUPNUTRITION.ORG/NIGER/FR

- Adopter la PNSN et son plan d'action ;
- Mobiliser des ressources pour la mise en œuvre du plan-PNSN ;
- Dynamiser la plateforme multi-acteurs SUN, notamment par la mise en place du réseau des donateurs ;
- Evaluer les interventions pilotes (communes de convergences, ado nutrition...) en vue de leur mise à échelle.

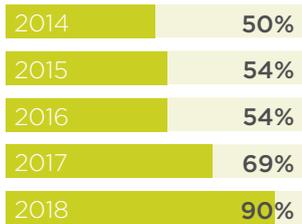


Date d'adhésion : novembre 2011
Population : 190,89 millions

Nigeria



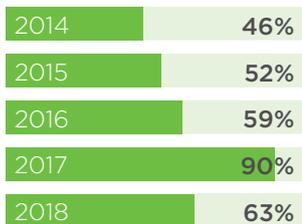
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les plateformes multi-acteurs se réunissent tous les trimestres au niveau national via le Comité national pour l'alimentation et la nutrition (NCFN) et elles existent dans tous les états par l'intermédiaire des Comités d'état. L'Alliance nationale de l'enrichissement nutritionnel et le Groupe de travail sur la nutrition en situation d'urgence contribuent éga-

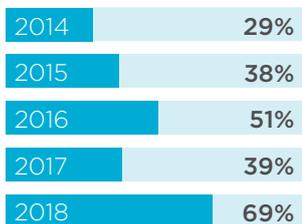
lement à la coordination multisectorielle. La nutrition bénéficie d'une visibilité et d'un soutien accru au Nigéria depuis la récente création, en novembre 2017, du Conseil national sur la nutrition au sein du bureau du Vice-président. La Première dame s'est également jointe au Vice-président pour plaider en faveur de la nutrition.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La mise en place du Conseil national sur la nutrition fait suite à l'adoption en 2016 de la Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, axée sur la santé et coordonnée par le Ministère du budget et de la planification nationale. Le gouvernement place la nutrition au cœur de nombre de ses programmes. Le Vice-président du Nigéria a lancé le Programme national d'alimenta-

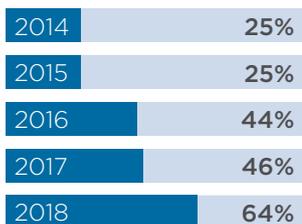
tion scolaire pour intégrer la nutrition dans l'agriculture et l'éducation ainsi que dans les entreprises locales, afin de fournir des repas scolaires gratuits préparés avec des aliments produits localement. Même si l'enrichissement des aliments est obligatoire depuis 2002, la législation doit être renforcée.



Aligner les actions autour de résultats communs

Tous les acteurs ont des priorités communes établies par la Politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le Plan stratégique d'action national pour la nutrition et la Stratégie pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le secteur agricole. Un cadre commun de résultats multisectoriel, en attente d'approbation par

le Conseil fédéral, a été créé pour définir les rôles et les responsabilités des intervenants. Même si les acteurs multisectoriels ont un système en place pour la collecte régulière des données sectorielles, y compris la rédaction par le NCFN de rapports d'étape trimestriels, une plateforme de collecte de données n'a pas encore été créée.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Plan national multisectoriel d'action pour l'alimentation et la nutrition aux niveaux national et infranational a été achevé et chiffré. Bien que l'investissement ne soit pas soutenu, des pôles de nutrition existent dans la plupart des ministères, départements et agences ; ceux-ci ont des lignes budgétaires consacrées à la nutrition. Le

réseau de la société civile a mené un exercice de suivi budgétaire au niveau national et dans les états du Kaduna, Nasarawa et Niger. Bien que les efforts de plaidoyer du réseau de la société civile aient permis d'accroître le financement dans ces trois états, il faut poursuivre le plaidoyer afin de réhausser le financement au niveau national.



PRIORITÉS 2018-2019

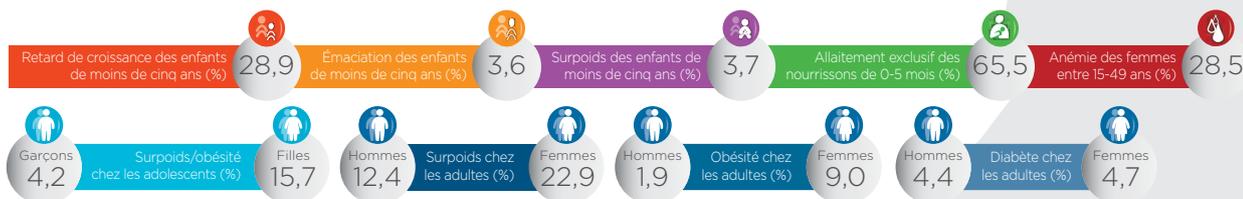
SCALINGUPNUTRITION.ORG/NIGERIA/FR

- Mobiliser des ressources supplémentaires en faveur de la nutrition via un financement national et améliorer le suivi des ressources ;
- Former un réseau d'universitaires et de chercheurs ;
- Déployer le projet de Partenariat visant à améliorer les systèmes de nutrition et obtenir de meilleurs résultats ;
- Déployer le programme NutriPitch, qui donne aux entrepreneurs un accès à des services financiers dans le cadre de plans commerciaux relatifs à la nutrition.



Date d'adhésion : mars 2011
Population : 42,86 millions

Ouganda



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Comité technique multisectoriel sur la nutrition (MSNTC), qui est dirigé par un secrétaire permanent du cabinet du Premier ministre et se réunit chaque trimestre, est responsable de la planification et de la budgétisation conjointes pour la nutrition. Un Forum national annuel sur la nutrition

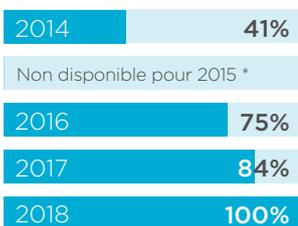
présidé par le Premier ministre contribue à améliorer l'image de la nutrition, notamment auprès des parlementaires. L'établissement d'une Plateforme multi-acteurs de plaidoyer pour la nutrition (MSNAP) a amélioré la participation des législateurs et des parlementaires aux activités sur la nutrition.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Suite à la clôture du 1er Plan en 2017, le processus d'élaboration du 2e Plan d'action pour la nutrition 2018-2025 a démarré au cours de la période du rapport. Il comprend des consultations avec les parties prenantes de divers secteurs aux niveaux régional et national. Bien qu'il n'ait pas encore été approuvé par le secteur, un Plan d'interven-

tion stratégique 2018-2023 pour la nutrition dans les situations d'urgence et la gestion intégrée de la malnutrition aiguë a été élaboré par le Ministère de la santé. Il n'existe toujours aucune réglementation en vigueur sur la commercialisation des substituts du lait maternel.



Aligner les actions autour de résultats communs

Des progrès majeurs sont réalisés dans la coordination multisectorielle au niveau des districts. Un site Internet créé par le biais du cabinet du Premier ministre propose des ressources pour renforcer la gouvernance multisectorielle de la nutrition. Une base de données sur la nutrition a été établie ; elle produit des rapports pour aider les districts à harmoniser leurs propres plans avec

les priorités nationales. Le MSNTC a facilité la fourniture d'un Guide d'orientation à 89 districts pour renforcer la coordination à l'échelle locale ; 80 districts disposent à présent de plans d'action multisectorielle pour la nutrition (2018-2020) harmonisés avec leurs Plans de développement de district 2015-2020.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Des lignes budgétaires spécifiques à la nutrition et contribuant à celle-ci ont été intégrées aux Plans de développement sectoriel (2015-2020). Il faut toutefois encore chiffrer les interventions ayant des effets majeurs sur la nutrition, et aucun suivi des dépenses désagrégées pour la nutrition (à partir des contributions du gouvernement et des donateurs) n'est en cours. Ce sera

une priorité en 2019 afin d'identifier les déficits en ressources. Pour renforcer la mobilisation de ressources, la MSNAP a créé un Plan conjoint de plaidoyer et de communication pour la nutrition 2017-2022 et a dispensé des formations sur le plaidoyer au Forum parlementaire sur la nutrition en janvier 2018.



PRIORITÉS 2018-2019

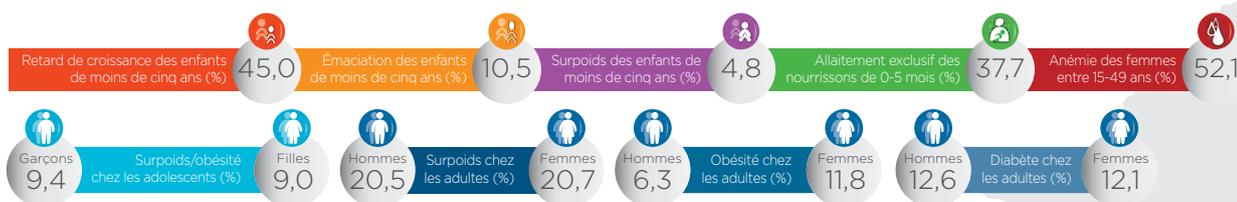
[SCALINGUPNUTRITION.ORG/UGANDA/FR](https://scalingupnutrition.org/uganda/fr)

- Promettre des financements volontaires pour la nutrition dans les domaines d'intervention de lutte contre la malnutrition ;
- Harmoniser les plans et les budgets pour contribuer à la nutrition ;
- Mener un suivi des niveaux d'investissement actuels dans les interventions multisectorielles sur la nutrition pour identifier les déficits de financement ;
- Respecter les mécanismes de redevabilité mutuelle dans le suivi des programmes multisectoriels sur la nutrition.



Date d'adhésion : janvier 2013
Population : 197,02 millions

Pakistan



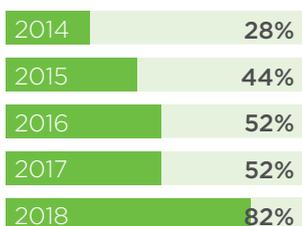
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Au Secrétariat du Mouvement SUN s'ajoutent des unités et comités de pilotage SUN infranationaux. Les Nations Unies ont lancé le Programme unique pour la période 2018-2022 (OP-III). L'Alliance de la société civile compte désormais 156 membres. Des missions conjointes de haut niveau, menées dans trois provinces, ont donné lieu à des

plans d'action intersectoriels et à des ressources pour lutter contre les retards de croissance. Des partenaires commerciaux se sont mobilisés pour développer des activités de sensibilisation par le biais de la responsabilité sociale des entreprises. Le réseau des milieux universitaires et de la recherche SUN a élaboré un plan stratégique.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La stratégie multisectorielle de nutrition du Pakistan 2018-2025 orientera les actions nutritionnelles des différents ministères et départements. Les directives relatives à l'administration de vitamine A, la stratégie de communication en faveur de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, les procédures d'urgence pour le nourrisson et le jeune enfant ainsi que les recomman-

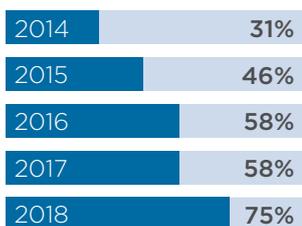
dations alimentaires du Pakistan ont également été approuvées. Le gouvernement fédéral a réfléchi à la façon d'améliorer l'état nutritionnel des adolescentes. L'Alliance de la société civile a entrepris une analyse des lacunes des politiques spécifiques à la nutrition et sensibles à celle-ci aux niveaux national et régional.



Aligner les actions autour de résultats communs

Les stratégies de nutrition multisectorielles mises en œuvre aux niveaux national et infranational servent de points de référence pour tous les secteurs et acteurs qui, ensemble, œuvrent à renforcer la nutrition. Les secteurs concernés ont élaboré leurs propres plans et les réseaux du Mouvement pour le renforcement de la nutrition apportent leur soutien et comblent les lacunes.

Le Programme unique III 2018-2022 décline la vision collective et la réponse des Nations Unies aux priorités nationales de développement, telles qu'elles figurent ci-dessous. Des cadres de suivi et d'évaluation visant à suivre les progrès et à soutenir l'analyse collective de la situation sont en cours d'élaboration.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les plans régionaux de nutrition sont chiffrés. Des évaluations à mi-parcours permettront d'identifier les déficits de financement. Le suivi financier effectué au niveau fédéral couvre principalement l'allocation des fonds. Les provinces ont reçu une formation sur les finances publiques pour la nutrition. Les bailleurs de fonds maintiennent leurs engagements. Certains secteurs ont même vu

le montant des donations augmenter. L'utilisation des fonds est un problème qui peut donner lieu à l'annulation de subventions octroyées précédemment. Des réunions de sensibilisation ont été tenues avec les décideurs et les parlementaires aux niveaux national et provincial pour trouver des fonds supplémentaires.



PRIORITÉS 2018-2019

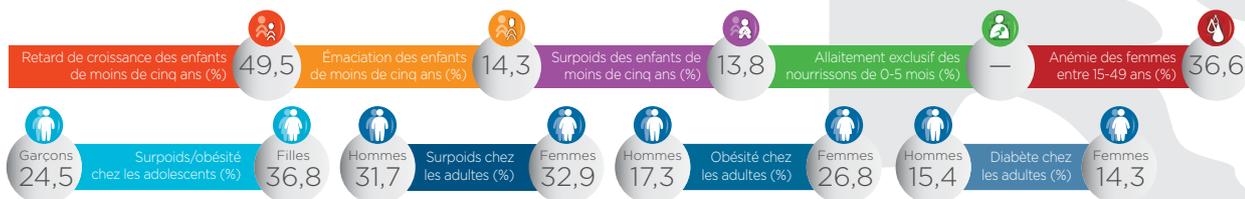
SCALINGUPNUTRITION.ORG/PAKISTAN/FR

- Créer un forum pour améliorer la coordination interrégionale et interministérielle ;
- Instaurer un système multisectoriel de gestion de l'information reliant ministères et provinces via le système MEAL ; Établir un Centre national pour la nutrition humaine ;
- Renforcer les autorités de réglementation de l'alimentation au niveau infranational ;
- Faire campagne pour sensibiliser aux changements de comportement nutritionnel ;
- Insister sur le développement de la petite enfance et les 1 000 premiers jours de vie.



Date d'adhésion : avril 2016
Population : 8,25 millions

Papouasie-Nouvelle-Guinée



Transformations institutionnelles en 2017-2018

Non disponible pour 2014 *

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Non disponible pour 2014 *

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Non disponible pour 2014 *

Aligner les actions autour de résultats communs

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Non disponible pour 2014 *

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

Non disponible pour 2018 *

Total pondéré 2018

—

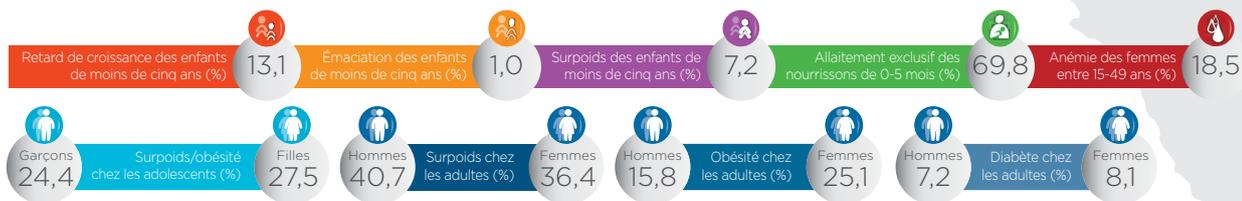
PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/PAPUA-NEW-GUINEA/FR



Date d'adhésion : novembre 2010
Population : 32,17 millions

Pérou



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Aligner les actions autour de résultats communs



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Total pondéré 2018 —

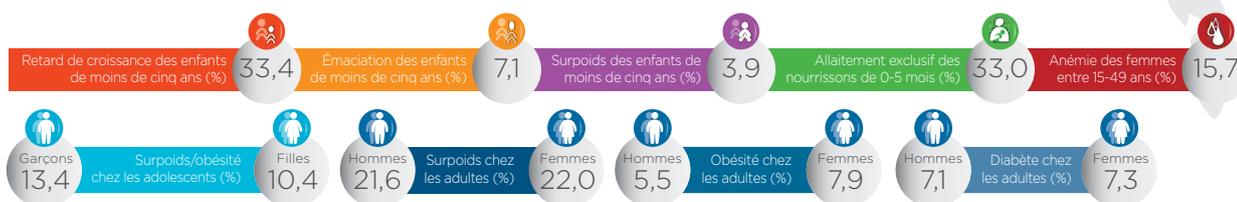
PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/PERU/FR



Date d'adhésion : mai 2014
Population : 104,92 millions

Philippines



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multi-acteurs est composée de structures existantes pour les politiques, la planification, l'élaboration de programmes, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation (c'est-à-dire le Comité de gouvernance du Conseil national de nutrition, le Comité technique et les groupes de travail technique). Il faut toutefois clarifier le man-

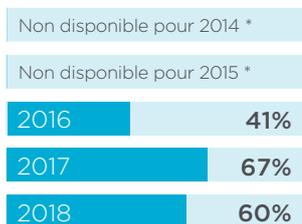
dat de la plateforme multi-acteurs dans le cadre du Mouvement SUN. Un groupe restreint SUN a été créé après le Rassemblement Mondial 2017 du Mouvement SUN. Les réseaux des Nations Unies et de la société civile SUN ont été créés, mais il n'y a pas encore de réseau pour les donateurs, ni pour le secteur privé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'environnement politique et juridique est devenu beaucoup plus propice pendant la période du rapport (adoption de lois fiscales sur les boissons sucrées, avancées de projets de loi sur les 1 000 premiers jours de vie et inscription de la nutrition aux priorités des budgets locaux et nationaux). Des organisations de la société civile ont, à l'aide

de la liste de contrôle du SUN, examiné et appliqué le Plan d'action des Philippines pour la nutrition (PAPN) ainsi que d'autres politiques et actes législatifs. La plateforme éprouve toujours des difficultés à coordonner les contributions politiques et législatives pour les rendre cohérentes et opérationnelles, les appliquer et les examiner.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le PAPN et le Plan régional d'action pour la nutrition 2019-2022, qui sera lancé en juillet-décembre 2018 aux Philippines, en complément du projet de Cadre commun de résultats (CCR), sont des points de référence communs pour tous les secteurs et les parties prenantes afin de renforcer la

nutrition dans le pays. Le CCR doit cependant être mis au point et amélioré. Il est nécessaire de développer et de renforcer les collaborations entre les différentes agences gouvernementales et les parties prenantes, y compris avec le secteur privé et les organisations de la société civile.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

La nutrition est une priorité du budget national 2018-2019. Le bilan prévisionnel sur 3 ans garantit la prévisibilité des financements des projets et des programmes en cours, mais les agences gouvernementales doivent démontrer une capacité d'absorption élevée des financements continus. Il faut un système de consolidation, d'intégration et d'évaluation des dépenses et des allocations

contribuant à la nutrition et spécifiques à celle-ci. Les partenaires du développement s'appuient sur les programmes nationaux pour les financements à long terme, bien que les Philippines soient un pays à revenu intermédiaire, ce qui signifie qu'elles ont davantage besoin d'une assistance technique que d'un soutien financier.



PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/PHILIPPINES/FR

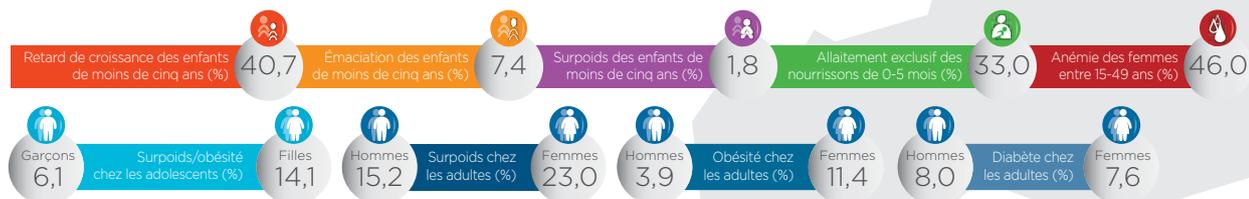
- Organiser les réseaux des donateurs et du privé SUN ;
- définir le Plan de la plateforme avec la mise en œuvre politique ;
- élaborer une stratégie de mobilisation des ressources à long terme ;
- mieux collaborer avec le Conseil consultatif du développement législatif et exécutif pour la

- cohérence de la protection de la maternité et faire participer le Congrès au Mouvement SUN ;
- terminer et améliorer le CCR du PAPN pour intégrer le suivi et l'évaluation ;
- tenir compte de l'égalité des sexes, garantir la préparation et les actions d'urgence.



Date d'adhésion : février 2017
Population : 4,66 millions

République centrafricaine



Transformations institutionnelles en 2017-2018

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

2018 **51%**

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le mécanisme de coordination est bien implanté et fonctionnel avec la mise en place du Comité technique multisectoriel de sécurité alimentaire et de nutrition, qui devrait être prochainement promulgué par arrêté du Premier ministre. Ce comité technique devrait s'ériger en plateforme nationale multi-acteurs regroupant toutes les par-

ties prenantes. A l'heure actuelle, tous les réseaux ne sont pas encore fonctionnels. Cette plateforme devrait être décentralisée au niveau des seize préfectures que compte le pays. Un plan d'action annuel est élaboré et prévoit des activités par département technique avec l'appui des partenaires techniques et financiers des Nations Unies.

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

2018 **51%**

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La mise en place du Comité technique multisectoriel et sa mobilisation ont contribué à (i) élaborer la politique nationale de sécurité alimentaire et de nutrition, (ii) à écrire un plan d'action 2018 de Sécurité alimentaire et nutrition et (iii) à arrimer une feuille de route spécifique aux activités de nutrition en relation avec le Plan de relèvement

et de consolidation de la paix en RCA 2017 - 2021. Par ailleurs, il existe plusieurs plans et stratégies intégrant la nutrition dans certains ministères sectoriels tels que l'agriculture et l'élevage, la réduction de la pauvreté et le développement, et la santé et l'éducation. Toutefois, il n'existe pas de stratégie de communication et de plaidoyer.

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

2018 **15%**

Aligner les actions autour de résultats communs

En attendant la mise en place du cadre commun de résultats, un plan d'action annuel en rapport avec le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix a été élaboré. La feuille de route est une première

approche et son évaluation renforcerait la consolidation d'un éventuel cadre commun de résultats. La plateforme multisectorielle sera un atout pour son élaboration.

Non disponible pour 2014 *

Non disponible pour 2015 *

Non disponible pour 2016 *

Non disponible pour 2017 *

2018 **0%**

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le plan d'action 2018 n'est pas encore budgétisé et les ressources financières ne sont pas encore clairement identifiées, même sur fonds propres du gouvernement. L'analyse budgétaire en cours devrait don-

ner des outils de prévision pour assurer une meilleure programmation et un meilleur plaidoyer afin de garantir un financement pluriannuel régulier et le suivi et évaluation d'exécution des activités.

Total pondéré 2018 **29%**

PRIORITÉS 2018-2019

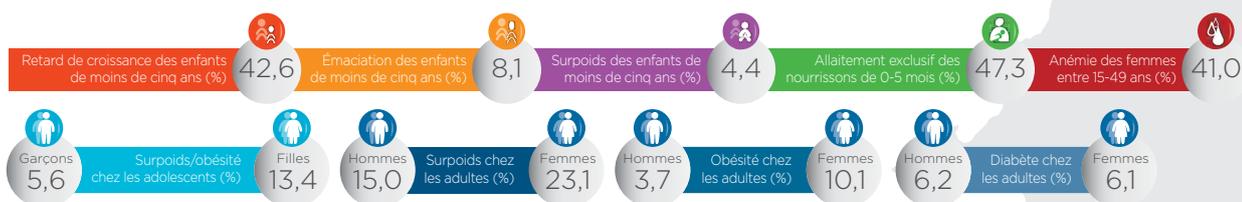
SCALINGUPNUTRITION.ORG/CENTRAL-AFRICAN-REPUBLIC/FR

- Renforcer le cadre juridique et institutionnel de la nutrition ;
- Promouvoir et protéger l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ;
- Intégrer des interventions nutritionnelles dans les soins de santé primaire ;
- Développer des interventions de nutrition à assise communautaire ;
- Renforcer la supplémentation et la fortification alimentaire et améliorer l'alimentation des groupes vulnérables spécifiques ;
- Renforcer le système de surveillance nutritionnelle et la capacité de réponse aux urgences nutritionnelles.



Date d'adhésion : mai 2013
Population : 81,34 millions

République Démocratique du Congo



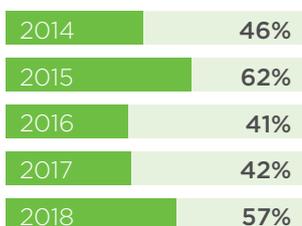
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Placé sous la direction du secrétariat exécutif du Mouvement SUN en RDC, le Cadre de coordination nationale de la plateforme multisectorielle de nutrition (CNPMN), est fonctionnel et se réunit trimestriellement. En revanche, le cadre de coordination provinciale multisectorielle de nutrition n'est

mis en place que dans deux provinces sur 26. Les parties prenantes ont aligné leurs actions sur le Plan d'action opérationnel 2017-2018. Cependant, le suivi des activités pose de grandes difficultés en raison d'un manque de financement.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'inventaire et l'analyse des politiques et lois en vigueur font l'objet d'un processus consultatif multisectoriel. Les actions de concertation et de plaidoyer pour renforcer la nutrition sont régulièrement menées auprès des partenaires techniques et financiers, et des autorités politiques. Il n'existe cependant pas de document national sur les stratégies de communication et de plai-

doyer en faveur de la nutrition. De nombreux efforts sont encore nécessaires pour faire respecter les cadres juridiques existants (Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, des lois relatives à la protection de la maternité et des congés parentaux) car leur application relève de la bonne gouvernance.



Aligner les actions autour de résultats communs

En 2017, le plan d'action opérationnel a été élaboré à partir du Plan national stratégique multisectoriel de nutrition. Il n'inclut cependant que des interventions spécifiques à la nutrition. L'harmonisation du cadre commun de résultats et du Plan national stratégique multisectoriel de nutrition 2016-2020

sont en cours. Le système national de surveillance nutritionnelle, de sécurité alimentaire et d'alerte précoce informe le gouvernement des urgences alimentaires de toutes les provinces. La collaboration multisectorielle dans la lutte contre la malnutrition reste un défi.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

L'estimation des coûts des interventions du plan national stratégique multisectoriel de nutrition a été fournie par le gouvernement, les parties prenantes nationales et les agences des Nations Unies. Le gouvernement avait alloué un budget au Mouvement SUN en RDC de 2015 à 2017 pour l'exécution des activités de la feuille de route SUN-RDC mais ce financement n'a jamais été dé-

caissé. Des actions de plaidoyer sont donc actuellement intensifiées pour obtenir le décaissement des fonds gouvernementaux et optimiser les possibilités de financement. Les partenaires de développement doivent collaborer davantage avec le gouvernement et s'aligner au plan national de lutte contre la malnutrition.



PRIORITÉS 2018-2019

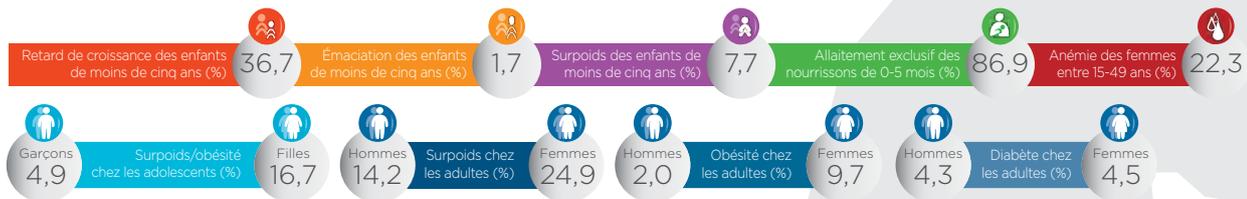
SCALINGUPNUTRITION.ORG/DEMOCRATIC-REPUBLIC-OF-THE-CONGO/FR

- Mobiliser les fonds pour le financement des interventions sensibles à la nutrition du plan d'action du Plan national stratégique multisectoriel de nutrition ;
- Engager les parlementaires pour le plaidoyer législatif en faveur de la nutrition ;
- Développer et mettre en œuvre les stratégies multisectorielles de plaidoyer et de communication pour la nutrition.



Date d'adhésion : décembre 2011
Population : 12,21 millions

Rwanda



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La politique gouvernementale sur la sécurité alimentaire, la nutrition et le secteur WASH (FSNWASH) sera facilitée par le Ministère de la condition féminine et de la promotion de la famille et dirigée par le Programme national de développement de jeune enfant (NECDP). Un point focal SUN du gouvernement a été nommé lors de la période du rapport. Le Réseau des Nations Unies

pour le SUN est opérationnel, avec des programmes et projets conjoints annuels. Le Réseau de la société civile s'est étendu et a décidé de présider le Réseau de la société civile en Afrique de l'Est. Le Réseau des donateurs existant a été officialisé pendant la période du rapport, et le NECDP prévoit de formaliser un réseau du secteur privé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La politique nationale et le plan stratégique sur l'alimentation et la nutrition ont échoué en juin 2018 et sont en cours de révision pour devenir la politique FSNWASH, avec une meilleure harmonisation entre les secteurs. Chaque district a un comité de plan de district pour éliminer la malnutrition (DPEM). L'ONU et les groupes de donateurs ont appelé à créer une instance nationale de coordination

de la nutrition, qui élabore actuellement une stratégie de plaidoyer nationale. L'autorité nationale pour les aliments et les médicaments a été créée début 2018 pour superviser la sécurité alimentaire. Il faut des lois en soutien au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le Plan d'action conjoint pour éliminer la malnutrition est le cadre commun de résultats, qui définit les rôles des ministères gouvernementaux et un système de suivi et d'évaluation. Le Plan stratégique pour la transformation agricole du Ministère de l'agriculture et des ressources animales (MINAGRI) et le Plan stratégique du secteur de la santé IV du Ministère de la santé, lancés

en 2018, prévoient des activités liées à la nutrition. Les Réseaux du gouvernement, de l'ONU et des donateurs soutiennent les DPEM, mais il faut améliorer la coordination. Des systèmes de collecte de données existent pour les indicateurs de nutrition, notamment pour les enfants qui consomment des aliments enrichis.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Plan national stratégique et la politique pour l'alimentation et la nutrition ont été chiffrés, mais le suivi financier des partenaires de développement a été complexe. Il fallait plus de fonds pour la nutrition et le secteur WASH dans les districts. Les OSC ont analysé les dépenses publiques des programmes rwandais pour l'alimentation et la nutrition. Le Réseau des Nations Unies a fi-

nancé la première année de fonctionnement du Secrétariat pour la nutrition. La Banque mondiale a indiqué que la nutrition était un besoin national majeur et a beaucoup investi dans ces secteurs. En 2017, le MINAGRI a fourni des provisions lors d'une sécheresse dans la province orientale pour pallier une crise de la nutrition.

PRIORITÉS 2018-2019

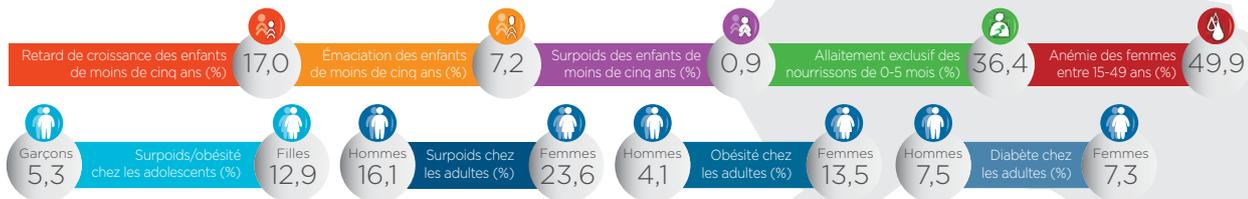
SCALINGUPNUTRITION.ORG/RWANDA/FR

- Examiner et revoir le plan national stratégique et la politique sur l'alimentation, la nutrition et le secteur WASH ;
- Améliorer l'établissement des rapports d'avancement et le suivi financier ;
- Assurer une coordination multisectorielle, notamment dans les districts et entre les réseaux de donateurs ;
- Établir un réseau officiel du secteur privé ;
- Élaborer une stratégie nationale de plaidoyer pour augmenter les financements alloués à la nutrition.



Date d'adhésion : juin 2011
Population : 15,85 millions

Sénégal



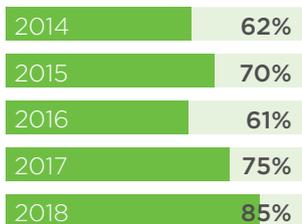
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les différentes parties prenantes ont participé à l'élaboration de plans stratégiques. Au niveau central, un réseau des parlementaires pour la mise à l'échelle de la nutrition a été créé. La coopération japonaise a adhéré à la plateforme SUN donateurs/système Nations Unies et l'Initiative Food and Nutrition in Africa (IFNA) a été mise en place. Au niveau local, les organisations paysannes et les ac-

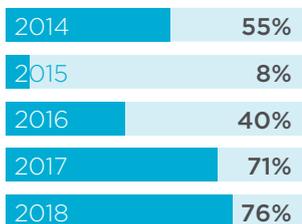
teurs locaux se sont impliqués dans l'opérationnalisation du Plan stratégique multisectoriel de la nutrition (PSMN). Cependant la non-mise en place des plateformes universitaires et du secteur privé et l'irrégularité des rencontres de la plateforme multi-acteurs (rencontres semestrielles) imposent encore des limites.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'élaboration des documents stratégiques, tels que le PSMN intégrant 12 plans sectoriels, le Plan de suivi et évaluation et le Plan de communication du PSMN, le projet de décret sur la commercialisation des aliments destinés aux enfants, le Plan stratégique alimentation nutrition et les rapports de re-

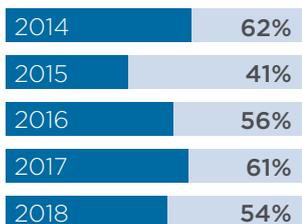
vues conjointes de l'agriculture, s'est faite de manière coordonnée avec les différentes parties prenantes sur la base d'analyses approfondies du contexte national, des orientations globales majeures, des évidences particulières et des expériences de mise en œuvre.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le cadre commun de résultats du PSMN a été établi de façon consensuelle. Il définit clairement les objectifs, les budgets par objectif stratégique, les axes d'interventions et les secteurs, les responsables ainsi que les mécanismes de coordination et de suivi et évaluation à tous les niveaux. Les mécanismes définis assurent un suivi conjoint, central et local, et devraient permettre la re-

devabilité des acteurs. Le PSMN prévoit par ailleurs un plan de renforcement de capacités des secteurs responsables de la mise en œuvre. Aussi, des défis majeurs subsistent, dont la disponibilité d'informations probantes sur certaines problématiques comme l'anémie, qui reste à des niveaux de prévalence très élevés.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

L'étude sur le financement du PSMN est en cours, et les budgets des 12 Plans d'actions sectoriels nutrition ont été classés selon la nomenclature du document de Programmation pluriannuelle des dépenses adoptée par le gouvernement du Sénégal. Le plan de mobilisation des ressources et des mécanismes de suivi budgétaire au niveau des secteurs et autres parties prenantes

sera élaboré dès finalisation de l'étude sur le financement du PSMN. La prochaine étape sera la table ronde des bailleurs, lors de laquelle des promesses de financement seront obtenues des donateurs. Cela permettra, également, d'évaluer les montants mobilisables du budget national à travers la ligne budgétaire allouée à la nutrition.



PRIORITÉS 2018-2019

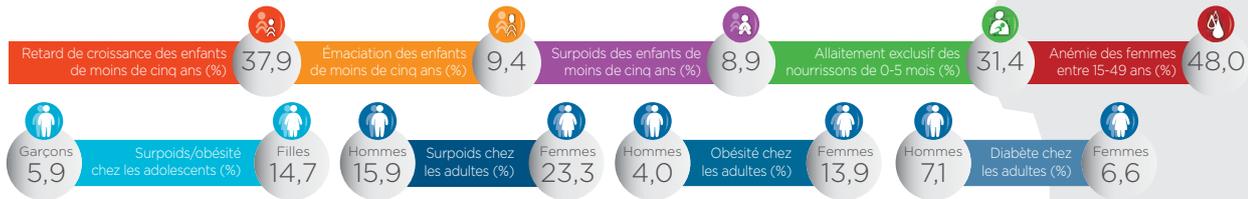
SCALINGUPNUTRITION.ORG/SENEGAL/FR

- Finaliser l'étude sur le financement du PSMN ;
- Tenir la table ronde des donateurs pour le financement du PSMN ;
- Opérationnaliser le Plan de suivi et d'évaluation, et le Plan de communication du PSMN ;
- Passer à l'échelle les interventions spécifiques à la nutrition ;
- Accompagner la mise en œuvre des Plans d'action sectoriels.

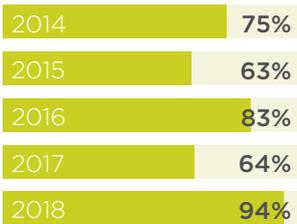


Date d'adhésion : janvier 2012
Population : 7,56 millions

Sierra Leone



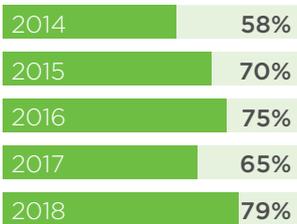
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Il existe des plateformes multi-acteurs aux niveaux national et local. Une foire sur la nutrition a été organisée du 23 au 25 novembre 2017. Elle a rassemblé tous les groupes de parties prenantes, notamment les conseils locaux et les dirigeants traditionnels, et a permis de souligner l'importance de la collaboration intersectorielle. Une mise à jour de la synthèse multisectorielle sur la nutri-

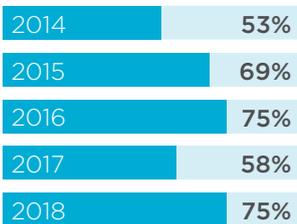
tion a été faite en octobre 2017 et servira de base à la révision du Plan national de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (NFNSIP). Le réseau des Nations Unies/REACH continue de soutenir la cartographie des actions et parties prenantes, et le réseau du secteur privé a gagné de nouveaux membres.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La rédaction du NFNSIP 2018-2022 est en cours et devrait aboutir fin 2018. Lancée en octobre 2017, la révision des plans et politiques vise à évaluer la place des questions de nutrition dans les cadres juridique, politique, stratégique et programmatique du pays. La sensibilisation menée auprès des parlementaires a conduit à la signature d'une déclaration d'engagement en faveur

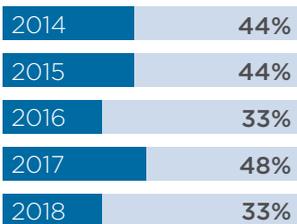
de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. À l'approche des élections, la nutrition et l'alimentation figurent dans les programmes de 14 partis politiques, en tant que priorité de développement national. Les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments sont énoncées et la loi sur la sécurité alimentaire soutenue.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le NFNSIP révisé servira de nouveau cadre de résultats commun en définissant clairement les rôles et responsabilités de chaque secteur. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement concorde avec l'intégration du NFNSIP dans la nouvelle orientation politique fixée par le gouvernement. Une liste exhaustive des actions clés en matière de nutrition a été conve-

nue. Le Vice-président a recommandé la tenue d'un comité intraministériel avant les réunions du Comité de pilotage sur l'alimentation et la nutrition. Une intégration des plans d'action annuels sur la nutrition doit se faire au niveau local en y associant les responsables officiels locaux chargés de la planification.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le gouvernement s'est engagé à augmenter les fonds alloués à la nutrition et à ouvrir des lignes budgétaires spécifiques dans d'autres ministères d'exécution. Pour aller plus loin, des moyens financiers et techniques conséquents seront nécessaires de la part du gouvernement, des bailleurs de fonds et des agences des Nations Unies. Une coordination efficace s'impose en

termes de mobilisation et de facilitation des ressources. Le gouvernement devra fixer des domaines d'actions prioritaires pour minimiser les contraintes et élargir les perspectives. Le rapport annuel de suivi budgétaire concernant les dépenses de nutrition a examiné dans quelle mesure les engagements ont été respectés.



PRIORITÉS 2018-2019

[SCALINGUPNUTRITION.ORG/SIERRA-LEONE/FR](https://scalingupnutrition.org/sierra-leone/fr)

- Terminer le Plan national de mise en œuvre de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (NFNSIP) 2018-2022 ;
- Soutenir les actions de sensibilisation auprès des dirigeants politiques nouvellement élus ;
- Organiser annuellement la foire nationale sur la nutrition ;
- Établir un réseau de parlementaires SUN ;
- Identifier des ambassadeurs de la nutrition.

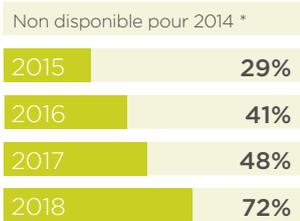


Date d'adhésion : juin 2014
Population : 14,74 millions

Somalie



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Secrétariat du Mouvement SUN de la Somalie est logé dans les bureaux du Premier ministre et il assure la coordination globale. Un bureau infranational SUN a été ouvert à Puntland et a mis en place sa politique SUN. Par ailleurs, au mois d'octobre 2017, le Somaliland a désigné son point focal SUN. Des réunions se sont tenues avec

la Chambre de commerce de Somalie et un réseau du secteur privé SUN sera établi d'ici la mi-septembre 2018. Les parties prenantes du Mouvement SUN participent également aux réunions du Groupe sectoriel de la nutrition chaque trimestre. Le Fonds des Nations Unies pour la population a rejoint le réseau SUN.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La nutrition est une priorité du gouvernement : elle est intégrée au Plan national de développement qui lui consacre un chapitre entier. Une feuille de route spécifique au développement social humain est en place, assortie d'indicateurs sur la nutrition et d'un échéancier SUN pour la période 2018-2020. Un projet de loi relatif au Code de commer-

cialisation des substituts du lait maternel a été préparé ; il est en attente d'adoption par le Parlement. Le Plan stratégique du secteur de la santé 2018-2021 a été révisé ; parallèlement, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage a inclus un volet nutrition à sa stratégie sectorielle.



Aligner les actions autour de résultats communs

L'élaboration d'un cadre commun de résultats chiffré a été démarrée et devrait aboutir d'ici la fin du mois de septembre 2018. Ce cadre servira de document d'orientation pour la mise en œuvre des priorités annuelles. Un programme national de suivi et d'évaluation a été adopté par le biais du Ministère de la planification, encadrant l'ali-

gnement des résultats à atteindre en matière de nutrition et d'autres objectifs fixés. Les actions prioritaires en ce domaine sont échelonnées et mises en œuvre conformément au Plan national de développement, tant au niveau national qu'infranational. Les écarts en termes de capacités et de rendu font l'objet d'une évaluation constante.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le plan d'action national dans le domaine de la nutrition est désormais chiffré, et un nouveau cadre commun de résultats chiffré devrait aussi voir le jour cette année. Les Plans stratégiques dans les secteurs de l'agriculture et de la santé ont également été chiffrés, et comprennent des actions en matière de nutrition. Il y a néanmoins

des écarts entre les promesses et les allocations effectives de fonds, de la part du gouvernement comme des donateurs, et une incertitude plane sur les financements à long terme. Plusieurs groupes de travail coordonnent l'estimation des coûts des interventions humanitaires liées à la nutrition.



PRIORITÉS 2018-2019

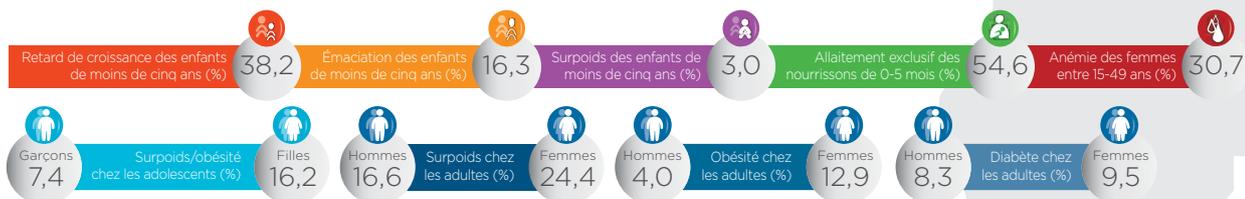
SCALINGUPNUTRITION.ORG/SOMALIA/FR

- Examiner, développer, harmoniser et rendre opérationnelles les politiques et stratégies en matière de nutrition ;
- Améliorer la coordination au sein de la plate-forme multisectorielle et renforcer les réseaux ;
- Ouvrir un centre d'excellence pour la nutrition avec des formations et une gestion des connaissances ;
- Impliquer les ambassadeurs de la nutrition, les parlementaires et les médias ;
- Préparer des dossiers d'investissement, étayés par des données et éléments probants, pour renforcer le plaidoyer pour la nutrition.



Date d'adhésion : octobre 2015
Population : 40,53 million

Soudan



Transformations institutionnelles en 2017-2018

Non disponible pour 2014 *	
Non disponible pour 2015 *	
Non disponible pour 2016 *	
2017	13%
2018	25%
Non disponible pour 2014 *	
Non disponible pour 2015 *	
Non disponible pour 2016 *	
2017	25%
2018	25%
Non disponible pour 2014 *	
Non disponible pour 2015 *	
Non disponible pour 2016 *	
2017	25%
2018	31%
Non disponible pour 2014 *	
Non disponible pour 2015 *	
Non disponible pour 2016 *	
2017	29%
2018	17%
Total pondéré 2018	25%

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Des progrès ont été réalisés en matière de nomination officielle d'un point focal du gouvernement et de coordinateurs de réseaux et de groupes de parties prenantes. La plateforme multi-acteurs s'est agrandie pour accueillir d'autres membres de la société civile, du secteur privé, des médias, du Parlement et du milieu universitaire. Un réseau de donateurs a été formé début 2018.

Des plans d'élargissement structurel de la plateforme multi-acteurs sont engagés au niveau infranational. Pour ce faire, la communication entre les échelons centraux et locaux doit être renforcée. Il faut également définir des plans de travail de cette plateforme incluant les priorités, rôles et responsabilités des parties prenantes.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Une mise à jour de la politique de nutrition nationale est en cours. Le prochain cadre national de politiques de développement accordera une priorité accrue à la nutrition. Alors que de nouvelles politiques et lois sont élaborées, la mise en œuvre de politiques et l'application de la loi restent un défi. Un renforcement des liens entre le milieu uni-

versitaire et les décideurs politiques va se poursuivre. Une campagne de plaidoyer visant des parlementaires et le secteur privé a été menée pour rendre obligatoire l'enrichissement des aliments. En attendant, l'accent est placé sur des lois de protection des mères et sur le Code de commercialisation des substituts du lait maternel.

Aligner les actions autour de résultats communs

Le Plan stratégique national de nutrition 2014-2025 sert de Cadre commun de résultats. Malgré l'absence de mécanisme de suivi global, les programmes financés par des donateurs disposent souvent de cadres de suivi et d'évaluation structurés. Le principal défi reste le suivi et la production de rapports sur les interventions sectorielles contribuant à la nutrition. Au cours de la

période visée par le rapport, des études, des évaluations conjointes sectorielles et des évaluations des retombées ont été menées aux niveaux national et infranational. Le réseau des donateurs s'est lancé dans la création d'un outil de cartographie de ses mesures nutritionnelles pour s'aligner sur les priorités et politiques nationales.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Malgré les efforts de suivi financier, des écarts de données sectoriels perdurent. Une étude de suivi financier est donc prévue. L'absence de financement durable sur plusieurs années complique la planification et la mise en œuvre nécessaires car les activités ne sont financées que de manière ponctuelle. Après leur élaboration, des plans de nutrition chiffrés devraient permettre de

mobiliser davantage de ressources, notamment grâce à des initiatives de plaidoyer visant les parlementaires. Un dossier d'investissement national dans la nutrition a indiqué les domaines où les financements seraient les plus efficaces et une analyse coûts-avantages de l'enrichissement de la farine de blé a été menée.

PRIORITÉS 2018-2019

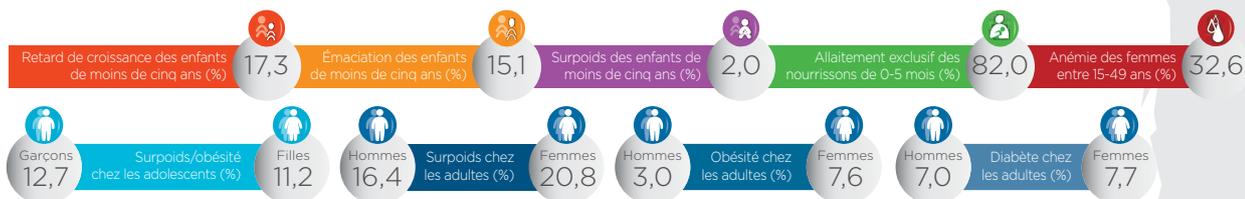
SCALINGUPNUTRITION.ORG/SUDAN/FR

- Développer un plan national de nutrition multisectoriel ;
- Renforcer le mécanisme national de coordination pour la nutrition ;
- Mettre à jour les politiques et les stratégies pour la nutrition.



Date d'adhésion : octobre 2012
Population : 20,88 millions

Sri Lanka



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition (MSAPN), validé par le président, opère aux niveaux national et infranational ; une deuxième phase (2018-2025) est en cours d'élaboration. Les Réseaux du gouvernement, des Nations Unies et de la société civile ont été établis et participent à la mise en œuvre de ce plan. Alors que le programme

nutritionnel du gouvernement couvre l'ensemble du pays, l'alliance de la société civile SUN est intervenue dans 12 districts sur 25 au cours de cette période. Cette même alliance a réalisé une étude sur la mise en œuvre de la politique de nutrition qui a été soumise au Ministère de la santé, de la nutrition et de la médecine autochtone.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique de nutrition nationale sera mise à jour en 2018-2019 et une évaluation stratégique nationale a été réalisée pour identifier les lacunes des politiques et des stratégies liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition. De plus, un cadre de suivi et d'évaluation est en cours d'élaboration pour le MSAPN 2018-2025. Les politiques incluent

désormais un enrichissement obligatoire de la farine de blé, un enrichissement facultatif du riz et un système réglementaire pour les boissons sucrées. Pour améliorer l'application du Code de commercialisation des substituts de lait maternel, le gouvernement et les partenaires de l'alliance ont réalisé un suivi au niveau local.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition est le cadre commun de résultats utilisé pour faciliter la mise en œuvre. Le Secrétariat national de la nutrition évalue régulièrement la mise en œuvre du Plan et il a renforcé les capacités des agents de la division sur le système national d'information sur la nutrition. Le Ministère de la santé, de

la nutrition et de la médecine autochtone et l'alliance de la société civile SUN ont également renforcé les capacités au niveau infranational. L'alliance a préparé un plan d'action commun pour l'alliance de la société civile SUN au Sri Lanka. Les résultats démographiques de l'enquête de santé ont été diffusés au cours de la période observée.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Les fonds attribués à la mise en œuvre d'interventions spécifiques à la nutrition et contribuant à celle-ci ont été revus à la hausse au cours de cette période et ils sont répartis dans le budget national. Le Secrétariat national de la nutrition est intervenu au niveau infranational. Un rapport sur le suivi financier est présenté par la plateforme multi-acteurs et une analyse conjointe est

en cours de préparation. Comme la plateforme fait face à des problèmes de financement, les partenaires du développement envisagent des sources potentielles de financement non traditionnelles. Bien que les dotations gouvernementales aient été versées au début de l'année, l'allocation des fonds est retardée.



PRIORITÉS 2018-2019

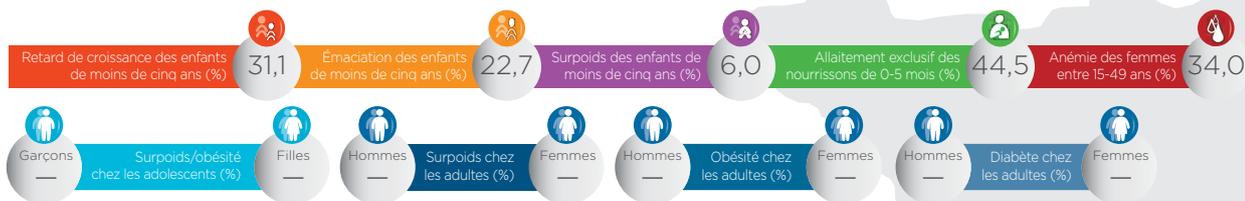
SCALINGUPNUTRITION.ORG/SRI-LANKA/FR

- Lancer le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition 2018-2025
- Faire du Système national d'information nutritionnelle (NNIS) un outil de planification et de suivi, notamment au niveau infranational
- Recenser les activités pour la nutrition et les contributions des parties prenantes
- Déployer une campagne médiatique pour sensibiliser davantage le public sur la nutrition
- Renforcer les réseaux de gouvernements, de la société civile et de partenaires de développement et établir des réseaux de donateurs et d'entreprises.



Date d'adhésion : juin 2013
Population : 12,58 millions

Sud Soudan



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multi-acteurs continue d'assurer la coordination globale des acteurs de la nutrition nationaux et externes sous la supervision du comité directeur du Mouvement. Le groupe de la nutrition et le groupe de travail transversal des modules pour la nutrition mobilisent et rassemblent

des parties prenantes autour d'actions nationales et infranationales intégrées. Créée en septembre 2017, l'Alliance de la société civile SUN (CSA) compte 35 membres. Bien qu'elle soit prioritaire pour les Ministères de la santé et de l'agriculture, la nutrition a besoin d'un soutien politique accru.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Une consultation a été lancée pour élaborer la Politique nationale de la nutrition et de l'alimentation, mais la coordination largement portée par le groupe de la nutrition via la planification annuelle des actions pose des problèmes d'alignement. Le gouvernement doit permettre une meilleure colla-

boration avec l'ensemble du secteur de la nutrition. Si les directives sur la nutrition sont régulièrement revues, tout processus législatif est impossible sans une analyse et une formulation des politiques. Un plaidoyer pour prioriser la nutrition vise gouvernement, parlementaires, donateurs et CSA.



Aligner les actions autour de résultats communs

Un Cadre commun de résultats reste à établir. Ceci dit, les actions en faveur de la nutrition sont couvertes par le secteur de la santé via un plan de travail annuel pour la nutrition. Des interventions humanitaires pour la nutrition sont définies et intégrées au plan d'action humanitaire. Les résultats

en matière de nutrition sont surtout suivis par le système d'information nutritionnelle géré par le groupe de la nutrition, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial. Le gouvernement termine un logiciel d'information sanitaire de district qui réunit toutes les bases de données parallèles.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

En raison de la crise prolongée, les ressources limitées sont d'abord allouées aux actions humanitaires pour la nutrition. Dans ce contexte d'urgence complexe, la priorisation et l'engagement des donateurs sont confiés au groupe humanitaire. Une estimation commune des coûts reste à faire, mais les actions conjointes de plaidoyer ont per-

mis de mobiliser des fonds pluriannuels. Le gouvernement ne dispose pas de système de suivi financier global pour la nutrition. Actuellement, les agences des Nations Unies, via le groupe de la nutrition, suivent les contributions des donateurs pour la nutrition.



PRIORITÉS 2018-2019

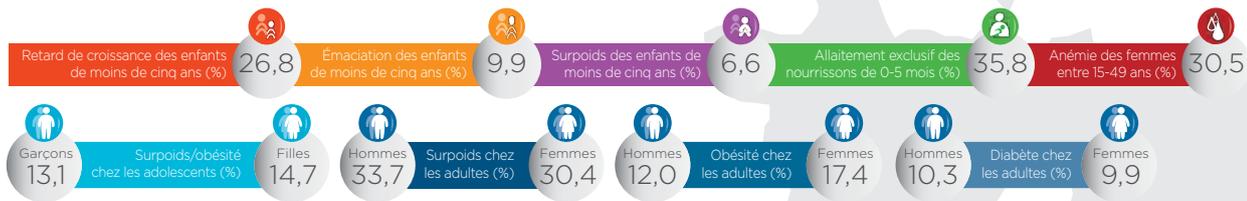
SCALINGUPNUTRITION.ORG/SOUTH-SUDAN/FR

- Terminer la Politique nationale de la nutrition et de l'alimentation ;
- Maximiser l'engagement de la plateforme multisectorielle en faveur du Mouvement SUN ;
- Renforcer les actions de plaidoyer, notamment en faveur de la mobilisation des ressources et du suivi financier.



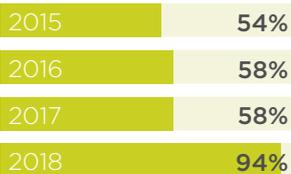
Date d'adhésion : septembre 2013
Population : 8,92 millions

Tadjikistan



Transformations institutionnelles en 2017-2018

Non disponible pour 2014 *



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil de coordination multisectorielle (MSCC) qui sert de plateforme multi-acteurs SUN s'est agrandi pour accueillir la Chambre de commerce et d'industrie, le Comité des affaires religieuses et des organisations de la société civile. Par le biais de groupes de travail interministériels, le MSCC est épaulé dans l'élaboration d'un plan pour la nutrition

national et multisectoriel. Par ailleurs, un Secrétariat national du Mouvement SUN a été créé dans le cadre du MSCC. Les 11 et 12 juillet 2017, des partenaires gouvernementaux et du développement se sont réunis à l'occasion du 2e Forum national sur la nutrition, qui a été suivi par le premier forum régional sur la nutrition dans la province de Khatlon.

Non disponible pour 2014 *

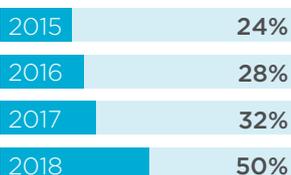


Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 donne une priorité claire à la sécurité alimentaire et à la nutrition. En septembre 2017, la Stratégie pour le développement durable de l'alimentation scolaire à l'horizon 2027 a été adoptée. Le MSCC a été désigné pour formuler et réviser le projet de loi sur l'enrichissement des aliments

de base qui, une fois achevé, sera de nouveau soumis au Parlement pour examen. Un mécanisme doit être instauré pour le suivi et l'évaluation de l'application des lois au niveau infranational et pour le respect des normes nationales par les fabricants locaux de produits alimentaires.

Non disponible pour 2014 *

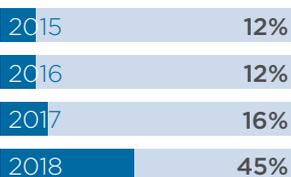


Aligner les actions autour de résultats communs

essentielles de ce cadre, comme le renforcement des capacités et les formations sur la nutrition, sont déjà en cours de mise en place. L'intégration des cibles du Cadre aux plans et aux politiques sectoriels à l'échelle

nationale et infranationale est en cours. L'adoption d'un système de suivi commun reste une priorité puisque, dans l'état actuel des choses, plusieurs mécanismes de suivi similaires existent de façon indépendante.

Non disponible pour 2014 *



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le Tadjikistan a participé au processus de suivi financier adoptant l'approche en trois étapes. En 2018, pour la première fois, des données sur les contributions financières des donateurs et partenaires du développement ont été recueillies et intégrées au modèle de suivi financier. Grâce aux efforts conjugués du Secrétariat national du Mouvement SUN et du Ministère des finances,

l'exercice de suivi inclut désormais les dépenses budgétaires pour l'eau potable, la vaccination, l'alimentation scolaire, l'approvisionnement des hôpitaux en nourriture, et l'hygiène et l'assainissement. D'autres aspects de la mobilisation des ressources et des financements seront traités après approbation du Cadre commun de résultats.



PRIORITÉS 2018-2019

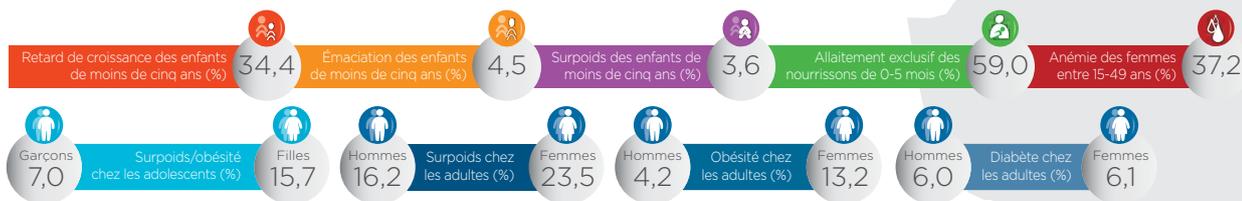
SCALINGUPNUTRITION.ORG/TAJIKISTAN/FR

- Parachever le Cadre commun de résultats, notamment son plan d'action, son estimation des coûts et son intégration aux plans sectoriels ;
- Organiser les forums nationaux sur la nutrition III-IV ;
- Formuler et mettre en œuvre la stratégie sur les 1 000 premiers jours de vie ;
- Mettre en place un mécanisme efficace et opérationnel de suivi et évaluation pour aider la plateforme multi-acteurs à suivre la mise en œuvre du Cadre commun de résultats.



Date d'adhésion : juin 2011
Population : 57,31 millions

Tanzanie



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Des plateformes multi-acteurs existent en Tanzanie, aux niveaux des gouvernements locaux, régionaux et nationaux. L'une des réalisations marquantes de 2017-2018 est l'évaluation de la mise en œuvre du Plan national d'action multisectoriel pour la nutrition (NMNAP) 2016-2021, lors d'une réunion de revue conjointe multisectorielle qui s'est tenue en septembre 2017. De même, les

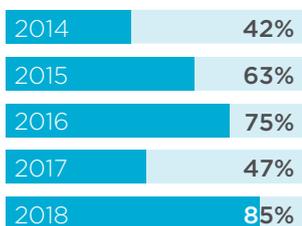
mandats d'un comité directeur de haut niveau sur la nutrition, d'un groupe de travail multi-acteurs, national et technique, sur la nutrition, de groupes de travail thématiques du NMNAP et de comités de pilotage aux niveaux régional et municipal ont été revus, améliorés et avalisés durant la période couverte par le rapport.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La rédaction du contrat Nutrition Compact représente un accomplissement majeur car il engage la responsabilité des commissaires régionaux sur l'obtention de résultats en matière de nutrition stipulés dans le NMNAP et dans son Cadre commun de résultats et de redevabilité (CRRAF). En vigueur jusqu'en 2021, l'accord prévoit une évaluation et un examen annuels de sa mise en œuvre.

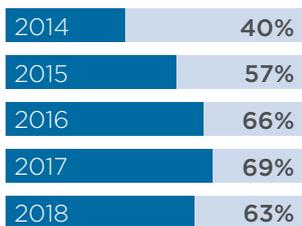
De plus, le plan stratégique 2018-2023 du groupe de parlementaires ambassadeurs de la nutrition a été revu et la 4e réunion conjointe et multisectorielle d'examen de la nutrition a permis de créer une plateforme de partage, entre parties prenantes, des connaissances et des bonnes pratiques pour mettre en place des mesures de nutrition.



Aligner les actions autour de résultats communs

L'existence du CRRAF donne des orientations pour la mise en place du plan national de nutrition aux niveaux national, régional et local. De même, il contribue à traduire les priorités du NMNAP en objectifs annuels exploitables et mesurables dans chaque domaine de résultats clés. Néanmoins, l'alignement des secteurs contribuant à la nutrition

(l'agriculture, la santé, l'Eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), l'éducation et la protection sociale) sur le NMNAP reste un défi majeur. Au cours de l'année 2018, des formations ont été organisées pour renforcer les capacités des représentants de la nutrition à planifier, budgétiser et mettre en place des mesures nutritionnelles.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le gouvernement a alloué 4 milliards supplémentaires au budget de la nutrition pour 2017/2018 en mobilisant des fonds additionnels par le truchement de partenaires. Cela étant, seulement 19 % des objectifs financiers fixés ont été atteints au cours de l'exercice budgétaire 2016/2017. L'ajout du centre de coûts de la nutrition est l'une

des avancées les plus prometteuses en faveur d'un suivi financier, d'une redevabilité et d'une transparence aux niveaux régional et local. Un groupe de travail de mobilisation des ressources a été formé, présidé par le point focal national du Mouvement SUN, mais aucune stratégie de mobilisation des ressources n'est encore en place.



PRIORITÉS 2018-2019

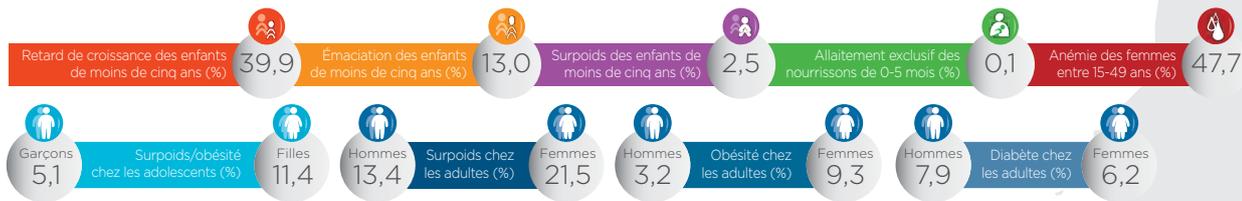
SCALINGUPNUTRITION.ORG/TANZANIA/FR

- Renforcer le plaidoyer pour la mise en œuvre du NMNAP et pour l'utilisation du CRRAF à tous les niveaux ;
- Renforcer les capacités des autorités gouvernementales nationales, régionales et locales en matière de planification, de coordination et de suivi des financements de la nutrition ;
- Veiller à ce que les fonds prévus et approuvés en faveur de la nutrition soient versés (en temps utile) et fassent l'objet d'un suivi ;
- Renforcer la coordination multisectorielle à tous les niveaux selon la structure de coordination du NMNAP.

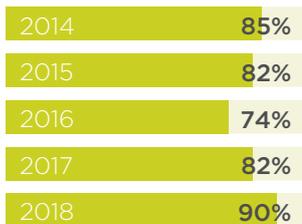


Date d'adhésion : mai 2013
Population : 14,90 millions

Tchad



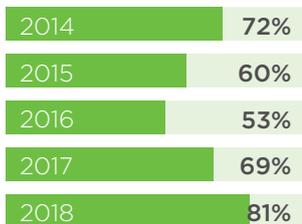
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Conseil national de nutrition et d'alimentation (CNNA) est fonctionnel et a tenu sa première réunion en septembre 2017. Son comité technique (multi-acteurs) permanent est composé de 8 réseaux (parlementaires, journalistes, ambassadeurs, Nations Unies, bailleurs, scientifiques, société civile et secteur privé) qui prennent régulièrement part aux réunions mensuelles du Co-

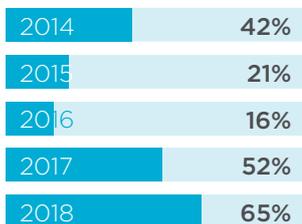
mité technique du nom de CTPNA. Les 5 comités régionaux de nutrition et d'alimentation (CRNA) dans les régions pilotes sont fonctionnels grâce à la nomination de points focaux dans chaque comité. Un plan d'action inter-réseau existe depuis 2017 sur la base de leurs plans de travail respectifs mais il n'existe pas encore de mécanisme de suivi.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le Plan d'action intersectoriel de nutrition et d'alimentation et la stratégie pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ont été adoptés en septembre 2017. Le code de commercialisation des substituts du lait maternel a été mis à jour en 2017 et son adoption est en cours. Un chapitre budgétisé sur la nutrition est intégré au Plan national du développement (PND 2017-2021). Le

paquet minimum d'activité proposé pour les centres de santé a été révisé et intègre les indicateurs de nutrition. Enfin, un dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires et nutritionnelles a été mis en place et un processus d'élaboration des recommandations alimentaires nationales a été lancé.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le CNNA a adopté le Plan d'action intersectoriel de nutrition et d'alimentation (PAINA) en septembre 2017 dont le cadre commun de résultats est en cours de finition. Les partenaires techniques et financiers, les ONG et les Nations Unies s'alignent sur les objectifs du gouvernement avec des plans d'action budgétisés. Plusieurs cartographies ont été

réalisées (cluster nutrition, bailleurs) dans le but d'avoir une vision globale des interventions de tous les acteurs. Une stratégie WASH in Nutrition ainsi qu'une stratégie de communication et de plaidoyer en faveur de la nutrition ont été élaborés et validés. Un agenda nutrition des Nations Unies 2018-2021 a été élaboré et validé.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

L'analyse des déficits de financements du PAINA a été réalisée. L'absence de centralisation des données sur le financement de la nutrition complique l'estimation des déficits dans le financement des interventions de nutrition. Cependant, chaque partie prenante a évalué ses besoins et déficits de financement. Pour les institutions étatiques,

le suivi des lignes budgétaires reste encore incertain et requiert des améliorations notables. Certains donateurs tels que l'Union européenne ont engagé des promesses de financements dans le cadre du programme sécurité alimentaire et nutritionnelle du 11e Fonds européen de développement.



PRIORITÉS 2018-2019

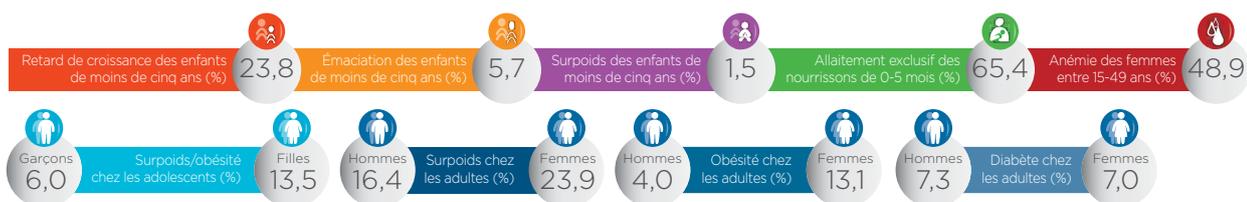
SCALINGUPNUTRITION.ORG/CHAD/FR

- Recruter un consultant pour parachever le cadre commun de résultats ;
- Adopter le Code de commercialisation des substituts du lait maternel ;
- Procéder à la validation finale de la stratégie de communication et de plaidoyer par le CTPNA ;
- Mettre en place les CRNA dans des nouvelles régions ;
- Terminer le guide de l'alimentation et de la nutrition et des recommandations Alimentaires nationales ;
- Elaborer une cartographie PMT (outil planification et suivi) ;
- Réaliser une étude sur le coût du régime alimentaire (cost of diet).



Date d'adhésion : mars 2011
Population : 7,80 millions

Togo



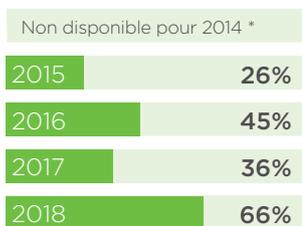
Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Un groupe de travail a été mis en place par arrêté interministériel au sein du Ministère de la planification et du développement pour coordonner la création d'une plateforme multisectorielle. Cela a suscité une reconnaissance générale de l'importance d'avoir une politique et un plan multisectoriels de nutrition assortis d'un cadre commun de ré-

sultats. La nutrition a été intégrée au nouveau Plan national de développement 2017-2022 (PND). Les points focaux désignés par les différents secteurs et partenaires se réunissent plus ou moins régulièrement. Les réseaux des Nations Unies pour le SUN et du secteur privé existent et fonctionnent relativement bien.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Tous les acteurs clés ont participé à divers processus comme la validation du programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle, ou encore l'élaboration du PND 2017-2022 et du plan stratégique de communication pour la lutte contre la malnutrition et le paludisme. Une Politique nationale multisectorielle de nutrition vient d'être adoptée pour

remplacer l'ancienne politique spécifique à la nutrition. Enfin, une analyse de la situation nutritionnelle et l'évaluation de l'ancien Plan stratégique national pour l'alimentation et la nutrition 2012-2015 ont été faites et validées, permettant la définition des grandes lignes du nouveau plan stratégique multisectoriel de nutrition.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le cadre commun de résultats a été validé et intégré au plan stratégique. Il prend en compte les priorités et objectifs sectoriels en lien avec les ODD et les cibles mondiales de l'OMS pour la nutrition maternelle et in-

fantile. Une cartographie des parties prenantes, des actions et des lacunes nutritionnelles relatives à l'égalité hommes-femmes a également été réalisée.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

En avril 2018, un exercice d'analyse budgétaire a été effectué, démontrant que la contribution du gouvernement aux activités liées à la nutrition reste très faible (1.32% des dépenses publiques en 2018). Les allocations spécifiques à la nutrition sont inscrites

dans les budgets de deux ministères: Santé, et Action Sociale. Les allocations externes des partenaires, techniques et financiers sont inscrites dans leurs plans d'action annuels respectifs, bien qu'elles ne soient pas assez souvent allouées à temps.



PRIORITÉS 2018-2019

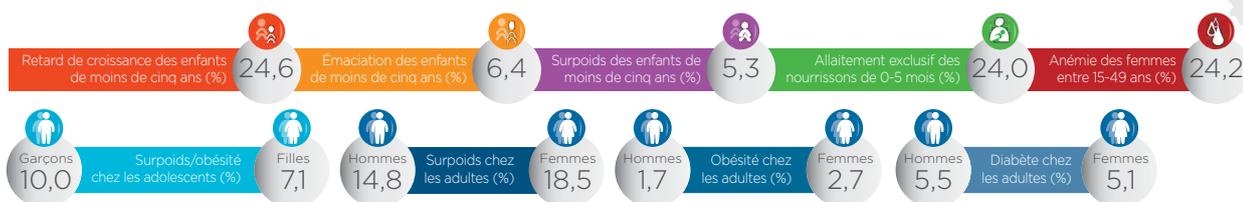
SCALINGUPNUTRITION.ORG/TOGO/FR

- Développer la budgétisation de la stratégie ;
- Validation politique des plans et de la stratégie ;
- Accélérer la mise en oeuvre de la plateforme et son fonctionnement ;
- Actualiser le projet de Code sur le lait et appuyer son adoption.

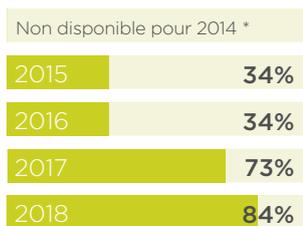


Date d'adhésion : janvier 2014
Population : 95,54 millions

Viet Nam



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le 31 janvier 2018, le Mouvement SUN du Viet Nam a été officiellement lancé lors d'un événement marquant aussi l'entrée en vigueur de la directive du Premier ministre sur le renforcement de la collaboration multi-sectorielle autour de la nutrition. La plateforme multi-acteurs, active depuis 2010, se réunit toutes les six semaines et le Plan

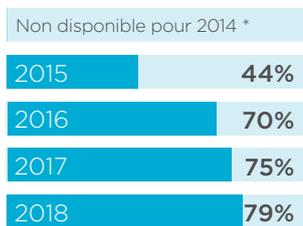
d'action national pour la nutrition (PANN) a été approuvé pendant la période couverte par le rapport. Toutefois, l'absence d'un comité de coordination nationale en faveur de la nutrition semble ralentir les progrès dans le pays. La création d'un Réseau du secteur privé est prévue pour l'année 2018, mais il n'existe pas encore de Réseau de donateurs.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le PANN contient les directives ministérielles pour l'intégration de la nutrition aux politiques sectorielles. Parmi les principales avancées politiques et législatives accomplies durant la période couverte par le rapport, citons la résolution (no 20-NQ/TW) adoptée le 25 octobre 2017 en faveur du renforcement de la protection, de la prise

en charge et de la promotion de la santé des populations, et la directive du Premier ministre du 21 décembre 2017 (no 46/CT-TTg) relative à l'amélioration de la nutrition dans cette nouvelle situation. Pendant cette même période, un Plan faim zéro a aussi été élaboré et mis en œuvre.



Aligner les actions autour de résultats communs

Bien que le Viet Nam ait peu progressé dans l'alignement de ses actions sur les résultats communs durant la période couverte par le rapport, le PANN a été déployé dans tout le pays et a favorisé l'élaboration et la mise en œuvre de plans infranationaux d'action pour

la nutrition. Toutefois, le PANN ne comporte pas de plan de travail précis, à l'exception d'un Programme national de nutrition qui fixe des cibles mesurables pour orienter le secteur de la santé dans la mise en œuvre à l'échelle nationale et infranationale.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

En ce qui concerne le suivi financier et la mobilisation des ressources, peu de progrès ont été enregistrés l'année dernière au Vietnam. Il a néanmoins été reconnu qu'une hausse des investissements intérieurs était nécessaire à l'élimination de la malnutri-

tion d'ici à 2030. De plus grands efforts de plaidoyer doivent être déployés pour que les nombreuses politiques adoptées se traduisent par des mesures et des investissements.



PRIORITÉS 2018-2019

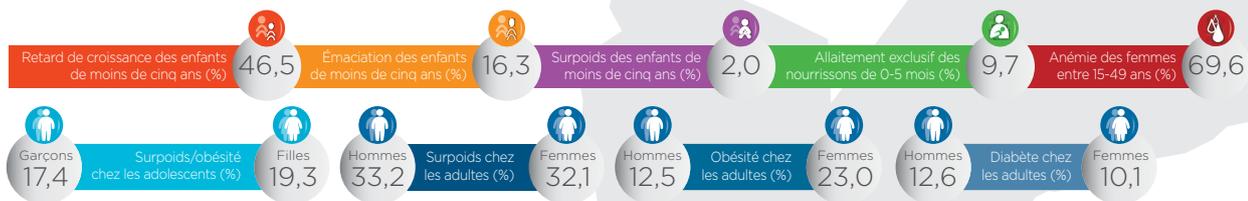
SCALINGUPNUTRITION.ORG/VIETNAM/FR

- Veiller au suivi des données financières relatives à la nutrition ;
- Renforcer les politiques et réglementations existantes afin de garantir un environnement favorable à la promotion de l'allaitement maternel ;
- Établir un mécanisme de coordination de haut niveau pour le Mouvement SUN du Vietnam, en partenariat avec les principaux ministères ;
- Créer un Réseau du secteur privé SUN.



Date d'adhésion : novembre 2012
Population : 28,25 millions

Yémen



Transformations institutionnelles en 2017-2018

2014 **63%**

Non disponible pour 2015 *

2016 **44%**

2017 **57%**

2018 **60%**

2014 **54%**

Non disponible pour 2015 *

2016 **40%**

2017 **16%**

2018 **22%**

2014 **42%**

Non disponible pour 2015 *

2016 **33%**

2017 **66%**

2018 **74%**

2014 **21%**

Non disponible pour 2015 *

2016 **19%**

2017 **25%**

2018 **55%**

Total pondéré 2018 **53%**

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Les conflits et les crises politiques en cours posent d'importants problèmes pour la coordination de la nutrition, et la détérioration de la situation humanitaire a des répercussions négatives sur les indicateurs de nutrition. Cette situation a conduit à travailler davantage avec des représentants techniques dans un grand nombre de secteurs. Néanmoins, le Comité directeur de la plate-

forme multi-acteurs a récemment renouvelé sa composition pour garantir la participation d'instances et de membres influents de haut niveau issus des secteurs concernés. Des réseaux du Mouvement pour le renforcement de la nutrition vont officiellement être mis en place pour le secteur privé, la société civile et les Nations Unies.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La situation actuelle au Yémen conduit à la fragmentation de l'État, à l'affaiblissement de l'influence des décideurs et à l'anéantissement du rôle du Parlement. En outre, l'absence de pouvoir judiciaire complique l'application et la protection de la législation. Cela dit, le Ministère de la santé reste

en mesure de faire respecter la loi sur la protection de l'allaitement maternel. Le Secrétariat du Mouvement pour le renforcement de la nutrition a préparé un projet visant à identifier les lois relatives à la nutrition dans tous les secteurs concernés.

Aligner les actions autour de résultats communs

Le Plan de nutrition multisectoriel est en passe d'être achevé. Il s'accompagnera d'un cadre commun de résultats pour tous les secteurs. Divers secteurs ont participé à l'estimation chiffrée du coût du Plan de nutrition multisectoriel (tels que la santé, l'éducation, l'eau, l'environnement, la pêche et l'agriculture). Une analyse contextuelle

de l'état nutritionnel a été menée en partenariat avec MQSUN+ et servira de référence pour tous les secteurs et entités qui œuvrent dans le domaine de la nutrition. La plupart des acteurs de la nutrition intègrent l'approche sectorielle humanitaire en matière de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Une analyse annuelle du budget de la nutrition a permis d'intégrer des plans chiffrés aux différents secteurs gouvernementaux dans le projet du Plan de nutrition multisectoriel. Les organisations de la société civile attirent des fonds de donateurs internationaux, essentiels à la mise en œuvre. Les dépenses de fonctionnement des ministères

techniques dans certains secteurs du gouvernement sont à l'arrêt et il est difficile d'assurer un financement à long terme étant donné le conflit en cours. La plupart des projets de nutrition du Yémen, les indicateurs et les détails financiers ont été téléchargés sur la « Carte-Yémen », qui sera disponible d'ici la fin de 2018.

PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/YEMEN/FR

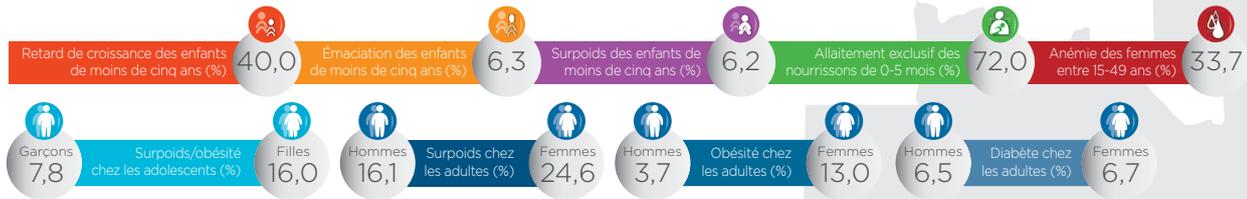
- Mettre définitivement au point le Plan de nutrition multisectoriel ;
- Renforcer les cadres institutionnels en faveur de la nutrition dans les secteurs concernés ;
- Renforcer la capacité des institutions gouvernementales et de tous les secteurs liés à la nutrition afin

- de mettre en œuvre des mesures en faveur de la nutrition ;
- Mettre en place des réseaux du Mouvement SUN pour les entreprises, la société civile et les Nations Unies ;
- Mobiliser des ressources financières.



Date d'adhésion : décembre 2010
Population : 17,09 millions

Zambie



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multi-acteurs nationale continue de s'étendre en intégrant de nouveaux services ministériels ainsi que le Ministère du genre et le Ministère des territoires et des ressources naturelles. Des comités de coordination nationaux, provinciaux, de district et municipaux ont reçu leurs mandats. Dix comités supplémentaires de coordination de la nutrition au niveau des districts

ont été formés au cours de la période couverte par le rapport, portant leur nombre total à 34. Un réseau d'universitaires et de chercheurs est désormais établi mais il reste peu actif, contrairement à tous les autres réseaux. Le Vice-président et certains chefs traditionnels s'attachent à militer pour une bonne nutrition.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La mise en œuvre de certaines lois reste lente (loi sur l'alimentation et la nutrition, loi sur la sécurité sanitaire des aliments et Code de commercialisation des substituts du lait maternel). Au Sommet national sur la nutrition et l'alimentation d'avril 2018, le gouvernement a adopté une déclaration de consensus et s'est engagé à ce que la Commission nationale de nutrition et d'alimen-

tation élabore une feuille de route pour la mise en place d'initiatives mesurables multi-sectorielles pour la nutrition. Des consignes pour l'instauration de mesures pour la nutrition s'appliquant au Ministère du développement local ont été mises au point et envoyées aux services ministériels infranationaux concernés.

Aligner les actions autour de résultats communs

Un Plan national stratégique d'alimentation et de nutrition (2017-2021) a été élaboré et, si aucun Cadre commun de résultats n'a été établi, des mécanismes de suivi sont partiellement en place via une évaluation conjointe annuelle et des formulaires de rapports d'activités multisectoriels trimestriels. 6 ministres d'exécution ont signé le Programme des 1 000 jours les plus décisifs - Phase II

2019 - 2021 (MCDP II) basé sur la phase I de ce programme (MCDP I) visant à réduire les retards de croissance. Après un examen du MCDP I, une cartographie et une analyse des différences menés dans 80 districts, le MCDP II vise à accroître les efforts liés à 5 objectifs stratégiques et 14 domaines de résultats clés.

Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le gouvernement recueille des données budgétaires sur des lignes budgétaires spécifiques contribuant à la nutrition de 9 ministères d'exécution. Néanmoins, le déficit des financements réels de la nutrition reste inexplicé et il faut le définir et l'utiliser pour lancer une stratégie de mobilisation des ressources. Grâce aux campagnes de plaidoyer organisées par les réseaux des donateurs

et des Nations unies, le Comité spécial des secrétaires permanents sur la nutrition (10 ministres d'exécution) est parvenu à augmenter les investissements dans la nutrition pour le cycle budgétaire 2019-2021. Six ministères d'exécution et partenaires de coopération pour la nutrition ont signé un accord conjoint de financement.

PRIORITÉS 2018-2019

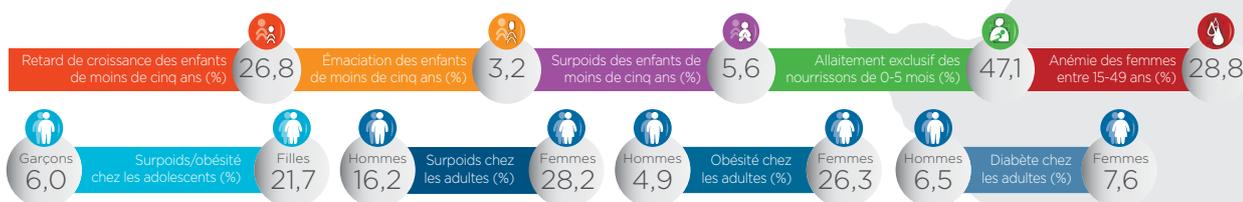
SCALINGUPNUTRITION.ORG/ZAMBIA/FR

- Mobiliser le soutien pour accélérer le déploiement de l'application du MCDP II ;
- Obtenir un consensus quant au Cadre commun de résultats de 2018 et mettre à jour le système de suivi et évaluation ;
- Plaider pour une augmentation des fonds gouvernementaux alloués à la nutrition ;
- Entreprendre un suivi de haut niveau pour que la loi sur l'alimentation et la nutrition soit soumise au Parlement ;
- Renforcer les mécanismes de suivi budgétaire.



Date d'adhésion : juin 2011
Population : 16,53 millions

Zimbabwe



Transformations institutionnelles en 2017-2018



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Zimbabwe continue de renforcer ses plateformes de coordination régionale, avec l'intégration de 32 districts (contre 15 en 2016) au modèle multisectoriel communautaire, une plateforme dirigée par le Ministère de l'agriculture. L'engagement multisectoriel s'est réaffirmé avec la création en mars 2018 d'une plateforme réunissant des chercheurs et des universitaires autour

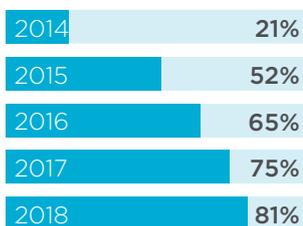
du Mouvement SUN, le lancement en décembre 2017 d'une campagne médiatique par le Conseil de l'alimentation et de la nutrition, et la coopération avec le secteur de l'éducation en matière d'alimentation scolaire. Le Vice-président, un sénateur et un jeune parlementaire défendent la nutrition et apportent un soutien de haut niveau au secteur.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

L'application de plusieurs politiques et lois contribuant à la nutrition s'est poursuivie. Depuis le 1er juillet 2017, l'enrichissement des aliments est devenu obligatoire pour la semoule de maïs, le sucre, l'huile alimentaire et la farine de blé. Les entreprises ont reçu des recommandations pour respecter la législation. Le gouvernement a modifié la politique

d'agriculture planifiée, un programme mené en coopération avec le secteur privé, afin d'y inclure le bétail et des cultures supplémentaires. Enfin, la révision de la loi de 1924 sur la santé a commencé avec l'organisation de consultations publiques et multisectorielles autour du nouveau projet de loi sur la santé publique en vue de son adoption en 2018.



Aligner les actions autour de résultats communs

Le gouvernement a mené une enquête nationale sur la nutrition pour actualiser les données nationales et locales de 2010 et créer un point de comparaison pour planifier les programmes de sécurité nutritionnelle et alimentaire. Un système de suivi en temps quasi réel a été créé : il enregistre les données sur un tableau de bord en ligne pour aider à planifier et à suivre l'appli-

cation des plans de travail locaux. En soutien à ce système simplifié, la plateforme multi-acteurs a aidé à définir des mesures clés multisectorielles sur la nutrition (p. ex., sur la nutrition maternelle, l'alimentation scolaire et la diversification des activités de récolte et d'élevage). Ces indicateurs sont utilisés dans 19 districts.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

En juin 2017, des parties prenantes du gouvernement, des conseils urbains et du Parlement ont formé une coalition en faveur de l'augmentation des financements alloués aux soins de santé primaires et à la nutrition. Après avoir suivi une formation au plaidoyer budgétaire, ses membres militent pour la hausse des financements lors des réunions consultatives du Parlement. En 2018, une

évaluation du budget national a conclu que les fonds alloués à la nutrition étaient insuffisants. Grâce aux efforts de plaidoyer, le budget du secteur de la santé a été augmenté d'un tiers. Le suivi des besoins financiers en matière de nutrition doit toutefois être amélioré pour renforcer la pérennité des financements.



PRIORITÉS 2018-2019

SCALINGUPNUTRITION.ORG/ZIMBABWE/FR

- Établir et consolider des systèmes innovants de gestion des connaissances ;
- Renforcer les recherches et les programmes fondés sur des données probantes, notamment les plateformes d'échange ;
- Améliorer les analyses budgétaires et les capacités de suivi des ressources, y compris sur le plan de l'assistance technique ;
- Consolider le Réseau du secteur privé ;
- Améliorer la diversité de l'alimentation par une production locale innovante, un renforcement de la valeur ajoutée et un changement des comportements.

LES AVANCÉES DES PAYS SUN DANS UNE SÉRIE DE PROCESSUS

Pays SUN	Le pays dispose d'une plateforme multi-acteurs opérationnelle	La plateforme multi-acteurs est décentralisée	La plateforme multi-acteurs travaille avec la société civile	La plateforme multi-acteurs travaille avec le secteur privé	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur du Réseau des Nations Unies	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur du Réseau des donateurs	La plateforme multi-acteurs travaille avec les médias
Afghanistan	•	En cours	•	•	En cours		
Bangladesh	•	•	•	•	•	•	•
Bénin	•	•	•	•		•	
Botswana							
Burkina Faso	•	•	•	•	•	•	•
Burundi	•	•	•		•		En cours
Cambodge	•		•	•	•	•	
Cameroun	•	•	•	•	•	•	•
Comores							
Congo							
Costa Rica	En cours				•		
Côte d'Ivoire	•	•	•	•	•	•	•
El Salvador	•	•	•				
Eswatini	•		•		•	•	
Éthiopie	•		•		•	•	
Gabon	•		•	•	•		En cours
Gambie	•	•	•				•
Ghana	•	•	•	•	•	•	•
Guatemala	•	•	•	•	•	•	•
Guinée	•	•	•	•	•	•	•
Guinée-Bissau	•		•	•	•		En cours
Haïti	En cours		•	•			•
Indonesie	•	•	•	•	•	•	•
Kenya	•	•	•	•	•		•
Kirghizstan	•	En cours	•	•	•	•	•
RDP lao	•	•	•	•	•	•	
Lesotho	•	•	•				•
Liberia			•				
Madagascar	•	•	•	•	•	•	•
Malawi	•	•	•	•	•	•	•
Mali	•	•	•	•	•	•	

Pays SUN	La plateforme multi-acteurs travaille avec les parlementaires	La plateforme multi-acteurs travaille avec le monde universitaire	Des ambassadeurs de la nutrition ont été nommés	Le pays dispose d'un cadre commun de résultats	Le cadre commun de résultats du pays comporte un cadre de suivi et d'évaluation	Le coût du cadre commun de résultats a été estimé	Les dotations budgétaires pour la nutrition font l'objet d'un suivi
Afghanistan				En cours	En cours	En cours	En cours
Bangladesh	•	•	•	•	•	•	•
Bénin	•	•		•		En cours	En cours
Botswana							•
Burkina Faso	•	En cours	•	•	En cours	•	•
Burundi	En cours	•		•			•
Cambodge				•	•	•	•
Cameroun	•	•		•		En cours	
Comores	•						
Congo				•	•	En cours	•
Costa Rica		•		•	•		•
Côte d'Ivoire	•	•	•	•	•	•	•
El Salvador	•		•	•	•		•
Eswatini							
Éthiopie		•	•	•	•	•	•
Gabon	En cours	•	•	En cours	En cours	En cours	•
Gambie	•	•	•				
Ghana	•	•	•	•	•	En cours	•
Guatemala	•	•	•	•	•		•
Guinée	•	•	•	•	En cours	•	
Guinée-Bissau	En cours	•		•			
Haïti		•					
Indonesie	•	•	•	•	•	•	•
Kenya	En cours	•	•	•	•	•	•
Kirghizstan	•	•	•	•	•		
RDP lao	•			•	•	•	•
Lesotho		•	•	•	•		
Liberia							
Madagascar	•		•	•	•	•	•
Malawi	•	•	•	•	•	•	•
Mali	•	•	•	•	•	•	

Pays SUN	Le pays dispose d'une plateforme multi-acteurs opérationnelle	La plateforme multi-acteurs est décentralisée	La plateforme multi-acteurs travaille avec la société civile	La plateforme multi-acteurs travaille avec le secteur privé	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur du Réseau des Nations Unies	La plateforme multi-acteurs dispose d'un facilitateur du Réseau des donateurs	La plateforme multi-acteurs travaille avec les médias
Mauritanie	•	En cours	•				•
Mozambique	•	•	•	•	•	•	•
Myanmar	•		•		•	•	•
Namibie	•	En cours	•	•	•	•	•
Népal	•	•	•	•	•	•	•
Niger	•	•	•	•	•	•	En cours
Nigeria	•	•	•	•	•	•	•
Ouganda	•	•	•	•		•	•
Pakistan	•	•	•	•	•	•	•
Papouasie-Nouvelle-Guinée	•		•	•	•	•	•
Pérou	•		•		•		•
Philippines	•	•	•	•	•		•
Rwanda	•		•		•	•	•
République centrafricaine		En cours	•				
République démocratique du Congo	•	En cours	•	En cours	•	•	•
Sénégal	•	•	•		•	•	•
Sierra Leone	•	•	•	•	•	•	•
Somalie	•	•	•		•		
Soudan	•		•	•	•	•	•
Sri Lanka	•	•	•		•		•
Sud Soudan	•		•		•		•
Tadjikistan	•		•	•	•	•	•
Tanzanie	•	•	•	•	•	•	•
Tchad	•	•	•	•	•	•	•
Togo	En cours					•	•
Viet Nam	•	En cours	•	•	•	•	•
Yémen	•		•	•	•	•	•
Zambie	•	•	•	•	•	•	•
Zimbabwe	•	•	•		•	•	•

Pays SUN	La plateforme multi-acteurs travaille avec les parlementaires	La plateforme multi-acteurs travaille avec le monde universitaire	Des ambassadeurs de la nutrition ont été nommés	Le pays dispose d'un cadre commun de résultats	Le cadre commun de résultats du pays comporte un cadre de suivi et d'évaluation	Le coût du cadre commun de résultats a été estimé	Les dotations budgétaires pour la nutrition font l'objet d'un suivi
Mauritanie		•					•
Mozambique	•	•	•	•	•	•	
Myanmar	•		•	•	•	•	
Namibie	•	•	•	•	•	•	•
Népal	•	•	•	•	•	•	•
Niger	•	•		•		•	
Nigéria	•	•	•	•	•	•	•
Ouganda	•	•		•	En cours	En cours	En cours
Pakistan	•	•	•	En cours	En cours	En cours	•
Papouasie-Nouvelle-Guinée		•					
Pérou	•	•		•	•	•	•
Philippines	•	•	•	•	•	•	•
Rwanda	•			•	•	•	•
République centrafricaine							
République démocratique du Congo	•	•	•	En cours		En cours	•
Sénégal	•			•	En cours	•	En cours
Sierra Leone	•		•	•	•	•	•
Somalie	•	•		En cours	En cours	En cours	
Soudan	•	•		•	En cours	En cours	
Sri Lanka	•	•		•	•	•	•
Sud Soudan	•		•	En cours	En cours	En cours	•
Tadjikistan	•	•	•	En cours	En cours	En cours	•
Tanzanie	•	•	•	•	•	•	•
Tchad	•	•	•	•	En cours	•	•
Togo				En cours			•
Viet Nam	•	•	•	•	•	En cours	•
Yémen		•		En cours	En cours	En cours	•
Zambie	•	•	•	En cours	En cours	En cours	•
Zimbabwe	•	•	•	•	•	•	En cours



Annexes

ANNEXE 1

NOTES TECHNIQUES : INDICATEURS ET SOURCES DE DONNÉES PRÉSENTÉS DANS LE RAPPORT D'AVANCEMENT 2018

Les données utilisées dans le Rapport d'avancement 2018 sont extraites des indicateurs inclus dans le système de suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL) du Mouvement SUN. Ces 79 indicateurs offrent une vue d'ensemble de la situation actuelle pour un large éventail de résultats souhaités dans les différents domaines pour lesquels le Mouvement SUN cherche à catalyser le changement et à produire des résultats en matière de nutrition. Le tableau ci-dessous présente succinctement chaque indicateur, la source et l'année des données et le niveau de couverture des pays SUN.

Les profils de pays SUN rendent compte des statistiques nutritionnelles les plus récentes, notamment pour cinq des six cibles mondiales adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) qui visent à améliorer la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant – mises à jour récemment et étendues à 2030 – et pour trois cibles nutritionnelles du Cadre mondial de suivi de la prévention et de la maîtrise des maladies non transmissibles (MNT).

LES CIBLES MONDIALES DE NUTRITION DE L'AMS¹

- Les statistiques sur le **retard de croissance**, l'**émaciation** et la **surcharge pondérale** chez les enfants de moins de cinq ans sont tirées des données des enquêtes démographiques de la base de données inter-agences UNICEF/OMS/Banque mondiale, mise à jour en mai 2018^{2,3}.

¹ Les données sur l'insuffisance pondérale à la naissance étant toujours en cours d'étude, aucune information relative à cette cible n'est communiquée cette année.

² UNICEF/OMS/Groupe de la Banque mondiale, Estimations conjointes sur la malnutrition infantile, (2018). Niveaux et tendances dans la malnutrition infantile : les principales conclusions de l'édition 2018. Disponible en anglais à l'adresse suivante : <http://www.who.int/nutgrowthdb/2018-jme-brochure.pdf?ua=1> [consulté en octobre 2018].

³ À la demande des pays, les résultats du rapport d'enquête final mis à jour récemment ont été utilisés pour les profils pays du Bénin, du Laos, de Madagascar et du Togo.



- Les statistiques relatives à **l'allaitement maternel exclusif** sont tirées des données des enquêtes démographiques de la base de données mondiale de l'UNICEF pour l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, mise à jour en mai 2018⁴.
- **L'anémie chez les femmes** : Les statistiques relatives à l'anémie se fondent sur les estimations modélisées à l'échelle mondiale pour les femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) pour l'année de référence 2016, transmises par la base de données de l'Observatoire de la santé mondiale de l'OMS⁵.

LES CIBLES MONDIALES EN MATIÈRE DE MNT :

- **Le surpoids et l'obésité chez les adolescents** : Les statistiques sur le pourcentage d'adolescents (filles et garçons, de 10 à 19 ans) dont l'indice de masse corporelle (IMC) pour l'âge dépasse d'un ou deux écarts-types la médiane de la croissance de référence de l'OMS pour les enfants d'âge scolaire et les adolescents s'appuient sur les estimations modélisées par le Groupe de collaboration sur les facteurs de risque des MNT pour l'année de référence 2016.
- **Le surpoids et l'obésité chez les adultes** : Les statistiques sur le pourcentage d'adultes de plus de 18 ans dont l'indice de masse corporelle est supérieur à 25 (surpoids) ou 30 (obésité) sont basées sur les estimations modélisées pour l'année de référence 2016, transmises par la base de données de l'Observatoire de la santé mondiale de l'OMS.
- **Le diabète chez les adultes** : Les statistiques sur le diabète s'appuient sur l'indicateur mondial standard qui mesure la proportion d'adultes (18 ans et plus) ayant un taux de glycémie élevé (indicateur défini par un taux de glycémie à jeun supérieur à 7,0 mmol/L ou par un traitement contre l'hyperglycémie). Les données sont des estimations modélisées pour l'année de référence 2014, à partir d'enquêtes démographiques et de systèmes de surveillance et transmises par la base de données de l'Observatoire de la santé mondiale de l'OMS.

⁴ UNICEF, Division des données, de la recherche et des politiques, (2018). Bases de données mondiales de l'UNICEF : Alimentation des nourrissons et des jeunes enfants : Allaitement maternel exclusif, New York, mai 2018.

⁵ Observatoire de la santé mondiale de l'OMS, (2017). La prévalence de l'anémie chez les femmes. Disponible en anglais à l'adresse suivante : <http://apps.who.int/gho/data/view.main.GSWCAH28v> [consulté en octobre 2018].

LE SYSTÈME DE SUIVI, ÉVALUATION, REDEVABILITÉ ET APPRENTISSAGE (MEAL) DU MOUVEMENT SUN : INDICATEURS ET SOURCES DE DONNÉES

Domaine et indicateur	Sources de données et années	Couverture ⁶
Domaine 1 : Environnement favorable à la nutrition		
1.1 Existence de plateformes multi-acteurs	Évaluation conjointe SUN, 2018 et Secrétariat du Mouvement SUN	60/100 %
1.2 Existence et fonctionnalité des réseaux	Réseaux de SUN	56/95 %
a. Indice de fonctionnalité du Réseau des Nations Unies	Réseau des Nations Unies pour le SUN, 2018	60/100 %
b. Indice de fonctionnalité du Réseau du secteur privé SUN	Réseau du secteur privé SUN, 2018	57/95 %
c. Indice de fonctionnalité du Réseau de la société civile SUN	Réseau de la société civile SUN, 2018	60/100 %
1.3 Résultat des progrès du Mouvement SUN	Évaluation conjointe SUN, 2015-2018	58/97 %
1.4 Existence de cibles de l'AMS dans les plans de nutrition	Secrétariat du Mouvement Sun et Nutrition International, 2016	44/75 %
1.5 Existence de cibles de MNT dans les plans de nutrition	Secrétariat du Mouvement Sun et Nutrition International, 2016	44/75 %
1.6 Systèmes d'information pour l'indice nutritionnel	Secrétariat du Mouvement SUN et Nutrition International, 2016 (2018 pour les nouveaux pays)	60/100 %
1.7 Intégration de la sous-nutrition dans les plans de développement nationaux	Institute of Development Studies (IDS) 2015	56/95 %
1.8 Intégration de la surnutrition dans les plans de développement nationaux	Institute of Development Studies (IDS) 2015	56/95 %
1.9 Mobilisation de défenseurs de haut niveau	Évaluation conjointe SUN, 2018	60/100 %
Domaine 2 : Financement pour la nutrition		
2.1 Dépenses du budget national pour la nutrition	Secrétariat du Mouvement SUN, 2016	42/70 %
a. Exhaustivité de l'analyse budgétaire		42/70 %
b. Dépenses budgétaires spécifiques à la nutrition par enfant de moins de 5 ans		32/53 %
c. Pourcentage de dépenses spécifiques à la nutrition		32/53 %
2.2 Financement des donateurs pour la nutrition	OCDE, données de 2013 et 2015 (InvestinNutrition.org)	59/98 %
a. Dépenses pour la nutrition par enfant de moins de 5 ans ayant un retard de croissance		59/98 %
b. Dépenses par enfant de moins de 5 ans pour les interventions à fortes retombées		59/98 %
c. Pourcentage de dépenses spécifiques à la nutrition		59/98 %
2.3 Indice d'orientation de l'agriculture	Base de données mondiale des indicateurs ODD	38/63 %

⁶ Nombre et pourcentage de pays SUN pour lesquels des données existent

Domaine et indicateur	Sources de données et années	Couverture ⁶
Domaine 3 : Interventions et apports alimentaires		
3.1 Établissements de santé certifiés par l'Initiative Hôpitaux amis des bébés	OMS, Mise en œuvre nationale de l'Initiative Hôpitaux amis des bébés, 2017.	48/80 %
3.2 Traitement de la malnutrition aiguë sévère	UNICEF/Réseau de suivi de la couverture/ACF International, 2012	38/63 %
3.3 Supplémentation en vitamine A (enfants âgés de 6 à 59 mois)	Base de données mondiale de l'UNICEF, avril 2018.	46/77 %
3.4 Supplémentation prénatale en fer (90 comprimés et plus)	ICF International, Programme DHS STATcompiler, 2018.	46/77 %
3.5 Nombre de travailleurs de santé pour 1 000 habitants	Base de données de l'Observatoire de la santé mondiale de l'OMS, 2018.	57/95 %
3.6 Ménages consommant du sel iodé	Bases de données mondiales de l'UNICEF, mai 2018.	57/95 %
3.7 Recours à des sels de réhydratation orale (SRO) et au zinc pour traiter la diarrhée chez les enfants	Bases de données mondiales de l'UNICEF, février 2018.	52/87 %
3.8 Traitement vermifuge (enfants de 12 à 59 mois)	ICF International, 2018. Programme DHS STATcompiler	48/80 %
3.9 Utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide (enfants de 0 à 5 ans)	Bases de données mondiales de l'UNICEF, février 2018.	50/83 %
3.10 Couverture de vaccination (DTP3 chez les enfants de 1 an)	OMS et UNICEF, année de référence 2017 (juillet 2018).	60/100 %
3.11 Réponses (modernes) apportées aux besoins en matière de planification familiale	Division de la population des Nations Unies, Utilisation mondiale des contraceptifs 2017.	59/98 %
3.12 Calories provenant d'un apport alimentaire faible en nutriments essentiels	FAO, données FAOSTAT, année de référence 2012.	54/90 %
3.13 Disponibilité de fruits et légumes (grammes)	FAO, données FAOSTAT, année de référence 2013.	54/90 %
3.14 Apports alimentaires enrichis	Food Fortification Initiative (FFI), Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN), Iodine Global Network (IGN), Micronutrient Forum, 2016.	59/98 %
3.15 Couverture des programmes de protection sociale	Banque mondiale - Atlas de la protection sociale : indicateurs de résilience et d'équité (ASPIRE), 2017.	45/75 %
Domaine 4 : Législations en vigueur		
4.1 Code international de commercialisation des substituts du lait maternel	OMS, UNICEF, International Baby Food Action Network (IBFAN), mise en œuvre nationale du Code international, Rapport de situation 2018	60/100 %
4.2 Législation sur la protection de la maternité	Organisation internationale du Travail, communiqué dans le Rapport sur la nutrition dans le monde 2017	57/95 %
4.3 Législation sur le droit constitutionnel à l'alimentation	FAO, Le droit à l'alimentation autour du globe, 2017.	60/100 %
4.4 Restrictions en matière de commercialisation des aliments et des boissons en direction des enfants	OMS, Moniteur de la progression des maladies non transmissibles, 2017.	60/100 %
4.5 Législation rendant obligatoire l'enrichissement des aliments	FFI, GAIN, IGN, MN Forum, Échange de données sur l'enrichissement mondial, 2018.	60/100 %

Domaine et indicateur	Sources de données et années	Couverture ⁶
4.6 Normes relatives à l'enrichissement	FFI, GAIN, IGN, MN Forum, Échange de données sur l'enrichissement mondial, 2018.	60/100 %
Domaine 5 : Facteurs ODD liés à la nutrition		
5.1 La diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	ICF International, 2018. Programme DHS STATcompiler	59/98 %
5.2 Accès à des services d'eau potable de base	Programme commun OMS/UNICEF de suivi (JMP) 2017.	60/100 %
5.3 Accès à des services d'assainissement de base	Programme commun OMS/UNICEF de suivi (JMP) 2017.	60/100 %
5.4 Incidence du paludisme (pour 1 000 habitants)	Base de données mondiale des indicateurs ODD, année de référence 2016.	59/98 %
5.5 Cas de rougeole déclarés (enfants de moins de 5 ans)	Déclaration commune OMS/UNICEF sur la vaccination, année de référence 2016.	59/98 %
5.6 Taux de fécondité des adolescentes (pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans)	Division de la Population des Nations Unies, Données mondiales sur la fécondité 2017.	60/100 %
5.7 Nouveaux cas d'infections au VIH (pour 1 000 habitants non-infectés)	Observatoire mondial de la santé de l'OMS, année de référence 2017.	55/92 %
5.8 Incidence de la tuberculose (pour 100 000 habitants)	Observatoire mondial de la santé de l'OMS, année de référence 2017.	60/100 %
5.9 Prévalence de la sous-alimentation	Division des statistiques de la FAO, année de référence 2016.	53/88 %
5.10 Prévalence de l'insécurité alimentaire modérée/grave	Division des statistiques de la FAO, année de référence 2016.	24/40 %
5.11 Mariage précoce (avant l'âge de 18 ans)	Bases de données mondiales de l'UNICEF, mars 2018.	59/98 %
5.12 Scolarisation des filles à l'école secondaire	UNESCO, Base de données mondiale de la Banque mondiale	56/93 %
5.13 Punition violente infligée aux enfants de 2 à 14 ans	Base de données mondiale de l'UNICEF, novembre 2017.	35/58 %
5.14 Croissance du revenu des ménages	Base de données mondiale de la Banque mondiale sur la prospérité partagée	19/32 %
5.15 Population urbaine vivant dans des bidonvilles	Base de données mondiale des indicateurs ODD, année de référence 2014.	55/92 %
Domaine 6 : Alimentation du nourrisson et du jeune enfant et apports alimentaires		
6.1 Allaitement maternel exclusif (nourrissons de 0 à 5 mois)	Bases de données mondiales de l'UNICEF, mai 2018.	59/98 %
6.2 Initiation précoce de l'allaitement maternel	Bases de données mondiales de l'UNICEF, mai 2018.	59/98 %
6.3 Alimentation acceptable minimale (enfants de 6 à 23 mois)	Bases de données mondiales de l'UNICEF, mai 2018.	47/78 %
6.4 Diversité alimentaire minimale (enfants de 6 à 23 mois)	Bases de données mondiales de l'UNICEF, mai 2018.	52/87 %
6.5 Consommation de fruits et de légumes (g/jour chez les adultes)	Base de données alimentaire mondiale, année de référence 2010.	59/98 %

Domaine et indicateur	Sources de données et années	Couverture ⁶
6.6 Consommation de sodium (g/jour chez les adultes)	Ensemble de données du Rapport sur la nutrition mondiale 2017, Powles et al. (2013), année de référence 2010.	60/100 %
6.7 Concentration d'iode urinaire (médiane g/l)	Iodine Global Network, Résultats mondiaux, 2017.	50/83 %
6.8 Consommation par la population d'aliments enrichis	Aaron et al. 2017.	6/10 %
Domaine 7 : Statut de la nutrition		
7.1 Retard de croissance (enfants de moins de 5 ans)	UNICEF/OMS/Banque mondiale, Estimations conjointes sur la malnutrition infantile, mai 2018.	60/100 %
7.2 Insuffisance pondérale à la naissance	Base de données mondiale de l'UNICEF, octobre 2014.	56/95 %
7.3 Surpoids (enfants de moins de 5 ans)	UNICEF/OMS/Banque mondiale, Estimations conjointes sur la malnutrition infantile, mai 2018.	60/100 %
7.4 Émaciation (enfants de moins de 5 ans)	UNICEF/OMS/Banque mondiale, Estimations conjointes sur la malnutrition infantile, mai 2018.	60/100 %
7.5 et 7.6 Anémie chez les femmes enceintes et les femmes non-enceintes	Observatoire mondial de la santé de l'OMS, année de référence 2016.	60/100 %
7.7 IMC faible (chez les adultes)	Collaboration sur les facteurs de risque des MNT, année de référence 2016.	59/98 %
7.8 Surpoids et obésité (chez les adultes)	Collaboration sur les facteurs de risque des MNT, année de référence 2016.	59/98 %
7.9 Surpoids et obésité (chez les adolescents de 10 à 19 ans)	Collaboration sur les facteurs de risque des MNT, année de référence 2016.	59/98 %
7.10 Diabète (chez les adultes)	Collaboration sur les facteurs de risque des MNT, année de référence 2014.	59/98 %
7.11 Hypertension (chez les adultes)	Collaboration sur les facteurs de risque des MNT, année de référence 2015.	59/98 %
Domaine 8 : ODD liés à la nutrition		
8.1 Population vivant sous le seuil de pauvreté	Base de données sur la pauvreté et l'équité de la Banque mondiale, 2018.	59/98 %
8.2 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	Base de données mondiale de l'UNICEF, Groupe inter-agences des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile (IGME), année de référence 2017.	60/100 %
8.3 Taux de mortalité liée aux MNT (pour 100 000 habitants)	Observatoire mondial de la santé de l'OMS, année de référence 2016.	60/100 %
8.4 Développement du jeune enfant (enfants de 36 à 59 mois)	Base de données mondiale des indicateurs ODD et Rapports MICS	28/47 %
8.5 Croissance annuelle du PIB par habitant	Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial, année de référence 2016.	58/97 %

Les définitions complètes de chaque indicateur ainsi que les liens vers les sources des données sont disponibles à l'adresse suivante : <https://scalingupnutrition.org/fr/progres-et-impact/suivi-evaluation-redevabilite-et-apprentissage-meal/>.



ANNEXE 2

SUIVI DES PROGRÈS RÉALISÉS AU SEIN DU MOUVEMENT SUN EN 2017-2018

Le Rapport d'avancement 2018 du Mouvement SUN utilise un suivi des résultats afin de présenter l'état actuel du Mouvement SUN. Sur la base du Cadre de suivi et d'évaluation du Mouvement SUN⁷¹ élaboré en 2013, les avancées sont estimées en évaluant dans quelle mesure les Réseaux et les pays SUN adaptent leurs comportements afin de réaliser les quatre objectifs stratégiques énoncés dans la Stratégie et feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020) :

1. **Développer et maintenir un environnement politique favorable ;**
2. **Hiérarchiser et institutionnaliser les mesures efficaces qui contribuent à une bonne nutrition ;**
3. **Mettre en œuvre des mesures efficaces alignées sur des résultats communs ;**
4. **Utiliser efficacement et augmenter significativement les ressources financières pour la nutrition.**

Le rapport annuel prend en compte la nature complexe, imprévisible et non linéaire des avancées des parties prenantes au moment de faire face aux problèmes de nutrition dans le cadre de leur engagement collectif. Sur la base d'informations recueillies au cours des réunions et des webinars du Réseau des pays SUN et de l'exercice annuel d'évaluation conjointe entrepris par les pays SUN, il observe donc les changements de comportements des acteurs de chaque pays (gouvernements, donateurs, société civile, secteur privé et Nations Unies) qui s'opèrent dans le but d'atteindre les quatre objectifs stratégiques du Mouvement SUN¹. L'évaluation conjointe fournit également une plate-forme de redevabilité mutuelle qui permettra à l'avenir le partage et l'apprentissage au sein du Mouvement SUN. Le rapport qui rend compte de cet exercice d'évaluation conjointe a adopté un format s'articulant autour des quatre objectifs stratégiques ci-dessous.

La méthodologie utilisée reconnaît que c'est bel et bien les parties prenantes (personnes, organisations et réseaux) qui impulsent les processus de changements. Dans le cadre du suivi des avancées, elle se concentre sur un ensemble de marqueurs de progrès qui illustrent les résultats comportementaux attendus des différentes parties prenantes. Des marqueurs de progrès ont été défini pour chacun des quatre processus. Chaque partie prenante analyse les relations, les actions, les activités, les politiques et les pratiques associées à chaque marqueur de progrès au cours de l'année passée. Les réalisations en lien avec chaque marqueur sont notées sur une échelle allant de 0 à 4 (0 pour un changement de comportement non applicable ou non amorcé, 1 pour un changement de comportement amorcé, 2 pour un changement de comportement en cours, 3 pour un changement de comportement presque achevé et 4 pour un changement de comportement achevé).

Les premiers marqueurs de progrès des quatre processus correspondent à des comportements relativement faciles à mettre en œuvre tandis que les derniers marqueurs de progrès de chaque processus représentent des changements plus difficiles à concrétiser et donc plus ambitieux². Pour rendre compte de ces différences, les résultats de chaque marqueur de progrès sont totalisés et pondérés³, les premiers marqueurs de progrès les plus faciles à réaliser reçoivent une pondération moindre par rapport aux marqueurs de progrès plus difficiles et plus ambitieux.

Le suivi des avancées par le Mouvement SUN à l'aide des évaluations conjointes effectuées directement par les pays permet d'évaluer et d'améliorer l'efficacité de ces derniers. En soi, le processus d'évaluation conjointe aide les parties prenantes à prendre leur part de responsabilité, à tirer parti du suivi des avancées et à rendre mutuellement des comptes quant à leurs actions collectives. Alors que les avancées du Mouvement font l'objet d'un suivi depuis 2012, jusqu'à 2014, les évaluations de chaque objectif stratégique se basaient sur des informations issues des téléconférences bimensuelles entre les pays. Depuis, tous les pays SUN sont encouragés à procéder à l'exercice d'évaluation conjointe avec l'aide précieuse de toutes les parties prenantes impliquées dans le Mouvement afin de dresser un tableau exhaustif des avancées réalisées, de procéder à une autoévaluation et de se noter.

1 Consulter le tableau 2 pour une liste des processus et des marqueurs de progrès.

2 Consulter le Cadre de suivi et d'évaluation du Mouvement SUN disponible à l'adresse suivante : http://docs.scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2014/06/SUN_Framework_FR_20140514.pdf.

3 Consulter le tableau 3.

ÉVALUATION DES PROGRÈS RÉALISÉS EN 2017-2018 AU SEIN DU MOUVEMENT SUN

L'évaluation des avancées au sein du Mouvement SUN est menée par les pays avec le soutien des réseaux SUN nationaux et mondiaux et le Secrétariat du Mouvement SUN. En août 2018, 53 pays SUN avaient effectué leur évaluation conjointe (Figure 1).³⁵ de ces pays ont mené le même exercice d'évaluation conjointe ces quatre dernières années (2015, 2016, 2017 et 2018), comme l'indique la Figure 2. Les profils des pays SUN qui n'ont pas pu mener leur évaluation conjointe en 2018 sont présentés sans aucune donnée. Les pays qui ont rejoint le Mouvement SUN au cours de l'année passée figurent parmi les profils de pays individuels de cette année, étayés par les études de base entreprises.

L'intitulé de l'exercice de suivi a été modifié en 2016 pour passer d'auto-évaluation à « évaluation conjointe du Mouvement SUN », afin de bien indiquer qu'il s'agit d'un exercice collectif centré sur une réflexion et des priorités communes pour l'avenir. Les marqueurs de progrès ont été révisés en 2016 pour donner la priorité à la mise en œuvre et aux résultats, tout en permettant une comparaison chronologique des résultats de chaque pays.

Cette année, l'évaluation conjointe a été légèrement modifiée pour s'aligner sur le système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (MEAL) du Mouvement SUN. Des questions supplémentaires ont été posées pour chacun des processus afin de collecter auprès des pays des données sur les moyens d'encourager la redevabilité, d'intensifier les actions spécifiques à la nutrition et celles y contribuant et d'assurer l'égalité des genres. Des données ont aussi été recueillies sur la façon dont les situations d'urgence et les catastrophes affectent la réalisation des quatre objectifs stratégiques.

Les résultats des rapports d'évaluation conjointe sont résumés dans les profils de pays du présent rapport.



© UNICEF / Noorani

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS À TIRER DE CE SUIVI

L'observation des modèles de changements qui émergent au niveau mondial est pertinente pour l'ensemble du Mouvement SUN et elle est mise en exergue dans le présent rapport. Pour comprendre l'état actuel du Mouvement SUN, l'analyse porte sur le mode (la fréquence d'un résultat particulier) des marqueurs de progrès des 53 pays, comme présenté dans la Figure 1 ci-dessous. La Figure 2 montre l'amélioration constatée au sein du Mouvement SUN en comparant les modes des 35 pays qui disposent de données sur quatre ans.

Figure 1. Progrès accomplis en 2018 au sein du Mouvement SUN : Évaluations conjointes de 53 pays



Figure 2 : Évaluation conjointe de 35 pays avec 4 points de données (2015, 2016, 2017 et 2018)



COMPRENDRE CERTAINS ENJEUX EN INTERPRÉTANT ET EN COMPARANT LES RÉSULTATS DES DIFFÉRENTS PAYS AU FIL DU TEMPS

L'analyse des résultats obtenus grâce aux évaluations conjointes par pays, au fil du temps et pour l'année 2018, suggère que dans l'évaluation des marqueurs de progrès, les parties prenantes de chaque pays sont généralement plus critiques de leur propre travail que n'a pu l'être le Secrétariat du Mouvement SUN ces dernières années (2012 et 2013). Avec le renouvellement des équipes dans chaque pays et les progrès dans la compréhension de ce qui est attendu d'elles vis-à-vis des changements qui accompagnent la maturité des pays SUN, il peut arriver que l'évolution des résultats ne reflète pas les changements observés sur le terrain.

Les évaluations conjointes des pays SUN imposent une vaste réflexion, en particulier sur des aspects du progrès qui ne sont pas toujours visibles de l'extérieur des pays. L'exercice d'évaluation conjointe semble refléter l'hétérogénéité des différents acteurs impliqués, tandis que les évaluations externes, même lorsqu'elles sont validées dans les pays, ont tendance à refléter le point de vue de la partie prenante principale.

Un résultat de marqueur de progrès compris entre 0 et 4 est généralement signe de changements de comportements particuliers. Toutefois, les résultats d'évaluations conjointes pour certains marqueurs semblent être influencés par la valeur que leur donnent les personnes qui mènent les évaluations conjointes. Une telle subjectivité n'est pas surprenante puisque le suivi des résultats repose sur une approche de cartographie des résultats. L'évaluation demande si un comportement particulier est « amorcé », « en cours » ou « en place » et les personnes responsables de l'évaluation sont invitées à répondre sur la base de leur propre jugement.

S'il n'est pas question d'utiliser les résultats des évaluations conjointes pour comparer les avancées entre les pays, ces résultats peuvent néanmoins permettre de repérer et d'interpréter des tendances émergentes de transformations institutionnelles dans un pays. Les résultats doivent cependant être interprétés avec le plus grand soin, car cette approche est influencée par les interactions réciproques entre les parties prenantes ; la complexité des problèmes à résoudre et le contexte propre à chaque pays sont aussi à considérer. De nombreuses personnes au sein du Réseau des pays SUN sont convaincues que si les parties prenantes des pays adoptaient la même approche d'évaluation conjointe année après année, elles parviendraient mieux à décrire les réussites et les difficultés, grâce aux efforts déployés pour les surmonter.



Tableau 1 : Analyse des données pour le Rapport annuel d'avancement du Mouvement SUN 2018

		Rapport sur l'évaluation conjointe 2014	Rapport sur l'évaluation conjointe 2015	Rapport sur l'évaluation conjointe 2016	Rapport sur l'évaluation conjointe 2017	Rapport sur l'évaluation conjointe 2018
1	Afghanistan	A rejoint le Mouvement SUN en 2017-2018	A rejoint le Mouvement SUN en 2017-2018	A rejoint le Mouvement SUN en 2017-2018	A rejoint le Mouvement SUN en 2017-2018	Étude de base remise par le pays / Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN
2	Bangladesh	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
3	Bénin	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
4	Botswana	A rejoint le Mouvement SUN en 2014-2015	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport non remis par le pays
5	Burkina Faso	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
6	Burundi	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
7	Cambodge	A rejoint le Mouvement SUN en 2014 -2015	Report submitted by country			
8	Cameroun	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
9	République centrafricaine	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	Rapport remis par le pays
10	Tchad	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
11	Comores	Étude de base remise par le pays / Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays
12	Congo	Étude de base remise par le pays / Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays			
13	Costa Rica	Étude de base remise par le pays / Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays			
14	Côte d'Ivoire	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
15	République démocratique du Congo	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
16	El Salvador	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays

		Rapport sur l'évaluation conjointe 2014	Rapport sur l'évaluation conjointe 2015	Rapport sur l'évaluation conjointe 2016	Rapport sur l'évaluation conjointe 2017	Rapport sur l'évaluation conjointe 2018
17	Eswatini	Étude de base remise par le pays / Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport non remis par le pays
18	Éthiopie	Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport non remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays
19	Gabon	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	A rejoint le Mouvement SUN en 2016-2017	Rapport remis par le pays
20	Gambie	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
21	Ghana	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
22	Guatemala	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
23	Guinée	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
24	Guinée-Bissau	Étude de base remise par le pays / Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays
25	Haïti	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
26	Indonésie	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
27	Kenya	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
28	Kirghizistan	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
29	Laos	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
30	Lesotho	A rejoint le Mouvement SUN en 2014-2015	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
31	Libéria	Étude de base remise par le pays / Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
32	Madagascar	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
33	Malawi	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
34	Mali	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
35	Mauritanie	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays

		Rapport sur l'évaluation conjointe 2014	Rapport sur l'évaluation conjointe 2015	Rapport sur l'évaluation conjointe 2016	Rapport sur l'évaluation conjointe 2017	Rapport sur l'évaluation conjointe 2018
36	Mozambique	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
37	Myanmar	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
38	Namibie	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
39	Népal	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
40	Niger	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
41	Nigeria	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
42	Pakistan	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
43	Papouasie-Nouvelle-Guinée	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	Rapport non remis par le pays	Rapport non remis par le pays
44	Pérou	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays
45	Philippines	A rejoint le Mouvement SUN en 2014-2015	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
46	Rwanda	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport non remis par le pays	Rapport remis par le pays
47	Sénégal	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
48	Somalie	A rejoint le Mouvement SUN en 2014-2015	Report submitted by country			
49	Soudan du Sud	Pas d'étude de base réalisée / Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays			
50	Sierra Leone	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
51	Sri Lanka	Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays			
52	Soudan	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	A rejoint le Mouvement SUN en 2015-2016	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
53	Tadjikistan	Étude de base remise par le pays / Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays			
54	Tanzanie	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays

		Rapport sur l'évaluation conjointe 2014	Rapport sur l'évaluation conjointe 2015	Rapport sur l'évaluation conjointe 2016	Rapport sur l'évaluation conjointe 2017	Rapport sur l'évaluation conjointe 2018
55	Togo	Étude de base remise par le pays / Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays			
56	Ouganda	Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
57	Viet Nam	Étude de base remise par le pays / Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays			
58	Yémen	Rapport remis par le pays	Rapport des progrès validé pour 2015	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays
59	Zambie	Évalué par le Secrétariat du Mouvement SUN	Rapport remis par le pays			
60	Zimbabwe	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays	Rapport remis par le pays



© UNICEF / Ose

Tableau 2 : Processus et marqueurs de progrès pour le Rapport d'évaluation conjointe des pays SUN 2018

Processus 1 : Regrouper les personnes dans un espace commun	
Marqueur de progrès n° 1	Choisir/développer des mécanismes de coordination au niveau des pays
Marqueur de progrès n° 2	Mener une coordination interne et élargir l'adhésion/faire participer d'autres acteurs pour de plus fortes répercussions
Marqueur de progrès n° 3	Contribuer/s'engager au sein de la plateforme multi-acteurs
Marqueur de progrès n° 4	Suivre, rédiger des rapports et mener une réflexion critique sur ses propres contributions et réalisations
Marqueur de progrès n° 5	Maintenir l'impact politique de la plateforme multi-acteurs

Processus 2 : Cadre politique et juridique cohérent	
Marqueur de progrès n° 1	Analyser en permanence les politiques et législations existantes pertinentes pour la nutrition
Marqueur de progrès n° 2	S'engager en permanence dans le plaidoyer pour influencer le développement, la mise à jour et la diffusion de cadres politiques et juridiques pertinents
Marqueur de progrès n° 3	Élaborer ou actualiser des cadres politiques et juridiques cohérents par le biais d'efforts coordonnés et harmonisés des parties prenantes nationales
Marqueur de progrès n° 4	Rendre opérationnels/faire respecter les cadres juridiques
Marqueur de progrès n° 5	Mener un suivi et rédiger des rapports pour l'apprentissage et le maintien de l'impact des politiques et de la législation

Processus 3 : Cadre commun de résultats pour un Plan national de nutrition (programme aligné)	
Marqueur de progrès n° 1	Analyser en permanence les politiques et législations existantes pertinentes pour la nutrition
Marqueur de progrès n° 2	S'engager en permanence dans le plaidoyer pour influencer le développement, la mise à jour et la diffusion de cadres politiques et juridiques pertinents
Marqueur de progrès n° 3	Élaborer ou actualiser des cadres politiques et juridiques cohérents par le biais d'efforts coordonnés et harmonisés des parties prenantes nationales
Marqueur de progrès n° 4	Rendre opérationnels/faire respecter les cadres juridiques
Marqueur de progrès n° 5	Mener un suivi et rédiger des rapports pour l'apprentissage et le maintien de l'impact des politiques et de la législation

Processus 4 : Suivi des financements et mobilisation des ressources	
Marqueur de progrès n° 1	Chiffrer et évaluer la faisabilité financière
Marqueur de progrès n° 2	Assurer un suivi du financement de la nutrition et rédiger des rapports à ce sujet
Marqueur de progrès n° 3	Renforcer et aligner les ressources, et notamment, combler les manques de financement
Marqueur de progrès n° 4	Concrétiser les promesses de financements
Marqueur de progrès n° 5	Assurer la prévisibilité du financement pluriannuel pour soutenir les résultats des mises en œuvre et leurs répercussions sur la nutrition

Tableau 3 : Pondérations des marqueurs de progrès de chaque processus

	Pondération du marqueur de progrès n° 1	Pondération du marqueur de progrès n° 2	Pondération du marqueur de progrès n° 3	Pondération du marqueur de progrès n° 4	Pondération du marqueur de progrès n° 5	Total des pondérations (arrondi)
Processus 1						
	4	4	5	6	6	
	16 %	16 %	20 %	24 %	24 %	100 %
Processus 2						
	4	4	5	6	6	
	16 %	16 %	20 %	24 %	24 %	100 %
Processus 3						
	4	4	5	6	6	
	16 %	16 %	20 %	24 %	24 %	100 %
Processus 4						
	4	4	5	6	6	
	16 %	16 %	20 %	24 %	24 %	100 %





INVOLUCRAR • INSPIRAR • INVERTIR

MÁS INFORMACIÓN



www.scalingupnutrition.org/fr



www.facebook.com/SUNMovement



www.twitter.com/SUN_Movement